

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

HISTOIRE ÉCONOMIQUE
DE
L'INDUSTRIE COTONNIÈRE
EN
ALSACE

ÉTUDE DE SOCIOLOGIE DESCRIPTIVE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'acte public sur les matières ci-après sera présenté et soutenu

Le 25 Mai 1912, à 1 heure et demie

PAR

ROBERT LÉVY

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

MEMBRE DE LA SOCIÉTÉ DE SOCIOLOGIE DE PARIS

Président : M. FERNAND FAURE, professeur
Suffragants : { MM. SOUCHON, professeur
TRUCHY, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

MAISONS FÉLIX ALCAN ET GUILLAUMIN RÉUNIES

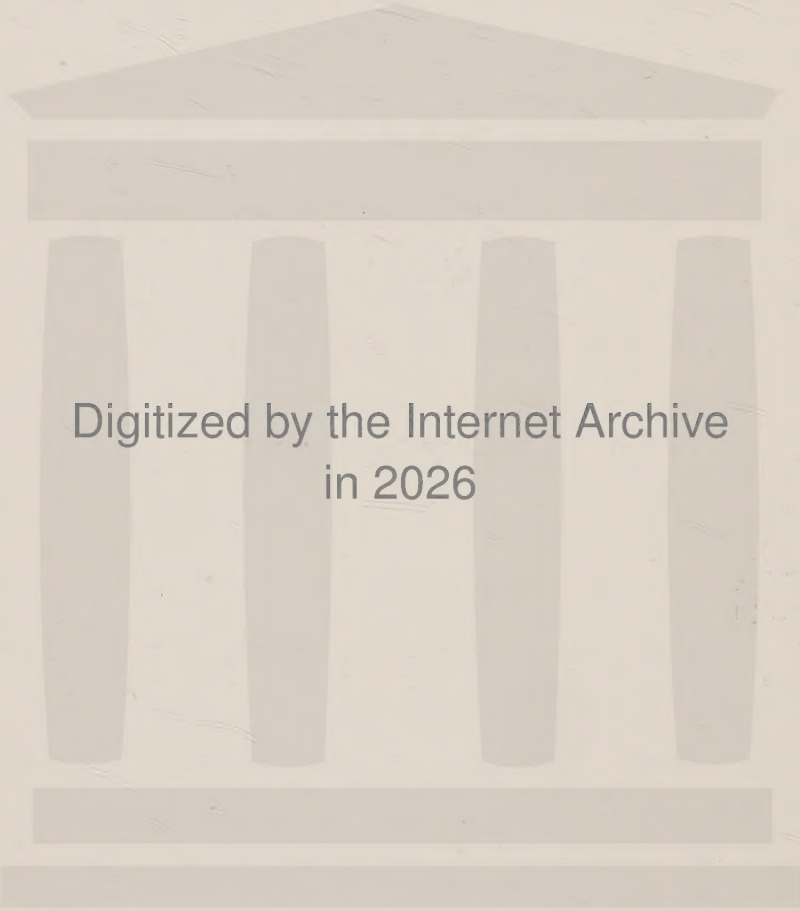
108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

1912

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

HISTOIRE ÉCONOMIQUE

DE

L'INDUSTRIE COTONNIÈRE

EN

ALSACE

ÉTUDE DE SOCIOLOGIE DESCRIPTIVE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'acte public sur les matières ci-après sera présenté et soutenu

Le 25 Mai 1912, à 1 heure et demie

PAR

ROBERT LÉVY

AVOCAT A LA COUR D'APPEL

MEMBRE DE LA SOCIÉTÉ DE SOCIOLOGIE DE PARIS



Président : M. FERNAND FAURE, *professeur*
Suffragants : { MM. SOUCHON, *professeur*
TRUCHY, *professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE FÉLIX ALCAN

MAISONS FELIX ALCAN ET GUILLAUMIN RÉUNIES

108, BOULEVARD SAINT-GERMAIN, 108

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages.
Table des matières.....	I-IV
Principaux documents utilisés	V-X
Archives.....	V
Imprimés.....	V
Manuscrits.....	X

INTRODUCTION 1-52

CHAPITRE PREMIER

Le coton en Alsace avant la grande industrie. 1-6

§ 1. — L'Alsace, ancien centre d'industrie textile.....	1
§ 2. — Le commerce du coton apparaît en Alsace au xiv ^e siècle.....	2
§ 3. — La fabrication du coton du xv ^e au xviii ^e siècle sous la forme de la petite industrie corporative.....	3

CHAPITRE II

Origines de la grande industrie. 7-13

Sous la forme de la grande industrie, l'impression du coton précède la filature et le tissage. — Mulhouse, berceau de la grande industrie.....	7
--	---

CHAPITRE III

Causes de naissance et de développement de l'industrie. 14-52

§ 1. — Les obstacles.....	14
A) Obstacles d'ordre physique.....	14
B) Obstacles d'ordre politique et juridique.....	16
2. — Les conditions favorables.....	20
A) Conditions favorables d'ordre physique.....	21
B) Conditions favorables d'ordre économique.....	24
C) Conditions favorables d'ordre politique et juridique.....	35

LIVRE PREMIER

ANALYSE INTERNE DE L'ORGANISME DE LA PRODUCTION Pages.
53-198

PREMIÈRE PARTIE

OBJET ET IMPORTANCE DE LA PRODUCTION 55-97

CHAPITRE PREMIER

Objet de la production. 55-81

§ 1. — La filature.....	56
§ 2. — Le tissage.....	63
§ 3. — L'impression.....	70

CHAPITRE II

Importance de la production. 82-97

§ 1. — La filature.....	85
§ 2. — Le tissage.....	91
§ 3. — L'impression.....	92
§ 4. — Variations de la quantité produite au cours de l'année.....	96

DEUXIÈME PARTIE

ORGANISATION DE L'INDUSTRIE 99-198

CHAPITRE PREMIER

Distribution géographique de l'industrie. 101-133

§ 1. — Constance de la distribution géographique.....	110
A) Étendue géographique de l'industrie.....	110
B) Importance relative des centres.....	120
§ 2. — Mouvements locaux.....	125
A) Développement fragmentaire vers l'ouest.....	125
B) Disparition de quelques établissements du nord de l'Alsace, compensée par le développement de la vallée de la Bruche.....	132

TABLE DES MATIÈRES

III

CHAPITRE II

	Pages.
Proportion des facteurs de la production.	134-148
1. — Impression.....	135
2. — Filature.....	140
3. — Tissage.....	144

CHAPITRE III

	Pages.
Forme de l'industrie.	149-176
1. — Industrie à domicile.....	151
2. — Concentration industrielle.....	161
A) Impression.....	162
B) Filature.....	168
C) Tissage.....	174

CHAPITRE IV

	Pages.
Division du travail.	177-198
1. — Intégration <i>stricto sensu</i> et sectionnement de la production.....	178
2. — Spécialisation de la production et intégration <i>lato sensu</i>	187
3. — Décomposition du travail.....	189
A) Filature.....	189
B) Tissage.....	193
C) Impression.....	195

LIVRE II

RAPPORTS DE L'ORGANISME DE LA PRODUCTION AVEC LA DEMANDE

199-313

CHAPITRE PREMIER

	Pages.
Étendue du marché.	202-243
1. — Filés et tissus écrus.....	203
2. — Toiles peintes.....	204
A) 1743-1790 : Marché international.....	204
B) 1790-1815 : Contraction du marché extranational.....	225
C) 1815-1839 : Reprise graduelle et lente du marché européen. Développement du marché extra-européen.....	231
D) 1839-1860 : Contractions nouvelles des débouchés extranationaux.....	234
E) 1861-1870 : Elargissement nouveau du marché.....	237

	Pages.
<i>F)</i> 1871-1873 : Régime transitoire.....	238
<i>G)</i> 1873-1910 : Changement du marché national. Constance du marché international.....	243

CHAPITRE II

Organisation du marché.	244-267
-------------------------	---------

§ 1. — Vente directe.....	250
<i>A)</i> Le vendeur et l'acheteur vont l'un vers l'autre (foire, Bourse)...	250
<i>B)</i> L'acheteur vient trouver le vendeur (vente sur place).....	255
<i>C)</i> Le vendeur va trouver l'acheteur (voyageur, succursale, etc.)...	257
<i>D)</i> Ni l'acheteur ni le vendeur ne se dérangent (vente à distance)..	261
§ 2. — Vente par l'intermédiaire d'un courtier.....	263

CHAPITRE III

Adaptation de la production à la demande.	268-313
---	---------

§ 1. — 1743-1786.....	271
§ 2. — 1787-1837.....	274
§ 3. — 1838-1880	300

PRINCIPAUX DOCUMENTS UTILISÉS

ARCHIVES

Archives de Bâle.

Archives de la Haute-Alsace (Colmar).

Archives municipales de Colmar.

Archives de Mulhouse.

Archives de Munster.

Archives départementales de Meurthe-et-Moselle (Nancy).

Archives nationales (Paris).

Archives du Ministère des Affaires étrangères (Paris).

Archives du Ministère de la Guerre (Paris).

Archives de Ribeauvillé.

Archives de Sainte-Marie-aux-Mines.

Archives de la Basse-Alsace (Strasbourg).

Archives municipales de Strasbourg.

Archives de Zurich.

IMPRIMÉS

ALCAN. — *Traité complet de la filature du coton* (Paris, 1865).

Almanach de commerce de la ville de Mulhouse et environs. Année 1836 (Mulhouse 1835).

Almanach du commerce de Strasbourg pour l'an 1807 (Strasbourg 1807).

Annuaire historique et statistique du département du Bas-Rhin (Strasbourg an XIII à 1816).

Annuaire physico-économique et statistique du département du Haut-Rhin pour l'année bissextile 1812 (Colmar).

Annuaire physico-économique et statistique du département du Haut-Rhin pour l'année 1813 (Colmar).

AUBRY. — *Notice sur l'industrie et le commerce dans le département des Vosges* (L'Écho des Vosges, Mirecourt 1837).

AUFSCHLAGER (J. F.). — *L'Alsace. Nouvelle description historique et topographique des deux départements du Rhin*, t. II (Strasbourg, 1826).

BERGMANN (Gustave). — *Rapport présenté à l'Assemblée générale des cinq bureaux du Syndicat industriel de la Basse-Alsace siégeant à Strasbourg* (Strasbourg, 1873).

BERNOULLI (C.). — *Untersuchungen über die angeblichen Nachtheile des zunehmenden Fabrik- und Maschinenwesens, nebst Betrachtungen über die Zerrütung der oberrheinischen Industrie Anfangs 1828* (Bâle, 1828).

BILLING. — *Geschichte und Beschreibung des Elsasses* (Bâle, 1782).

BILLINGS (Sigmund). — *Kleine Chronick der Stadt Colmar* (Colmar, 1891).

BLECH (Ernest). — *Jean-Georges Reber, 1731-1816* (Mulhouse, 1903).

BOTTIN. — *Annuaire du département du Bas-Rhin pour l'an VII de la République française une et indivisible* (Strasbourg).

BOTTIN. — *Annuaire politique et économique du département du Bas-Rhin* (Strasbourg, an VIII).

BOUCHER (Henry). — *Industrie, commerce dans Louis (Léon), Le département des Vosges*, t. V (Epinal, 1889).

BOULAINVILLIERS. — *Etat de la France dans lequel on voit tout ce qui regarde le Gouvernement Ecclésiastique, le Militaire, la Justice, les Finances, le Commerce, les Manufactures* (Londres, 1752).

BRUAT (F.-J.). — *Contre la pétition du commerce de Mülhausen, à l'Assemblée nationale* (s. l., n. d.).

BRUNHES. — *La géographie humaine* (Paris, 1910).

BUECHER (Karl). — *Etudes d'Histoire et d'Economie politique* (Bruxelles-Paris, 1901).

Bulletin de la Société d'histoire naturelle de Colmar.

Bulletin de la Société industrielle de Mulhouse.

Bulletin des lois.

Bulletin du Musée historique de Mulhouse.

BURZEN DE LA MARTINIÈRE. — *Le Grand dictionnaire géographique, historique et critique* (Paris, 1768).

CHAPTAL. — *De l'Industrie françoise* (Paris, 1819).

Chefs (Les) de l'industrie cotonnière des départements de l'Est à l'Assemblée nationale (s. n., n. l., n. d.).

Congrès scientifique de France, 32^e session (Paris-Rouen, 1866).

Conseil d'Etat. — *Enquête sur le régime du courtage* (Paris, 1864).

Conseil supérieur de l'agriculture, du commerce et de l'industrie. — *Enquête. Traité de commerce avec l'Angleterre* (Paris, 1860), t. IV.

DELAHACHE (Georges). — *Alsace-Lorraine. La carte au liseré vert* (Paris, 1910).

DELORMOIS. — *L'art de faire les indiennes* (Paris, 1786).

DEPIERRE (Joseph). — *L'impression des tissus, spécialement l'impression à la main* (Mulhouse, 1910).

DIDEROT et D'ALEMBERT. — *Encyclopédie* (Paris, 1751).

DOLLFUS (Emile). — *Rapport à M. le Préfet sur l'industrie du Haut-Rhin* (Mulhouse, 1854).

DOLLFUS-AUSSET. — *Matériaux pour la coloration des étoffes* (Paris, 1865).

DUPIN (Ch.). — *Forces productives et commerciales de la France* (Paris, 1827).

Eingabe der Elsässischen Baumwoll-Industriellen betreffend Baumwollgarn- und Gewebezölle in dem neuen Zolltarif (Mulhouse, 1902).

Elsass-Lothringen. Reichstagsreden 1871-79 des Fürsten von Bismarck (Leipzig, 1889).

ENGEL-DOLLFUS. — *Production du coton* (Paris, 1867).

Enquête parlementaire sur le régime économique, Tome premier, Coton (Paris, 1870).

Enquête relative à l'importation en franchise temporaire des tissus de coton destinés à être réexportés après impression ou teinture (Paris, 1868).

Examen des avantages et des désavantages de la prohibition des Toiles peintes, (Marseille, 1753).

EXPILLY. — *Dictionnaire géographique, historique et politique des Gaules* (Avignon, 1763).

F*** (Jean-Louis). — *Description physique et morale de la République française par départements, cantons et communes, N° 1^{er}, Bas-Rhin* (Nancy, an VII).

F*** (J.-L.). — *Voyage de Paris à Strasbourg et principalement dans tout le Bas-Rhin pour s'assurer de l'état actuel de l'agriculture et des ressources de ce département depuis la fondation de la République française* (s. l., an IX).

FOLTZ. — *Souvenirs historiques du Vieux Colmar* (Colmar, 1887).

FORRER (R.). — *Les imprimeurs de tissus dans leurs relations historiques et artistiques avec les Corporations* (Strasbourg, 1898).

France industrielle, manufacturière, agricole et commerciale.

DE GONGOURT (Edmond et Jules). — *La femme au dix-huitième siècle* (Paris, 1905).

GRAF. — *Geschichte der Stadt Mühlhausen*, 4 vol. (Mulhouse, 1819-1826).

HACK (Carl). — *Die Gewerbe in Elsass-Lothringen nach der Zählung vom 1. Dezember 1875* (Strasbourg, 1881).

HEFFELÉ et DUPONT. — *Aide-mémoire pratique de la filature du coton*, 3^e édition (Paris-Nancy, s. d.).

HANAUER. — *Études économiques sur l'Alsace ancienne et moderne* (Paris-Strasbourg, 1876).

JENNY-TRUEMPY (Adolf). — *Handel und Industrie des Kantons Glarus dans Jahrbuch des Historischen Vereins des Kantons Glarus*, t. XXXIV (Glaris, 1902).

Handelskammer zu Mülhausen im Elsass. — *Jahresbericht für 1878*.

HERKNER. — *Die oberelsässische Baumwollindustrie und ihre Arbeiter* (Strasbourg, 1887).

Histoire documentaire de l'Industrie de Mulhouse et de ses environs au dix-neuvième siècle (Mulhouse, 1902).

HOFER. — *Mülhauser Geschichten vom Jahr 1741 bis 1797* dans *Le vieux Mulhouse*, t. III (Mulhouse, 1899).

HOFFMANN. — *L'Alsace au dix-huitième siècle* (Colmar, 1906).

Industriel alsacien (L').

Journal des Débats.

Journal du Commerce, de Politique et de Littérature.

Journal officiel.

KAERGER. — *Die Lage der Hausweber im Weilerthal* (Strasbourg, 1886).

KLEIN. — *Die Baumwollindustrie im Breuschtal* (Strasbourg, 1905).

KÖCHLIN (Armand). — *L'industrie cotonnière en Alsace* (Paris, 1908).

KRUG-BASSE. — *L'Alsace avant 1789* (Paris, 1876).

LABOUCHÈRE (Alfred). — *Oberkampf* (Paris, 1866).

LALANCE. — *La crise de l'industrie cotonnière* (Mulhouse, 1879).

LANTZ (Lazare). — *Notice historique et statistique sur le Syndicat Industriel du Haut-Rhin* (Mulhouse, 1873).

LAUMOND. — *Statistique sur le département du Bas-Rhin* (Paris, an X).

LECOMTE (Henri). — *Le coton* (Paris, 1902).

LEDELIN, MARCHAL, PERRIN, GARNIER, KEMPF. — *Monographie de l'industrie cotonnière* (Epinal, 1903).

LORIOU. — *La France ; Bas-Rhin, par Guadet ; Haut-Rhin, par Dufau* (Paris, 1834).

LUTZ (J.). — *Illzacher Chronik* (Ribeauvillé, 1898).

MAIRET (Paul). — *La crise de l'industrie cotonnière étudiée particulièrement dans les Vosges* (Dijon, 1906).

Manifestations en Allemagne sur les conséquences que pourrait avoir pour l'industrie l'annexion éventuelle de l'Alsace et de la Lorraine (Mulhouse, 1871).

MANTOUX (Paul). — *La révolution industrielle au dix-huitième siècle. Essai sur les commencements de la grande industrie moderne en Angleterre* (Paris, 1906).

MARSHALL. — *Principes d'économie politique* (Paris, 1906).

MARTIN (Germain). — *Buffon maître de forges. La Fayette et l'école pratique de tissage de Chavaignac* (Le Puy, 1898).

MARTIN (Germain). — *La grande industrie en France sous le règne de Louis XV* (Paris, 1900).

MAUNIER (René). — *L'origine et la fonction économique des villes. Étude de morphologie sociale* (Paris, 1910).

MAY (Gaston). — *Le traité de Francfort* (Paris-Nancy, 1909).

MEININGER (Ernest). — *Le traité de réunion de Mulhouse à la France en 1798* (Mulhouse, 1910).

Mémoire sur le commerce de la France et de ses colonies (Paris, 1789).

MIEG. — *Relation historique des Progrès de l'Industrie commerciale de Mulhausen et ses environs* (Mulhouse, 1823).

Ministère du Commerce. — *Enquête relative à diverses prohibitions établies à l'entrée des produits étrangers*, t. III (Paris, 1835).

Ministère du Travail et de la Prévoyance sociale. — *Répertoire technologique des noms d'industries et de professions* (Paris-Nancy, 1909).

Moniteur (Le) de l'exportation et de l'importation.

MOSSMANN. — *Les grands industriels de Mulhouse* (Paris, 1879).

MONE. — *Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins.*

MOREAU DE JONÈS. — *Statistique de l'industrie du coton* (Paris, 1856).

MORÉRI. — *Le grand dictionnaire historique* (Bâle, 1740).

Musée GALLIERA. — *La tradition de la Toile imprimée en France* (Paris, 1907).

PENOT (Achille). — *Statistique générale du département du Haut-Rhin publiée par la Société Industrielle de Mulhausen* (Mulhouse, 1831).

Pétition présentée à la Chambre des Députés par les délégués de l'industrie cotonnière des départements de l'Est (Paris, 1839).

PEUCHET et CHANLAIRE. — *Description topographique et statistique des départements du Haut et du Bas-Rhin* (Paris, 1810 et 1811).

PICARD (Roger). — *Les Cahiers de 1789 et les classes ouvrières* (Paris, 1910).

Pour (Le) et le Contre sur l'admission temporaire des tissus et sur les résultats du nouveau régime douanier appliqué à l'industrie du coton (Mulhouse, 1868).

Précis pour le sieur Riégé, Fabriquand d'Indiennes à Münster ; contre les sieurs Haussmann, Fabriquans d'Indiennes au Logelbach (Colmar, s. d.).

QUATREMERE-DISJONVAL. — *Essai sur les caractères qui distinguent les cotons des diverses parties du monde* (Paris, 1784).

Question des admissions temporaires des tissus de cotons (Mulhouse, 1869).

Rapport de la commission libre nommée par les manufacturiers et négocians de Paris, sur l'enquête relative à l'état actuel de l'industrie du coton en France, Février 1829 (Paris, 1829).

Rapport officiel du deuxième Congrès cotonnier international tenu en 1905 à Manchester et à Liverpool.

Rapport officiel du troisième Congrès international tenu à Brême en 1906.

RATHGEBER (Julius). — *Münster im Gregorienthal* (Strasbourg, 1874).

Recueil de planches sur les Sciences, les Arts libéraux et les Arts mécaniques (Paris, 1762).

Reichs-Enquete für die Baumwollen- und Leinen-Industrie 1878. Stenographische Protokolle über die mündliche Vernehmung der Sachverständigen (Berlin).

Réflexions sur les avantages de la libre fabrication et de l'usage des toiles peintes en France (Genève, 1758).

Réponses aux questions de l'enquête industrielle ordonnée par l'Assemblée nationale, recueillies et mises en ordre par les soins du comité de l'association formée à Mulhouse pour la Défense du Travail national et embrassant le rayon du nord-est de la France (Haut-Rhin, Bas-Rhin, Vosges, Meurthe, Doubs et Haute-Saône). Juin et Juillet 1848 (Mulhouse, 1848).

Réponse des sieurs Haussmann, Emerich, Jordan et Compagnie, Entrepreneurs de la Manufacture privilégiée du Roi, établie sur le Loglenbach près de Colmar; au précis imprimé du sieur Jean-Henri Riegé, Fabrikant à Munster (Colmar, 1784).

REUSS. — *L'Alsace au dix-septième siècle* (Paris, 1897).

Revue d'Alsace.

Revue des Deux-Mondes.

REYBAUD (Louis). — *Le Coton* (Paris, 1863).

RIEGER (Wilhelm). — *Verzeichnis der im Deutschen Reiche auf Baumwolle laufenden Spindeln und Webstühle* (Stuttgart, 1895, 1898, 1901, 1906 et 1909).

RISLER. — *Histoire de la vallée de Sainte-Marie-aux-Mines anciennement vallée de Lièpvre* (Sainte-Marie-aux-Mines, 1873).

SAHLER (Léon). — *L'industrie cotonnière au Pays de Montbéliard et ses origines dans Mémoires de la Société d'émulation de Montbéliard*, XXX^e vol. (Montbéliard, 1903).

SCHEURER-KESTNER. — *Souvenirs de jeunesse* (Paris, 1905).

SCHLUND (Aimé). — *Aperçu historique sur l'industrie de Guebwiller et de ses environs dans Mittheilungen der Philomathischen Gesellschaft in Elsass-Lothringen* (Strasbourg, 1895).

SCHMIDT (Charles). — *La crise industrielle de 1788 en France dans Revue historique*, t. XCVII (Paris, 1908).

SCHMOLLER. — *Die Strassburger Tücher- und Weberzunft* (Strasbourg, 1879).

SCHULZE-GAVERNITZ. — *La grande industrie* (Paris, 1896).

SINGER. — *Situation de l'industrie cotonnière en France en 1828* (Paris, 1829).

Statistik des Deutschen Reichs, Neue Folge, Band 7 (Berlin, 1886).

Statistik des Deutschen Reichs, Band 215, 1, Berufs- u. Betriebszählung vom 12. Juni 1907 (Berlin, 1909).

Statistique de la France publiée par le ministre de l'Agriculture et du Commerce (Paris, 1847).

Temps (Le).

TOURNEUX (Maurice). — *Correspondance littéraire, philosophique et critique par Grimm, Diderot, Raynal, Meister, etc. (1753-1793)* (Paris, 1878).

TURGAN. — *Les grandes usines* (Paris, 1863 et s.).

UZANNE (Octave). — *La Femme et la Mode* (Paris, 1893).

VAUTIER. — *L'art du flateur de coton* (Paris, 1821).

VIDAL DE LA BLACHE. — *Tableau de la géographie de la France dans Ernest Lavisse, Histoire de France, t. I^B* (Paris, 1903).

VILLEFORT. — *Recueil des traités, conventions, lois, décrets et autres actes relatifs à la paix avec l'Allemagne* (Paris, 1879).

VILLERMÉ. — *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie* (Paris, 1840).

Vollständige Entdeckung des bisher so sehr geheim gehaltenen Cotton- oder Indienen-Drucks (Carlsruhe, 1768).

Vues des fabriques du Haut-Rhin, 34 planches dessinées par J. Mieg, lithographiées par Engelmann (Mulhouse, 1824).

MANUSCRITS

FRANTZ. — *Notes sur l'industrie, le commerce en Alsace* (Bibliothèque municipale de Strasbourg, manuscrit n° 576).

Mémoire sur l'Alsace et Dénombrement du Sundgau 1752 (Bibliothèque municipale de Strasbourg, manuscrit n° 40).

LESSLIN. — *Matériaux pour servir à l'histoire de la Ville et du Canton de Sainte-Marie-aux-Mines* (manuscrit de la bibliothèque Degermann, propriété de la ville de Sainte-Marie-aux-Mines).

RYHNER. — *Traité sur L'origine de L'art de peindre et d'Imprimer les Toiles de Cotton* (Bibliothèque de la Société industrielle de Mulhouse, *Chimie* 1027).

Nous sommes heureux d'exprimer notre gratitude à tous ceux qui ont bien voulu faciliter notre tâche.

Nous remercions .

MM. les industriels alsaciens qui nous donné des renseignements et qui nous ont permis de faire des stages dans leurs ateliers ou leurs bureaux ;

M. Léon Gauthier et M. Charles Schmidt, archivistes aux Archives nationales ; M. Benner, archiviste de Mulhouse ; M. Mentz, directeur, et M. Eberhardt, secrétaire des Archives de la Haute-Alsace ; M. Engel, archiviste de la ville de Colmar ; M. Wentzcke, archiviste aux Archives de la Basse-Alsace et M. Raeuber, secrétaire des Archives municipales de Strasbourg ;

M. J. Lutz, lauréat de l'Institut, qui nous a assisté dans le dépouillement et la traduction des registres des Archives de Mulhouse, écrits en vieil allemand ;

Notre ami et maître, M. René Maunier, ancien chargé de cours à la Faculté de Droit de l'Université de Lille, professeur à l'École khédiviale de Droit du Caire, qui nous a fourni la classification des phénomènes économiques que nous avons utilisée, et qui nous a donné de précieux conseils.

INTRODUCTION

CHAPITRE PREMIER

LE COTON EN ALSACE AVANT LA GRANDE INDUSTRIE

§ 1. L'Alsace, ancien centre d'industrie textile. — § 2. Le commerce du coton apparaît en Alsace au ^{xiv}^e siècle. — § 3. La fabrication du coton du ^{xv}^e au ^{xviii}^e siècle sous la forme de la petite industrie corporative.

§ 1. — L'Alsace, ancien centre d'industrie textile

A la fin du Moyen âge, il y avait dans l'Europe occidentale quatre grands centres d'industrie textile : les Pays-Bas, l'Angleterre, la France (en particulier la Normandie), enfin les pays rhénans, et en particulier l'Alsace. Dès une époque assez ancienne, la fabrication des textiles, notamment celle de la laine, se développe dans les monastères alsaciens¹, soit pour leur consommation propre, soit pour la vente sur les marchés des villes.

Au ^{xiv}^e siècle, la fabrication du lin, du chanvre et de la laine était répandue par toute l'Alsace, soit dans les petits ateliers des maîtres tisserands des villes, travaillant pour le marché urbain et vendant directement à la consommation locale, soit sous forme d'industrie à domicile, travaillant pour l'exportation sous la direction d'un capitaliste. On connaît l'importance politique qu'ont eue les corporations drapières de Strasbourg. L'industrie de la laine était de même pratiquée à Mulhouse sous la forme corporative. Chaque maître tisserand possédait un métier, sur lequel deux ouvriers se renvoyaient la navette. Les draps, dont la production était limitée par les règlements, étaient vendus par les maîtres tisserands eux-mêmes, aux marchés de

1. Il y en avait à Strasbourg, dont on trouve une mention dès le ^{xiii}^e siècle.

la ville et aux foires des environs¹. L'on sait enfin qu'au début du xvi^e siècle l'industrie de la draperie était pratiquée à Sainte-Marie-aux-Mines par des réfugiés huguenots².

Mais il n'est question jusqu'ici que des industries traitant des matières indigènes, la laine, le lin et le chanvre. Or le textile exotique, qui fait l'objet du présent ouvrage, apparaît aussi en Alsace dès la fin de la période médiévale ; mais longtemps il n'occupa dans l'ensemble des industries textiles alsaciennes qu'une place tout à fait secondaire. On le connut d'abord comme objet de consommation, sans songer à en faire un objet de production ; le *commerce* du coton se développa en Alsace assez longtemps avant la *fabrication* indigène.

§ 2. — Le commerce du coton apparaît en Alsace au XIV^e siècle

Dès la fin du xiv^e siècle, l'on voit le coton et ses dérivés constituer à Strasbourg un article de commerce courant. Dans une lettre que l'évêque de Strasbourg, Frédéric de Blanckenheim (mort en 1393), adresse à son collecteur pour le charger de diverses emplettes, il le prie de lui acheter sans retard « une bonne « toile de coton blanche et deux livres de coton³ ». Dans le règlement de la halle de Strasbourg de 1401 il est fait mention des balles de cotonnades que les Lombards transportent à travers la ville⁴. D'une manière générale, toutes les dispositions législatives de la ville de Strasbourg relatives au commerce parlent des toiles de coton comme d'objets vendus couramment au mar-

1. *Bulletin de la Société industrielle de Mulhouse*, 1877, p. 222.

2. E. Blech, *Les origines de l'industrie textile à Sainte-Marie-aux-Mines* (*Revue d'Alsace*, 1901, p. 76).

3. « F. Episcopus Argentinensis Administrator eccl. Basiliensis : her Jacob wir « heissent uch, das ir uns köffent ein gut wiss böwelin düch und 12 elen linen « düches, 2 phünt bönwollen und 12 lost wisses garnes und das kein sumen daran « sy, geben zu dachstein des zinstags nach sant angesenes dage ». Archives municipales de Strasbourg (AA 1411, pièce 5). Ce texte a été cité en partie (mais sans indication de cote) dans Monc, *Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins*, tome XX (Carlsruhe, 1867), p. 296.

4. Alte Kaufhausordnung 1401 : « waz ballen wollen secke oder vardele die Lam- « parter durch unser stat oder burghanne fürent, es sient bömwollin vardele, « gewant-ballen oder wollescecke, do gilt iedaz stücke 10 sl ». Archives municipales de Strasbourg (*Stadlordenungen*, 20 f° 101 verso), cité dans Schmoller, *Die Strassburger Tücher- und Weberzunft* (Strasbourg, 1879), pp. 21a et 441.

ché : un projet d'ordonnance des années 1424-1442 règle les droits de douane que doivent payer les parties lors de la conclusion d'un contrat de vente ayant pour objet des toiles de coton¹; et un règlement de la halle de Strasbourg de 1477 détermine les droits de magasinage des toiles de coton². L'importance du commerce du coton n'était pas moins grande dans la Haute-Alsace. Ainsi, lorsqu'en 1533 le tarif douanier de Colmar fut révisé, on régla minutieusement les différents droits que la ville pouvait percevoir sur le coton³. Et ce qui prouve que du ^{xv}^e au ^{xviii}^e siècle les cotonnades n'étaient pas une rareté, c'est que l'abbé Hanauer a pu retrouver des prix assez nombreux d'étoffes de coton vendues pendant cette période⁴. L'on constate également que la « bonneterie de coton » a été l'objet d'un commerce assez ancien. Les « Déclarations du Roy servant de Reglement pour la perception des droits de Peages qui sont dûs pour toutes les Marchandises qui entrent et sortent de la haute et basse Alsace », celle de 1663⁵, comme celle de 1743⁶, mentionnent les droits à payer pour les bas de coton.

§ 3. — La fabrication du coton du ^{xv}^e au ^{xviii}^e siècle sous la forme de la petite industrie corporative

Ce développement du commerce du coton entraîna assez rapidement le développement de la production. Dès le ^{xv}^e siècle, on

1. « Von der kremerigen in dem kofhuse Baumwollentuech. Alse geschriben
« stet, wer der ist, der ein handel mit bömwüllin dueche har in unser stat zu
« merket bringet, das der 14 sl. d. dovon zu zolle geben sol unde der es kofet
« 10 sl. d., do sint sū einhellichen überkummen das der, der das bömwüllin duech
« harbringet von yedem fardel 10 sl. d. zu zolle geben sol und der es köfet, der sol
« ouch 10 sl. geben. » Archives municipales de Strasbourg (*Stadtordnungen* 21, f° 132 verso). Schmoller, *op. cit.*, p. 39.

2. « Bonwollin duech. Item ein gehort bonwöllin düch git 2 sl. d. und noch
« marzal... Item ein fardel bömwollen düches, daz verkouft würt, git iedie hant
« 1 sl. husgelt, aber kouft ieman einzige duech, es sy Collisch, Meigelonsch oder
« Schwöbisch düch, git iedie hant von eim duech 1 d. husgelt. » Archives municipales de Strasbourg (*Stadtordnungen* 12 f° 98 verso et 105 verso). Schmoller, *op. cit.*, pp. 88 et 92.

3. « Bauwoll. Item ein Centner Bauwoll gipt zu Hausgeltt sechs pfening, zu unn-
« terkauf zwen pfening, und zum Thoraus zwen pfening. » Archives municipales de Colmar (*Zollbuch de Colmar*, ni coté ni paginé). Voyez *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1878, p. 112.

4. Hanauer, *Études économiques sur l'Alsace ancienne et moderne* (Paris-Strasbourg, 1876, II, p. 431).

5. Archives municipales de Colmar (C 13).

6. Archives de Bâle (*Handel und Gewerbe*, U 3).

tissait du coton à Colmar. Un texte de 1432, concernant les corporations de Colmar, range dans celle des tisserands « ceux qui tissent du coton¹ », et un décret de 1437 du Grand Conseil de cette ville, portant règlement du commerce, mentionne les toiles de coton parmi les articles que les tisserands de lin ont le droit de vendre². Mais cette fabrication, tant que l'on ne connut pas en Alsace l'impression des toiles de coton, n'eut pas une très grande importance. Elle n'existait que dans quelques centres disséminés, et uniquement sous la forme de la petite industrie corporative. Le principal de ces centres était Strasbourg, et encore est-ce moins le tissage des toiles « tout coton » qui y prit de l'importance, que celui des « futaines » (*Barchent*), dont la chaîne était de lin, et la trame de coton. C'est l'autorité qui avait encouragé dans la première moitié du xvi^e siècle la filature du coton, le tissage et le commerce des futaines, pour que les pauvres ne tombassent pas à charge à l'assistance publique. La réputation des futaines de Strasbourg devint telle que des marchands en introduisaient d'Allemagne pour les faire teindre à Strasbourg, et les revendre comme produit strasbourgeois³; cette pratique dut être interdite par un règlement de 1594⁴.

Au reste, Colmar et Strasbourg n'avaient pas le monopole de la fabrication du coton. Hanauer a trouvé le prix qu'on avait payé en 1606 à Mulhouse pour filer du coton⁵. En 1627, un bourgeois d'Augsbourg, qui connaissait la teinture des tissus de coton appelés « bombasins » (*Pomosein*)⁶, obtint la faveur de se fixer à Ribeauvillé; et il y continua probablement l'exercice de son métier. On peut donc dire qu'avant la guerre de Trente ans, l'industrie cotonnière était assez solidement développée en Alsace. Sous la domination française, la fabrication des futaines continua à être

1. « Wer tuch machet, Bouwullin, wullin oder lynyn tüchere wöbent, die verwer, « wollen slaher, die kember, walker und hütemacher, die tuch ribent oder kartent, « gehören under die Grouwetüchere. » Archives municipales de Colmar (*Libre rouge de Colmar*, sans cote, I, p. 171).

2. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1866, p. 307.

3. Quelques capitalistes, qui s'étaient associés pour se livrer à ce trafic, n'avaient, en 1592, pas moins de 1.000 pièces de futaines en magasins. Voyez à ce sujet Schmoller, *op. cit.*, pp. 544-545.

4. Dont on trouvera un exemplaire imprimé aux Archives municipales de Strasbourg (*Stadtordnungen* 18, n° 2, p. 104), et une copie dans Schmoller, *op. cit.*, pp. 229-230.

5. Hanauer, *op. cit.*, II, p. 451.

6. Archives de Ribeauvillé (BB 5).

une des rares industries de la province. C'est ce que nous apprend un mémoire de 1697 sur la province d'Alsace. « Il y a dans « Strasbourg une manufacture de futaine façon d'Augsbourg ou « d'Aix la Chapelle¹ », et cette affirmation nous est répétée par tous les mémoires sur la province d'Alsace², qui manifestement se copient. En 1763, l'abbé Expilly, dans son *Dictionnaire des Gaules*, se borne à reproduire le même renseignement³, à une époque cependant où la forme nouvelle de l'industrie cotonnière, la grande industrie, avait déjà fait son apparition en Alsace. C'est qu'en effet l'industrie cotonnière, dont il vient d'être parlé, se faisait exclusivement sous la forme du petit métier urbain travaillant pour la consommation locale, malgré ce que pourrait faire croire le langage imprécis des intendants qui emploient à son propos le terme de « manufacture ». Un texte de 1716 est formel à cet égard. M. d'Angeruilliers ayant demandé des renseignements sur les manufactures d'étoffes en laine et de toiles établies en Alsace, il lui fut répondu ce qui suit : « Les Maîtres « drapiers, bourgeois de Strasbourg au nombre de 22 travaillent « tous en ces sortes d'estoffes de laine pour leur subsistance, et « les Maîtres tisserans dont il y en a 106 à faire des toiles soit « pour leur compte ou afin de les revendre, soit pour les particu- « liers qui les commandent et leur fournissent le fil⁴. Toutes les « pièces de drap ou de laine fabriquées en la même ville sont « examinées et visitées par les jurés et inspecteurs proposés par « le corps du mestier et esleus ou confirmés par messieurs du « Magistrat. Lesdits tisserans font aussi de la futaine et de la « tiretaine, lesquelles sont visitées également par les inspecteurs « et jurés⁵ ». Dès lors on comprend, comme nous l'indique la fin de ce texte, que la réglementation corporative, qui existait déjà pour la laine, se soit étendue à la fabrication nouvelle. L'industrie du coton s'appropriait ainsi l'organisation juridique des anciennes industries textiles en même temps que leur organisation économique : les petits métiers du coton prenaient naturelle-

1. « Mémoires historiques de la province d'Alsace, 1697 ». Archives nationales (KK 1238, p. 60).

2. Par exemple « Mémoire sur la province d'Alsace, 1702 ». Archives nationales (H 15888).

3. Expilly, *Dictionnaire géographique, historique et politique des Gaules* (Avignon, 1763), I, p. 122.

4. Passage non souligné sur le manuscrit original.

5. Archives municipales de Strasbourg (AA 2421).

ment leur place dans l'ensemble du régime corporatif. Une ordonnance strasbourgeoise de 1590 le montre fort bien : « Tous « les draps en laine, non moins que les futaines et les toiles de « coton, qu'il s'agisse du travail pour la clientèle ou pour le com- « merce, doivent être, dès qu'ils quittent le métier, apportés à « la visite, et, conformément au règlement, visités, estampillés « et classés¹ ». L'ordonnance de 1594 étend explicitement à l'industrie du coton le monopole corporatif ; elle dispose en effet que personne, à l'exception de ceux « qui ont convenablement appris le métier », c'est-à-dire qui ont fait leur apprentissage sous la direction des maîtres de la corporation, « ne s'avise de filer du coton, de tisser ou de teindre des futaines² ».

Nous constatons donc en Alsace du xv^e au xviii^e siècle l'existence d'une petite industrie cotonnière urbaine déjà assez bien développée, mais uniquement sous la forme du métier corporatif. C'est de cet humble germe que va sortir la grande industrie moderne.

1. « Als die tuchsigler bey unseren herren den 15 ein ausweisung begert, ob mit « den wullinen tüchern die kundenarbeit auch in den artikeln von der schaw und « walk begriffen seyn sollen oder nicht, haben ermelte unsere herren nach « genugsamer erkundigung und erwegung der sachen erkant, das alle wulline « tüecher, nicht weniger als die barchant und bauwolltücher, sowohl kundenarbeit, « als die uf den kauf gemacht würd, vom webstul uf die schaw gebracht und « vermög der articul geschawet besiglet und gerechtfertigt werden sollen. » Archives municipales de Strasbourg (*Tücher* 21). Schmoller, *op. cit.*, p. 228.

2. Archives municipales de Strasbourg (*Stadtordnungen*, 18, n° 2, p. 104). Schmoller, *op. cit.*, pp. 229-230.

CHAPITRE II

ORIGINES DE LA GRANDE INDUSTRIE

Sous la forme de la grande industrie, l'impression du coton précède la filature et le tissage. — Mulhouse, berceau de la grande industrie.

La politique d'intervention gouvernementale en vue de favoriser la constitution d'industries nouvelles, politique qu'on a désignée sous le nom de Colbertisme, se manifesta en Alsace dans les industries textiles dès le xvii^e siècle. En 1666, le Magistrat de Strasbourg avait accordé au Bâlois Herff le privilège exclusif pour la fabrication des tapis et de certaines étoffes de laine. En 1683, Louvois lui fit conférer un privilège encore plus étendu pour la fabrication des draps et couvertures de laine. La même année, un certain Deucher fut privilégié pour la fabrication des bas tissés au métier¹. Cette politique se réalise beaucoup plus tardivement en ce qui concerne l'industrie qui nous occupe. C'est seulement au xviii^e siècle que sont fondées des manufactures ayant pour objet spécial la fabrication du coton. Nous pouvons distinguer dans ce développement deux étapes. Ce sont d'abord des fabriques concentrées ayant seulement pour objet l'impression des toiles de coton; c'est ensuite la *filature* et le *tissage* du coton sous la forme d'industrie à domicile.

Le premier essai d'impression sur toile de coton en Alsace eut lieu à Colmar, en 1743. Il échoua à la suite d'un procès intenté par la corporation des meuniers, qui n'acceptaient pas qu'on polluât l'eau par les matières colorantes de la teinture². Au mo-

1. Reuss, *L'Alsace au dix-septième siècle* (Paris, 1897), t. I, pp. 627-628. Cf. *Revue d'Alsace* 1867, p. 303.

2. « 1743. Ward in Herrn Michelets Haus eine Baumwollfabrick errichtet; ging « aber 1745 wieder ein, weil die Kornleutzunft wegen dem Landwasser, das sie mit « ihren Farben verderbt, einen Prozess geführt und gewonnen haben. » Sigmund Billings, *Kleine Chronick der Stadt Colmar* (Colmar, 1891), p. 491. — En 1787, le sieur Riegé, fabricant d'indiennes à Munster, convaincu lui aussi de

ment où cet entrepreneur fermait sa manufacture, vers 1745 ou 1746, s'établissait dans la petite ville libre de Mulhouse une fabrique de toiles peintes qui devait être l'origine de la grande industrie cotonnière en Alsace. « Elle fut établie par les Srs. « Samuel Köchlin, J.-J. Schmaltzer et Jean-Henri Dollfus (tous « citoyens de ladite ville); leur raison de commerce était « Köchlin, Schmaltzer et Comp. On en attribue la première idée « au Sieur Schmaltzer qui s'étant voué à l'état de négociant, « avoit séjourné quelques années en pays étranger et dans une « Maison où l'on vendit des Toiles peintes qu'on se procura de « la Hollande. A son retour, il communiqua au Sieur Jean- « Henri Dollfus, peintre, le plan d'essayer à imprimer sur Toiles « de coton, et manquant de fonds suffisans pour une telle entre- « prise, ils s'associèrent M. Samuel Köchlin, Rentier et Négociant « expérimenté¹. » A ces trois entrepreneurs qui apportaient dans l'association, l'un ses connaissances techniques, le second son talent artistique, et le troisième ses capitaux, manquait une main-d'œuvre exercée : ils durent faire venir des ouvriers de l'étranger².

L'impression des toiles de coton nécessitant un matériel compliqué et une division du travail perfectionnée n'était possible que dans une manufacture. Nous sommes donc ici, pour des raisons techniques, en présence d'une industrie concentrée dès l'origine, et nous voyons qu'en Alsace la grande industrie cotonnière doit sa fondation à la pratique de l'impression. La filature et le tissage du coton ne prirent de développement que le jour

polluer l'eau, dut « transporter sa cuisine ou maison de teinture au dela du canal de « la ville » et « faire des petits canaux qui conduisent les coulleures et immondices « sur les près », « quoiqu'il ait tout lieu de croire que les ingrédians dont il se sert « ne peuvent nuir ny aux truittes ny aux bestiaux. » Archives de Munster (HH²). — Cf. pour la pollution de l'air la réclamation suivante envoyée en 1783 à l'intendant d'Alsace : « Dans la composition de la couleur rouge on fait entrer différentes « matieres fecal, ce qui cause une si grande infection qu'il n'est pas possible de sou- « tenir la puenteur qu'exalent les cotons qui sont préparés avec ces sortes de « matiere, mêmes lors qu'ils sont exposés au chessoire. » Archives de Sainte-Marie-a-M. (III⁴).

1. Miege, *Relation historique des Progrès de l'Industrie commerciale de Mulhausen et ses environs* (Mulhouse, 1823), p. vii

2. 1^{er} juin 1746. « Die Herren Köchlein, Schmalzer und Dolfuss, so in compagnie « eine fabrique von Indienne aufrichten wollen, und umb den Aufenthalt ihrer « fremden arbeiter in hiesiger Statt angehalten, ist solcher bewilliget worden, mit « dem anhang, dass sie für diese ihre arbeiter caution leisten sollen. » (Archives de Mulhouse, II A 1 23, pp. 72-73).

où l'impression des toiles de colon reçut elle-même de l'extension. En fait, la fabrication des « indiennes » prit à Mulhouse un rapide essor. En 1752, Hartmann et C^{ie} créèrent une seconde manufacture¹; en 1754, Anthes Feer et C^{ie} montèrent une troisième fabrique d'indiennes²; et, en 1768, Mulhouse ne comptait pas moins de quinze manufactures d'impression³. Ces nombreuses fondations s'expliquent par ce fait que l'industrie des toiles peintes, ayant un objet et des procédés techniques tout à fait nouveaux, échappait comme telle au régime corporatif. Le métier de l'impression des tissus, consistant à graver des planches, à les enduire de couleurs et à appliquer ces matrices sur des tissus, empiétait sur les privilèges d'un grand nombre de corporations. « J'ai pu », écrit Forrer, « constater la présence d'imprimeurs de « tissus non seulement dans les corporations des teinturiers, « mais bien aussi dans celles des peintres, des menuisiers, des « tisserands, des tondeurs de draps, même dans celles des typographes, des enlumineurs, etc.⁴ ». Il est remarquable qu'aucune loi française de l'ancien régime n'ait fixé le point de vue sous lequel les indiennes devaient être considérées, ni décidé si l'imprimeur devait être regardé comme fabricant ou comme teinturier. Dans la ville libre de Mulhouse, au contraire, la question fut tranchée rapidement. En 1753, le gouvernement de la République de Mulhouse, ayant à examiner ce qu'était la fabrication des indiennes, si on devait la considérer comme une branche d'activité ressortissant à une corporation, ou bien la tenir pour « art libre », c'est-à-dire pour une profession ouverte à tout le monde, décida qu'elle constituait une branche indépendante⁵. Chaque bourgeois ayant dès lors le droit d'établir une

1. Archives de Mulhouse (II A J 24, p. 463).

2. Archives de Mulhouse (II A I 24, p. 780).

3. « Déjà en 1768, d'après un règlement fait sous l'intendant d'Alsace, de Blair, « concernant le canal du Steinbächle, on comptait quinze manufactures d'indiennes. » Penot, *Statistique générale du département du Haut-Rhin* (Mulhouse, 1831), p. 336.

4. Forrer, *Les imprimeurs de tissus dans leurs relations historiques et artistiques avec les corporations* (Strasbourg, 1898), p. 5.

5. 5 juillet 1753. « Fabriquen. Ueber die frag vom 21. und 26. febr. auch 9. A. « prill letzthin : Ob ein Bürger neben seiner ordinari profession noch eine fabrique « haben könne, und was die Indienne fabriquen eigentlich seyen; ob man sie « namlich für einen Nebenhandel, für eine freye Kunst oder für einen Theil der « Kaufmanschaft ansehen soll? wobey auch der Stattschreiber sein Bedenken « abgelesen; ist dissmahlen weiltäufig deliberiert, und in Betrachtung dass die « Indienne fabriquen mit der Tuchhandlung am meisten übereinstimmen, jedoch

fabrique de toiles peintes, tous les Mulhousiens entreprenants trouvèrent dans cette industrie un aliment pour leur activité qui n'eût pu s'exercer dans les métiers corporatifs. L'on voit que dès le début l'impression des toiles de coton se présente avec tous les caractères économiques et juridiques de la grande industrie ; elle apparaît sous la forme de l'industrie concentrée, et elle est en dehors du régime corporatif.

L'on n'en saurait dire autant de la filature et du tissage du coton, qui apparaissent très peu d'années après la première manufacture d'impression. Nous sommes ici en présence d'une industrie dont la technique n'est pas nouvelle, et dont la compétence ressortit naturellement au corps de métier des tisserands, industrie qui s'exerce sous la forme du travail à domicile urbain et rural. Les corporations devaient logiquement chercher à la monopoliser à leur profit. En 1754, il y avait à Mulhouse des bonnetiers qui faisaient filer du coton à domicile¹, mais plusieurs fabricants ayant, cette même année, donné à filer et à tisser du coton en ville, les corporations élevèrent leurs protestations devant le Petit et devant le Grand Conseil². Dans la crainte que « personne ne veuille plus tard filer du lin ou de la laine, « le salaire du coton étant plus élevé³ », ils demandèrent aux

« selbige eine neue Gattung des Comerciis ausmachen, hingegen es auch nach « unseren Constitutionen und Raths Erkantnussen nicht angehe zweyerley Gewerb « zu führen, erkannt worden : dass zwahr einem jeden Burger freystehen solle eine « fabrique anzufangen oder sich mit derselben zu associieren. Dass er aber darneben « seine erlernte Profession zu treiben nicht befugt seyn sondern selbige so lang er « in einer fabrique stehet aufgeben soll, und dass er mit der Waar so er fabriciert « nur en gros und nicht en detail handeln, hiemit nur Stuckweis verkauffen und « nicht unter einem Stuckh um den Lohn drucken soll. » (Archives de Mulhouse II AI 24, p. 638).

1. Archives de Mulhouse (II AI 24, p. 948).

2. Le gouvernement de Mulhouse était composé de trois bourgmestres et de deux Conseils (dont le Petit était de 18, et le Grand de 24 membres).

3. 4 décembre 1754 « Baumwollen Spinn u. Weberei. Die E. Handwerker der « Wollenweberen Zeugmacheren und Leinenweberen tragen dissmahlen ihre Clag « vom 9. 8^{bris} letzhin E E Grossen Rath vor und begehren dass das Baumwollen « spinnen und weben H. Jonas Thierry und Schmerber, H. Heinrich Hofer Rissler « und Vetter, und H. Zmr. Daniel Kielmann, als welche drey fabriquen daran « anfangen wollen, möchte gänzlich verboten werden, indem ihnen solche fabriquen « nicht gebühren und ihren Handwerkeren schädlich seyen, weil sie ihnen ihre « Arbeiter so wohl Wollen als Leinenspinner entziehen ohne die ihre grosse « Handwerker doch ohnmöglich bestehen können. H. Jonas Thierry antwortet dass « eine solche fabrique eine erlaubte Sach seye und sie ihnen nicht nur keinen von « ihren Spinneren deren es nur zu viel gebe, genommen, noch nemmen wollen. « H. Zmr. Daniel Kielmann sagt dass er seine Spinner aus der Schweiz kommen « lassen; und H. Heinrich Hofer und Comp. dass sie einig und allein im pruntru-

autorités de confirmer leurs privilèges¹, et d'interdire la filature et le tissage du coton aux entrepreneurs non affiliés à leur corps de métier. Les défenseurs répondirent qu'ils faisaient filer leurs cotons à 30 kilomètres à la ronde, dans des pays où ils ne pouvaient léser les intérêts des corporations de la République. C'est de l'autre côté du Rhin, répliquèrent-ils, c'est dans l'évêché de Bâle, c'est dans le pays de Porrentruy, c'est dans le territoire de Montbéliard, c'est enfin en Alsace, dans les vallées de Massevaux et de Saint-Amarin, qu'ils distribuent du coton à filer. Le Magistrat de la République interdit la filature du coton à Mulhouse, mais la toléra à l'étranger, là du moins où elle ne causait pas de tort aux corporations. Quant au tissage du coton, il fut interdit aux entrepreneurs d'exercer eux-mêmes cette industrie,

« tischen spinnen lassen allwo sie ein privilegium erlangt, also dass die
« Handwerker darüber zu klagen nicht Ursach haben. Die E. Handwerker repli-
« cieren dass wenn sich wirklich der Schaden jetzt noch nicht zeige so werde er
« sich inskünftige zeigen, weil niemand mehr werde Leinen oder Wollen, sondern
« lieber Baumwollen spinnen als da sie grösseren Lohn haben; und dass sie allhier
« und in der Nähe spinnen zu lassen gesinnet seyen zeige sich daraus weilen sie
« ohnedem die Kleinen Raths Erkantnus nicht gehalten sondern immerfort spinnen
« lassen. » (Archives de Mulhouse, II A 124, pp. 942-943).

1. 9 octobre 1754. « Die Obermeister E. E. Handwerkes der Wollenwebern,
« Leinenwebern und Zeugmachern klagen nochmalen geg. H. Jonas Thierry und
« Mathias Schmerber, auch dissmahlen geg. H. Heinrich Hofer, H. Johannes
« Rissler Jgr. und Comp. dass sie ihnen grossen Eintrag thun in ihrer Handwer-
« keren wegen dem Baumwollen spinnen, und ihnen dadurch einen unwieder-
« bringlichen Schaden verursachen, begehren dass ihnen möchte gebotten werde,
« solches völlig niederzulegen und sie als grosse Handwerker bei ihren Herge-
« brachten alten privilegien möchten beschützt werden. H. Jonas Thierry und
« Consorten wenden ein dass dieser Vortrag ohne Grund und theils nur aus
« Missgunst geschehe, den sie ohnedem in dem Land und hier in der Statt genugsam
« Spinner zu ihrem Handwerkeren haben, und zuweilen denselben nicht einmahl
« Arbeit genug fournieren können, und sie sich offerieren allen denjenigen kein
« Baumwollen zu spinnen zu geben welche den Wullenwebern spinnen und
« arbeiten. Worauf U. G. H. nach Klag und Antwort erkant: dass sie für sehr
« bedenklich finde in diesem Streit gleich zu sprechen, und so wohl den Nutzen von
« dem einen von der Statt und ihren Burgeren abzuwenden, als so grossen
« Handwerkeren einigen Schaden und Nachteil für jetzo oder für ins künftige
« aufzubürden, desswegen U. G. H. gern sehen thäten ob diese beyde Partheyen
« nicht in Güte sich vergleichen und unter sich selbst eine anständige und beyden
« Theilen erspriessliche Vereinigung machen können, und ist ihnen gebotten auf
« E. E. Zunft zu Schneidern sich in Beyseyn ihrer Herren Zunftmeistern und
« vorgesetzten zu versamblen und sich darüber zu vergleichen; widrigenfalls es vor
« E. E. Grossen Rath gebracht und darüber gesprochen werden solle. Weilen auch
« E. E. Handwerk der Tuchmacher und Consorten vorbringt dass ohngeacht
« H. Thierry und Schmerber vor 8 Tagen gebotten worden inhalt zu thun und nichts
« mehr neuerdingen zu spinnen zu geben, sie sich dennoch erfrechen darinnen
« fortzufahren, so ist erkannt dass sie bis Austrag der Sache sich nicht sollen
« erfrechen einigen Baumwollen zu spinnen auszugeben bey hochobrigkeitlicher
« Straf. » (Archives de Mulhouse, II A 124, pp. 924-926).

d'avoir des métiers leur appartenant : il leur fut seulement permis de donner des filés de coton à tisser aux maîtres lissierands de Mulhouse¹. C'est à la suite de ces mesures qu'en 1755 l'industrie à domicile se propagea dans les vallées de la Haute-Alsace, et que des Mulhousiens fondèrent à Sainte-Marie-aux-Mines² des filatures et des tissages de coton.

Ainsi, dès son origine, l'industrie cotonnière franchit la frontière de la petite République de Mulhouse pour s'étendre sur toute la province, et même elle en dépasse très vite les limites. C'est donc d'un germe très petit qu'est sortie la grande industrie qui va nous occuper. Née à Mulhouse, elle rayonne rapidement sur tout le pays d'Alsace.

1. 9 décembre 1754. « Baumwollen Spinn u. Weberey. Nachdem die
« E. Handwerker der Wollenweber Zeugmacher und Leinenweber ihre Gravamina
« gegen die Herren Jonas Thierry und Mathias Schmerber, H. Hans Heinrich Hofer,
« Johannes Rissler und Jacob Vetter, und gegen H. Zunftmr. Daniel Kielmann,
« betreffend ihre neu aufzurichtende Baumwollen spinn und Webereyen wiederum
« vorgebracht, und begehrt dass ihnen selbige als ihren drey Handwerkeren
« höchst schädlich möchte verboten werden; da hingegen die Interessenten dieser
« drey neuen fabriquen auf die Weiss wie sie sie zu führen gedenken selbige denen
« E. Handwerkeren ganz ohnschädlich zu seyn behauptet, so hat E. E. grosser Rath
« nach reifer Erdauring der Sachen die general question betreffend, allervorderist
« erkannt: dass wegen besorgendem Missbrauch und damit denen E. Handwerkeren
« der Wollenwebern Zeugmacher und Leinenwebern kein Eingriff geschehe und
« die Arbeiter entzogen werden dergleichen Baumwollen Manufacturen zutreiben
« verboten seyn solle. Sollte aber jemand dergleichen treiben und ausserwärts
« spinnen lassen wollen so soll er allervorderist zeigen dass es an Ort und End
« geschehe wo diese Handwerkeren kein Eingriff und Schaden geschicht. Und was
« das Weben der Baumwollen Garnen anbeliehet, so solle ihm eigene Stühl zu
« fürderen verboten seyn; bey den Meistern des Leinenweber Handwerks allhier
« und zu Illzach aber weben zu lassen mag auf eine Prob hin gestattet werden.
« Daneben soll auch keiner ein ander Gewerk zu treiben befugt seyn, sondern so er
« eines hat selbiges in Zeit von einem viertel Jahr aufgeben. Was demnach die
« particular question der Interessenten der drey neuen fabriquen anbeliehet da sich
« H. Heinrich Hofer und seine Compagnie declarieren dass sie nur im Bistum Basel
« spinnen lassen, und H. Jonas Thierry und seine Comp. dass sie ihre Spinnerey
« nur über Rhein, im Mömpelgardischen, in dem Massmünsterer und St. Amarin
« Thal treiben; so sind ihnen solche fabriquen unter obigen Bedingnussen auf eine
« Prob hin gestattet, und wann H. Zmr. Kielmann zeigen wird dass er ebenfals an
« dergleichen ausswertigen Orthen spinnen lasse, so mag ihm ein solches alsdan
« auch erlaubt werden, bis dahin aber soll es ihm verboten seyn. Und damit sie
« wieder obige Articul nicht handeln es mag directe oder indirecte geschehen
« so solle so wohl auf die offenbahre Uebertretung derselben als auch auf die
« Gefehrden die sie dessfals treiben würden eine Straf von " 50, gesetzt sein, halb
« der Obrigkeit und halb dem Handwerk. Weilen auch seit der letzteren kleinen
« Raths Erkanntus da es gebotten worden biss austrag der Sach still zu stehen;
« sich sämtliche drey partheyen dieser neuen fabricanten darwider verfehlt, so soll
« jede derselben zehn pfund Straf bussen, und aus dieser Straf allervorderist die
« Rechtskosten der drey klagenden Handwerkeren bezahlt werden, die beklagten aber
« die ihrigen an sich selbst haben. » (Archives de Mulhouse, II A I 24, pp. 945-947.)

2. *Revue d'Alsace*, 1901, p. 83.

C'est l'étude analytique de ce développement qui fait l'objet du présent ouvrage. Nous nous proposons, dans les pages qui vont suivre, de décrire et d'expliquer, dans la mesure où nous le pourrons, les phénomènes économiques qu'a présentés l'industrie cotonnière en Alsace, *à l'exclusion de la condition juridique et sociale des personnes.*

Auparavant, il nous faut dire les causes générales, sous l'influence desquelles l'industrie cotonnière alsacienne a pu se constituer et prendre de l'accroissement.

CHAPITRE III

CAUSES DE NAISSANCE ET DE DÉVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE

- § 1. Les obstacles. — A) Obstacles d'ordre physique. — B) Obstacles d'ordre politique et juridique.
§ 2. Les conditions favorables. — A) Conditions favorables d'ordre physique. — B) Conditions favorables d'ordre économique. — C) Conditions favorables d'ordre politique et juridique.

Le grain sèche ou germe suivant le sol où il tombe. Ainsi l'esprit d'entreprise des premiers fondateurs de la grande industrie fût resté infécond, s'il n'avait trouvé dans le milieu des conditions essentiellement favorables au développement de la nouvelle industrie. Il y rencontra aussi, il est vrai, certains obstacles. Mais ces obstacles n'étaient pas tels qu'ils ne purent être facilement tournés.

§ 1. — Les obstacles

On peut distinguer parmi les conditions défavorables, d'une part des obstacles d'ordre physique, d'autre part des obstacles d'ordre politique et juridique.

A) Obstacles d'ordre physique

Fertilité de l'Alsace. — Tout d'abord l'Alsace était au xviii^e siècle une des provinces françaises dont la fertilité était la plus grande. « En général », écrit Moréri en 1740, « l'Alsace est une province « très fertile, qui produit beaucoup de grains de toutes les espèces, « vins, fourrages, bois, lins, tabac, légumes, fruits, etc.¹ ». Tous

1. Moréri, *Le grand dictionnaire historique* (Bâle, 1740), p. 264.

les écrivains qui ont décrit l'Alsace¹ ont été frappés de l'extraordinaire fertilité du sol dans son ensemble. Or ceci créait naturellement à l'industrie une difficulté de main-d'œuvre. C'est ce qu'un mémoire de l'intendant d'Alsace de 1698 observait déjà : « A l'égard des manufactures de la province, il est certain que la fertilité de la terre y est un obstacle, le peuple s'occupant plutôt à la faire valoir qu'à toute autre chose². »

Situation continentale de l'Alsace. — A côté de cette première difficulté, il faut mentionner la situation continentale de la province, qui la tenait éloignée à la fois des centres d'approvisionnement de la matière première, et des grands centres de consommation. Dès le xviii^e siècle, on remarquait combien l'Alsace était peu favorisée pour l'achat du coton brut. « Les manufacturiers d'Alsace », dit un texte de 1786 en parlant du coton en laine, « se trouvent quant à l'achat, de niveau avec les fabricants de l'intérieur ; mais il faut y ajouter : la voiture de Bordeaux et Marseille, qui est de 15 à 20^e et du Havre de 10 à 13^e du cent pesant, ce qui fait une augmentation de 30 à 36^e par quintal et par conséquent celle de 10 à 15^e 0/0 sur la valeur de cette matière première³ ». De plus, les grands centres de consommation ne sont pas situés à proximité de l'Alsace. C'est fort justement que Emile Dollfus écrivait en 1854 : « Placé à l'une des extrémités de la France, à la distance la plus grande possible, en quelque sorte, des principaux ports d'arrivage de la plupart des matières premières que ses manufactures mettent en œuvre, éloigné du grand marché de la capitale, où se placent la majeure partie de ses produits, en possession d'ailleurs d'un sol généralement fertile et se prêtant dès lors avec facilité à la culture agricole, le Haut-Rhin ne semblait pas devoir être appelé à devenir, ce qu'il est aujourd'hui, l'un des centres industriels les plus importants du pays⁴. »

1. Voir par exemple Billing, *Geschichte und Beschreibung des Elsasses* (Bâle, 1782), p. vi.

2. Boulainvilliers, *État de la France dans lequel on voit tout ce qui regarde le Gouvernement Ecclésiastique, le Militaire, la Justice, les Finances, le Commerce, les Manufactures* (Londres. 1752), t. IV, p. 437.

3. Archives de la Haute-Alsace (C 1118).

4. Emile Dollfus, *Rapport à M. le Préfet sur l'industrie du Haut-Rhin* (Mulhouse, 1854), p. 2. — Le rapport original se trouve aux Archives de la Haute-Alsace (M 1241).

B) Obstacles d'ordre politique et juridique

Les autres obstacles, d'ordre politique et juridique, sont moins importants. C'étaient l'existence du régime corporatif et l'intervention maladroite des pouvoirs publics.

Le régime corporatif. — On a constaté plus haut la résistance des corps de métiers, qui obligent les nouveaux fabricants à faire filer et tisser du coton au dehors. Le compte rendu de la séance du Grand Conseil de Mulhouse du 9 décembre 1754 est formel à cet égard.

« Filature et tissage de coton. Après que les corps de métiers
« des tisseurs de laine, de drap et de lin eurent de nouveau exposé
« leurs griefs contre les sieurs Jonas Thierry et Mathias Schmer-
« ber, Hans Heinrich Hofer, Johannes Rissler et Jacob Vetter, et
« contre le chef de tribu Daniel Kielmann, relativement aux
« filatures et tissages de coton que ces messieurs sont en train
« d'établir; après que ces corps de métiers eurent demandé que
« l'établissement de ces fabriques soit défendu, car elles leur
« sont nuisibles au plus haut degré; d'autre part les intéressés
« de ces trois nouvelles fabriques ayant exposé que la manière
« dont ils se proposent de les conduire ne nuira aucunement
« aux dits corps de métiers, le Grand Conseil, après mûre
« réflexion, a décidé ce qui suit : Dans la crainte qu'il ne soit
« commis des abus, pour éviter que l'on ne touche aux droits
« des corps de métiers des tisseurs de laine de drap et de lin, et
« que l'on ne leur enlève des ouvriers, il est défendu d'établir
« de pareilles manufactures de coton. Si quelqu'un voulait éta-
« blir de telles manufactures et faire filer du coton au dehors, il
« faudrait qu'à l'endroit en question l'entreprise ne fasse aucun
« tort à ces corps de métiers. Et pour ce qui concerne le tissage
« des fils de coton, il leur est défendu d'avoir des métiers leur
« appartenant; mais il leur est permis à titre d'essai de faire
« tisser chez les maîtres tisserands de lin de Mulhouse et
« d'Illzach... En ce qui concerne la question particulière des
« intéressés des trois nouvelles fabriques, Heinrich Hofer et C^{ie}
« ayant déclaré ne vouloir faire filer que dans l'évêché de Bâle,
« et Jonas Thierry et C^{ie} ayant déclaré qu'ils ne font filer que de
« l'autre côté du Rhin, que dans le territoire de Montbéliard et

« dans les vallées de Massevaux et de Saint-Amarin, il leur est
 « permis à titre d'essai d'établir de pareilles filatures aux condi-
 « tions énoncées ci-haut. Quand le chef de tribu Kielmann
 « prouvera qu'il veut seulement faire filer en dehors d'ici, il en
 « aura l'autorisation, mais jusque-là ce lui sera défendu¹. » En
 fait, les corporations obtinrent satisfaction, puisque la filature
 et le tissage du coton ne prirent pas d'essor dans la République de
 Mulhouse pendant de longues années.

L'industrie de l'impression elle-même, quoiqu'elle ne fût pas
 une concurrence directe aux corps de métiers, ne fut pas exempte
 de leurs attaques. On a vu en effet que c'est à un procès intenté
 par la corporation des meuniers de Colmar qu'est dû l'échec du
 premier essai d'impression sur toiles de coton².

Intervention maladroite des pouvoirs publics. — Les pouvoirs
 publics venaient quelquefois, par leur intervention maladroite,
 nuire eux-mêmes au développement de la nouvelle industrie.

Lorsque par une ordonnance sur requête du 29 mars 1756³, le
 baron de Lucé, intendant d'Alsace, donna à deux maisons,
 Steffan et C^{ie}, à Sainte-Marie-aux-Mines, et Bian et C^{ie}, à Sierentz,
 le monopole perpétuel pour la Haute-Alsace du tissage de toutes
 les toiles où il entrait du coton, il croyait servir les intérêts de
 l'industrie. En réalité, ce privilège exorbitant mettait au dévelop-
 pement de l'industrie un obstacle tel qu'il ne pouvait être res-
 pecté longtemps. De fait, il ne cessa d'être violé.

Les lettres patentes de 1776, qui interdisaient à toute nouvelle
 fabrique de s'établir à moins de trois lieues de la manufacture pri-
 vilégiée du Logelbach⁴, empêchaient la multiplication des usines.
 « Effectivement Jean-Ulrich Haussmann, associé à M. Dupasquier,
 « ayant voulu fonder une concurrence à ses frères, un peu en
 « amont de leur usine, ceux-ci en appelèrent au Conseil d'État⁵
 « qui lui signifia immédiatement un acte de défense⁶. » De même,

1. Voir le texte original ci-dessus, note 1 de la page 12.

2. Ci-dessus, p. 7.

3. Citée dans *Revue d'Alsace*, 1901, pp. 99 et s.

4. *Bull. de la Société d'histoire naturelle de Colmar*, années 1889 et 1890 (Colmar, 1891), p. 290.

5. V. à ce sujet, aux Archives de la Haute-Alsace (C. 1123), un mémoire adressé à l'intendant d'Alsace par Haussmann, Emerich, Jordan et C^e du Logelbach.

6. *Bull. de la Société d'histoire naturelle de Colmar*, années 1889 et 1890 (Colmar, 1891), p. 290.

les lettres patentes du 6 juin 1786 et l'arrêt du Conseil du 11 février 1788, qui permettaient aux sieurs Senn, Bidermann et Compagnie « ainsy qu'aux sieurs Pierre Dolfus et compagnie
 « leurs cessionnaires en partie, de continuer à jouir en ce qui
 « pourra concerner chacun d'eux du titre de manufacture privi-
 « légiée, et du droit exclusif de pouvoir seuls établir dans l'éten-
 « due de l'arrondissement de quatre lieues qui leur a été fixé
 « par les d. Lettres patentes des manufactures de mousselines,
 « toiles blanches et peintes ¹ » nuisaient à l'accroissement de l'in-
 dustrie². Bien plus, un arrêt du Conseil du 3 mars 1789 rendait
 de droit commun cette faveur qui n'existait jusqu'alors que pour
 les manufactures privilégiées. « Sa Majesté a considéré que si les
 « manufactures, tant pour le tissage que pour l'impression des
 « toiles, étoient trop rapprochées les unes des autres, non seule-
 « ment elles se nuiroient réciproquement, mais encore qu'elles
 « pourroient porter préjudice à l'agriculture, en lui enlevant les
 « bras dont elle auroit besoin; et Sa Majesté a cru qu'il étoit
 « d'une bonne administration de circonscrire les dites manufac-
 « tures, et de forcer ainsi l'industrie de refluer vers les lieux de
 « la province d'Alsace où elle a peu d'activité: A quoi voulant
 « pourvoir... Tous les établissements formés actuellement dans
 « la province d'Alsace, tant pour la fabrication des mousselines
 « et toiles de coton que pour l'impression d'icelles, et apparte-
 « nant à des fabricants ou entrepreneurs domiciliés dans ladite
 « province, auront chacun un arrondissement de deux lieues de
 « rayon, la lieue de deux mille quatre cents toises, mesure de Paris.
 « Fait défenses Sa Majesté à tout Entrepreneur de manufactures
 « ou autres, d'en établir aucune dans l'étendue des dits arron-
 « dissements, à peine de démolition d'icelles, et de tous dépens,
 « dommages et intérêts³ ». L'administration prétendait modifier

1. Archives nationales (E 2647).

2. Cependant les privilèges accordés à Senn, Bidermann et C^{ie}, Wesserling, et à Dolfus et C^{ie}, Thann, ne furent pas strictement observés, car un document de l'époque nous apprend que dès 1786, les Frères Köchlin purent fabriquer des toiles de coton à Willer, entre Wesserling et Thann. « Quoique cette fabrication se trouve
 « dans l'arrondissement accordé en 1786 aux deux manufactures cy dessus, les
 « frères Köchlin ont obtenu, la même année, de M. le Contrôleur général une lettre
 « par laquelle il leur est permis de continuer leur fabrication sur le pied commencé. »
 (Archives de la Haute-Alsace, C 4118.)

3. « Arrêt du Conseil d'État du Roi qui prescrit de nouvelles formalités à
 « remplir, pour constater que les Mousselines, Toiles de coton et Toiles peintes et
 « imprimées qui se fabriquent en Alsace, ont été réellement fabriquées dans cette

par une disposition législative la distribution géographique de l'industrie. C'était là une mesure maladroite.

Le gouvernement de la République de Mulhouse intervint, lui aussi, d'une manière défavorable à l'industrie : l'ordonnance du 30 avril 1764, qui interdisait à tout bourgeois de Mulhouse d'accepter le concours d'un commanditaire étranger¹, faisait une entrave au développement de leurs fabriques. Cette loi, qui ne fut abrogée qu'en 1795², était une condition défavorable spéciale à Mulhouse. Par contre il est un dernier obstacle au progrès de l'industrie que Mulhouse n'a pas connu sous l'ancien régime, grâce à sa situation politique particulière. Il s'agit des guerres fréquentes, dont l'Alsace n'avait cessé d'être le théâtre, et qui s'opposaient à un développement continu et régulier de l'industrie en Alsace. L'Alsace a été occupée et dévastée par toutes les grandes armées ; de tout temps elle fut un champ de bataille où se vidaient les querelles des grandes puissances politiques de l'Europe continentale³.

« Province. Du 3 mars 1789. » Se trouve à Colmar (Archives de la Haute-Alsace, C 1122), à Mulhouse (Bibliothèque du Musée historique de Mulhouse, 850), à Paris (Archives nationales, AD XI 73).

1. 30 avril 1764. « Comanditen. Weilen auch nach der Stadt Constitutionen nie-
« mand alhier handeln darf als Burger — und durch fremde Commanditen als
« welches bloss Societäten sind, der Handlung der Einheimischen Schaden ges-
« chehen könnte, so soll überhaupt keinem Burger er seye ein fabricant oder anderer,
« erlaubt seyn Comanditen von auswärtigen anzunehmen oder sich dessfalls in einige
« Gemeinschaft einzulassen, bey seiner Burgerpflicht und hochobrigkeitlich darüber
« zu erwartender Straf. » (Archives de Mulhouse, II A I 27, p. 537.)

2. 9 juillet 1795 « Fremde Commanditen. Es soll der Handlung en gros und den
« manufacturen aller Gattung erlaubt seyn, sowol fremde als heimische comman-
« diten anzunehmen. » (Archives de Mulhouse, II A I 37, p. 122.)

3. Nous ne rangeons pas parmi les obstacles *l'interdiction de l'importation et du port des toiles peintes en France avant 1759*, ces mesures prohibitives n'ayant jamais pu être appliquées sérieusement. On écrivait le 15 octobre 1755 : « Vous
« savez que toute toile peinte est prohibée en France. On a voulu prévenir par
« cette défense le tort que leur usage pourrait faire aux manufactures de nos
« étoffes de soie et de laine. Les ordonnances sont si rigoureuses à cet égard qu'elles
« permettent aux gardes et aux commis de barrières d'arracher les robes de toile
« aux femmes qui oseraient en porter en public. Le trafic même des toiles peintes
« est puni par les galères et par des peines plus rigoureuses encore. Or, c'est pré-
« cisément la sévérité de ces lois qui fait qu'elles ne sont ni observées ni exécutées.
« Ce n'est pas qu'on n'envoie de temps en temps aux galères des misérables sans
« appui, coupables de cette contrebande ; mais ceux qui peuvent la faire en gros, et
« qui ont le moyen d'acheter des protections, non seulement ne courent point de
« risque, mais trouvent un asile sûr dans les maisons royales, où l'on étale publi-
« quement ces marchandises prohibées, à la faveur des privilèges et de l'immunité ;
« comme si, dans un Etat bien policé, il dût y en avoir de contraires à la loi. Bien
« plus, nos femmes se promènent publiquement en robes d'indienne et de Perse ;

§ 2. — Les conditions favorables

Les conditions favorables finirent par l'emporter : on peut vraiment dire que l'Alsace était à de nombreux points de vue dans une situation tout à fait privilégiée.

Dès 1766, un inspecteur des manufactures constate qu'il n'y a « peut-être pas en Europe de pays plus propre et plus avantageusement situé pour les Manufactures que cette province ¹ ». En fait, des entrepreneurs qui avaient échoué à Paris ou à Rouen tentaient de s'installer, ou même s'installaient avec succès en Alsace. Dans un mémoire adressé en 1769 au duc de Choiseul, on lit ces lignes : « Une Compagnie se propose d'établir à Haguenau « en Alsace, une Fabrique pour imprimer en Planches de Cuivre « sur les Toiles de Coton et de fil à la manière des Anglois... Un « Établissement à peu près pareils s'est fait il ya quelques années « auprès de Paris, mais les Entrepreneurs n'ont pu le soutenir. « La Compagnie actuelle se flatte d'être à l'abry de cet inconvénient par l'avantage du local où elle désire de s'établir ². » Les entrepreneurs n'ayant pu obtenir les privilèges qu'ils avaient sollicités ne donnèrent pas suite à leur projet, mais — et ceci est un fait plus topique — les frères Haussmann avaient en 1774 établi à Rouen une fabrique de toiles peintes de 12 à 15 tables. L'année suivante, « désespérant de vaincre les obstacles du local, « on prit unanimement la résolution de quitter cette ville,... de « transférer la fabrique en Alsace ³ », et cette manufacture, sitôt installée au Logelbach près de Colmar, devint une des premières manufactures de coton de l'Alsace.

Quelles étaient donc ces conditions qui faisaient de l'Alsace une province privilégiée pour l'industrie cotonnière ? — C'étaient

« il n'y a point de maison de campagne aux environs de Paris où l'on ne trouve « des meubles de toile. Et comment la loi serait-elle en vigueur, puisqu'elle n'est « pas respectée par les législateurs, et que, par exemple, dans tout le château de « Bellevue, il n'y a pas un meuble qui ne soit de contrebande ? » Maurice Tourneux, *Correspondance littéraire, philosophique et critique par Grimm, Diderot, Raynal, Meister, etc.* (Paris, 1878), t. III, p. 105.

1. Lettre de d'Aigrefeuille, du 22 mai 1766. (Archives de la Haute-Alsace, C 1582.) Cf. Archives nationales (F¹² 1403).

2. Archives nationales (F¹² 1405A).

3. Réponse des sieurs Haussmann, Emerich, Jordan et Compagnie, Entrepreneurs de la Manufacture privilégiée du Roi, établie sur le Logelbach près de Colmar; au précis imprimé du sieur Jean-Henri Riegé, fabricant à Munster (Colmar, 1784), p. 8.

des conditions physiques, des conditions économiques, enfin des conditions politiques et juridiques.

A) Conditions favorables d'ordre physique

Les principales conditions physiques nécessaires à la prospérité d'une manufacture de coton se trouvaient toutes réunies en Alsace, savoir : l'eau pure indispensable pour le blanchiment, la teinture et la force motrice; les prés, sur lesquels on étendait alors les pièces de coton pour les blanchir, comme on le fait encore en certaines régions des Vosges pour les tissus de lin et de chanvre; le bois et la houille; enfin l'existence de routes naturelles.

Qualité des eaux. — Dès la fin du ^{xvii}^e siècle, on avait observé les qualités spéciales des cours d'eau d'Alsace au point de vue du blanchiment des tissus. Le mémoire de 1698 nous signale un établissement de blanchiment des fils de lin à Massevaux, « où
« les eaux ont une force singulière pour donner aux fils une
« blancheur que rien ne peut imiter ailleurs ¹ ». D'une manière générale, l'Alsace est sillonnée d'une quantité de cours d'eau, de torrents ou de ruisseaux, qui traversent surtout des terrains granitiques². Leurs eaux fort pures ne donnent pas, comme les eaux calcaires, des « précipités » au savonnage. On écrivait à ce sujet en 1786 : « Il n'est pas douteux que les eaux que l'on emploie dans les lavages et dans les compositions, ne nuisent
« souvent par la dose de matières séléniteuses ou métalliques
« qu'elles tiennent en dissolution, et qu'au contraire une eau
« limpide et purgée de tous corps étrangers porte avec elle une
« propriété savonneuse qui avive les couleurs, les nourrit et ne
« change jamais les nuances ³. »

L'Alsace était donc dans une condition très avantageuse pour le blanchiment et la coloration des tissus. « Pour le blanchissage

1. Boulainvilliers, *op. cit.*, t. IV, p. 438.

2. V. Penot, *Statistique générale du département du Haut-Rhin* (Mulhouse, 1831) pp. 16 et s.

3. « Essai sur les procédés relatifs aux mordans et couleurs d'application sur les toiles, 1786. » (Archives nationales F¹² 1404^B).

« l'Alsace a une quantité de vallées, de prairies, de ruisseaux¹ », dit un texte du XVIII^e siècle.

Les prés. — Ici apparaît la prairie, autre élément nécessaire pour le blanchiment. Après plusieurs lavages, les indiennes étaient en effet mises sur le pré. « On attache avec de petits « piquets aux quatre coins et de distance en distance, le long des « lisières, les pièces l'une avec l'autre au moyen d'épingles; de « cette sorte elles restent bien tendues et ne sont point sujettes « à être ballottées par des coups de vent qui occasionneraient « des déchirures². » « Là l'action réunie de l'air et du soleil « blanchit les parties où la couleur des décoctions n'est retenue « par aucun sel. Il faut plus ou moins de temps pour qu'une « pièce soit blanchie; cela dépend de la température de l'air, de « l'état du ciel; quand les couleurs sont foncées, comme elles « absorbent plus de rayons, l'opération est plutôt finie. Des fabri- « cants prétendent l'accélérer en arrosant de temps en temps les « toiles, d'autres, qui ne sont point de cet avis, s'épargnent l'em- « barras d'avoir des canaux distribués dans leurs prairies³. »

Le bois et la houille. — Les manufactures d'impression consommaient beaucoup de combustibles pour la préparation des produits chimiques qu'elles fabriquaient alors elles-mêmes, et aussi pour les opérations de la teinture. Or, en Alsace, elles trouvèrent à proximité le bois d'abord, la houille ensuite. Les pins, les chênes, les hêtres, les châtaigniers et les charmes des forêts de la Harth, de Munster, de Sainte-Marie-aux-Mines, etc., assuraient aux premières manufactures de toiles peintes un combustible précieux. Quant à la houille, c'est en 1766 qu'on commença à l'employer à Mulhouse. Les fabricants de cette petite République consommaient une telle quantité de bois pour imprimer les toiles de coton, qu'on leur reprochait de faire hausser le prix de ce combustible⁴. Pour éviter ce reproche et pour faire des écono-

1. Archives municipales de Strasbourg (AA 2423).

2. « L'art d'imprimer sur Toile en Alsace, 1786. » (Archives nationales, F¹² 1404^B.)

3. Mémoire de Deguingand, sous-inspecteur des manufactures à Colmar, du 25 mars 1787 (Archives nationales, F¹² 1404^B).

4. 3 mars 1766. « Holz. Steinkohlen. Aus Anlass der ziemlichen Consommation « des Holzes in unserer Stadt so wohl wegen den Fabriken als anderen Gewer- « beren ist in Anzug kommen ob man nicht mit den Steinkohlen eine Prob machen

mies, le Magistrat de Mulhouse nomma une commission chargée d'étudier à Bâle et à Zurich les fourneaux et la houille qui y étaient déjà en usage, et de s'informer à Ronchamp des prix de vente et de transport du charbon. Jean Dollfus fut invité à faire des essais dans son usine aux frais du gouvernement. Ceux-ci ayant été favorables au nouveau combustible, la ville institua un magasin public, où chacun pouvait en acheter¹. Deux ans plus tard, en 1768, la plupart des indienneurs avaient établi dans leurs manufactures des chaudières et des fourneaux pour utiliser la houille².

Les routes naturelles. — Une dernière condition physique, nécessaire au développement de toute industrie, a joué aussi quelque rôle dans le développement de notre industrie. C'est l'existence de routes naturelles nombreuses, qui constituent une compensation à la situation continentale de la province. « Le Rhin, au long duquel l'Alsace est située », écrivait-on au XVIII^e siècle,

« könnte, wodurch so wohl der Nachred dass wir das Holz vertheuren vorgebogen als « der Sparsamkeit Rath geschafft würde. Darüber ist weitläufig reflectiert und eine « Commission niedergesetzt worden die soll entweder einen preiss aussetzen für « diejenige so mit Success die prob für die fabriquen und anderen Gewerber machen « oder aber selbstn auf obrigkeitliche Unkosten die prob machen und durch der « Sachen verständige Arbeiter trachten den Gebrauch dieser Steinkohlen obiger « Absicht gemäs einzuführen ». Archives de Mulhouse (II A I 28, p. 1).

1. 5 juin 1766. « Steinkohlen. Die Commission vom 3 Martii relatiert dass sie « sich seither zu unterschiedenen mahlen versamlet und so wohl in der Schweiz « namlich zu Zurich und Basel wo wirklich die Steinkohlen gebraucht werden, « wegen den Oefen als zu Ronchamp wo eine Gruben seye und zu Thann wo man « eine eröffnen könnte wegen dem Ankauff und den fuhren die Information einge- « nommen, das H. Johannes Dollfuss auf ihrer fabrique die prob mit einem Ofen « machen werde auf obrigkeitliche Kosten, dass man gutfinde für U. G. H. ein « Magazin anzulegen und fur den Anfang 5 bis 6.000 Centner zu kauffen; den « Handel könne man aber nicht einschrenken und dem Burger verbieten auch für « sich zu kauffen, das Magazin werde man in den bisherigen Hechelhäusslein am « Jungenthor anlegen. » — 3 juillet 1766. « Steinkohlen. E. E. Gr. Rath wird « relatiert dass H. Johannes Dollfuss auf ihrer Fabrique die prob mit den « Steinkohlen gegen dem Holz gemacht und er 9 Centner gegen 1 Klafter « gebraucht, hiemit Nuzen dabey seye, weilen nun schon eine parthey angekommen, « so ist der Comission überlassen die Sach ferners zu besorgen, niemand könne « man dieselbige zu gebrauchen zwingen noch anhalten sie nur allein aus dem « Magazin zu nehmen sondern der Burger dürfe auch zu seinem Gebrauch für sich « kommen lassen, aber auf Mehrschatz zu kauffen oder damit zu handeln soll ihm « verboten seyn. » Archives de Mulhouse (II A I 28, pp. 63, 64 et 76).

2. 2 juin 1768. « Steinkohlen. Weilen die Steinkohlen seither mit gutem Nuzen « gebraucht worden und die meisten Herren fabricanten Kessel und Oefen dazu « gemacht, so dass der vorhandene Vorrath lt. Rechnung biss 1. Jan. 1768 bestehend « in 5.610 Centneren dato meistens verbraucht ist, so hat die Commission darüber « relatiert und, etc... » Archives de Mulhouse (II A I 28, p. 549).

« peut transporter ses marchandises jusqu'à l'Océan, à toutes les parties du monde¹. » D'autre part, la proximité des affluents du Rhône permettait à la province de communiquer facilement avec la Méditerranée. L'Alsace était ainsi au centre des ports de France, de la Hollande et de l'Italie, importateurs de coton, ou exportateurs de produits manufacturés. Pour ce qui est des routes de terre, on a pu dire que l'Alsace constituait elle-même « pour le Nord de l'Europe une des routes des pays d'outre-
« mont, comme aussi la voie par excellence de la Bourgogne et
« de la Provence. L'Ouest y trouve, de son côté, l'accès du Da-
« nube ou par les passages de Hesse ou de Thuringe, celui de la
« Basse-Allemagne. Les rapports se croisent dans ce carrefour
« vraiment européen². »

L'on peut dès lors prévoir que la situation économique générale de la province d'Alsace devait elle-même être favorable au développement de l'industrie cotonnière³.

B) Conditions favorables d'ordre économique

C'étaient le voisinage d'une industrie cotonnière très développée en Suisse, le développement antérieur des autres industries textiles en Alsace, le faible développement des autres industries, la facilité des approvisionnements et des débouchés, enfin une propice organisation du marché.

Le voisinage de la Suisse. — Le voisinage de la Suisse où les industries textiles étaient depuis longtemps florissantes, et où se trouvaient disponibles des capitaux considérables, était un facteur très favorable au développement de l'industrie cotonnière en Alsace.

Au XVIII^e siècle, l'industrie des toiles peintes avait pris un grand essor en Suisse. A Genève, à Glaris, à Neuchâtel, à Zurich, à

1. Archives municipales de Strasbourg (AA 2423).

2. Vidal de la Blache, *Tableau de la géographie de la France*, dans Ernest Lavisse, *Histoire de France* (Paris, 1903), t. IB, p. 220.

3. Nous ne rangeons pas parmi les conditions favorables d'ordre physique l'humidité du climat que l'expérience a prouvé être favorable à la filature et au tissage du coton. L'on sait que c'est à des conditions climatiques spéciales que le Lancashire dut de devenir, au XIX^e siècle, le premier centre cotonnier du monde. Or l'Alsace jouit d'un climat relativement sec.

Berne, à Bâle, etc., s'élevaient de nombreuses fabriques d'indiennes¹. Le succès en Suisse de l'industrie des toiles peintes avait eu comme conséquence naturelle un développement considérable du commerce des toiles peintes en Alsace, développement d'autant plus considérable que le port des toiles peintes, qui était interdit en France, ne l'était pas en Alsace. Il faut administrer la preuve de ce fait important. Lorsqu'en 1716, le Conseil du Commerce fit savoir aux Intendants des provinces que les habits, tabliers et autres vêtements de toiles peintes (étoffes défendues) devaient être portés au plus prochain bureau des fermes du Roi, comme les marchandises en pièces, Monsieur d'Argenson fut prié « d'Ecrire a tous Messieurs les Intendans des provinces, Excepté « celui d'Alsace² ». Le 16 juillet 1723, M. d'Angeruilliers écrivait à M. Dodun : « J'ai receü la lettre que vous m'avez fait « l'honneur de m'écrire le 7 de ce mois en m'envoyant l'arret du « 5 qui contient de nouvelles deffences de faire aucun commerce « ny usage des étoffes et toiles des Indes. Je crois que vous êtes « informé que la Province d'Alsace n'a jamais été comprise dans « cette prohibition, ny du tems du feu Roy ny depuis. Vous trou- « veres meme dans ce paquet la copie d'une lettre qui me fut « écrite la dessus en 1716 et qui contient une decision précise « telle que je viens de vous l'expliquer. Je crois donc ne devoir « pas faire publier l'arret³. » Le 8 août 1723, M. Dodun répondait à M. d'Angeruilliers : « Sur le raport qui a été fait au Roy « de la lettre que vous avez pris la peine de m'écrire le 16 du « mois passé, Sa Majesté a approuvé les raisons qui vous ont « fait juges qu'il ne convenoit pas de faire publier dans la Pro- « vince d'Alsace l'arrêt du Conseil du 5 du meme mois, qui re- « nouvelle les deffences de faire aucun commerce ny usage de « Etoffes et toiles peintes des Indes, de la Chine et du Levant. « Et l'intention de Sa Majesté est qu'il ne soit rien changé a cet « égard a l'usage qui a été suivy jusques a present en Alsace⁴ ». A travers tout le XVIII^e siècle, les indienneurs suisses purent donc vendre leurs marchandises en Alsace. Le 26 septembre 1729, on

1. On consultera à ce sujet : Adolf Jenny-Trümpy, *Handel und Industrie des Kantons Glarus* dans *Jahrbuch des Historischen Vereins des Kantons Glarus*, t. XXXIV (Glaris, 1902), pp. 86 et s.

2. *Registre du Conseil du Commerce* (Archives nationales, F¹² 59, p. 141).

3. Archives nationales (G⁷ 83).

4. Archives municipales de Colmar (B 12).

écrivait de Strasbourg à Paris : « J'ai reçu la lettre que vous
 « m'avez fait l'honneur de m'écrire le 17 de ce mois et un
 « exemplaire de la Déclaration du Roy du 2 aoust dernier qui
 « établit des peines contre les contrebandiers. J'auray l'honneur
 « de vous observer que cette Déclaration ne paraît pas regarder
 « cette Province où le Commerce, vente, port et usage tant du
 « tabac que des Toiles peintes ont de tous tems été toléré¹ ». Tolérer, c'est encourager. Le commerce des indiennes semble avoir été florissant à travers tout le xviii^e siècle. En 1739, les fermiers généraux envoyèrent un mémoire au Bureau du Commerce pour demander s'ils devaient permettre à Rouen l'entrée de toiles peintes, qu'ils croyaient venir d'Alsace. En réalité ils n'osèrent pas écrire le mot de « toile peinte », mais se servirent d'une périphrase pour désigner l'étoffe prohibée. « Les F. G.²
 « demandent si l'on doit permettre à Rouen l'entrée d'une espece
 « de Serge peinte en Fleurs, ou imprimée, qu'ils croient venir
 « d'Alsace ». Le Bureau du Commerce fut d'avis que « l'étoffe en question » ne devait pas être admise. « Et le Lendemain de la
 « presente seance, M^r Le C. G.³ a approuvé la deliberation du
 « Bureau en ecrivant de sa main sur le memoire des F. G.,
 « *l'entrée des Serges peintes en Fleurs ou imprimées venant des*
 « *pays étrangers, et même d'Alsace, ne doit pas être permise*⁴ ».

A Mulhouse même, bien avant que l'on y fabriquât des toiles peintes, on en trouvait dans les magasins; on les appelait « Schweizerbaumwolle » parce qu'elles étaient imprimées en Suisse⁵. Et lorsqu'en 1742 le gouvernement de la République eut à décider quel corps de métier aurait le monopole de leur vente, ce fut celui des marchands de draps qui l'obtint; toutefois il fut réservé aux passementiers le droit de vendre de petits coupons d'indiennes pour bonnets et mouchoirs de tête, « mais pas pour
 « vêtements, comme camisoles, jupons, tabliers, robes de
 « chambre, etc.⁶ ».

1. Archives nationales (G⁷ 83).

2. Fermiers généraux.

3. Contrôleur général.

4. *Registre du Bureau du Commerce année 1739* (Archives nationales, F¹² 86, p. 108).

5. « Sogenannte Schweizerbaumwolle (in Neuenburg gedruckte Indienne) war seit
 « verschiedenen Jahren in einigen Läden zu kaufen ». Graf, *Geschichte der Stadt*
Mülhausen (Mulhouse, 1819-1826), t. III, p. 213.

6. 10 octobre 1742. « Den Herren Passementiereren solle erlaubt seyn, folgende

Ces toiles peintes venaient de Suisse pas seulement pour être consommées en Alsace, mais aussi pour traverser la province, qui était sous l'ancien régime un pays de transit excessivement important. « Les étrangers trouvaient notre province sillonnée « de routes magnifiques, faciles et couvertes d'excellentes hôtelleries ¹ ». L'Alsace était, pour employer la terminologie administrative de l'époque, une province « à l'instar de l'étranger effectif », c'est-à-dire qu'elle avait ses douanes tournées seulement du côté des cinq grosses fermes ². « L'absence de « douanes entre l'Alsace et les pays étrangers limitrophes lui « procurait un commerce de transit considérable. Toutes les « marchandises d'Italie, de Suisse et du Levant destinées à l'Allemagne du Nord et à la Hollande prenaient la route de l'Alsace ³. » C'est par ce transit entre la Suisse et l'Alsace qu'un contemporain, nommé Ryhiner, un fabricant de toiles peintes de Bâle, explique la fondation de la première manufacture de Mulhouse. « Ces Messieurs » dit-il en parlant des Mulhousiens Köchlin et Schmaltzer, « voyant passer chez eux une foule « d'acheteurs d'Indiennes qui leur disoient toujours que l'on ne « trouvoit pas assez de Marchandises à Bâle... profitèrent de « cette époque ⁴ ». Köchlin et Schmaltzer n'empruntèrent pas seulement à la Suisse l'idée de leur entreprise : c'est à Bâle qu'ils trouvèrent des capitaux (fonds de roulement, matériel et matière première) ; c'est de Suisse qu'ils firent venir la main-d'œuvre. « Ce fut Köchlin et avec lui Schmatzer deux Mulhousiens de « peu de fortune qui monterent la première Fabrique avec le « Credit qu'ils trouverent à Bâle pour des fonds à 5 e a 6 0/0 ⁵ ». « Mulhouse tira d'abord de la Suisse ses graveurs, ses imprimeurs, ses pinceauteuses et en général tous ses ouvriers ⁶ ».

« Waren zu führen und zu verkauffen... Indiennes, nur kleine Stücklein zu Hauben « und Halstücher, nicht aber zu Kleyder, als Tschöben, Jünten, Fürtücher, « Nachtröck oder dergleichen. » (Archives de Mulhouse, II A I 22, pp. 493-494). — L'application de ce règlement donna lieu à des procès ; voyez Archives de Mulhouse, II A I 26, pp. 42-43.

1. Hoffmann, *L'Alsace au dix-huitième siècle* (Colmar, 1906), t. I, p. 386.

2. Voyez ci-dessous, pp. 205 et s.

3. Krug-Basse, *L'Alsace avant 1789* (Paris, 1876), p. 331.

4. Ryhiner, *Traité sur L'origine de L'art de peindre et d'imprimer les Toiles de cotton*, manuscrit appartenant à la Bibliothèque de la Société industrielle de Mulhouse (Chimie, 1027), p. 273.

5. Ryhiner, manuscrit cité, p. 274.

6. Penot, *op. cit.*, p. 334.

Enfin nous voyons qu'en 1749 Köchlin, Schmaltzer et C^{ie} achetaient des toiles blanches à Zurich¹.

Ce n'est pas seulement à l'origine que l'industrie cotonnière alsacienne profita du voisinage de la Suisse pour en tirer la matière première, le capital et le travail. Durant tout le xviii^e siècle, ce furent des filateurs et des tisseurs suisses qui vinrent éduquer les ouvriers alsaciens; ce furent les manufacturiers suisses qui approvisionnèrent les fabriques alsaciennes de mousselines écrues; et, pendant plus de cinquante ans, les capitalistes de Bâle furent les banquiers de l'Alsace. Dès 1754, Daniel Kielmann faisait venir ses ouvriers fileurs de la Suisse². Lazowski et Buob, inspecteurs des manufactures d'Alsace, écrivaient de Cernay, le 30 avril 1786 : « Nous avons vu arriver à Saint-Amarin les premiers contre-
« maitres et tisserans suisses, et nous ne doutons pas de voir
« augmenter ces émigrations de mois en mois. Nous apprenons
« aussi qu'une autre colonie d'ouvriers de la Franconie et de la
« Souabe est en marche : elle doit travailler pour la manufac-
« ture des Srs Haussmann et Compagnie de Colmar³. » Les
mêmes inspecteurs écrivaient un mois plus tard à M. de Tolozan : « Nous avons l'honneur de vous instruire, Monsieur, qu'une
« colonie de Tockenbourgeois, les meilleurs tisserans de Suisse,
« arrive avec femmes et enfans pour le compte de la maison de
« Vetter et Blech de Mulhouse. Ces négociants se proposent de
« former une école de filature et de tissage, d'y attirer les Sundt-
« gauwiens pour s'y instruire, et quand ils seront, les renvoyer
« dans leurs villages pour y propager cette branche d'Industrie⁴ ». Les Suisses consentaient d'autant plus facilement à émigrer en Alsace qu'ils ne s'y sentaient pas trop dépayés. On aurait eu de la peine à déterminer les ouvriers suisses à s'établir dans des provinces de l'intérieur. Ils s'expatriaient plus volontiers dans une contrée dont ils entendaient la langue, et où ils retrouvaient les mœurs de leur pays. L'absentéisme des hommes et des capitaux suisses était devenu si considérable, que différentes villes de l'Helvétie prirent des mesures pour l'empêcher dans la mesure du possible. C'est ainsi que, le 4 octobre 1786, le Magis-

1. Archives de Mulhouse (II A I 23, p. 632).

2. Ci-dessus, n. 3 de la p. 10.

3. Archives nationales (F¹² 353).

4. Archives nationales (F¹² 1404B).

trat de Zurich rendit l'ordonnance suivante : « D'après l'avis de
 « MM. les Préposés à la Commission des fabriques, il a été mis
 « en considération que dans une manufacture d'indiennes éta-
 « blie à Wesserling, en Alsace, laquelle a obtenu des privilèges
 « par lettres patentes de la Cour de France en date du 23 août
 « dernier, un habitant de la ville de Winterthur se trouve inté-
 « ressé. On a décidé unanimement d'aviser de ce fait le Magistrat
 « de la dite ville... De plus il sera enjoint à tous les Baillifs et
 « Préposés en vertu du présent arrêt de veiller avec la plus
 « grande attention, conformément aux ordres de nos Seigneurs
 « concernant les fabriques, pour empêcher l'engagement des
 « ouvriers et leur émigration pour l'étranger, de même que
 « l'exportation des machines et outils... Spécialement il sera
 « expressément défendu à tous les fabricants de peignes et har-
 « nais d'accepter des commandes pour l'étranger¹. »

Vingt ans plus tard, lorsque les lois douanières de Napoléon privèrent les tisserands suisses de débouchés, c'est encore en Alsace qu'ils vinrent se fixer : cette circonstance « garnit nos ate-
 « liers d'habiles ouvriers suisses qui émigraient en masse de
 « leur patrie par suite du coup mortel que portait à son indus-
 « trie colonnière la mesure prohibitive du gouvernement fran-
 « çais² ».

Au XVIII^e siècle, la Suisse fournissait aussi des matières pre-

1. 4 octobre 1786. « Gemäss dem Gutachten der Herren Verordneten zur Fabric-
 « Commission vom 27sten m. p. ward in Betrachtung, dass bey einer zu Wesser-
 « lingen im Elsass unternommenen Indienen-Manufaktur, laut königl. franzö-
 « sischem Patent vom 23sten Augusti p. ein Einwohner von Winterthur sich
 « befindet, [ward] von U. gn. He. einmüthig gutbefunden, es solle an den Magistrat
 « bemelter Statt dergantze Vorfall einberichtet und von ihm zu vernemmen begehrt
 « werden, wer eigentlich der quaestionierliche Her Bidermann sey, ob noch
 « mehrere und wer allenfalls von seinen Mitbürgerern an dieser Handlungs societas
 « Antheil habe, deren Patent an bedeuteten Magistrat zu communicieren ist.
 « Ferners solle den Herren Ober und Landvögten vermittelst gegenwärtiger
 « Erkantnuss aufgetragen werden, sämmtliche in ihrem Amtsbezirk befindliche
 « Beamtete und Stillstände nach Anleitung des oberkeitlichen Fabric-Mandats
 « nachdrucksamst zu genauester Wachsamkeit auf Anwerber, emigrierende
 « Arbeiter und zur Fabricierung dienende Geräthschaften, welche für die Fremde
 « bestimt wären, aufzufordern, ihnen anzuzeigen, dass U. gn. He. jedem, welcher
 « diessfalls eine bestimmte Anzeige geben kan, eine Belohnung von 100 ß und im
 « Falle die Anzeige von grosser Erheblichkeit wäre, noch mehrere ertheilen wollen,
 « besonders aber allen Geschirr- und Blättermachern mit gehörigem Ernst
 « anzubefehlen, dass sie nichts für die Fremde verfertigen. » Archives de Zurich
 (*Rats-Manual*, 1786, II, p. 68); voyez aussi pp. 113, 114 et 120.

2. Penot, *Statistique générale du département du Haut-Rhin* (Mulhouse, 1831),
 p. 323.

mières, du coton brut pour les filateurs, des filés pour les tisseurs et surtout des toiles blanches pour les imprimeurs. « Les toiles « suisses déjà blanchies s'achetaient principalement dans les cantons d'Argovie, de Zurich et de Berne¹. »

Enfin, les Bâlois étaient les bailleurs de fonds des Alsaciens. « Les Mülhausiens ne reposent pas sur eux-mêmes, mais bien « sur les Bâlois, qui font leurs fonds, sont de leur commerce, et « avec lesquels vous devez savoir que vous traitez réellement, « lorsque vous traitez avec Mülhausen », écrivait vers 1794 le député du Bas-Rhin Bruat². On aura une idée du précieux concours apporté à l'industrie cotonnière alsacienne par les banquiers de Bâle, lorsqu'on saura qu'en 1811 Nicolas Kœchlein et frères étaient commandités par les Cousins Merian de Bâle; Daniel Schlumberger et C^{ie} l'étaient par Sarrasin de Bâle; Vetter, Thierry et Grossmann l'étaient par Emmanuel La Roche et Rod. Gemuseus de Bâle; Paul Blech et C^{ie} l'étaient par deux riches maisons de Bâle; les maisons Jer. Risler Kœchlein et C^{ie}, Blanchenay Bridel et C^{ie} étaient chacune commanditées par trois puissantes banques de Bâle; Graff père, fils et C^{ie} avaient un associé commanditaire de Bâle; enfin Dollfus Mieg et C^{ie} étaient commandités pour plusieurs millions par la plus riche maison de Bâle, les frères Mérian³.

Le développement antérieur des industries textiles en Alsace. — Une autre condition favorable au développement de l'industrie cotonnière était l'éducation et l'hérédité, ce que l'on a appelé « le bénéfice des traditions et l'aptitude des hommes⁴ », ou encore « une sorte d'aptitude transmise ou d'adaptation héréditaire qui résulte d'un long exercice de la profession à travers « les siècles, par des générations d'ancêtres fileurs ou tisserands⁵ ». De tout temps, les Alsaciens avaient pratiqué les arts textiles. On a de ce fait une preuve qui remonte aussi haut que possible, puisque dans le tumulus de Hatten (Alsace), on a trouvé

1. Penot, *op. cit.*, p. 341.¹

2. F.-J. Bruat, *Contre la pétition du commerce de Mülhausen à l'Assemblée nationale*, p. 6. (Bibliothèque municipale de Strasbourg, O 4434^{CM}.)

3. Archives nationales (F¹² 1583).

4. Reybaud, *Le coton* (Paris, 1863), p. 37.

5. *Revue des Deux-Mondes*, 1903, p. 268.

un échantillon de tissu de lin datant de l'âge du bronze¹. Pendant des siècles la filature du lin et du chanvre avait occupé les Alsaciennes : « On voyait tourner le rouet aussi bien sous le pied « de la dame de distinction que sous celui de la plus simple « paysanne... Un grand nombre de tisserands se trouvaient « répandus dans le pays². » Les Alsaciens pratiquaient non seulement la filature et le tissage du lin, du chanvre et de la laine, mais aussi la teinturerie, la bonneterie et même l'impression. Les teinturiers d'Alsace formaient un même corps, fondé sur des lettres patentes émanées des empereurs et des archiducs³. Les bonnetiers de la Haute et de la Basse-Alsace constituaient également une grande confrérie⁴. Enfin l'impression sur tissus, c'est-à-dire la teinture localisée, était un art connu, puisqu'on voit par exemple un certain Johann Martin Zeller, qui était *Tuchdrucker*, s'installer à Sainte-Marie-aux-Mines en 1721⁵.

C'est donc un fait acquis et certain que les Alsaciens étaient initiés aux travaux de l'industrie textile. L'éducation technique des ouvriers n'était pas à faire toute entière. Il y avait là encore une condition très favorable au développement de l'industrie cotonnière.

Le faible développement des autres industries et la pauvreté générale. — Malgré que les Alsaciens connussent les diverses opérations qui constituent l'industrie textile, c'était là une activité peu lucrative et qui occupait, somme toute, peu de bras. Et l'on ne trouvait guère d'autre industrie importante en Alsace. Ici apparaît une autre condition favorable : c'est le faible développement des autres industries et la pauvreté des habitants qui en est la conséquence. Au moment où les premières manufactures étaient à peine fondées, les auteurs du temps bien renseignés et clairvoyants avaient deviné dans notre province un

1. Bleicher, *Commerce et industrie des populations primitives de l'Alsace et de la Lorraine* dans *Bull. de la Société d'Histoire naturelle de Colmar* (Colmar, 1891), p. 155.

2. Penot, *op. cit.*, p. 312.

3. « Délibération du Bureau du Commerce ». Archives nationales (F¹² 78, p. 883).

4. Waldner, *L'ancienne confrérie des Bonnetiers du Haut-Rhin* dans *Bull. du Musée historique de Mulhouse* (Mulhouse, 1894), p. 5. Voyez aux Archives nationales les registres F¹² 85 (p. 447) et F¹² 86 (p. 284). Les Bonnetiers-tricoteurs de bas à l'aiguille de la province d'Alsace étaient pourvus de statuts dès l'année 1682 (Archives nationales F¹² 401¹, p. 190).

5. Archives de la Haute-Alsace (E 2016).

terrain favorable au développement de l'industrie des toiles peintes. « Il paroîtroit intéressant », écrit de Forbonnais en 1755, « d'établir particulièrement cette industrie [celle des toiles peintes] en Alsace; car cette province manque d'ouvrages et de commerce¹ ». L'abbé Morellet disait de même en 1758 : « Nous avons des provinces entières, comme la Lorraine, l'Alsace, la Franche-Comté, dépourvues de manufactures. Des fabriques de toiles peintes pourroient y prospérer et s'y étendre². »

La facilité des approvisionnements et des débouchés. — L'on sait que l'Alsace, province « à l'instar de l'étranger effectif », communiquait librement avec l'étranger³. Situation très privilégiée pour les imprimeurs qui pouvaient ainsi importer des toiles blanches sans payer de droit d'entrée. L'Alsace se trouvait au centre du commerce, de l'Europe continentale⁴. Or les étoffes de coton formaient l'objet d'une demande considérable dans toutes les classes de la société, surtout en France. « Les Indiennes ont été jusqu'en 1815 ou 1816 un véritable article de luxe », a-t-on dit⁵. Rien n'est plus faux ! Les toiles peintes ont toujours fait l'objet d'une grande demande non seulement de la part des « personnes opulentes », qui consommaient les « Toiles d'un haut prix », mais aussi de la part des « femmes du menu peuple⁶ », car le peuple aimait les toiles peintes : « il y trouve bon marché, durée et propreté⁷ ». Au XVIII^e siècle, comme aujourd'hui, les indiennes servaient à habiller les femmes et à meubler les appartements. Comme le dit un texte des années 1740 dans un langage succinctement expressif : « Toutes les maisons de campagne en sont meublées, meubles d'été à Paris, mou-

1. *Examen des avantages et des désavantages de la prohibition des Toiles peintes* (Marseille, 1755), p. 107.

2. *Réflexions sur les avantages de la libre fabrication et de l'usage des toiles peintes en France* (Genève, 1758), p. 190.

3. Ci-dessus, p. 27, et surtout ci-dessous, p. 205.

4. « La position topographique de l'Alsace était alors extrêmement favorable. Cette province formait comme le point central d'un grand rayon de vente, car elle avait pour débouchés presque tout le continent européen. » Penot, *Statistique générale du département du Haut-Rhin* (Mulhouse, 1831), p. 347.

5. *Congrès scientifique de France, 32^e session* (Paris-Rouen, 1866), p. 175.

6. *Examen des avantages et des désavantages de la prohibition des Toiles peintes* (Marseille, 1755), p. 5.

7. Archives nationales (F¹² 565). Le même texte aux Archives du Ministère des Affaires étrangères (France, 2012 f^o 415).

« choirs, dessus de toilettes, couvertures et courtelines par-
 « tout. Plusieurs robes de Perse aux femmes riches. Les com-
 « munes répandues dans le peuple¹. » Or le port de ces toiles
 peintes, dont l'usage était si général en France, était cependant
 prohibé par la loi, qui avait pour but de protéger les fabricants
 de soieries et de lainages contre la concurrence des étoffes
 de coton imprimées². Un document de l'époque donnait une
 liste de 71 arrêts, édits ou déclarations contre l'usage des
 toiles peintes. « Or la multiplicité même de ces Lois prouve
 « qu'on n'a jamais pu les faire observer. Les préambules de
 « chacun de ces Arrêts rappellent l'inexécution des précé-
 « dents³. » On a même expliqué la demande considérable des
 toiles peintes par un certain penchant féminin pour les objets
 interdits. « Fruit défendu, les indiennes devinrent la pas-
 « sion des femmes de bon ton⁴. » « Il semble que cette mode
 « des toiles peintes est encore excitée, irritée, avivée par la
 « sévérité de ses arrêts prohibitifs⁵ ». En réalité, le succès des
 indiennes s'explique par des causes plus économiques que psycho-
 logiques. On les achetait moins pour répondre au désir de frau-
 der la loi que pour satisfaire le besoin de se vêtir élégamment à
 peu de frais⁶. Les toiles peintes étaient, relativement aux étoffes

1. Archives nationales (F¹² 563). Le même texte aux Archives du Ministère des Affaires étrangères (France 2012, f° 414 verso).

2. On écrivait à ce propos, le 15 octobre 1755 : « Ce raisonnement ressemble à celui qu'on a opposé au projet d'établir des fontaines dans toutes les maisons de Paris, et qui en a empêché l'exécution : Et que deviendraient les porteurs d'eau ? a-t-on dit. » Tourneux, *Correspondance littéraire, philosophique et critique par Grimm, Diderot, Raynal, Meister, etc.* (Paris, 1878), t. III, p. 168.

L'on remarquera que cette politique douanière, qui se propose de protéger le producteur national contre le producteur étranger, subsiste presque intégralement. La loi qui défendait la fabrication des toiles peintes pour favoriser les tissages de laine — sans tenir compte des intérêts du consommateur — n'était pas plus vexatoire que la loi du 26 juillet 1890, qui, pour favoriser les propriétaires de vignobles, réglementait et frappait d'un droit de licences et de fabrication le fabricant de vins de raisins secs. Mais tandis que l'usage frauduleux des raisins de Corinthe pour la fabrication des vins doit pouvoir être pratiqué dans l'ombre, le port frauduleux des indiennes était impossible à dissimuler, puisque ces étoffes n'étaient achetées que pour être exhibées.

3. *Réflexions sur les avantages de la libre fabrication et de l'usage des toiles peintes en France* (Genève, 1758), p. 31.

4. Musée Galliera, *La tradition de la Toile imprimée en France* (Paris, 1907).

5. Edmond et Jules de Goncourt, *La femme au dix-huitième siècle* (Paris, 1905), p. 339.

6. Les toiles peintes fabriquées en Alsace se vendaient à Strasbourg, en 1758, 25 et 30 sous l'aune (*Réflexions sur les avantages de la libre fabrication et de l'usage des toiles peintes en France*, p. 77).

de laine et de soie, d'un prix peu élevé¹, tout en se prêtant à des effets de couleur aussi vifs et aussi variés². Le coton, qui au cours de sa fabrication n'a pas besoin d'être lavé³, devenu produit manufacturé se lessive facilement. Enfin les étoffes de coton sont à l'abri des ravages des insectes. Ce sont bien des qualités intrinsèques, et non les caprices de la mode, qui en expliquent le succès extraordinaire.

Les toiles peintes constituaient donc un article qui était l'objet d'une consommation considérable et ininterrompue⁴. C'était là une condition économique indispensable au développement de notre industrie.

L'organisation du marché. — Il faut noter enfin que, lorsque l'industrie du coton se fut fondée, et lorsqu'elle eut pris une certaine extension à Mulhouse et dans les environs, elle bénéficia de l'avantage général qui résulte de la localisation de l'industrie⁵. Il se créa en Alsace un grand marché régional qui attirait une foule d'acheteurs. La concentration dans la province de nombreuses fabriques concurrentes permettait aux acheteurs et aux vendeurs, à une époque où les transports étaient longs et coûteux, d'entrer en relations aux moindres frais⁶. Tous les acheteurs d'indiennes du continent allaient faire leurs achats en Alsace, certains de trouver dans l'une ou l'autre usine les tissus dont ils avaient besoin. « Notre prospérité mutuelle a été invinciblement fondée sur le concours, la diversité et la quantité de tous les genres d'indiennes et mouchoirs que l'ensemble de

1. « Quant au bon marché c'est une vérité constatée par l'expérience de toutes les nations, qu'il force toutes les barrières. On n'empêchera jamais de meubler les maisons de Toiles peintes, si les Toiles peintes sont à meilleur marché, toutes choses à peu près égales, que les étoffes nationales. » *Réflexions sur les avantages de la libre fabrication et de l'usage des toiles peintes en France* (Genève, 1758), p. 42.

2. « La vivacité et la variété des couleurs ne peuvent se remplacer dans aucune autre étoffe de même valeur ». *Examen des avantages et des désavantages de la prohibition des Toiles peintes* (Marseille, 1755), p. 10.

3. « Il faut dégraisser les laines, il faut décreuser les soies ; mais la dépouille du cotonnier est à peine cueillie, qu'elle peut se transformer en vêtement. » Quatremere-Disjonval, *Essai sur les caractères qui distinguent les cotons des diverses parties du monde* (Paris, 1784), p. 1.

4. « Rien ne prouve mieux assurément l'Utilité et la Commodité des Toiles peintes, que la constance et la durée du goût général des hommes pour employer cette Marchandise. » Ryhiner, manuscrit cité, p. 8.

5. Bien étudiée par Marshall, *Principes d'Économie politique* (Paris, 1906), pp. 466-468.

6. V. ci-dessous, pp. 255-257.

« toutes nos manufactures pouvaient offrir aux vues spéculatives
« des négociants¹ ». La concentration des fabricants de coton dans
la même région faisait de la Haute-Alsace une espèce de foire
permanente des toiles blanches et des toiles peintes.

C) Conditions favorables d'ordre politique et juridique

Si des causes économiques nous passons aux causes politiques
et juridiques, nous les voyons se manifester par la liberté d'ac-
tion accordée à l'industrie cotonnière, par l'intervention du pou-
voir royal et des pouvoirs publics locaux, enfin par l'initiative
privée des grands seigneurs.

Liberté d'action accordée à l'industrie cotonnière. — Parmi les
causes politiques et juridiques, la plus importante, à coup sûr,
était que la grande industrie du coton, industrie nouvelle à la fois
dans son objet, dans sa technique et dans son organisation éco-
nomique, était *libre*². Il n'y avait pas de loi qui réglementât la
quantité des fabricants. « Tandis que les lois prescrivoient des
« bornes à d'autres entreprises commerciales, il fut laissé à celle-
« ci une parfaite liberté, en sorte que chaque citoyen de la ville
« pouvoit s'y livrer. C'est ainsi qu'on voyoit des orfèvres, des
« teinturiers et des boulangers, des médecins et des apothicaires
« devenir fabricans d'indiennes³. » Il n'y avait pas de loi qui
réglementât la qualité des fabricants : un chacun pouvait devenir
patron ; point n'était besoin d'avoir exécuté un chef-d'œuvre ou
d'avoir obtenu l'agrément des membres d'une corporation.

Aucun règlement non plus qui codifiât la qualité ou la quan-
tité des produits : le manufacturier alsacien pouvait fabriquer
toutes les qualités d'étoffes, comme bon lui semblait⁴ ; bien plus,
il avait la liberté d'en produire autant qu'il voulait. Il n'en
était de même pour aucune autre industrie. C'est ainsi qu'à
Mulhouse les passementiers, les épingliers, les potiers de terre
et les boutonniers ne pouvaient être secondés que par un ou

1. Archives de la Haute-Alsace (L 401).

2. Ci-dessus, p. 9.

3. Miege, *Relation historique des Progrès de l'Industrie commerciale de Mulhausen
et ses environs* (Mulhouse, 1823), p. VIII.

4. Voyez pour le tissage des explications détaillées ci-dessous, p. 64.

deux compagnons. « Dans la crainte que l'un ou l'autre de leur « corporation ne s'élève par son industrie au-dessus de ses collègues, ils ont borné dans leur sagesse le maximum de la fabrication de chacun¹ ». Les drapiers de Mulhouse n'avaient pas le droit de tisser chacun plus de trente-cinq pièces par an ; « pour « l'excédent ils payent une forte amende et ce sont les pauvres « ou les moins spéculateurs parmi eux qui ont mis cette entrave « aux spéculations des plus riches ou des plus entreprenans, « disant qu'il n'est pas juste que les riches écrasent les pauvres² ». La vérification des draps, obligatoire, se faisait par les soins des vérificateurs, qui se rendaient chaque jour au foulon³. La législation industrielle de l'ancien régime n'avait sans doute pas oublié les fabriques d'indiennes. C'est ainsi que l'article VIII des « Lettres patentes du Roi concernant les manufactures données « à Marli, le 5 mai 1779⁴ » disposait : « Il sera libre à tous fabricans de teindre et peindre, faire teindre et peindre les étoffes, « toiles ou toileries en grand ou en petit teint ou en couleur « mélangée de grand et petit teint ; à la charge par eux de faire « apposer sur toutes les dites étoffes, toiles et toileries indistinctement, un plomb qui indiquera la manière dont elles sont « teintes et le nom du teinturier. Le plomb de bon teint ne sera « apposé que sur celles teintes en bon teint ; et à l'égard de celles « teintes en petit teint ou en couleur mélangée, il ne pourra y « être mis que le plomb de petit teint. Ordonnons aux gardes « jurés, ou autres préposés pour l'apposition du plomb de visite, « dans le cas où ils suspecteroient la teinture de quelques-unes « desdites étoffes, toiles ou toileries, d'en faire le débouilli, suivant l'usage ; et en cas d'infidélité dans l'apposition du plomb « de teinture, voulons que ledit plomb soit arraché, en vertu d'un « jugement rendu dans les formes ordinaires ; que le délinquant « soit condamné en l'amende de trois cens livres, et qu'il soit « substitué un autre plomb conforme à la qualité reconnue de « la teinture de ladite pièce ; Nous réservant au surplus de statuer par un nouveau règlement sur les changemens qu'il peut

1. Archives de Mulhouse (8563).

2. Archives de la Haute-Alsace (L 101).

3. *Histoire documentaire de l'Industrie de Mulhouse et de ses environs au dix-neuvième siècle* (Mulhouse, 1902), p. 524.

4. Archives municipales de Strasbourg (AA 2423). — Archives nationales (AD XI 44A).

« être convenable de faire aux réglemens actuels, relatifs aux « teintures ». Le nouveau règlement annoncé fut celui du 10 novembre 1785¹, qui par son article II ordonnait à tous imprimeurs « de laisser à la tête et à la queue de chaque pièce de toile « qu'ils imprimeront, une bande blanche de trois doigts de largeur, sur laquelle ils mettront du côté de l'impression la première lettre de leur nom, et sans abréviation leur surnom, « ainsi que le lieu de leur demeure, avec ces mots, *Grand* ou « *Petit teint*, suivant la qualité de la teinture de chaque pièce « imprimée ». Mais aucune de ces formalités ne pouvait immobiliser l'industrie.

Le despotisme, par un rare privilège, avait épargné l'industrie cotonnière. Cette politique de non-intervention était le plus grand service que pouvaient lui rendre les pouvoirs publics : ils firent plus, comme on va le voir.

L'intervention du pouvoir royal. — Tout d'abord l'Alsace profitait des encouragemens qui étaient prodigués sous l'ancien régime à l'industrie naissante du coton. Si la fabrication des toiles peintes fut défendue jusqu'en 1759, celle des autres produits de coton était encouragée. Les filateurs de coton, au commencement du xviii^e siècle, s'étaient plaints de ce que, les importateurs humidifiant artificiellement le coton, ils étaient obligés de payer de l'eau au prix du coton. En 1729, le pouvoir royal prit des mesures sévères à l'égard des fraudeurs français. Un arrêt du Conseil d'Etat du Roi « portant reglement pour le Commerce des « Cotons qui s'envoient des Isles Françaises de l'Amerique dans « les Ports de France », du 20 décembre 1729, s'exprime en effet ainsi : « Le Roy estant informé qu'il se commet aux Isles Françaises de l'Amerique un abus très préjudiciable au commerce « des cotons, en ce que les négocians de ces Isles sont dans « l'usage de les mouiller lorsqu'ils les emballent, à l'effet de « s'en procurer un plus grand poids... ordonne ce qui suit. Les « habitans des Isles Françaises de l'Amerique seront tenus... « d'emballer ou de faire emballer à sec et sans les mouiller, les « cotons destinez pour estre envoyez en France, à peine de

1. « Arrêt du Conseil d'Etat du Roi, portant nouveau Règlement pour les Toiles « peintes et imprimées dans le Royaume. » (Archives nationales, F¹² 1404B).

« 100 livres d'amende pour chaque balle de coton qui se trouvera
« en contravention¹. »

Dans un autre ordre d'idées, le pouvoir central fit imprimer en 1759 un « Mémoire sur la filature », qui avait comme but principal de décider les fabricants à faire filer leurs cotons sur des dévidoirs uniformes. « On se sert de dévidoirs de
« toute circonférence et de toute grandeur, suivant le goût
« des fileuses ; personne ne sait le degré de la finesse du fil ; on
« vend au hasard ; quelquefois le pauvre n'est pas assez payé de
« son travail ; quelquefois trop ; chacun est exposé à être trompé ;
« on ne sait ce qu'on fait ; le fabriquant achète très souvent les
« matières trop grosses ou trop fines pour ses opérations, cepen-
« dant il faut les employer ou les garder en fonds mort ; il n'est
« pas certain de faire deux pièces d'étoffes conformes de même
« qualité ; avec tous ces réglemens en France on est contraint
« de trayer les matières pièce par pièce, le coup d'œil n'est
« jamais si sûr que l'aunage et le poids, les plus habiles fabri-
« quans sont toujours dans l'incertitude, et, ce qu'il y a de plus
« fâcheux, c'est qu'on ne peut pas acheter les matières filées
« d'une province à une autre sans les voir, ce qui occasionne
« du temps perdu et de la dépense... La teinture ou le blanchis-
« sage ne peuvent pas non plus être suivis comme ils devraient
« l'être, au lieu que si les fileuses étaient accoutumées à dévider
« leurs matières sur un dévidoir de la même circonférence et en
« petites pièces, comme on le propose, chacun travailleroit avec
« connaissance et intelligence : on pourroit occuper le pauvre
« sans être dupé ni lui être trompé². »

Enfin l'imprimerie royale servit aussi à vulgariser des procédés techniques peu connus. En 1765, le gouvernement fit publier un « Mémoire contenant le procédé de la teinture du coton
« rouge-incarnat d'Andrinople sur le coton filé³. »

1. Archives municipales de Colmar (B V 27).

2. Archives de la Haute-Alsace (L 102). — Archives de Mulhouse (IX 9).

3. Archives nationales (AD XI 44A). — Aucune de ces questions n'a cessé d'être d'actualité. La question de l'humidité dans le coton continue à préoccuper les fileurs (V. *Rapport officiel du deuxième Congrès cotonnier international tenu en 1905 à Manchester et à Liverpool*, p. 49, et *Rapport officiel du troisième Congrès international tenu à Brême en 1906*, p. 54). — La question d'un mode uniforme de numérotage des filés n'est pas encore résolue. — Enfin quelques industriels alsaciens se demandent aujourd'hui si l'Ecole de chimie de Mulhouse, qui a eu pour résultat de contribuer à l'éducation technique de chimistes du monde entier, n'a pas fait de tort à l'industrie alsacienne.

L'intervention des pouvoirs publics avait pour but de protéger l'industrie naissante du coton, qui, sans faire de tort à l'agriculture (les paysans filant et tissant le coton à domicile pendant les loisirs que leur laissaient les travaux des champs), était une source de revenus pour les indigents de tout âge et de tout sexe¹. Mais seules les premières fabriques avaient droit à des privilèges. « Le Conseil se porte volontiers à accorder protection « aux manufactures en général, » écrivait Desmarais à d'Aigrefeuille le 27 septembre 1766, « mais quant à leur donner des « secours et des exemptions, ce n'est qu'en faveur de celles qui « sont pour des objets non encore connus en France que ces « choses s'accordent; il y a déjà longtemps qu'il y a des manufactures de cotonnades établies en France, de sorte que celle de « cette nature qu'on se propose d'établir à Soultz ne peut « espérer que protection². » De même les sieurs Risler et C^{ie} de Wesserling, qui avaient sollicité des privilèges, virent leur demande rejetée par décision du 26 mars 1777³.

Le pouvoir royal, en se refusant à accorder le monopole de l'industrie à quelques entrepreneurs, favorisait par là même son développement. Le gouvernement de Louis XVI fit plus. Une loi de 1785⁴, pour protéger à la fois les manufactures nationales et le commerce de la compagnie des Indes, avait prononcé une prohibition contre les toiles de coton blanches et peintes, les gazes et les mousselines étrangères. Mais la production des fabriques françaises n'était pas suffisante pour pourvoir à la consommation. On eut l'idée de profiter de ce que cet arrêt prohibitif menaçait la fortune des industriels de la Suisse pour les attirer en France⁵. « Les étrangers et particulièrement les Suisses,

1. « Ces sortes d'établissements paroissent être de la plus grande utilité : ils « réunissent les deux avantages de fabriques rassemblées, et fabriques dispersées ; « la filature, qu'exige la fabrication des Toiles peintes, répand cette main-d'œuvre « dans la campagne; occupe une infinité d'habitans, qui ne sont pas propres à la « culture; remplit les momens oisifs, que les saisons, et l'intempérie des tems « laissent aux cultivateurs; donne de l'occupation aux femmes, aux enfans même, « et les met tous en état, ou de se soutenir, ou d'améliorer leur bien. » (Archives nationales, F¹² 650.)

2. Archives de la Haute-Alsace (C 1579).

3. Archives nationales (F¹² 1405^B).

4. Il s'agit de l'arrêt du conseil du 10 juillet 1785 (Archives de Mulhouse, XIII P 2), dont on parlera ci-dessous, pp. 212 et s.

5. Déjà en 1780, Mirabeau écrivait à propos de la contrebande et du commerce de la Suisse avec la France : « Les François croient en général que toute manufacture « doit s'établir chez eux ; que c'est un vol qu'on leur fait en ne disposant pas tout

« dont les deux tiers des manufactures ont été jusqu'à présent
 « occupées pour la consommation de la France, et qui ont toutes
 « leurs opérations et toute leur correspondance montées de ce
 « côté, sont pour le moment dans la consternation et y seront
 « jusqu'à ce qu'ils aient ouvert de nouvelles routes à la contre-
 « bande : et dans le fait ils sont exposés aujourd'hui à une perte
 « considérable ; les demandes qu'on faisait à leurs fabriques
 « sont cessées ; leurs magasins sont remplis ; la fortune de leurs
 « débiteurs est en danger ; leurs capitaux sont dehors ¹. » Le
 moment était propice pour inspirer à ces capitalistes étrangers
 le désir de s'établir en France. On eût pu par là réparer en
 partie la perte énorme en capital et en travail que le royaume
 avait faite cent ans auparavant à la suite de la révocation de
 l'Édit de Nantes. « Les fabricans étrangers de race française
 « viendront naturellement chercher les traces de leurs familles
 « et de leurs propriétés ². » Il fallait favoriser aussi l'immigra-
 tion des ouvriers. « Il est si important d'étendre en France le
 « filage et le tissage des toiles de coton, qu'on ne sauroit trop
 « faire pour attirer les tisserants et les fileuses ³, d'autant plus
 « que cette fabrication s'accordant avec les travaux de la cam-
 « pagne, les ouvriers sont autant d'agriculteurs... On paye sans
 « regret 50 ou 60 Louis pour l'acquisition d'un nègre qui ne
 « laisse presque pas de suite et qu'on ne peut remplacer qu'en
 « renouvelant la même dépense. Hésiteroit-on sur un sacrifice
 « beaucoup moindre pour acquérir des blancs et leur postérité ? ⁴ »
 Le gouvernement de Louis XVI n'hésita pas : il attira dans les
 États du roi les ouvriers et les patrons (ainsi que leurs capitaux
 « sans lesquels les bras ne sont qu'un fardeau ») en les allé-
 chant par la perspective d'un régime de faveurs multiples,
 comme la liberté d'introduire en France en franchise non seu-

« pour ôter aux marchands manufacturiers dans l'étranger l'accès en France. Le
 « gouvernement en conséquence prohibe ou change les droits. » (*Manuscrit auto-
 graphe de Mirabeau aux Archives du Ministère des Affaires étrangères, France*
 1888, f° 83).

1. Archives du Ministère des Affaires étrangères (France, 2012, f° 243 verso).

2. Archives nationales (F¹² 1404B).

3. Deux ans plus tard, en 1787, les intendants du commerce firent venir à Paris
 50 Indiens qu'on occupa dans un château des environs à filer du coton. On espérait
 acclimater la filature à la main des filés fins pour mousselines. Mais l'expérience
 échoua. On avait dépensé 300.000 livres en pure perte ! (Archives nationales,
 AD XI 72).

4. Archives du Ministère des Affaires étrangères (France, 2006, f° 287 recto et verso).

lement tout leur matériel, mais aussi leurs stocks de marchandises fabriquées, et la liberté de retourner dans leur patrie après un certain nombre d'années¹. Ce fut l'œuvre de l'arrêt du Conseil du 13 novembre 1785². L'article premier de cette loi permet aux fabricants étrangers de former dans le royaume « des établissements de toute espèce de fabriques, de mousselines, de toiles blanches, de toiles peintes, d'étoffes de coton... », et l'article III dispose : « Accorde en outre Sa Majesté aux négociants et fabricans étrangers qui formeront lesdits établissements, et aux ouvriers étrangers amenés par eux qui serviront à leur exploitation, l'exemption de toutes impositions personnelles pendant trois ans, celle de milice, de corvées et de logement de gens de guerre à toujours et pour eux, leurs enfans nés et à naître et leurs descendans, la jouissance de leur état, la liberté de leurs usages³ en ce qui ne sera pas contraire aux loix du royaume, tous droits de succession, celui d'admission à la maîtrise dans les corps et communautés auxquels ils voudront être affiliés, l'affranchissement du droit d'aubaine, et la faculté d'acquérir tous héritages, terres, maisons et autres biens-fonds, ainsi que celle de les revendre, et de retourner dans leur patrie après dix années de séjour en France. » Enfin l'article X, relatif aux provinces qui, comme l'Alsace, étaient dans l'idiome de la ferme générale des pays « à l'instar de l'étranger effectif », nous intéresse spécialement. « Lesdits fabricans étrangers qui se seroient établis dans les provinces qui sont à l'instar de l'étranger effectif, et ceux qui y sont déjà établis, pourront faire entrer dans le royaume en exemption de droits les toiles peintes qu'ils auront imprimées sur des toiles blanches tirées des fabriques de l'intérieur du royaume ou du commerce et des ventes de la C^{ie} des Indes, et même sur celles qui auroient été tissées et fabriquées dans lesdites provinces, à la

1. « Liberté dont aucuns d'Eux ne ferait usage, car celui qui a vécu dix ans en France y veut vivre toujours. C'est un Pays que les femmes, lorsqu'elles y sont une fois habituées, ne quittent point et par conséquent où il faut bien que les hommes demeurent. » Archives du Ministère des Affaires étrangères (France, 2012, f° 244 verso).

2. « Arrêt du Conseil d'Etat du Roi qui permet aux Fabricans étrangers de s'établir dans le Royaume » (Archives de Mulhouse, XIII P 2. — Archives nationales, AD XI 44A).

3. Ces dispositions relatives à la tolérance de la religion protestante étaient masquées autant qu'il était possible « pour ne pas choquer les esprits prévenus ».

« charge par eux de justifier que les toiles blanches en sont
 « provenues : faute de quoi lesdites toiles peintes resteront
 « soumises à la prohibition portée par l'article I^{er} de l'arrêt du
 « 10 juillet dernier. N'entend néanmoins Sa Majesté priver les
 « négocians ou fabricans desdites provinces de la faculté dont ils
 « ont toujours joui de vendre à l'étranger les toiles d'origine
 « étrangère, soit en blanc, soit après les avoir brodées ou imprimees. » Cette loi était en partie l'œuvre de Dupont de Nemours, qui écrivait le 5 octobre 1785 au comte de Vergennes, en lui envoyant un projet d'arrêt : « Ainsi vos conseils et la prépondérance nécessairement attachée à votre sagesse auront sans éclat guéri au bout d'un siècle la plaie qu'a faite à l'état la révocation de l'édit de Nantes. Vous aurez rappelé et créé une classe industrielle qui n'étant tolérée dans ses sentimens qu'en raison des fabriques qu'elle soutiendra, ne sera point comme nos autres commerçans exposée à la tentation et à la facilité de quitter ses utiles entreprises pour la magistrature et les charges, ou qui n'y pourra parvenir qu'en rentrant dans le sein de la religion dominante : de sorte qu'il y aura attroit perpétuel pour les protestans étrangers et surtout pour ceux de race françoise de venir animer notre commerce et notre industrie, et attroit perpétuel pour ceux qui voudront arriver aux charges de l'état de renoncer à leurs préventions religieuses. Il est impossible de faire une meilleure combinaison politique et catholique¹. »

Pour achever la question de l'intervention du pouvoir royal, il faut noter que, dans le but de favoriser l'extension de l'industrie rurale, Louis XV accorda à tous les habitants de la campagne la permission de fabriquer en général toutes espèces de tissus, et en particulier les toiles de coton, en les affranchissant du contrôle des corporations. La loi du 28 février 1766² leur permettait en effet « de les exposer en vente après avoir été portées au bureau des marchands, pour y être visitées et marquées, conformément aux réglemens, sans que les Gardes-jurés des fabricans des dites villes, puissent prétendre à ladite visite ; et qu'il leur sera libre d'acheter en tous lieux, les matières, fils, outils et ustensiles propres pour toutes espèces de fabri-

1. Archives du Ministère des Affaires étrangères (France, 2006, f° 271 verso).

2. Archives de Munster (II 13) et Archives nationales (AD XI 52).

« cation, sans pouvoir être inquiétés par les Fabricans établis en « communauté ». Et cette loi industrielle ne resta pas lettre morte. C'est ainsi qu'en 1786 les maîtres tisserands de Munster furent déboutés de leur requête tendant à ce qu'il fût fait défense à un certain sieur Humel de faire tisser des toiles de coton dans la vallée de Munster¹.

L'intervention des pouvoirs publics locaux. — Le pouvoir royal ne fut pas seul à édicter des mesures propres à favoriser le développement de l'industrie cotonnière en Alsace. L'intervention des pouvoirs publics locaux, des fonctionnaires régionaux et du gouvernement de la ville de Mulhouse joua aussi un rôle important.

Les pouvoirs publics locaux de l'Alsace contribuèrent au développement de l'industrie cotonnière par le soin avec lequel étaient entretenues les routes : « Il n'y a point de province », lit-on dans un manuscrit de 1752, « où l'on ait eu autant d'attention qu'en « Alsace de faire des chemins et de les rendre praticables en « tout tems² ». Un autre mémoire dit : « Nulle gêne pour le « commerce; il peut se faire par charois, dont le tirage est très « facile au moyen des chaussées qui traversent toute la province³ »

Les inspecteurs des manufactures d'Alsace exercèrent sur l'industrie cotonnière une influence plus directe. Ils avaient à cœur

1. Archives de Munster (HH⁴).

2. « Une principale route commence depuis le Comté de Bourgogne, se porte dans « la longueur de la province, traversant les villes de Belfort, Cernay, Rouffach, « Colmar, Selestatt, Benfeld, Strasbourg, Lauterbourg, Landaw et plusieurs autres « endroits considérables, traverse le Palatinat jusqu'à Francfort, Mayence et autres « endroits de l'Allemagne. C'est une chaussée bien entretenue avec des ponts par « tout où il en est besoin. Une autre route de longueur est celle qui prend depuis « Basle passe aux portes d'Huningue et de Neufbrisack, joint la précédente à « Strasbourg. Les routes de traverse sont : 1° Celle qui conduit de Belfort à Porren- « truy d'ou Elle passe dans le canton de Berne, traverse les montagnes de Suisse « jusque dans le Milanois. 2° La route de Belfort à Basle. 3° La route de Saint-Ama- « rin qui joint les chaussées de Lorraine, conduit à Basle traversant les villes de « Thann et d'Altkirch. 4° La route du Bonhomme traversant la ville de Kaysersberg « pour Colmar. 5° La route de Sainte-Marie aux mines venant de Lorraine pour « Selestatt. 6° La route de Saverne venant de Lorraine pour Strasbourg. Toutes ces « routes sont de grandes chaussées bien entretenues. Outre ces routes il y a plusieurs « passages dans les montagnes des Vosges d'un accès très difficile dans les tems de « neige et peu praticables pour les voitures dans les autres tems, comme les Ballons « de Giromagny, Soultz, Guebwiller, les Donons et la petite pierre. » Bibliothèque municipale de Strasbourg (Manuscrit n° 40, intitulé « Mémoire sur l'Alsace et Denombrement du Sundgaw, 1752 », p. 5).

3. Archives nationales (F¹² 650).

de faire progresser la technique, de multiplier le nombre des établissements et de dresser de nombreuses statistiques pour être renseignés sur le succès de leurs efforts. Les inspecteurs Lazowski et Buob écrivaient de Cernay, en date du 30 avril 1786 : « Nous nous sommes occupés de la fabrication des toiles, en ins-
« truisant les fabricans de ce qu'ils peuvent et doivent faire pour
« porter la tixture au moins au point de perfection des Suisses,
« particulièrement pour les toiles 6/4 et 7/4 propres à l'im-
« pression, et qui alimenteront sous une année toutes les ma-
« nufactures de cette Province. Nous avons fait voir aux fabri-
« cans combien il était nécessaire d'augmenter les portées de la
« chaîne suivant la Progression des numéros du fil, d'élever les
« faces des métiers pour procurer plus de Chasse et serrer la
« texture etc... Nous nous occupons d'amasser les déclarations des
« fabricans pour le nombre des tables et métiers existans dans
« la province; quand nous les aurons toutes, nous en dresse-
« rons un État général que nous aurons l'honneur de vous en-
« voyer avec nos observations¹. » Les mêmes inspecteurs écri-
vaient de Mulhouse, le 24 mai 1786, à M. de Tolozan, intendant
du commerce² : « Nos vues, comme vous voyez, Monsieur, ne
« tendent pas seulement à prévenir la contrebande ou même la
« concurrence des toiles suisses chez nous ou avec les notres;
« mais nous cherchons à nous occuper plus utilement en propa-
« geant les établissemens dans la province et en perfectionnant
« l'art du toilier... Nous partons demain pour les trois Baillages
« d'Alkirk, Landser et Ferette, à l'effet de juger sur les lieux, si
« l'on ne peut pas mettre en activité les bras de cette contrée...
« Nous serons accompagnés de deux négociants que nous pour-
« rons peut-être décider à fonder quelque établissement dans ces
« baillages. Daignez, Monsieur, applaudir à notre zèle pour le
« bien du commerce. » Ce n'étaient pas seulement les inspecteurs
des manufactures, mais aussi les sous-inspecteurs et les élèves
des manufactures qui, par leurs travaux, contribuaient au progrès
technique et économique de l'industrie. En novembre 1786, un
certain Rupied, élève des manufactures, adressait à M. de Tolo-
zan un long mémoire intitulé « L'art d'imprimer sur Toile en

1. Archives nationales (F¹² 533).

2. Archives nationales (F¹² 1404^B). Ils envoyèrent la même lettre à M. de Montaran (Archives nationales, F¹² 533).

Alsace¹ », et quelques mois plus tard un second mémoire « Essai sur les procédés relatifs aux mordans et couleurs d'application sur les toiles² ». Enfin, en mars 1787 un certain Deguingand, sous-inspecteur des manufactures, envoyait de Colmar deux exemplaires d'une étude technologique sur l'impression des toiles peintes³. Le zèle de ces fonctionnaires ne pouvait qu'influencer favorablement sur le développement de l'industrie cotonnière en Alsace.

Le gouvernement de la ville de Mulhouse, pour encourager la fondation des fabriques d'indiennes, accorda pendant quarante ans des privilèges fiscaux à tous les nouveaux établissements. La première manufacture d'impression, celle de Köchlin, Schmalzer et C^{ie}, fut au lendemain de sa fondation, en 1747, affranchie de toute espèce de droits de douane ou de fabrication. « Pour favoriser la fabrique d'indiennes, avantageuse pour la population, qui a été établie dans cette ville par MM. Köchlin, Schmalzer et C^{ie}, ceux-ci seront complètement affranchis à partir d'aujourd'hui, et ce pour un an, des droits de douane pour toutes les marchandises qu'ils fabriquent et vendent⁴. » Ce terme d'un an fut prolongé de quelques semaines, la maison ayant, à la suite d'un cas fortuit, subi un retard dans sa fabrication⁵, et, en 1749, elle fut libérée des droits moyennant un abonnement annuel de 500 livres⁶. Trois ans plus tard, en 1752, cet abonnement fut porté

1. Archives nationales (F¹² 1404B).

2. *Ibidem*.

3. *Ibidem*.

4. 5 juillet 1747. « Indiennes Fabrique. Zu Begünstigung der dem publico vortheilhaftten Indiennes fabrique welche die Herren Köchlein, Schmalzer und Compagnie in hiesiger Statt angefangen, sollen sie von allen denen Wahrn, so sie fabricieren und verkauffen, von dato an noch ein jahr des Zolls gänzlich befreyt seyn ». Archives de Mulhouse (II A 1 23, p. 237).

5. 28 août 1748. « Weilen die Herren Köchlin Schmalzer und Comp. vorgetragen dass zwahr die Zeit ihrer Zollfreyheit verlossen, es ihnen aber beschwehrlich fallen würde diejenigen Waaren zu verzollen die ihnen schon vor dem 5 Juli comittiert und welche nur wegen ausgebliebenen rohen Tuchen und ungünstigen Wetter nicht versandt worden, wie sie dann noch eine gute parthey zu versenden hatten die man ihnen vor gedachtem termino comittiert, und die Nota und Brief darüber eingelegt, ist erkannt worden, dass alle Waaren so die herren fabricanten biss auf den heutigen Tag weggeschickt des Zolls sollen befreyt sein; was sie aber von heute an wegschicken werden solle den Zoll bezahlen. » Archives de Mulhouse (II A 1 23, p. 512).

6. 30 octobre 1749. « Indienne fabrique. Auf die nochmalige Vorstellung und das mit unterschiedenen Gründen wiederholte Begehren der Herren Köchlin Schmalzer und Comp. der Erleichterung ihres Zolls halben, und nachdem die comittierte Herren darüber relatiert, haben U. G. H. für 3 Jahr lang ihnen ged. Zoll jährlich

à 600 livres¹. Enfin, en 1755, le Magistrat renonça au système fixe de l'abonnement, et décida de faire payer un droit de $\frac{1}{2}$ 0/0 sur la valeur des marchandises manufacturées qui sortent du territoire de la République de Mulhouse². En réalité ce droit n'était pas tout à fait de $\frac{1}{2}$ 0/0, car, à la fin de l'année, on restituait aux imprimeurs $\frac{1}{6}$ de leurs versements. Ils ne payaient par conséquent au fisc que $\frac{5}{12}$ 0/0 de leurs chiffres d'affaires³. Ce remboursement d'une partie de l'impôt perçu était une faveur propre à la nouvelle industrie.

Cette attitude pleine de bienveillance à l'égard de la première fabrique fut adoptée à l'égard des maisons qui se fondèrent ensuite. Il fut en effet accordé à la seconde fabrique de toiles peintes, Hartmann et C^{ie}, la franchise des droits de douane pour près d'un an⁴, puis un abonnement annuel de 200 livres pendant trois ans⁵; enfin, à l'expiration de ce délai, ils durent payer les droits ordinaires⁶. De même Anthes Feer et C^{ie} (telle était la raison sociale de la troisième manufacture d'impressions de Mulhouse) ne

« auffünfhundert Livres gesetzt, vom 25. Dezbr 1749. anzufangen. Darunter sollen
« aber eingetauschte Waaren nicht begriffen seyn, sondern sie davon den ordinari
« Zoll abstatten; und was ihre in diesem Jahr verkaufte Waar anbetrifft, die
« sollen sie nach der Zoll Ordnung und der diessmahlen über ihre dubia gegebene
« Erleuterung verzollen. » Archives de Mulhouse (II A I 23, p. 768).

1. 4 décembre 1752. « Indiennefabrique. Denen Herren Köchlin Schmalzer und
« Comp. Indiennefabricanten ist ihr Zoll wiederum für drey Jahr vom 25. dieses
« Monats anzufangen, accordiert, jährlich Sechshundert Livres dafür zu bezahlen;
« jedoch unter denen Bedingnissen vom 30. 8^{br} 1749 dass die Waaren so sie nicht
« fabricieren oder die so sie eintauschen nicht darunter begriffen seyn sollen; auch
« sollen sie so lang dieser Accord währet die Capitalien so sie von der Obrigkeit
« haben nicht abzahlen dürfen. » Archives de Mulhouse (II A I 24, p. 517).

2. Archives de Mulhouse (II A I 25, p. 222 et XIII, P 6).

3. $\frac{1}{2} - (\frac{1}{6} \cdot \frac{1}{2}) = \frac{5}{12}$. « Soll kein neuer Accord mehr gemacht werden, den H. Fabri-
« canten aber bewilliget dass die Waare so sie an fremde verkauften nur $\frac{1}{2}$ p C^o
« Zoll bezahlen und zu end des Jahrs $\frac{1}{6}$ abgezogen werden solle » en marge « von
« aller Waar so sie hier an fremde verkaufen und fortschicken. » Archives de
Mulhouse (IX 9).

4. 11 janvier 1753. « Indiennefabrique. Denen Herren Hartmann und Comp. als
« neuen Indienne fabricanten ist die Zollfreyheit von ihren Waaren bis Martini 1753
« gestattet worden. » Archives de Mulhouse (II A I 24, p. 538).

5. 17 octobre 1753. « Indienne Zoll. Die Herren Hartmann und Compagnie
« Indiennefabricanten tragen vor dass ihre Zollfreyheit auf letzten Martini zu end
« gegangen und halten an dass man ihnen den Zoll gleich solches gegen die
« H. Köchlin Schmalzer und Comp. auch geschehen, jedoch nach proportion ihres
« Comerciis jährlich auf ein gewisses setzen möchte. Worauf erkannt worden : dass
« ihnen solches für drey Jahr, jährlich zu zweyhundert Livres gesetzt seyn solle,
« aber nur für die Waaren so sie selbst fabricieren ». Archives de Mulhouse
(II A I 24, pp. 724-725).

6. Archives de Mulhouse (II A I 25, p. 481).

payèrent pas non plus de droits pendant la première année, et le conseil fixa à 600 livres l'abonnement qu'ils durent verser chacune des trois années suivantes¹. La politique fiscale du Magistrat de Mulhouse était donc la suivante : les nouvelles usines étaient, la première année de leur existence, affranchies de tout impôt; les deuxième, troisième et quatrième années, elles versaient seulement une certaine somme fixée à l'avance; enfin, à partir de la cinquième année, elles devaient payer l'impôt de droit commun de $\frac{1}{2}$ 0/0 sur la valeur des toiles exportées (sous bénéfice du remboursement d'un $\frac{4}{6}$ 2). Par la suite, le système de l'abonnement fut remplacé par un droit réduit sur le chiffre des affaires, ainsi que le montre une décision du magistrat de Mulhouse du 11 décembre 1777 : « Exemption de droits. Aux sieurs
« Schlumberger et Hirth qui fondent une nouvelle fabrique d'in-
« diennes et qui demandent l'exemption des droits, il est ac-
« cordé sur le même pied qu'aux autres à partir du premier jour
« de leurs ventes, exemption totale pour un an, puis pour trois
« ans permission de ne payer que la moitié des droits. La même
« faveur est, sur leur demande, accordée à MM. Heilman et Doll-
« fuss ainsi qu'à MM. Blech et Hugenin³. » Mais le but du gou-
vernement de Mulhouse, si les moyens sont légèrement modifiés,
est toujours le même : multiplier le nombre des manufactures
d'impression en favorisant les premiers pas des entrepreneurs.
Comme de juste, les privilèges fiscaux étaient refusés à des socié-
tés qui ne faisaient que prendre la suite d'une maison déjà fon-
dée. La décision du 11 décembre 1777, relative aux exemptions
de droits (que l'on vient de citer) ordonne : « En ce qui concerne
« MM. Frères Köchlin, cette exemption ne peut être accordée,
« malgré que ces messieurs aient fondé une nouvelle société,
« parce que le fils aîné a déjà été d'une société dont faisait partie
« feu le père, et qu'ils prennent une fabrique déjà existante⁴. »

1. Archives de Mulhouse (II A I 25, p. 117).

2. Archives de Mulhouse (II A I 27, p. 701).

3. 11 décembre 1777. « Zollfreyheit. Den H. Schlumberger und Hirth die eine
« neue Indiennefabrique angefangen und um die Zollfreyheit anhalten, ist auf den
« Fuss an anderen, von dem 1^{ten} Dato ihres Verkaufs 1. Jahr frey, dann 3 Jahr nur
« den halben Zoll zu bezahlen bewilliget. Ein gleiches ist auf ihr Anhalten den
« H. Heilman und Dollfuss bewilliget. Dessgleichen den Herren Blech und Hugenin. »
Archives de Mulhouse (II A I 31, p. 410).

4. 11 décembre 1777. « Was aber die H. Gebrüder Köchlein anbelangt, obschon
« diese Herren eine neue Societät errichtet, denen kann diese Freyheit nicht

Ce que le Magistrat de Mulhouse entendait donc protéger, c'était seulement les débuts de l'industrie; il pratiquait délibérément une politique de protection des industries naissantes. En 1786, le nombre des manufactures de toiles peintes de Mulhouse s'élevait à vingt; il n'était plus intéressant pour la chose publique d'en multiplier le nombre. Aussi une décision du 6 avril 1786 abrogea la politique des privilèges fiscaux au profit des nouvelles fabriques : « Nouvelles fabriques. Comme les fabriques
« actuelles ont beaucoup de frais, comme leur nombre est
« très grand, et que seulement l'établissement d'une nouvelle
« industrie mérite jusqu'à un certain point des privilèges, les
« conseillers ont arrêté ce que suit : au cas où de nouvelles
« fabriques viendraient à se créer, elles ne jouiront pas de la
« franchise des droits pendant la première année, puis de la
« demi-franchise pendant les trois années suivantes, comme cela
« avait lieu jusqu'aujourd'hui, mais elles paieront les droits
« dès leurs premières ventes ¹. »

Le gouvernement de la ville de Mulhouse fit d'ailleurs plus que d'accorder aux fabricants de toiles peintes² un régime fiscal d'exception. Il apporta une aide pécuniaire aux premières manufactures. Le 28 octobre 1750, le Conseil décida de prêter à Köchlin Schmalzer et C^{ie} un capital de 15.000 livres au taux

« bewilligt werden weilen der ältere H. Sohn mit dem H. Vatter sel. schon in « Societät gestanden, und Sie eine schon errichtete alte fabriquen übernehmen ». Archives de Mulhouse (II A 1 34, p. 410).

1. 6 avril 1786. « Neue Fabriquen. Weilen die dissimalige Fabriquen viele Kösten « haben und die Anzahl derselben ohnedem gar starkist — auch nur neu angehende « Etablissements und nicht fortgehende einigermassen die Privilegia verdienen, so « haben U. G. H. Erkant : dass wan inskünftige neue Fabriquen kommen, so sollen « sie die bisherige Zollfreyheit des ersten Jahres und dan ferner des halben Zolles « in den drey folgenden Jahren nicht mehr geniessen. Sondern gleich von dem « Dato der ersten verkauften Waar den Zoll wie die übrige Fabriquen bezahlen ». Archives de Mulhouse (II A 1 34, p. 41).

2. Les tisseurs de toiles écruës, qui, à la différence des imprimeurs, faisaient du tort aux corporations, ne jouirent jamais d'un régime de faveur. C'est ce que prouve la décision suivante (qui est du 6 avril 1786). « Zoll der Baumw. Tuch Fabricanten. « Die frag vom 19. Jan. ob die Baumwollen tuch Fabricanten in Ansehung ihrer « Tüchchen so sie an Fremde verkaufen in Ansehung des Zolls gleich den Herren « Indienne fabricanten d. i. mit dem 1/6 Nachlass sollen angesehen werden oder den « halben procento ganz zu bezahlen haben, haben U. G. H. auf das abgelesene « Bedenken E. L. Directorii und aus denen darin angeführten Gründen erkannt : « Dass die Baumwollentuch fabricanten gleich wie andere Bürger die ins grosse « handeln, von den Tüchern so sie an fremde verkaufen ohne Abzug den Zoll mit « einem halben procento bezahlen sollen. Und diesen Zoll sollen sie nicht erst zu « end des Jahres, sondern gleich bey dem versenden oder Auslieferung der Waar « im Kaufhauss abrichten und bezahlen ». Archives de Mulhouse (II A 1 34, pp. 41-42).

d'intérêt assez peu élevé de 4 0/0¹. « On consent à prêter aux « fabricants d'indiennes un capital de 15.000 livres, mais pour « différentes considérations, on ne pourra le leur prêter au- « dessous de 4 0/0². » Le 3 avril 1755, le Magistrat de la ville libre décidait d'avancer de l'argent à Hofer et C^{ie}³.

L'initiative privée des grands seigneurs. — L'initiative du pouvoir royal et des autorités locales fut secondée utilement par l'initiative privée des grands seigneurs. On sait que sous l'ancien régime, par philanthropie autant que par intérêt bien entendu, les grands intervenaient activement dans la fondation de toutes les industries nouvelles. Voltaire faisait fabriquer des montres, Buffon était maître de forges, La Fayette créait une école de tissage⁴. C'étaient eux qui s'employaient le plus souvent pour obtenir auprès des intendants ou du contrôleur général les lettres patentes nécessaires à la fondation d'une manufacture royale⁵, car sans le privilège royal on ne pouvait lutter contre le privilège corporatif.

Les deux premières manufactures de toiles de coton d'Alsace, celle de Sierentz et celle de Sainte-Marie-aux-Mines, qui obtinrent en 1756 le monopole du tissage du coton pour la Haute-Alsace, étaient soutenues, la première par le baron de Waldner, seigneur de Sierentz, et la seconde par le duc des Deux Ponts. Ils ne cessèrent tous deux de solliciter auprès des membres influents du gouvernement des privilèges pour leurs entreprises. Voici, par exemple, une lettre que le baron de Waldner adressait le 12 avril 1771 au contrôleur général : « Monsieur, j'ai eu l'honneur de vous faire une demande, il y a quatre mois, en faveur « d'une libre entrée des toiles de coton peintes d'une manu'ac-

1. Ryhiner raconte qu'en 1743 l'argent abondait à Bâle, et qu'on ne trouvait pas même à le placer à 2,75 0/0. Cependant, dit-il, Köchlin Schmaltzer et C^{ie} montèrent leur fabrique avec des fonds qu'ils avaient empruntés à Bâle à 5 et à 6 0/0 (Bibliothèque de la Société industrielle de Mulhouse, Chimie, 1027, pp. 273-274).

2. 28 octobre 1750. « Capital. Denen herren Indienne fabricanten will man ein « Capital von £ 15.000 lehnen, aber solches unter 4 0/0 zu geben kann man wegen « einigen Bedenklichkeiten dermahlen nicht einwilligen ». Archives de Mulhouse (II A I 24, p. 68).

3. Archives de Mulhouse (II A I 23, p. 60).

4. Germain Martin, *Buffon maître de forges, La Fayette et l'école pratique de tissage de Chavaignac* (Le Puy, 1898).

5. V. à ce sujet Germain Martin, *La grande industrie en France sous le règne de Louis XV* (Paris, 1900), p. 210.

« ture établie en ma terre de Sierentz en haute Alsace ; come
 « je dois craindre que mon mémoire ait été égaré et oublié,
 « j'ose solliciter la permission de vous en adresser un second et
 « vous supplier d'avoir egard aux différents sacrifices que j'ai
 « fais, et au peu de tords que peut faire le privilege pendant
 « cinq années que je demande ; qui est d'autant moins interes-
 « sant a messieurs les fermiers generaux qu'ils tirrent fort peu
 « de choses des droits d'entrées en France que leur accorde l'ar-
 « ret du Conseil. Comme ils n'ignorent pas eux meme que ce
 « sont des assureurs qui a raison de cinq pour cens franchissent
 « le passage des Bureaux, par contrebande, ainsi que le profit et
 « l'avantage qu'il peut revenir à la régie de cette manufacture
 « par l'obtention de cette exemption, ne peut tomber a perte
 « qu'a une classe de gens que le Gouvernement proscriit. Je dois
 « donc avoir lieu d'esperer qu'ils n'y porterons pas d'obstacle et
 « que vous voudres bien m'accorder la grace et l'attention que
 « mérite un Commerce qui fait autant de bien, a un peuple qui
 « gémit depuis longtems sous le poids de la misère¹ ». Autre
 exemple. Le duc de Choiseul écrit au contrôleur général en
 faveur de la fabrique du duc des Deux Ponts : « A Versailles le
 « 3 mars 1767. Vous connoissez, Monsieur, une demande que
 « M. le Prince palatin de Deux Ponts a faite de différens privi-
 « lèges en faveur d'une manufacture de toiles de coton dont il a
 « formé l'établissement dans son comté de Ribaupierre ; de
 « l'aveu du Gouvernement, vous êtes également instruit de
 « démarches qui se font en concurrence, et ce sont ces
 « démarches qui le mettent aujourd'hui dans le cas d'insister
 « pour une décision. Il m'a fait remettre à ce sujet un mémoire
 « appuyé de pieces que je prens le parti de vous adresser,
 « quoique vraisemblablement le tout ait été déjà mis sous vos
 « yeux. Vous jugerez sans doute qu'il y a nécessité de vous en
 « faire rendre compte le plutôt qu'il sera possible, et c'est ce
 « qu'on ne peut refuser aux égards que mérite M. le Prince de
 « Deux Ponts². »

Lorsque les sieurs Sandherr et Desmarés voulurent donner de
 la consistance à la manufacture qu'ils venaient de fonder à

1. Archives nationales (F¹² 1405^B).

2. Archives nationales (F¹² 1405^B).

Wesserling, ils sollicitèrent aussi l'appui de hauts personnages. Sandherr envoyait en 1762 à M. de Lucé, intendant d'Alsace, le mémoire suivant : « Sur ce que bien des amis du soussigné, et
« meme des personnes de la première distinction, de cette province, luy ont fait entrevoir, qu'il seroit de l'honneur de la dite province et du bien public, de ne pas laisser seul aux Suisses, et principalement aux Mülhousiens Nos Voisins, le bénéfice du comerce de la fabrication des Indiennes, Il s'est enfin apres toutes les réflexions faites, et surtout celle que Votre Grandeur est le Protecteur des fabriques, déterminé, d'établir avec quelqu'uns de ses amys une manufacture tant pour le fillage du Cotton, que pour la façon des Toilles, et l'Imprimerie d'Icelles ; pour quel effet, ils se sont arrangés avec le sieur Desmares a Tann, pour raison de sa maison, et de tout l'enclos appelé Wesserling, situé au Val de St-Amarin ; et comme cette entreprise serat montée sur un pied brillant, vû le fond considerable, qu'ils se proposent d'y employer ; il leurs importe d'implorer la puissante protection de Votre Grandeur, et pour faciliter cet établissement, Ils ont la supplier Primo : de leurs accorder l'Exemption de l'Industrie du Vingtième, ainsi que celle de toutes les autres charges et Impositions pour Eux, leurs Comis et Ouvriers. Secundo : qu'ils seront traittés sur le meme pied que le sont les Mülhousiens, par rapport aux droits d'Entrée et de Sortie, tant du Cottons Brut, que fillés, et des Marchandises fabriquées. Et enfin Tertio : d'ordonner, que tous les habitans de la vallée de St-Amarin, de meme que ceux des Villages à quatre lieües à la ronde de Rouffac, Cernai et d'Ensisheim seront obligé, de filler les Cottons, et travailler les Toilles, préféablement au soussignés et a ses associés, qu'a ces M^{rs} de Mülhouse, le tout cependant au meme prix que ces derniers en ont payés, ou dont l'on conviendra amiablement. Le soussigné espere avec ses associés en outre de la Bonté de Votre Grandeur, qu'Elle voudrat bien leurs faire la Grace de les recomander a Monsieur le Prince de Mourbach, pourqu'il leurs accorde toutes les facilités qu'ils auront besoin pour l'Etablissement de cette Manufacture, laquelle sans contredit, serat d'un grand avantage tant a Monditsieur le Prince, qu'a un tres grand nombre de particuliers qui y seront employés, et par conséquent y gagneront

« du pain pour la soustantation de leurs familles¹. » Vingt-quatre ans plus tard, les propriétaires de cette manufacture de Wesserling (gérée alors par les sieurs Dollfus et travaillant sous la raison sociale Senn, Bidermann et C^{ie}) projetèrent la création de nouvelles fabriques de coton tant en Alsace qu'en Lorraine. Les grands seigneurs intervinrent encore en leur faveur, par exemple la princesse Charlotte de Lorraine, abbesse de Remiremont, qui écrivait en 1786 à un haut fonctionnaire de Nancy la lettre suivante : « Paris 15 février 1786. Une fièvre qui
« me fait garder le lit et la chambre depuis quinze jours, Mon-
« sieur, m'empêche d'avoir l'honneur de vous dire moi-même
« pour une chose à laquelle je prends le plus vif intérêt. On
« doit la mettre sous vos yeux, c'est un projet d'établisse-
« ment d'une manufacture à Remiremont. Vous savez, Monsieur,
« combien les habitans de cette ville et des environs sont éloi-
« gnés de l'aisance. Ce projet, en animant leur activité, peut et
« doit leur en donner; il est sûrement conforme à vos vues
« d'administrateur pour procurer le bien de votre généralité.
« J'espère donc, Monsieur, que vous voudrez bien accueillir celui
« qui le propose, et je vous supplie d'en rendre un compte favo-
« rable à M. le Contrôleur général². »

Telles sont les conditions multiples qui favorisaient la création et l'extension de notre industrie. Le milieu social concourait comme le milieu physique à faire de l'Alsace un centre d'industrie cotonnière.

1. Archives de la Haute-Alsace (C 1123).

2. Archives départementales de Meurthe-et-Moselle (C 310).

LIVRE PREMIER

ANALYSE INTERNE DE L'ORGANISME
DE LA PRODUCTION

LIVRE PREMIER

ANALYSE INTERNE DE L'ORGANISME DE LA PRODUCTION

PREMIÈRE PARTIE

OBJET ET IMPORTANCE DE LA PRODUCTION

CHAPITRE PREMIER

OBJET DE LA PRODUCTION

§ 1. La filature.— § 2. Le tissage. — § 3. L'impression.

Il faut d'abord déterminer l'objet de la production de l'industrie cotonnière alsacienne, autrement dit rechercher quelles espèces de cotons la filature a utilisées à travers les âges, et quelles espèces de filés elle a produites. Ensuite on montrera d'où l'industrie du tissage a fait venir ses filés, et quels tissus elle a fabriqués. Enfin on verra quelles étoffes ont été livrées aux opérations du blanchiment et de l'impression, et sous quelles formes définitives elles ont passé à la consommation.

Nous ne sommes pas ici en présence d'une industrie qui impose dans une certaine mesure ses types à la consommation, comme l'industrie de la confection ou de l'automobile. L'industrie textile dépend essentiellement des caprices de la mode¹. De

1. L'abbé Morellet écrivait en 1758 en parlant des fabricants et de la mode :
« Est-ce à eux à la régler? leur unique affaire n'est-elle pas de s'y conformer? ne
« leur est-il pas égal que nos vêtemens soient de bon ou de mauvais goût, pourvu
« qu'ils les fabriquent et qu'ils les vendent? S'il nous plaisoit de leur demander des
« étoffes bizarres et ridicules, d'y faire dessiner des diables et des flammes, comme
« sur les *san-benito* des criminels, dans les processions des auto-dafé, et qui sont

tout temps les filateurs ont filé ce que leur commandait la consommation du tissage. Et les tisseurs comme les imprimeurs ont toujours dû diriger leur production vers les besoins du consommateur. Or ceux-ci étant, à travers les âges, devenus tous les jours plus divers, la production a eu une tendance constante à se diversifier quant à son objet. Cette diversification n'est d'ailleurs que relative : l'Alsace s'est spécialisée de tout temps dans la fabrication des articles de bonne qualité, et elle ne s'est jamais départie de ce caractère.

§ 1. — La filature

A) Matière première

Par la force des choses, l'industrie cotonnière alsacienne n'a jamais été pleinement une industrie indigène, le coton ne venant que dans des pays chauds : il se rencontre à l'état spontané dans l'Amérique tropicale, les régions chaudes de l'Afrique et de l'Asie, les îles de l'Océanie. On comprend ainsi que, dès l'origine, l'industrie du coton ait trouvé pour sa matière première un marché mondial. L'industrie alsacienne en particulier a eu l'occasion de travailler des cotons venant des cinq parties du monde.

Relativement à la provenance des cotons travaillés par notre industrie, on distingue trois périodes : 1° des origines à 1823, le coton vient des Antilles ou du Levant ; 2° en 1823 apparaît en Alsace le coton d'Egypte, appelé « Jumel », qui, au bout de quelques années, devient le coton le plus employé ; 3° mais, dès 1840, le « Jumel » est détrôné par le coton de l'Amérique du Nord, dit « Amérique », qui, aujourd'hui encore, est le grand pourvoyeur des filatures alsaciennes.

Première période. — Les fabricants s'approvisionnaient au XVIII^e siècle dans deux centres : l'Amérique centrale et le bassin oriental de la Méditerranée. Ils appelaient « coton des Isles » celui qui provenait de l'Amérique centrale, parce qu'il était fourni par

« d'assez mauvais goût, ne faudroit-il pas qu'ils nous en fissent faire? *Le commerce*, dit Child, *est autant fondé sur les fantaisies que sur les besoins* ». *Réflexions sur les avantages de la libre fabrication et de l'usage des toiles peintes en France* (Genève, 1758), p. 44.

les îles françaises d'Amérique : il poussait à Saint-Domingue, à la Martinique, à la Guadeloupe et était de beaucoup le meilleur¹. Ils appelaient « coton du Levant » celui qui venait d'Asie, de Chypre, de Smyrne, de Salonique, de Malte. Ce dernier coton était dit coton « courte-soie² » en raison du peu de longueur de ses fibres, par opposition au coton des colonies françaises, dit « longue-soie ». Un document de 1759 dit : « Les cotons de nos colonies se filent plus facilement que celui du Levant³ » ; mais bien entendu ceux-là étaient plus chers⁴. En 1786, on écrivait : « Les cotons destinés à la fabrication des Toiles nationales d'Alsace, sont tirés du levant ; les Salonique, Chypre et Smyrne sont moins estimés que les Altas et Goupoujas... L'on commence de tirer de nos ports les cotons Cayenne et de nos Antilles⁵. » Le coton arrivait en Alsace suivant sa provenance par les ports de la Méditerranée ou de l'Atlantique. « Les manufacturiers d'Alsace », dit un texte des années 1780, « tirent cette matière première des ports de France, c'est-à-dire celui du Levant, de Marseille, et celui de nos colonies, de Bordeaux, Nantes et du Havre⁶ ». En 1806, on continuait à tirer du coton de ces deux sources : « Le sieur Dollfus », dit un rapport statistique de 1806⁷, « fabrique deux sortes de toiles, avec les cotons à courtes soyes du levant et avec les cotons à longues soyes d'Amérique⁸ ». C'est à cette époque que fut signé le décret de Berlin, et pendant de longues années le blocus continental priva les industriels de coton américain. Les filateurs furent réduits à n'employer que du coton du Levant⁹, qu'on fit venir par Trieste, quand non seulement les ports de l'Océan, mais aussi celui de Marseille furent bloqués¹⁰. Le coton destiné aux industriels français arrivait par l'Allemagne et l'Italie : le blocus continental avait eu comme conséquence de transformer Mulhouse et Strasbourg en centres

1. Ryhiner, manuscrit cité, p. 97.

2. Quatremere-Disjonval, *Essai sur les caractères qui distinguent les cotons des diverses parties du monde* (Paris, 1784), p. 42.

3. Archives de la Haute-Alsace (C 4118).

4. *Ibidem*.

5. « L'art d'imprimer sur Toile en Alsace, 1786. » Archives nationales (F¹² 4404^B).

6. Archives de la Haute-Alsace (C 4118).

7. Publié par M. Charles Schmidt dans *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1911.

8. Archives nationales (F¹² 4564).

9. Archives de la Haute-Alsace (M 416A³).

10. Archives de la Haute-Alsace (M 419¹).

d'approvisionnement pour tout le pays. Les rôles étaient désormais renversés : le coton en laine devait, pour arriver à Rouen, passer par l'Alsace¹ !

Deuxième période. — C'est à la fin de 1823 qu'arrivèrent en Alsace les premières balles de coton d'Égypte, dit « Jumel². » On ne soupçonna point tout d'abord que ce coton, qu'on trouvait sale et difficile à carder, pût produire les filés les plus fins. On le dédaigna pour en faire de la chaîne de numéro ordinaire. Mais l'expérience en montra rapidement les qualités. Witz fils et C^{ie} écrivaient en 1826 au préfet du Haut-Rhin : « Nous croyons « utile de signaler à l'autorité de quelle haute importance est le « coton d'Égypte dit Macko ou Jumel pour toute la France et « particulièrement pour le Haut Rhin parce que c'est dans ce « Département qu'il est le plus apprécié et le plus employé³. » En 1836, on employait le « Jumel » avec succès pour en faire des numéros très fins⁴. Le haut prix auquel il fallut le payer, lorsqu'on sut apprécier sa valeur, amena les filateurs à le remplacer par un coton moins cher. On lui substitua le coton courte-soie d'Amérique⁵. Il ne s'agit plus ici des Antilles. De l'Amérique tropicale, la culture du coton s'était propagée aux États-Unis pour y prendre un essor rapide. Dès 1825 les filateurs employaient le mot d' « Amérique » dans le sens de coton des États-Unis⁶. A cette époque, celui-ci constituait avec l' « Égypte » à peu près les seuls cotons employés. Pendant plusieurs années, la consommation du Jumel fut supérieure à celle des cotons Louisiane, Caroline et Georgie (ainsi appelait-on les cotons américains d'après les États où ils étaient récoltés). La Chambre de Commerce de Mulhouse écrivait, le 20 novembre 1829, au ministre de l'Intérieur : « Les filatures d'Alsace ont été alimentées jusqu'ici en « majeure partie par des cotons d'Égypte; les filés qu'ils four-

1. V. Archives de la Haute-Alsace (M 126^{A1}). — « Les cotons du Levant ont afflué à « Strasbourg dès le moment que cette ville a été pour ainsi dire le seul intermédiaire du commerce de l'Autriche avec la France. » *Annuaire historique et statistique du département du Bas-Rhin, année 1810*, p. 256.

2. Penot, *Statistique générale du département du Haut-Rhin* (Mulhouse, 1831), p. 320.

3. Archives de la Haute-Alsace (M 127²).

4. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1836, p. 432.

5. *Ibidem*, p. 433.

6. Archives de la Haute-Alsace (M 127²).

« nissent sont les seuls qu'emploient la plupart de nos tissages « et qui conviennent au genre de toiles qu'ils fabriquent¹. » C'était par le port du Havre qu'on acheminait le coton d'Amérique, et par celui de Marseille qu'on acheminait le coton d'Égypte².

Troisième période. — A partir des années 1840, l'« Amérique » prit le pas sur le « Jumel³ », et ne cessa de garder sa prédominance, sauf pendant la *disette du coton* provoquée par la guerre de Sécession. On sait que l'Europe fut alors privée de coton américain. La crise cotonnière, par manque de matière première, amena sur les marchés d'Europe une variété considérable de cotons. Des genres de coton peu connus jusqu'alors furent employés d'une manière normale. Les tissus pour impression, qui auparavant étaient formés uniquement de filés « Amérique » (« Louisiane » ou « Géorgie longue soie ») et « Jumel », furent fabriqués avec des cotons des Indes⁴. En juin 1864, il n'y avait pas moins de 150 variétés de coton qui concouraient à l'approvisionnement des filatures d'Alsace, comme les cotons d'Italie, de Grèce, de Chypre, des Turques d'Europe et d'Asie (cotons d'Arménie et de Saint-Jean d'Acre), d'Égypte, de Tunisie, d'Algérie, du Sénégal, de la Réunion, des Indes, de la Chine, du Japon, de Java, d'Australie, du Pérou, de l'Équateur, du Brésil, des Guyanes anglaise et française, du Vénézuéla, des Antilles (coton de la Jamaïque et de Cuba)⁵. Dans tous les pays chauds, sous l'aiguillon des prix élevés, on faisait des efforts pour parer au manque de matière première qui résultait de la révolution américaine. A la suite de la guerre de Sécession, la consommation des cotons provenant des Indes, du Levant et de l'Égypte prit une grande extension. En 1868, les États-Unis ne fournirent pas la moitié du coton reçu en France⁶. Mais l'Amérique du Nord, malgré des prévisions pessimistes⁷, s'étant rapidement relevée de la guerre civile,

1. Archives de la Haute-Alsace (M 116^M).

2. *Rapport de la commission libre nommée par les manufacturiers et négociants de Paris sur l'enquête relative à l'état actuel de l'industrie du coton en France* (Paris, 1829), p. 204.

3. Archives de la Haute-Alsace (M 127⁵).

4. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1863, p. 503.

5. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1864, p. 334.

6. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1872, p. 103.

7. « Il y a une illusion à bannir, c'est de supposer que l'Amérique du Nord rede-

devint à nouveau et n'a jamais cessé d'être, depuis lors, le principal fournisseur de l'Alsace. D'après des chiffres donnés par la Chambre de Commerce de Mulhouse, les filatures alsaciennes ont consommé, en 1877, 60 0/0 de cotons d'Amérique, 20 0/0 de cotons des Indes, 15 0/0 de cotons d'Égypte et 5 0/0 de cotons de divers pays¹. D'après nos enquêtes personnelles, on ne consomme aujourd'hui de coton des Indes en Alsace qu'en cas de cherté excessive du coton d'Amérique, ce qui a été le cas pendant ces dernières années.

B) *Les produits*

Dès le xviii^e siècle, la filature alsacienne produit toutes les qualités de filés que l'état de la technique permet de fabriquer. Cette diversité de la production est un trait essentiel dont elle ne s'est jamais départie depuis. Pendant plus d'un demi-siècle le fuseau et le rouet ne permettent que la production d'un fil assez gros, très irrégulier² et plein de nodosités³. « Le degré de finesse des « fils de ces sortes de Coton n'excède jamais le vingtième numéro⁴

« viendra cet inépuisable marché à coton qui excluait et dominait tous les autres. » Reybaud, *Le Coton* (Paris, 1863), p. v.

1. Handelskammer zu Mülhausen im Elsass, *Jahresbericht für 1878*, p. II.

2. « Le travail de la fileuse est toujours rempli d'irrégularités et deux de ses « prises à la quenouille offrent des différences frappantes ». Vautier, *L'art du filateur de coton* (Paris, 1821), p. 11.

3. On s'en rend compte en examinant les tissus de l'époque. — Il se trouve aux Archives nationales (F¹² 553) une enveloppe portant la mention « Echantillon de filature française exécuté à la main par les citoyennes des Départemens du Haut rhin « et des Vosges, pour les manufactures mulhausiennes portant la livre de coton à « 30.000 aunes, présenté au Citoyen Lindet, Représentant du Peuple françois par « Koechlin, Député de la république de Mulhausen », mais l'échantillon manque!

4. Le numéro d'un fil est le rapport qui existe entre sa longueur et son poids. On peut déterminer la finesse d'un fil, ou par le poids d'une longueur indiquée, ou par la longueur contenue dans un poids donné. Dans le premier cas, le numéro est d'autant plus petit que le fil est plus fin; et dans le second, au contraire, le numéro augmente à mesure que le fil est d'une plus grande ténuité. C'est ce dernier moyen qui a toujours été suivi pour le coton. Un texte des années 1780 s'exprime ainsi : « La filature [en Alsace] se paye à la livre, et dans la proportion de la quantité « d'Echevettes dont elle est composée. L'Echevette contient 600 tours d'asple ou de « dévidoire, le tour est de 48 à 50 pouces, par conséquent l'Echevette a 660 à « 680 aunes de longueur. On dénomme la qualité du fil par numéros qui indiquent « la quantité d'Echevettes à la Livre. » (Archives de la Haute-Alsace, C 1118.) Par l'Ordonnance du 26 mai 1819, encore en vigueur aujourd'hui, il est dit que la longueur totale d'un écheveau de fil de coton sera de 1.000 mètres, et que la livre métrique, égale au demi-kilogramme ou 500 grammes, sera l'unité de poids pour le numérotage des fils. Dorénavant le numéro indique combien il faut d'écheveaux de

« par Livre et la plus grande partie est dans les proportions de « 14 à 16¹ ». Cependant il faut noter déjà sous l'ancien régime une tentative de fabrication fine : « Les filatures étaient si perfectionnées qu'on trouvait beaucoup d'ouvriers qui filaient jusqu'aux N^{os} 80 et même 100. La Révolution a anéanti cet effort « de l'industrie, et les fileurs, faute de consommation, ont repris « l'ancienne routine et le degré de finesse qui ne dépasse guères « les n^{os} 35 ou 40 », dit un rapport de 1806².

L'apparition du machinisme facilita alors la production d'un fil moins grossier. Tandis qu'en 1806, la filature à la main au petit rouet ne permettait à la maison Bronner de Strasbourg de livrer au commerce que des filés allant du n^o 7 au n^o 25, les mule-jennys permettaient au sieur Malapert de la même ville de pousser jusqu'au n^o 120³.

L'origine de la fabrication des filés fins date de 1819. Ce fut à cette date que Nicolas Schlumberger et C^{ie} créèrent la première filature de fin qu'aiteue l'Alsace⁴. Les filatures de filés fins rencontrèrent dans leurs débuts une crise de surproduction qui les empêcha de se développer. Mais, à partir de 1826, elles prirent une grande extension⁵. Dès cette époque, la filature alsacienne tendait à la production de luxe, tant par la finesse du fil que par sa qualité. « Dans le département du Haut-Rhin », écrit un contemporain, « on file environ les trois quarts en numéros « 30 à 40, et l'autre quart en numéros 40 jusqu'au numéro « 160; la qualité du fil est supérieure à celle du département « de la Seine-Inférieure⁶ ». « La grande masse se fait dans les « numéros 30 à 45; une assez grande quantité depuis le numéro « 80 jusqu'au numéro 150. Nous comptons sept à huit filatures « qui filent dans les numéros fins, des numéros 140 à 150 », disait quelques années plus tard un fabricant alsacien⁷. Les

1.000 mètres pour peser 500 grammes; autrement dit le numéro d'un fil est égal au quotient de la longueur du fil (exprimé en mètres) par le double de son poids (exprimé en grammes).

1. « L'art d'imprimer sur Toile en Alsace, 1786. » Archives nationales (F¹² 1404^B).

2. Archives nationales (F¹² 1564).

3. *Ibidem*.

4. Penot, *Statistique générale du département du Haut-Rhin* (Mulhouse, 1831), p. 320.

5. *Revue d'Alsace*, 1837, p. 18.

6. Singer, *Situation de l'industrie cotonnière en France en 1828* (Paris, 1829), p. 13.

7. *Enquête relative à diverses prohibitions établies à l'entrée des produits étrangers* (Paris, 1833), t. III, p. 350.

filateurs fabriquaient, comme ils font aujourd'hui, les numéros que leurs acheteurs leur commandaient : ainsi le grand article du tissage étant le calicot, près des deux tiers de la fabrication consistaient en numéros 28 à 40 destinés à la fabrication des calicots ¹. De même les fabricants d'indiennes employant tous les jours une plus grande quantité de tissus légers, tels que les jaconas et les mousselines, le numéro moyen devint plus élevé vers 1839 ². Les besoins du consommateur déterminaient l'objet de la fabrication. Autre exemple en sens inverse : la grande extension donnée à la fabrication des toiles dites « cretonnes », pour lesquelles on emploie du fil numéro 12 à 20, fit baisser le numéro moyen des fils. Ce numéro moyen, qui en 1839 était de 33, ne s'élevait plus en 1844 qu'à 30 ³. Mais le grand objet de la filature continuait à être les filés pour calicot, et cette diminution de la finesse moyenne ne fut que temporaire. En 1849, 63 0/0 des broches du Haut-Rhin filaient du numéro 28 au numéro 50; 32 0/0 filaient du numéro 50 au numéro 180; 5 0/0 seulement filaient les gros numéros (du n° 4 au n° 26) ⁴. C'est à cette époque qu'apparut en Alsace la fabrication du fil à coudre, fil retors ⁵ destiné non au tissage, mais à la consommation directe. Longtemps la vente du fil à coudre fut restreinte; en 1850, les fils retors ne figuraient que pour 2 0/0 dans le chiffre d'affaires de la maison Dollfus-Mieg et C^{ie} ⁶. La fabrication de ce fil — qui était préféré par les couturières au fil de lin — prit peu à peu une grande extension. En 1855, quatre établissements fabriquaient des fils à coudre et à broder ⁷. Le fil d'Alsace D.M.C., marque sous laquelle on trouve toutes espèces de fils de coton sur bobines et sur pelotes, est un article de mercerie bien connu. L'apparition des fils à coudre accroissait encore la diversité de la fabrication alsacienne. Depuis la guerre, ce dernier caractère n'a fait que s'accroître, le marché allemand exigeant des produits très variés. Mais la grosseur moyenne du fil a augmenté pour la raison suivante : au régime douanier français, qui établissait des droits

1. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1839, p. 567.

2. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1839, p. 55.

3. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1844, p. 181.

4. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1849, p. 154.

5. Un fil retors est un fil composé de deux fils ordinaires tordus ensemble.

6. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1884, p. 270.

7. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1855, p. 441.

spécifiques progressifs sur les filés, succédait le régime douanier allemand, qui, consistant en un droit fixe de 15 centimes par kilogramme¹, protégeait insuffisamment la filature du fin². Le numéro moyen a passé, de 1869 à 1877, de 38 à 30³.

§ 2. — Le tissage

A) Matière première

Si nous recherchons maintenant quelle matière première le tissage a employée, nous voyons que dès l'origine l'industrie alsacienne a tendu à se suffire à elle-même, c'est-à-dire à tisser exclusivement des filés indigènes. Le tissage et la filature du coton, apparus de pair à Mulhouse, se sont développés parallèlement en Alsace. Ce n'est que dans des cas exceptionnels que l'Alsace a importé des filés étrangers, presque toujours des filés très fins; dès le XVIII^e siècle, nous voyons les fabricants de mousselines tirer leur fil de la Suisse⁴. En 1806, les tissages Bucher de Strasbourg, Braun Zolikoff et C^{ie}, de Strasbourg, tirent leur matière première de la filature Malapert de Strasbourg⁵. Vingt ans plus tard, il résulte d'une nouvelle enquête, faite par le préfet du Haut-Rhin, que les tisseurs d'Alsace emploient à peu près exclusivement des filés provenant des filatures d'Alsace⁶. Sans doute, l'Alsace faisait des échanges en France, y achetait ou y vendait des filés, mais un industriel (Roman), pouvait dire lors de l'enquête de 1834 : « La quantité de cotons filés que nous employons est égale à celle que produisent nos filatures⁷. » Ce n'est que dans des cas exceptionnels que l'industrie du tissage de l'Alsace fut amenée à

1. *Gesetzblatt für Elsass-Lothringen*, 1872, p. 110.

2. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1877, p. 43.

3. *Handelskammer zu Mülhausen im Elsass, Jahresbericht für 1878*, p. II.

4. « Les fils propres à fabriquer les Mousselines se tirent pour la plupart des cantons de Glaris, Appenzel et du Tokkenbourg ». Archives de la Haute-Alsace (C 1118).

5. Archives nationales (F¹² 1564).

6. Voyez les réponses des fabricants aux Archives de la Haute-Alsace (M 1272).

7. *Enquête relative à diverses prohibitions établies à l'entrée des produits étrangers* (Paris, 1835), t. III, p. 349.

prendre ses matières premières en dehors de la province¹. Par exemple, les prohibitions qui existaient sur tous les filés avant 1834 furent levées par l'ordonnance du 2 juin 1834 pour les filés fins, ce qui permit aux tisseurs alsaciens qui en manquaient de s'alimenter de filés anglais². Nous avons vu que depuis la guerre la filature des numéros très fins a disparu en Alsace ; depuis cette époque, ce sont la Suisse et surtout l'Angleterre qui sont pour ces numéros les principaux fournisseurs de l'Alsace³. Des différences de cours permettent très exceptionnellement d'introduire en Alsace des filés français. En 1905, le groupe de nos filateurs de l'Est a écoulé 500 tonnes de filés en Alsace⁴.

B) *Les produits*

De la fin du xviii^e siècle au commencement du xx^e siècle, l'évolution de l'industrie alsacienne du tissage, au point de vue de la nature de la production, peut se résumer dans deux formules : élévation de la qualité due aux perfectionnements de la technique, et diversité sans cesse croissante des espèces de tissus due aux exigences de la consommation.

La diversité de production dès l'origine peut étonner, la réglementation industrielle de l'ancien régime ayant d'ordinaire imposé aux fabricants des types nettement définis ; la routine étant légale et obligatoire, la fabrication d'étoffes d'une invention nouvelle était impossible. Mais la législation de l'industrie textile, qui fut si pointilleuse, par exemple pour les cotonnades de la Normandie⁵, épargna les tisseurs alsaciens. A vrai dire, ils l'échappèrent belle. Monseigneur de Lucé, intendant d'Alsace, avait, en 1756, décidé de réglementer la fabrication nouvelle, et

1. « Vient-il à Mulhouse des filés d'autres places ? En vient-il de la Normandie, du « Nord, de l'Angleterre ? — C'est quelquefois arrivé, mais rarement. » *Enquête sur le régime du courtage* (Paris, 1864), p. 867.

2. *Revue d'Alsace*, 1836, p. 433.

3. *Eingabe der Elsässischen Baumwoll-Industriellen betreffend Baumwollgarn- und Gewebezölle in dem neuen Zolltarif* (Mulhouse, 1902).

4. Paul Mairret (*La crise de l'industrie cotonnière étudiée particulièrement dans les Vosges*, Dijon, 1906) écrit (p. 189), que ces 500 tonnes entrèrent en Suisse ; en réalité elles entrèrent en Alsace.

5. Nombreux règlements « pour la fabrique des Toiles qui se font dans la généralité de Rouen » aux Archives nationales (AD XI 52).

fait rédiger un « *Projet de Règlement*¹ concernant la fabrication « des Toiles de Cotton pur et Toilles en Fils et Cotton qui se font « dans les Manufactures d'Alsace ». Ce règlement n'aurait pas compté moins de 22 articles. On aurait distingué onze espèces de tissus différents, et on aurait fixé pour chacun la largeur, le nombre et la qualité des fils. Par exemple l'article 2 du projet dispose : « Les Toilles ordinaires en Cotton pur doivent avoir tant « en chaîne qu'en trame au sorti du métier cinq sixième d'aune « mesure de paris de largeur et elles auront à la chaîne au moins « trente portés de 40 fils chacune faisant 1200 fils ». Rien de la procédure habituelle au constat de la bonne fabrication n'eût manqué : ni la visite, ni la marque des pièces (avec de l'huile et du noir de fumée), ni les tournées des inspecteurs ; enfin des « confiscations », « amendes », ou « interdiction du commerce pour toujours » eussent sanctionné l'observation du règlement. Cette disposition ne fut jamais promulguée. Le gouvernement ne se souciait pas d'enrichir d'une loi nouvelle un Code devenu par sa complication d'une exécution impossible². D'ailleurs, en 1779, le pouvoir royal renonçait partiellement à la réglementation. « Nous avons remarqué », dit le préambule de l'arrêt du 5 mai 1779³, « que si les Réglemens sont utiles pour servir « de frein à la cupidité mal entendue, et pour assurer la confiance publique ; ces mêmes institutions ne devoient pas s'étendre jusqu'au point de circonscrire l'imagination et le génie « d'un homme industrieux, et encore moins jusqu'à résister à « la succession des modes et à la diversité des goûts ». Le roi se défendait d'établir une liberté indéfinie. En fait, il l'établissait, puisqu'à partir du 1^{er} juillet 1780, les tisseurs avaient le choix de suivre la loi ou de ne pas la suivre ! « Il sera désormais « mais libre à tous les Fabricans et Manufacturiers, ou de suivre « dans la fabrication de leurs étoffes telles dimensions ou com-

1. Que l'on trouvera aux Archives de la Haute-Alsace (C 1122).

2. C'est le roi lui-même qui l'avoue. « Tandis que dans plusieurs Villes, des Inspecteurs, maintenant la rigueur des Loix, inquiètent les Manufacturiers qui s'en écartent ; ailleurs, rebutés par la résistance qu'on leur oppose, ils n'apportent « aucun frein à la négligence et aux abus qui se sont introduits ; et les marques, « destinées à constater la bonne fabrication, n'étant plus alors accordées avec assez « d'examen, elles ne servent qu'à surprendre la confiance ou à l'altérer absolument. » (Préambule de l'arrêt du 5 mai 1779.)

3. Un exemplaire de cet arrêt aux Archives municipales de Strasbourg (AA 2423) ; un autre aux Archives nationales (AD XI 44A).

« binaisons qu'ils jugeront à propos, ou de s'assujettir à l'exécution des Réglemens¹ ». Dorénavant, au sortir du métier les pièces étaient, au choix du fabricant, revêtues du « plomb de règlement » ou du « plomb d'étoffe libre ». En Alsace, les pièces de coton ne furent marquées d'aucun des deux plombs. La liberté absolue était donc bien, au xviii^e siècle, une cause de diversité des produits qu'au xix^e et au xx^e siècle les exigences de la consommation ne firent qu'augmenter.

Nous suivrons cette évolution successivement pour chacune des trois sortes de tissus : tissus écrus pour l'impression, tissus faits avec des filés teints avant le tissage, et tissus pour la vente en blanc.

Tissus écrus. — Pendant de longues années, la production des toiles de coton écru fut relativement uniforme : elle consistait à peu près exclusivement en « calicot », c'est-à-dire en un tissu dont l'« armure² » est très simple. Les premières toiles de coton tissées en Alsace étaient grossières, et les « duites³ » étaient si peu serrées que le tissu était très léger quoiqu'il fût fabriqué avec de gros filés⁴. En 1786, le tissu était devenu plus fin. « La qualité des toiles actuelles est généralement de 32 portées⁵ ». A cette époque fut tenté un essai de fabrication de « mousseline », c'est-à-dire d'un calicot très fin, comme on en faisait aux Indes et en Suisse⁶. On trouvera aux Archives nationales⁷ des échantillons de toiles tissées en 1786 dans la vallée de Munster⁸.

1. Article premier de l'arrêt du 5 mai 1779. — Cependant, pour certains tissus, les anciens règlements restaient en vigueur. L'art. VII maintenait l'application presque intégrale de la législation relative aux étoffes de soie, et l'art. XIV disposait formellement qu'il n'était rien innové en ce qui concernait la fabrication, la vente et l'expédition des draps destinés pour le Levant.

2. L'*armure* est la disposition d'entrelacement des fils de chaîne et de trame.

3. On désigne sous le nom de *duite* une course de trame.

4. Penot, *Statistique générale du département du Haut-Rhin* (Mulhouse, 1831), p. 324.

5. « L'art d'imprimer sur Toile en Alsace, 1786. » (Archives nationales, F¹² 1404B.)

6. « Quelques établissements en tissages de mousselines encouragés par l'ancien « gouvernement promettaient, par la finesse de leurs produits, une concurrence « utile du Commerce national avec les fabrications de Saint-Gall et d'autres lieux « en Suisse. » (Archives nationales, F¹² 1564.)

7. Cartons F¹² 1404B et F¹² 533.

8. Ce sont des calicots 26 fils de chaîne et 28 fils de trame (au quart de pouce français). Le fil, très irrégulier, est en moyenne du numéro 24. (Expertise de M. Marc Bernheim.)

Dans l'année 1813, « on se bornait encore à fabriquer exclusivement des 75 et 80 3/4 et dans d'autres laizes y correspondantes propres à l'impression... Ce n'est qu'à partir de 1814, époque de la chute du système continental, que le Haut-Rhin commença à se livrer à la fabrication des qualités fines¹ ». En 1819 plusieurs fabricants commencèrent à tisser des mousselines². En 1829, le calicot constitue toujours l'article dominant. « C'est dans la fabrication des calicots 75 à 90 portées que l'Alsace prime sur tous les pays de fabrique en France³ ». Sur 100 pièces de tissus écrus fabriquées dans le Haut-Rhin en 1830, il y avait 93 pièces de calicots⁴. Les autres articles étaient surtout les « mousselines façonnées » et quelque peu « des croisées, des satins unis, des coutils unis et rayés⁵ ». En 1834, Nicolas Kœchlin disait que « la masse de la fabrication d'Alsace est un calicot destiné pour l'impression⁶ ». A cette époque, on commença à fabriquer en assez grande quantité des « cretonnes », principalement employées à la confection des chemises pour la troupe⁷. La diversité de la production augmentait ainsi peu à peu. En 1846, Schlumberger Steiner et C^{ie} écrivaient au préfet du Haut-Rhin : « Les besoins de la consommation se portent chaque jour davantage sur des tissus plus affinés et d'une nature plus compliquée⁸ ». Dans les années 1850, la mode féminine ayant imposé la crinoline, la fabrication des tissus très légers se multiplia. Car l'obligation de porter 20 mètres d'étoffe sur une cage de fer eut comme conséquence celle de n'utiliser en été que des tissus très légers. Pendant dix ans le tissage des organdis et des mousselines de toutes espèces occupa en Alsace beaucoup de métiers⁹. Néanmoins les tissus ordinaires continuaient à former le principal de la production¹⁰.

1. Penot, *op. cit.*, p. 326. — Un échantillon de calicot écri tissé en 1816 à Turckheim (conservé aux Archives de la Haute-Alsace, M 123^b) est composé de 20 fils de chaîne 40 et de 28 fils de trame 60. (Expertise de M. Georges Gensbourger.)

2. Penot, *op. cit.*, p. 362.

3. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1829, p. 91.

4. Penot, *op. cit.* Tableau, n° 21.

5. Penot, *op. cit.*, p. 328.

6. *Enquête relative à diverses prohibitions établies à l'entrée des produits étrangers* (Paris, 1835), t. III, p. 622.

7. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1841, p. 209.

8. Archives de la Haute-Alsace (M 117^b).

9. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1862, p. 434.

10. Procès-verbal de la séance de la Chambre de Commerce de Mulhouse du

En 1877, un article, qui jusqu'alors n'avait été employé qu'exceptionnellement, entra dans la consommation régulière des manufactures d'impression : il s'agit du « satin de coton », dit « satinette¹ », qui augmentait encore le nombre des espèces de tissus écrus fabriqués en Alsace.

Depuis une vingtaine d'années, ce caractère de diversification de la production n'a fait que s'accroître. La cause en est, comme toujours, dans les exigences du consommateur. Chaque client voulant avoir des articles exclusifs, la diversification du tissage alsacien est aujourd'hui un trait dominant. Tel imprimeur qui, il y a trente ans, n'employait qu'une quinzaine d'espèces de tissus écrus, est obligé aujourd'hui d'en commander une centaine !

Tissus faits avec des filés teints. — Les tissus écrus, dont on vient de parler, ne sont livrés à la consommation qu'après avoir été blanchis, teints ou imprimés. Au contraire, quand on se sert de filés teints, on les combine pour former des dessins sur le métier à tisser, et la pièce apparaît sous sa forme définitive au fur et à mesure que la navette entrelace les fils de trame dans les fils de chaîne.

Dès 1756, on tissait à Sainte-Marie-aux-Mines toutes sortes de toiles : des mouchoirs rayés en coton pur et des « siamoises », c'est-à-dire une étoffe de couleur dont la chaîne était de lin et la trame de coton, étoffe qui servait à faire des robes de femmes, des rideaux et des housses. La chaîne et la trame teintes après la filature permettaient le tissage de toutes sortes de dessins : des rayures, des damiers, des carreaux. Cette diversité dans la fabrication, qui existait dès l'origine, n'a cessé de caractériser ce produit de l'industrie cotonnière alsacienne.

Malgré qu'au XVIII^e siècle les filés fussent irréguliers et pleins de nodosités, les tissus ne différaient guère de ceux que produit la grande industrie moderne : c'est ce que prouvent des échantillons de siamoises tissées à Pairis en 1797², qui présentent les mêmes dessins, les mêmes nuances grand teint, la même composition que des échantillons que l'on trouverait dans les collections d'industriels contemporains.

9 juin 1869, dans *Question des admissions temporaires des tissus de coton* (Mulhouse, 1869), p. 6.

1. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1884, p. 471.

2. Conservés aux Archives de la Haute-Alsace (L 1000).

À l'exposition du 25 mai 1806, les tissus alsaciens faits avec des filés teints étaient représentés par des toiles rouge pâle, rayées transversalement de blanc et de brun, des toiles à fond bleu et raies blanches, des toiles dont le fond était olive et jaune, rouille et blanc, à fond bleu rayé de jaune ou à fond rouge avec de petites raies noires et blanches, etc. ¹. On tissait aussi l'article appelé aujourd'hui « zéphir », c'est-à-dire chaîne et trame teintées de la même couleur ².

La filature mécanique de filés fins permit la fabrication d'étoffes fines en coton de couleur qui eurent un grand succès. Les « madras », à partir de 1819, les « guinghams », à partir de 1823, occupèrent une quantité de plus en plus considérable de métiers. En 1830, sur 100 pièces de coton écruës et de couleur tissées dans le Haut-Rhin, il y avait 13 0/0 de mouchoirs madras et de guinghams, et 6 0/0 de siamoises ³. Mais ces articles spéciaux passèrent rapidement de mode, et à partir des années 1840, les tissus tout coton, faits avec des filés teints, furent remplacés en grande partie par des articles contenant de la laine ou de la soie, appelés « tissus mélangés ⁴ ».

Tissus pour la vente en blanc. — De tout temps, les tissus de coton blancs, c'est-à-dire des tissus tissés avec des fils écrus, et blanchis après le tissage, ont fait l'objet d'une grande consommation. Un auteur du XVIII^e siècle disait en parlant des toiles de coton : « Le goût pour les habillemens en blanc est devenu dominant ⁵ », et de tout temps les fabriques alsaciennes ont produit beaucoup de calicots blancs ⁶. Ici encore la diversité dans la qualité est le caractère saillant de la production. Un texte de 1810 porte que « les toiles blanches se fabriquent depuis 22 jusqu'à 110 portées ⁷ ». Des essais pour la fabrication de qualités très fines, qui

1. Archives de la Haute-Alsace (M 119¹).

2. Voyez aux Archives de la Haute-Alsace (M 123^D) un échantillon de calicot tissé teint en 1816 à Ribeauvillé, et un échantillon de siamoise tissée en 1818 à Sainte-Marie-aux-Mines. Voyez au Musée de la Société industrielle de Sainte-Marie-aux-Mines une collection d'échantillons de cotonnades fabriquées de 1820 à 1830 (petites rayures et petits carreaux de toutes sortes).

3. Penot, *Statistique générale du département du Haut-Rhin* (Mulhouse, 1831). Tableau n° 21.

4. Relativement à « l'industrie de Sainte-Marie-aux-Mines », voyez ci-dessous, pp. 123-132.

5. *Mémoire sur le commerce de la France et de ses colonies* (Paris, 1789), p. 24.

6. Archives de Mulhouse (XIII P²).

7. Archives de la Haute-Alsace (M 116A¹).

avaient échoué en 1814, furent repris avec succès en 1818¹, mais ce n'est qu'à partir des années 1830 que la production de qualités supérieures vint aviver le caractère de diversification de l'industrie des toiles de coton blanches apprêtées, que l'on a appelée depuis « l'industrie du blanc ». « Ce n'est que dans les « années postérieures à 1830 que se place le début réellement « sérieux dans la production de cette multitude d'articles, allant « depuis la cretonne jusqu'aux mousselines les plus légères, « depuis le simple croisé jusqu'aux tissus les plus façonnés². » Mais même avant la production d'articles très fins et très variés, les toiles blanches constituaient un gros article de la production alsacienne. On écrivait dès 1830 : « C'est surtout dans les toiles « blanches ordinaires que prime la fabrication de notre pays, et « c'est à juste titre que ce genre a reçu sa réputation sous le « nom de toile d'Alsace³. » L'industrie du blanc n'a cessé d'être depuis une branche très importante. « La consommation du « calicot pour la vente en blanc prit à la même époque [1851/1861] « un énorme développement, et nécessita un accroissement incessant dans le nombre des métiers à tisser⁴. » Dans la suite la production de tissus pour la vente en blanc n'a cessé d'être considérable⁵.

§ 3. — L'impression

A) Matière première

Au XVIII^e siècle et au début du XIX^e, le principal de l'industrie cotonnière alsacienne était l'impression, qui s'était développée avant et plus vite que la filature et le tissage. Aussi pendant fort longtemps l'industrie de l'impression ne put se contenter de la matière première indigène, des toiles tissées en Alsace. Depuis l'origine jusqu'en 1806, les imprimeurs alsaciens, sans s'en tenir aux tissus indigènes, achetèrent des toiles en Suisse, aux Indes

1. Penot, *Statistique générale du département du Haut-Rhin* (Mulhouse, 1831), p. 326.

2. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1855, p. 447.

3. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1830, p. 89 et 1832, p. 391.

4. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1862, p. 434.

5. Enquêtes personnelles.

et en Angleterre. Pendant une seconde période, qui va de 1806 à 1860, la législation douanière obligea les imprimeurs à ne manutentionner que des tissus français. Dans une troisième période, qui va de 1860 à nos jours, les traités de commerce et le système de l'admission temporaire permettent à nouveau aux Alsaciens d'imprimer des tissus étrangers.

Première période. — Tout d'abord, c'est à la Suisse qu'on fit surtout appel pour les tissus propres à l'impression. « Les toiles suisses déjà blanchies s'achetaient principalement dans les cantons d'Argovie, de Zurich et de Berne ¹. » Nous voyons, par exemple, que la première manufacture d'impressions de Mulhouse, Köchlin Schmaltzer et C^{ie}, avait acheté, en 1748, 180 pièces de toiles de coton à un certain Salomon Ott, de Zurich ². Mais, à partir des années 1770, on imprimait principalement des toiles blanches des Indes ³. « Les toiles des Indes étaient très estimées pour l'impression. La plus grande partie était fabriquée avec un coton de bonne qualité, dont le fil avait peu de tors, ce qui les rendait très propres à la teinture. Les toiles des Indes s'achetaient à la compagnie des Indes à Londres ou à Paris. La plus grande partie était fournie par des maisons intermédiaires, telles que les maisons Portalès de Neufchâtel, Jean-Frédéric Schmidt de Francfort; Biedermann et C^{ie} de Wesserling, etc. C'était aussi à la compagnie des Indes qu'on achetait les mouselines ⁴. » Les toiles venant des Indes étaient acheminées en grande partie par Strasbourg. « Le besoin constant des Manufactures d'indiennes qui fleurissent dans la Haute Alsace, à Colmar, Mulhouse, Wesserlingue, Munster etc., a fait arriver à Strasbourg des parties conséquentes de toiles de coton des Indes destinées à l'impression ⁵. » En 1786, la filature et le tissage du coton s'étaient développés en France, et particuliè-

1. Penot, *Statistique générale du département du Haut-Rhin* (Mulhouse, 1831), p. 341.

2. Archives de Mulhouse (H A I 23, p. 632).

3. « De ce tems là les Toiles ordinaires furent peu à peu abandonnées pour ne se servir que de qualités fines, soit de la Suisse ou surtout de celles des Indes. » Mieg, *Relation historique des Progrès de l'Industrie commerciale de Mulhausen et ses environs* (Mulhouse, 1823), p. x.

4. Penot, *Statistique générale du département du Haut-Rhin* (Mulhouse, 1831), pp. 343-346.

5. Frantz, « Notes sur l'industrie et le commerce en Alsace. » (Manuscrit. n° 576 de la Bibliothèque municipale de Strasbourg).

rement en Alsace. Un contemporain nous décrit comme suit quelles étaient les toiles qu'employait alors l'impression alsacienne : « Les toiles propres à l'impression proviennent tant des
 « compagnies des Indes anglaises et danoises, pour les ventes en
 « Hollande, Allemagne et Italie, que de la Compagnie française
 « des Indes à l'Orient, pour la consommation intérieure ; comme
 « aussi quelques siamoises et tout coton des manufactures de
 « Normandie et Beaujolais ; ou enfin de la fabrication nationale
 « d'Alsace et Lorraine. Les Bafetas, Cassettes, Emertis et guinées¹
 « sont expédiées par ces Compagnies par balles de 30, 80, 100 et
 « 120 pièces..... Les voituriers se chargent en retour des toiles
 « peintes, de verres, de fayances et de fer qu'ils prennent en
 « Lorraine et dans la province. Les toiles provenantes de l'inté-
 « rieur du Royaume, de la Normandie ou du Beaujolais, arrivent
 « par balles de 14, 20, 30, 45 et 63 pièces². » A la fin du
 xviii^e siècle, les toiles de l'Inde et les toiles suisses approvision-
 naient les manufactures alsaciennes en concurrence avec les toiles
 indigènes et les toiles d'Angleterre³. Le décret du 22 février 1806
 vint priver les imprimeurs de toiles étrangères, au moment où
 le tissage alsacien ne fournissait que la onzième partie des toiles
 blanches nécessaires à la consommation des fabricants d'in-
 diennes⁴.

Deuxième période. — Le préfet ayant, en 1807, demandé aux im-
 primeurs où ils s'approvisionnaient en tissus écrus, il lui fut
 répondu comme suit⁵ : « Nous nous procurâmes ci-devant les
 « Toiles d'Impression de la Suisse, et des ventes de Londres ;
 « mais depuis la prohibition j'emploie de celles fabriquées dans
 « notre Département, à Paris, Rouen, Saint-Quentin, et autres
 « Lieux. » (Jérémie Risler Père) — « Nous faisons nos approvi-
 « sionnements en matières premières dans les tissages françois,
 « qui depuis la prohibition de l'entrée des toiles de coton étran-
 « gères ont été établis dans nos environs, comme aussi à Paris,
 « Rouen, Saint-Quentin etc. » (Baumgartner et C^{ie}.) — « Nous

1. Tels étaient les noms des toiles blanches achetées aux Indes. Cf. Penot, *Statistique générale du département du Haut-Rhin* (Mulhouse, 1831), p. 345.

2. « L'art d'imprimer sur Toile en Alsace, 1786. » Archives nationales (F¹² 1404^B).

3. Penot, *op. cit.*, p. 346.

4. Archives nationales (F¹² 1564).

5. Archives de la Haute-Alsace (M 127¹).

« achetons les toiles de coton à Saint-Quentin, Rouen et Paris ;
 « nous avons aussi acheté quelques parties à M. Lisch Dollfus
 « et C^{ie} de Bollwiller et à M. Laurent Weber d'ici. » (J. Hofer
 et C^{ie}) — « Depuis la prohibition des toiles de la Suisse nous
 « nous approvisionnons en toiles blanches à Sainte-Marie aux
 « mines, à Mulhouse et autres environs ». (Appenzeller et C^{ie}).
 — En réalité, on continuait à employer en partie des toiles
 blanches de l'étranger, car, nous apprend la *Statistique* de 1831,
 « il entrait beaucoup de toiles par fraude ¹ ». « Il entrait par
 « contrebande, de la Suisse, beaucoup de tissus venant du Tog-
 « genbourg ² ». Et, en effet, les rapports de police de l'époque
 nous confirment ce fait bien connu, que les fraudeurs déjouaient
 les mesures prohibitives de Napoléon. « Pendant l'année 1812, la
 « contrebande s'est portée principalement sur les toiles de coton
 « blanches, les mousselines et le tabac. Des saisies importantes
 « ont eu lieu à Essert, Nidermensbach, Reclerc, Epfingen et Bel-
 « fort. Le 25 février 1812, le commissaire de police de Colmar
 « avec deux employés des droits réunis ont arrêté un carrosse à
 « double fond qui contenait 440 pièces de mousseline introduites
 « en fraude, de la valeur de 40 à 50 mille francs ³. » Mais le
 blocus continental eut pour effet de multiplier le nombre des
 filatures et tissages, et ainsi permit bientôt à l'impression d'utili-
 ser principalement des toiles indigènes. Le préfet du Haut-Rhin
 écrivait au ministre de l'Intérieur, le 3 juillet 1819 : « Le genre
 « d'industrie le plus répandu dans ce département est l'impres-
 « sion des toiles de coton, il s'exerçait autrefois sur des toiles
 « tissées à l'étranger ; maintenant que l'introduction n'en est
 « plus permise, les établissements nécessaires à leur fabrication
 « sont venus se grouper autour des fabriques d'impression. Ce
 « département compte 20 filatures presque toutes considérables ;
 « les tissages y sont aussi très nombreux ; et avant longtemps on
 « fabriquera dans le Haut-Rhin toutes les toiles qu'emploient
 « ses manufactures ⁴. » Quelques années plus tard, l'Alsace
 était encore tributaire des provinces voisines pour quelques
 articles spéciaux, comme les étoffes fines de Tarare et de Saint-

1. Penot, *Statistique générale du département du Haut-Rhin* (Mulhouse, 1831), p. 346.

2. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1877, p. 229.

3. Archives nationales (F¹C III, Haut-Rhin, 7).

4. Archives de la Haute-Alsace (M 119^{1A}).

Quentin. Mais bientôt l'Alsace put, même pour ces tissus légers, se suffire à elle-même. Dès 1834 les imprimeurs achetaient presque tous leurs jaconas et mousselines dans le Haut-Rhin¹, et le nombre des établissements qui faisaient ces tissus fins augmentant², l'industrie alsacienne des toiles peintes employa jusqu'en 1860 principalement une matière première indigène, des tissus écrus fabriqués en Alsace.

Troisième période. — La levée des prohibitions en 1860, et la pratique de l'admission temporaire (c'est-à-dire la facilité donnée aux fabricants d'impressions d'acheter partout où bon leur semble et sans payer de droits les tissus qu'ils réexportent après les avoir manufacturés) permirent aux imprimeurs de maintenir des tissus étrangers. On sait que le traité de 1860 permit l'importation de tissus anglais. Le décret impérial du 13 février 1861 autorisa l'importation temporaire, en franchise de droits, des tissus de coton écrus, destinés à être imprimés en France pour la réexportation, sous les conditions déterminées par l'article 5 de la loi du 5 juillet 1836³. Ce décret⁴ provoqua les protestations des filateurs et des tisseurs, qui considéraient l'admission temporaire comme un privilège exorbitant⁵. Quelques mois avant la guerre, le décret du 13 février 1861 fut rapporté. Mais, sous le régime allemand, les imprimeurs purent faire venir en franchise des tissus anglais, suisses, autrichiens, et les réexporter⁶. Aujourd'hui les imprimeurs alsaciens pratiquent largement l'admission temporaire⁷.

B) *Les Produits*

Après avoir recherché quelles toiles écrues les manufactures d'impression ont employées, il convient d'étudier quels produits

1. Archives de la Haute-Alsace (M. 119^{1A}).

2. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1836, p. 436.

3. L'art. 5 de la loi du 5 juillet 1836 dit : « Des ordonnances royales pourront autoriser, sauf révocation en cas d'abus, l'importation temporaire de produits étrangers destinés à être fabriqués ou à recevoir en France un complément de main-d'œuvre, et que l'on s'engagera à réexporter ou à rétablir en entrepôt dans un délai qui ne pourra excéder six mois. »

4. Dont les dispositions étaient étendues aux « tissus mélangés » par les décrets du 25 août 1861 et du 29 octobre 1862.

5. Voyez ci-dessous, pp. 237-238.

6. Lalancé, *La crise de l'industrie colonnière* (Mulhouse, 1879), p. 24.

7. Enquêtes personnelles.

elles ont livrés à la consommation. Ces produits sont caractérisés ainsi : diversification de la production limitée par une tendance à la bonne qualité.

La diversification de la production tient — on l'a déjà vu — aux exigences du consommateur. Les étoffes imprimées subissent l'influence de la mode. Or celle-ci est par essence mobile et capricieuse. Mais cette diversification de la production ici encore est relative, puisque les étoffes imprimées en Alsace ont été, dès 1772, spécialement des tissus de luxe.

La diversification de la production dès l'origine de l'industrie n'a rien qui doive étonner. De tout temps, « le goût du public » changeant à l'infini ¹, la mode a pu être symbolisée par un sceptre surmonté d'une girouette ². Mais la spécialisation des manufactures d'Alsace dans les genres riches, vingt-cinq ans après la fondation de la première fabrique, est due à des causes particulières. D'abord l'Alsace était, sous l'ancien régime, séparée des provinces des cinq grosses fermes par une barrière de douanes. Or les droits très élevés perçus sur les toiles peintes, fixés par l'arrêt du 19 juillet 1760 et les lois suivantes ³, étant non des droits *ad valorem*, mais des droits spécifiques, ne pouvaient être supportés que par des tissus de luxe. De plus les Alsaciens, par leur tempérament comme par leur connaissance de l'art industriel et de la science appliquée, étaient bien préparés pour réussir dans l'impression riche. Des dessinateurs et des graveurs de talent, des ingénieurs et surtout des chimistes célèbres assuraient aux fabriques d'indiennes la supériorité dans la conception comme dans l'exécution. La première fabrique de Mulhouse, Koechlin, Schmaltzer et C^{ie}, avait comme associé un peintre, Dollfus. « Le petit nombre de couleurs dont on pouvait « disposer exigeait alors, pour offrir de la variété et de l'agrément, un grand talent de la part du dessinateur... Comme, à « cette époque, le coloriste ne pouvait produire que peu de « teintes, la plupart tirées de la garance (noir, violet, trois « nuances de rouge, jaune, olive, bleu de pinceau), le succès dépendait surtout du talent et du bon goût du dessinateur, qui

1. « L'art d'imprimer sur Toile en Alsace, 1786. » Archives nationales (F¹² 1404^B).

2. Octave Uzanne, *La Femme et la Mode* (Paris, 1893), p. vii.

3. La question est traitée en détail ci-dessous, pp. 210 et s.

« était l'âme de cette industrie ¹ ». On faisait venir de Paris des artistes connus ², ou tout au moins leurs dessins. Pour ce qui concerne l'exécution, les graveurs alsaciens travaillaient supérieurement : « Des paysans même y sont très habiles sans « avoir jamais eu d'autre maître que leur génie et leur goût naturel pour ce genre de travail ³. » Et les découvertes fameuses des chimistes alsaciens, qui savaient utiliser la pureté des eaux de leur pays, enrichissaient chaque année leurs palettes de matières colorantes plus tenaces et plus chaudes.

Enfin la classe dirigeante de Mulhouse a toujours eu le culte du beau ⁴. De tout temps, les chefs d'industrie alsaciens ont eu des compagnes particulièrement gracieuses, dont la présence et les conseils n'ont pu qu'influer favorablement sur le goût et l'élégance qui caractérisent les produits de leurs manufactures.

On s'explique dès lors comment les Alsaciens se sont spécialisés dans la production des qualités riches. On lit dans un manuscrit écrit vers 1774 : « Mulhouse quittant entièrement ou peu « s'en faut les indiennes ordinaires fait aujourd'hui des Pattanas « a plusieurs couleurs sur toiles mi fines qu'ils exécutent fort « bien et que l'on leur achèpte et envoie en France par les « Bureaux en payant les droits qu'ils peuvent supporter ⁵ ».

Sous le premier Empire, les tissus de coton imprimés pour meubles n'étant demandés que dans les genres ordinaires, les Alsaciens n'en faisaient pas, et les plus grandes maisons même ne purent fournir les échantillons que Napoléon leur faisait demander pour l'ameublement des palais impériaux. Le 30 avril 1807, Gros, Davillier, Roman et C^{ie} écrivaient à ce sujet : « Depuis « bien des années nous nous sommes très peu occupés d'im- « pressions propres aux ameublemens ⁶ », et, la veille, Dollfus Mieg disait de même : « Depuis plusieurs années, Monsieur le

1. Penot, *Statistique générale du département du Haut-Rhin* (Mulhouse, 1831), pp. 337, 342.

2. « Les sujets habiles dans l'art du dessin sont attirés de Paris à grands frais. » Lettre du 3 juillet 1819, du préfet du Haut-Rhin au ministre de l'Intérieur (Archives de la Haute-Alsace, M 119^{1A}).

3. « L'art d'imprimer sur Toile en Alsace, 1786 ». Archives nationales (F¹² 140^{4B}).

4. « Nos chefs d'industrie, nos chimistes, nos dessinateurs ont à un degré « supérieur le sentiment du goût et de l'art. » *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1845, p. 163.

5. Ryhiner, manuscrit cité, p. 277.

6. Archives de la Haute-Alsace (M 126^{A1}).

« Préfet, ma maison a abandonné l'article des meubles, elle ne « fait pas le commun et les meubles riches n'étaient plus recher- « chés ¹ ». De l'enquête de 1834, il ressort que, tandis que Rouen faisait de l'indienne commune, c'est l'indienne fine qui constituait la grande masse de la fabrication de l'Alsace ; ce sont les impressions de luxe qui à l'étranger se prêtaient le moins mal à la concurrence². A la différence des Anglais, qui se consacrent à un article spécial à très large échelle, il nous faut, dit Roman, lors de l'enquête de 1860 « écrémer la consommation fine du monde entier ³ ». Depuis, l'impression alsacienne n'a cessé d'être spécialisée dans la production du « beau ». Ainsi se vérifie l'adage des fabricants anglais : *The Frenchmen work for the few, but we for the millions* : « les Français travaillent pour le petit nombre, et nous pour les masses ⁴ ».

Après avoir déterminé les caractères généraux des indiennes d'Alsace, il faut esquisser les principaux « genres » qui ont été produits.

Pendant les premières années, Kœchlin, Schmaltzer et C^{ie} ne faisaient que le genre « tapis », le genre « couvertures de lit » à grands dessins (fond rouge et noir), le genre « surate » (petit dessin à une couleur, violet et noir)⁵, appelé ainsi du nom d'une ville indienne d'où ce genre était imité. Les noms des étoffes qu'on imprima dans la suite sont presque tous vides de sens. Les dessins perses étaient appelés « calanca » ou « mi-calanca » suivant le nombre des couleurs ; la « patenace » était un tissu enluminé de rouge, de bleu et de jaune ; le « camayeux » présentait de petits dessins à une couleur. Rupied, élève des manufac-

1. Archives de la Haute-Alsace (M 126^{A1}).

2. Ministère du commerce, *Enquête relative à diverses prohibitions établies à l'entrée des produits étrangers* (Paris, 1835), t. III, pp. 624, 653.

3. Conseil supérieur de l'agriculture, du commerce et de l'industrie, *Enquête, Traité de commerce avec l'Angleterre* (Paris, 1860), t. IV, p. 456.

4. « Les Français, forcés pour conserver leur réputation et leur clientèle, de faire « constamment de la nouveauté, et de s'appliquer de plus en plus à une exécution « d'une supériorité incontestable, cherchent dans les secrets de la chimie les res- « sources dont ils ont besoin pour réveiller sans cesse, par des combinaisons de « couleurs nouvelles, le goût blasé de l'acheteur ; tandis que les Anglais, travaillant « et opérant sur des quantités énormes de marchandises, visent moins à la perfec- « tion qu'à l'économie, et s'attachent surtout à produire rapidement et à bon « marché, en améliorant leurs agents mécaniques ». *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1862, pp. 448, 450.

5. Penot, *Statistique générale du département du Haut-Rhin* (Mulhouse, 1834), p. 337.

tures, décrit comme suit les genres faisant l'objet de la production de l'Alsace en 1786 : « La différence des dessins, celle de la
« qualité des Toiles, et la diversité des couleurs qu'on y
« applique, en met une dans les genres de fabrication : j'en dis-
« tingue ici plusieurs. Le Calanca, le demi Calanca, l'Indienne
« ordinaire, la patenace, la petite façon, le double bleu, le double
« violet, le Camayeu de toutes couleurs, l'indienne pour deuil,
« les mouchoirs à double face, etc. Le dessinateur doit faire
« valoir son talent dans chacun de ces genres, sans s'écarter de
« la belle simplicité, il doit surtout éviter la confusion des cou-
« leurs et s'en tenir à un sujet dominant, soit dans les fleurs, soit
« dans les nuances que son pinceau prête à ses dessins. Les Ca-
« lancas sont presque toujours à ramage; le noir en marque les
« contours et on peut y mettre jusqu'à trois rouges. La qualité
« de la toile doit répondre dans ce genre de fabrication à la
« beauté et à la correction du dessin que l'on peut aussi varier
« à l'infini. On n'imprime qu'avec une ou deux Couleurs sur les
« indiennes ordinaires ou communes, tout noir ou tout rouge ou
« noir et rouge; on peut encore faire valoir ces couleurs au
« moïen du picotage et des hachures perpendiculaires, horizon-
« tales et diagonales. Les patenaces ne sont autre chose que des
« indiennes ordinaires, cependant d'une meilleure qualité que
« celles dont je viens de parler : on y ajoute du bleu et du
« jaune qui appliqués l'un sur l'autre donnent encore un verd.
« Il faut de belles Toiles pour les petites façons; ce genre d'im-
« pression est susceptible de très jolies choses, les fleurs doivent
« en être très petites et distribuées avec goût et élégance : on y
« emploie aussifort à propos le petit picotage. Les doubles bleus
« se gravent tout en noir et les fleurs toutes ombrées, de façon
« qu'en mettant du violet pour les demi teintes et une teinte
« générale en bleu, on fait un Camayeu bleu; on en fait aussi à
« trois bleus par le moyen d'un violet dessous et de deux bleus
« par dessus. Les doubles violets et les Camayeux rouges se font
« de la même manière; la seule différence qu'il y ait pour ce
« dernier genre, est que l'on imprime la planche en rouge brun
« que l'on nomme fin rouge. Pour les Indiennes de deuil on
« emploie un fond noir et des fleurs blanches, ainsi que les fonds
« blancs et les fleurs toutes noires; le chagrinage et le picotage
« y font aussi leur effet. Les mouchoirs à double face se font

« en appliquant la planche de chaque côté et si directement, que
 « les deux faces semblent avoir été peintes d'un seul coup de
 « main. On fabrique tous ces genres en Alsace et surtout encore
 « beaucoup de mouchoirs numéros quatre et cinq pour enfans ;
 « on y fait aussi de très jolies meubles sur toutes sortes de toiles ;
 « une maison de Mülhausen expédie en outre pour Livourne et
 « Gênes de grands tapis dont les Italiennes se couvrent de la
 « tête aux pieds : ces couvertures s'impriment à fonds blancs sur
 « guinées ou sur Toiles de Souabe, elles ont deux aunes et demi
 « de long sur une aune trois quarts de large. Je terminerai cet
 « article en disant que si une tissure fine, serrée et bien égale
 « assure le débit des Toiles peintes, elles le trouvent aussi,
 « lorsque par la variété de l'élégance de leurs dessins elles
 « flattent le goût du Consommateur ; celles d'Alsace joignent à
 « tous ces avantages celui de la fraîcheur et de la solidité du
 « coloris ¹. » A cette époque, sous l'influence du « retour à la
 nature », le consommateur demandait surtout comme dessins
 des fleurs, des bouquets et des guirlandes, des amours et des
 oiseaux, des statues antiques apparaissant derrière des feuillages
 ou des fruits. Pour les hommes de qualité, il était de bon ton
 d'avoir des gilets à la douzaine ; l'Alsace imprimait des gilets avec
 de petites vignettes qui bordaient les poches. « Les dessins des
 « poches, sur médaillons ronds, ovales ou losanges à pointes
 « brisées, représentaient des sujets à fonds de camées antiques ;
 « des métamorphoses d'Ovide, et même des compositions mo-
 « dernes inspirées par les fables de Lafontaine ou les œuvres de
 « J.-J. Rousseau ². »

Le penchant à l'égalitarisme provoqué par la Révolution eut
 comme conséquence l'abandon du satin et du velours : toutes les
 robes étaient en coton ; l'Alsace dut imprimer des gazes légères
 qui devenaient des « chemises à la prêtresse », des « robes à la
 Diane », des « ceintures à l'enfant » ; et, sous le Directoire, les
 toiles peintes de Mulhouse drapaient le galbe délicat des musca-
 dines.

1. « L'art d'imprimer sur Toile en Alsace, 1786. » Archives nationales (F¹² 1404^B).

2. *Revue d'Alsace*, 1863, pp. 9-10. — Voyez des spécimens d'indiennes alsaciennes
 du XVIII^e siècle au Musée de la Société industrielle de Sainte-Marie-aux Mines, au
 Musée des Unterlinden à Colmar, et au Musée historique de Mulhouse. Voyez surtout
 à la Société industrielle de Mulhouse le Musée de dessin industriel.

Lors de l'Exposition du 25 mai 1806, les imprimeurs alsaciens eurent l'occasion de donner leur mesure. L'huillier Frères de Sainte-Marie-aux-Mines avaient entre autres envoyé une toile de coton « fond brun à fleurs rouges, bleues et blanches » ainsi qu'un « mouchoir à fond rouge, rayé de bleu et blanc, et séparé « en grands carreaux ». Hartmann, de Munster, exposait des toiles peintes « fond rose, fleurs blanches, jaunes et vertes », « fond gris brun, points d'un beau rouge cerise », « fond couleur de chair, carrés en trois couleurs¹ ». Enfin Jean Kœchlin, de la maison Kœchlin frères, à Mulhouse, avait entrepris de prouver qu'en toiles de coton imprimées, on peut imiter les tableaux peints à l'huile et rendre les mêmes effets. Il avait envoyé à l'Exposition deux grands tableaux. « Le premier tableau « représente le buste de Napoléon I^{er} Consul en grandeur naturelle, d'après le premier buste en stuc, fait en Italie ; ce buste « est posé sur une Table de marbre richement ornée d'une draperie de velours violet qui fait partie du fond du Tableau. Un « groupe de raisins et de fruits, emblème de l'abondance dont « ses victoires nous font jouir, et un bouquet, tribut de notre « reconnaissance, sont jettés au pied du buste. Le Panneau au-dessus du Tableau représente en bas relief l'étoile Napoléon « dans une Couronne de laurier et de chêne qui plane au-dessus « du héros. Le sous bassement représente en bas relief l'aigle « Impérial avec des ornemens et guirlandes de fruits sortant « des cornes d'abondance². »

En 1811, on faisait pour l'Italie des toiles fond rouge rayé bleu, des damiers et des quadrillés multicolores, des indiennes fond bronze ou puce, à bouquets bleu, jaune et vert³.

En choisissant des exemples au hasard, nous voyons qu'en 1812 Haussmann frères imprimaient des toiles « fonds bleu de ciel avec jaune et noir », « fond vert de Saxe avec orange et jaune », et que dans la manufacture de Wesserling on fabriquait des toiles « fond vert dragon », « chamois » ou « violet ». Nous relevons en 1819 des toiles peintes « serin enluminé » « amarante et jaune », des « schals bleu raymond et rose », des robes « mordoré et rose », « pistache et puce », des toiles « fond iris »,

1. Archives de la Haute-Alsace (M 119¹).

2. *Ibidem*.

3. Archives de la Haute-Alsace (M 126^B).

« fond bleu fayencé », « fond lilas et olive¹ ». Quelques années plus tard, on imprima des mousselines qui servaient à faire des robes-blouses, et vers 1834 on fabriquait des robes pour les Indes « fond rouge, avec bordure aux deux bouts² ». (L'Alsace approvisionnait l'Inde d'indiennes.) A cette époque, les imprimeurs commencèrent la fabrication d'un genre encore plus luxueux que l'indienne riche : l'impression sur laine, que les « lionnes » et les grisettes accueillirent avec faveur. Aussi cet industrie prit-elle rapidement un grand développement³, et les mousselines de laine constituent encore aujourd'hui une des grandes spécialités de l'Alsace.

« Si nous examinons les genres qui ont été exploités plus spécialement par les maisons d'Alsace de 1851 à 1861, nous remarquons que ce sont surtout les articles riches et destinés à la consommation des classes aisées. Les piqués, les jaconas, les organdis, les orléans, les barèges, les tissus légers de toute espèce, les moleskines, les tissus pure laine, laine et soie, soie et coton, se sont imprimés en grande quantité, concurrentement avec l'indienne proprement dite⁴. »

Mentionnons aussi les percales imprimées destinées aux chemises pour hommes, genre riche, car le blanc doit être impeccable, et le tissu comme la couleur doivent être assez solides pour résister à de multiples lessives.

De nos enquêtes il résulte que cette diversification des genres avec spécialisation relative dans l'article de luxe caractérise de nos jours plus que jamais les produits de l'impression alsacienne⁵.

1. Archives de la Haute-Alsace (M 116^{A3}).

2. Archives de la Haute-Alsace (M 119^{1A}).

3. Sur les débuts de la mousseline de laine, v. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1839, pp. 93, 582; 1844, p. 206 et Archives de la Haute-Alsace (M 119^{1A}).

4. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1862, p. 449.

5. Ceux qui aiment toucher du doigt ce qu'a produit le passé trouveront au Musée de dessin industriel de Mulhouse une collection de toiles peintes incomparable.

CHAPITRE II

IMPORTANCE DE LA PRODUCTION

§ 1. La filature. — § 2. Le tissage. — § 3. L'impression. — § 4. Variations de la quantité produite au cours de l'année.

Après avoir déterminé dans le chapitre précédent quelle a été la nature de la production alsacienne, l'on recherchera quelle en a été l'importance, c'est-à-dire quelle a été, au cours de son évolution, la quantité de produits qu'elle a livrés à la consommation. C'est là une manière en quelque sorte *directe* d'apprécier son importance, mais il y a aussi une manière qu'on peut appeler *indirecte* de l'évaluer, qui consiste à chiffrer les éléments ou les facteurs de la production, les capitaux sous leurs diverses formes, la main-d'œuvre, etc. Pour prendre un exemple concret, on appréciera directement l'état de développement de l'industrie par la quantité de cotons filés, tissés, imprimés, livrés à la consommation. Nous apprécierons indirectement ce développement par la quantité de matières employées, par le nombre des broches de filature, des métiers à tisser, des tables ou des machines d'impression, enfin par le nombre d'ouvriers occupés. Il ne faut pas se dissimuler que ce second mode de mesure est imparfait, car la productivité de l'industrie ne dépend pas seulement de la quantité du capital et du nombre des bras qu'elle emploie, mais aussi de la durée de la journée de travail, de l'état de la technique et de la qualité de la production. C'est ainsi qu'une loi limitant la durée du travail ou une crise entraînant la fermeture des usines influent sur la productivité de l'industrie. De même les perfectionnements de la technique ont accru considérablement la productivité des machines. Le nombre des broches de filature est un mode de mesure bien imparfait, puisque

la vitesse à laquelle elles tournent et leur productivité ont progressé très vite, comme le montrent les tableaux suivants :

ANNÉES	VITESSE DE LA BROCHE
1828	3.000 tours à la minute ¹ .
1856	6.000 tours à la minute ² .
1876	7.000 tours à la minute ³ .
1910	9.000 tours à la minute ⁴ .

ANNÉES	PRODUIT ANNUEL D'UNE BROCHE
1815	4,5 kilogs de chaîne 28.
1835	10,65 kilogs de chaîne 28.
1845	15 — kilogs de chaîne 28.
1855	17 — kilogs de chaîne 28.
1865	18 — kilogs de chaîne 28.
1900	20 — kilogs de chaîne 28 ⁵ .
1910	30 — kilogs de chaîne 28 ⁶ .

Le nombre des métiers n'est pas non plus un critérium parfait de productivité de l'industrie du tissage, car le métier mécanique produit beaucoup plus que le métier à bras, et la productivité du métier mécanique lui-même, que l'on mesure par le nombre de coups battus à la minute (c'est-à-dire par le nombre de va-et-vient auxquels la navette est soumise) a beaucoup augmenté depuis son apparition en Alsace. Ces phénomènes sont illustrés par les tableaux suivants :

1. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1835, p. 444.
2. *Ibidem*.
3. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1876, p. 308.
4. Enquêtes personnelles.
5. *Histoire documentaire de l'Industrie de Mulhouse et de ses environs au dix-neuvième siècle* (Mulhouse, 1902), p. 221.
6. Enquêtes personnelles.

PRODUCTION HEBDOMADAIRE EN 1829 D'UN MÉTIER A BRAS ET D'UN MÉTIER MÉCANIQUE BATTANT TOUS DEUX EN CALICOT 70 PORTÉES	
MÉTIER A BRAS	MÉTIER MÉCANIQUE
$\frac{3}{4}$ de coupe de 25 aunes.	2 à $2\frac{1}{2}$ coupes de 25 aunes ¹ .

NOMBRE DE COUPS MOYENS A LA MINUTE DES MÉTIERS MÉCANIQUES			
1811	1856	1872	1910
90 coups ² .	120 coups ³ .	150 coups ⁴ .	200 coups ⁵ .

Enfin le nombre des machines d'impression à la main, ou « tables d'impression », et celui des rouleaux d'impression à la mécanique est aussi un critérium critiquable, la différence de production variant considérablement selon la qualité de la production. Une table d'impression sur laquelle on imprime des tissus de haut luxe à cinquante couleurs permettra d'imprimer dans le même temps une longueur de toiles beaucoup moindre que la même table sur laquelle on imprimerait des tissus à trois couleurs seulement. La machine d'impression au rouleau imprimera plus ou moins vite, suivant que l'ouvrier aura reçu l'ordre de faire tourner rapidement la machine, ou de corriger minutieusement les défauts ; suivant qu'un dessin monté sur machines servira à imprimer deux cents pièces de tissus, ou seulement vingt pièces.

Malgré ces réserves, il est certain que ces deux éléments d'appréciation, la quantité produite et l'importance des facteurs de la production, sont intimement liés l'un à l'autre, surtout quand on étudie une industrie comme celle-ci, où la nature de la pro-

1. *Rapport de la commission libre nommée par les manufacturiers et négocians de Paris sur l'enquête relative à l'état actuel de l'industrie du coton en France* (Paris, 1829). Réponses de la Société industrielle de Mulhouse, pp. 217-218.

2. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1855, p. 451.

3. *Ibidem*.

4. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1872, p. 113.

5. Enquêtes personnelles.

duction est restée la même, et qu'on considère une période de temps restreinte, où les changements de la technique ne sont pas tels que la productivité du capital et du travail ait pu changer beaucoup. Aussi étudierons-nous ces deux éléments, mais en envisageant séparément les trois principales branches de notre industrie, la filature, le tissage et l'impression, qui ne se sont pas développées parallèlement.

§ 1. — La filature

Dès l'origine, la filature du coton au fuseau et au rouet occupait en Alsace un nombre considérable de bras, mais l'imperfection de cette manière de filer faisait que la quantité de filés produite était peu considérable. Nous ne connaissons pas de renseignements dignes de foi concernant l'importance de la production totale de la filature en Alsace avant 1786. Au contraire, à partir de cette époque, nous en avons de très précis. L'Alsace livrait en 1786 à la consommation plus de 150.000 kilogrammes de filés. « On distribue les cotons à près de 30.000 ouvrières « des vallées vosgiennes, des provinces de Lorraine et d'Alsace... « Les 1.200 balles que l'on file annuellement, au poids réduit « de 250 livres par balle, donne 570.000¹ pour main-d'œuvre de « la seule filature¹. » Si on considère l'Alsace seule, la filature occupait, en 1786, 25.000 fileurs et fileuses ; en 1788, où par suite d'une crise de surproduction beaucoup de rouets ne tournaient plus, la filature ne donnait plus de travail qu'à 15.000 ouvriers alsaciens². Ces renseignements précis, que nous fournissent les enquêtes administratives de l'ancien régime, sont d'autant plus appréciables que le personnel des industries à domicile rurales est en général difficile à chiffrer, même de nos jours.

L'enquête de 1806 nous montre que cette filature à la main n'avait pas progressé pendant la période révolutionnaire. Le préfet du Haut-Rhin écrivait en 1806 au ministre de l'Intérieur : « La filature à la main occupe environ 15.000 individus dans les « vallées les plus pauvres et leur distribue annuellement une somme

1. « L'art d'imprimer sur Toile en Alsace, 1786. » (Archives nationales, F¹² 1404B.)

2. Archives de la Haute-Alsace (C 1118).

« de plus de 200.000 francs ¹ », et le préfet du Bas-Rhin écrivait à la même époque : « La filature de coton à la main occupe pendant l'hiver les vieillards, les femmes et les enfans ². » La filature à la mécanique comptait alors trois établissements : l'un à Wesserling, le second à Bollwiller, le troisième à Strasbourg. Voici quels étaient le matériel et le nombre des ouvriers que ces manufactures employaient au 1^{er} janvier 1806.

	MÉTIERES CONTINUS	MÉTIERES MULE-JENNY	BROCHES	OUVRIERS
Wesserling.....	16 métiers	20 métiers	4.778	183
Bollwiller.....	Néant	7 métiers	1.404	72
Strasbourg.....	Néant	14 métiers	3.024	160

C'est à cette époque que se développa la filature à la mécanique, et que la filature à la main disparut en peu d'années, ce qui eut pour conséquence une diminution rapide du personnel occupé à la filature. Au 1^{er} septembre 1808, le nombre des filateurs de coton à la main du Haut-Rhin n'était plus que de 8.000 : il avait en deux ans diminué de moitié, et cependant les filatures mécaniques n'étaient dans le département qu'au nombre de cinq (à Wesserling, Bollwiller, Lutterbach, Mulhouse et Masevaux ³). Dans le Bas-Rhin, il y en avait deux, situées à Strasbourg, celle de Buecker et C^{ie} avec 800 broches occupant 40 ouvriers, et celle de Malapert avec 10.000 broches occupant 400 ouvriers ⁴.

Tandis que la filature à la main disparaissait, le nombre des broches mécaniques et des ouvriers qu'elles occupaient croissait rapidement. En 1812, le Haut-Rhin comptait onze grandes filatures mécaniques de coton ⁵ avec un total de 22.280 broches ayant filé 114.800 kilogrammes ⁶.

Néanmoins la filature du Haut-Rhin occupait encore, dans l'ensemble de la France, une place secondaire.

1. Archives nationales (F¹² 1564).

2. *Ibidem*.

3. Archives de la Haute-Alsace (M 127¹).

4. Archives de la Basse-Alsace (M Industrie et Commerce).

5. Peuchet et Chanlaire, *Description topographique et statistique des départements du Haut et du Bas-Rhin* (Paris, 1814), p. 34.

6. *Annuaire physico-économique et statistique du département du Haut-Rhin pour l'année 1813* (Colmar), p. 280. — Mêmes chiffres aux Archives nationales (F¹² 1583).

D'après Moreau de Jonnés¹, les départements qui, en 1812, ont produit plus de filés de coton que le Haut-Rhin sont les suivants :

Nord.....	5.827.000	kilogs de coton filé	
Somme.....	375.000	—	—
Seine-et-Oise.....	220.000	—	—

viennent ensuite *ex æquo* :

Aisne.....	218.000	—	—
Haut-Rhin.....	218.000	—	—

Ce renseignement est confirmé indirectement par la grande statistique de Chaptal² de 1819, qui nous donne pour 1818 le nombre de broches des filatures de coton par département :

Seine.....	133.448	broches	
Nord.....	111.572	—	
Seine-Inférieure.....	98.231	—	
Rhône.....	83.976	—	
Somme.....	66.116	—	
Aisne.....	61.340	—	
Seine-et-Oise.....	56.782	—	
Aube.....	54.404	—	
Haut-Rhin.....	47.908	—	
Pas-de-Calais.....	40.920	—	
Orne.....	36.012	—	
Maine-et-Loire.....	25.000	—	
Loire.....	24.300	—	
Oise.....	24.024	—	
Bas-Rhin.....	22.428	—	

En 1818, l'Alsace ne comptait par conséquent que 70.336 broches. Le développement de l'industrie de la filature fut alors extrêmement rapide, puisqu'en 1828 l'Alsace comptait plus de 500.000 broches³. En dix ans, le nombre des broches du Haut-Rhin avait presque décuplé, passant de 47.908 à 466.363 broches. La filature occupait plus de 10.000 ouvriers, c'est-à-dire à peu près le nombre occupé dans la filature à la main vers 1788. Les contemporains n'avaient pas manqué d'être frappés par le remarquable déve-

1. Moreau de Jonnés, *Statistique de l'industrie de la France* (Paris, 1856), pp. 97-98.

2. Chaptal, *De l'Industrie française* (Paris, 1819), t. II, p. 146.

3. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1855, p. 438.

loppement de cette industrie. Dans la *Statistique du Haut-Rhin*, on lit : « L'essor prodigieux qu'a pris l'industrie dans les derniers temps a été remarqué et signalé par tous les économistes. « Ces considérations sur l'industrie en général s'appliquent spécialement à celle de la filature de coton. Aucune autre n'a eu « un développement aussi rapide... Quoique pouvant nous glorifier de posséder dans le monde civilisé les plus grands mathématiciens, nous n'en avons aucun qui daignât traduire « le langage des astronomes en celui de l'artisan. Malgré « cette position défavorable pour la construction, la filature « n'en prit pas moins un développement extraordinaire vers « l'année 1818¹. » Les renseignements que nous donne la *Statistique du Haut-Rhin* nous permettent d'apprécier pour ce département l'importance de la production de la filature indirectement et directement : en 1828 les 466.363 broches consommaient 34.265 balles de coton, pesant 4.146.643 kilogrammes, et à l'aide de 10.240 ouvriers, de moteurs hydrauliques et à vapeur d'une force totale de 984 HP, produisaient 3.699.001 kilogrammes de filés².

Le Bas-Rhin s'était beaucoup moins développé. On n'y comptait en 1828 que 35.000 broches³.

Dans les années suivantes, l'importance de la production alsacienne continua à s'accroître presque aussi rapidement, puisque le nombre des broches, de 1828 à 1846, était passé de 500.000 à 859.000⁴, et que la production de la broche dans cet intervalle avait presque doublé.

En 1834, le Haut-Rhin à lui seul avait livré à la consommation 6.000.000 de kilogrammes de filés. Les facteurs de la production étaient les suivants :

Matière première : 52.000 balles de coton d'Égypte et d'Amérique, contenant 6.500.000 kilogrammes d'une valeur de 18.000.000 de francs.

Nombre des ouvriers filateurs : 18.000.

Valeur des produits : 35.000.000 de francs⁵.

1. Penot, *Statistique générale du département du Haut-Rhin* (Mulhouse, 1831), pp. 317-318.

2. Penot, *op. cit.* Tableau, n° 20.

3. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1855, p. 438.

4. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1855, p. 439.

5. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1834, pp. 436 et 465, d'après un

On écrivait, le 16 décembre 1835 : « On compte dans le département du Haut-Rhin quarante-trois filatures de coton, dont neuf ont été créées dans les six dernières années ; plusieurs des anciens établissemens ont reçu en dernier lieu un accroissement considérable, de sorte que la production des filés peut être évaluée au double de ce qu'elle était en 1829, et à un grand tiers de plus de ce qu'elle était dans les années antérieures les plus prospères¹ ».

Voici quelles étaient, pour les filatures du Haut-Rhin de 1828 à 1871, la quantité produite et l'importance des facteurs de la production :

FILATURES DU HAUT-RHIN 1828-1871. — QUANTITÉ PRODUITE ET IMPORTANCE DES FACTEURS DE LA PRODUCTION

ANNÉES	BROCHES	MATIÈRE PREMIÈRE		OUVRIERS	HP	FILÉS FABRIQUÉS	
		KILOGS	VALEUR			KILOGS	VALEUR
1828	466.363	4.146.643		18.000	984	3.699.000	35 millions
1834	530.000	6.500.000	18 millions	18.000		6.000.000	20 —
1839	683.000					7.588.800	27 —
1844	763.734	10.692.276	19 —			9.836.894	29 —
1849	786.312	10.047.320	17 —	16.000		9.048.588	60 —
1854	900.000				5.000		
1862	1.237.314			14.500			60 —
1871	1.411.011			13.762	12.000	20.250.000	

En 1846, dans les deux départements du Haut-Rhin et du Bas-Rhin, tournaient 859.300 broches². A cette époque, les filatures du rayon de Mulhouse, malgré leur importance, formaient un groupe moins considérable que celui du rayon de Rouen : le Haut-Rhin, le Bas-Rhin, les Vosges et la Haute-Saône n'opposant qu'un million de broches aux 1.850.000 broches du rayon de Rouen.

L'importance de la production des filatures d'Alsace, comme le montre le tableau relatif au Haut-Rhin, n'a cessé de s'accroître

Rapport du jury départemental du Haut-Rhin de 1834, dont l'original est aux Archives de la Haute-Alsace (M 119^{1A}).

1. Archives de la Haute-Alsace (M 114^{A1}).

2. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1855, p. 439.

jusqu'à la guerre. Mais à partir de cette époque, son essor s'arrêta. Loin de se développer parallèlement avec l'industrie allemande, le nombre des broches de l'Alsace annexée, qui était en 1871 de 1.874.823 broches, baissa en 1895 à 1.465.353. Dans les dernières années, il est vrai, les forces productives de la filature alsacienne ont progressé, comme le montre le tableau suivant. Le nombre actuel des broches est de 1.730.264.

FILATURES DE L'ALSACE ANNEXÉE 1871-1909. — IMPORTANCE DES FACTEURS DE LA PRODUCTION¹

ANNÉES	BROCHES	OUVRIERS	HP
1871	1.874.823		
1875			17.682
1882		15.234	
1895	1.465.353		
1898	1.582.398		
1901	1.519.300		
1906	1.536.562	13.777	34.719
1909	1.730.264		

Cet arrêt subit du progrès de l'activité industrielle après l'annexion est dû en partie à l'émigration des hommes et des capitaux². D'autre part, « l'administration nouvelle parut à certains moments s'être donné pour tâche d'entraver le fonctionnement des entreprises industrielles et commerciales. Les refus de permis de séjour, les expulsions en masse, les arrestations et emprisonnements pour les motifs les plus futiles, privèrent à diverses époques les ateliers, les bureaux, les directions d'usines d'un nombre considérable de collaborateurs expérimentés, indispensables souvent³ ».

1. Sources : *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1872, p. 150. — Ilack, *Die Gewerbe in Elsass-Lothringen nach der Zählung vom 1. Dezember 1875* (Strasbourg, 1881), p. 107. — *Statistik des Deutschen Reichs*, Neue Folge Band 7 (Berlin, 1886), I, p. 294. — Wilhelm Rieger, *Verzeichnis der im Deutschen Reich auf Baumwolle laufenden Spindeln u. Webstühle* (Stuttgart, 1895, 1898, 1901, 1906 et 1909). — Résultats du recensement du 12 juin 1907, communiqués par M. le Dr Platzler, directeur du Bureau statistique d'Alsace-Lorraine.

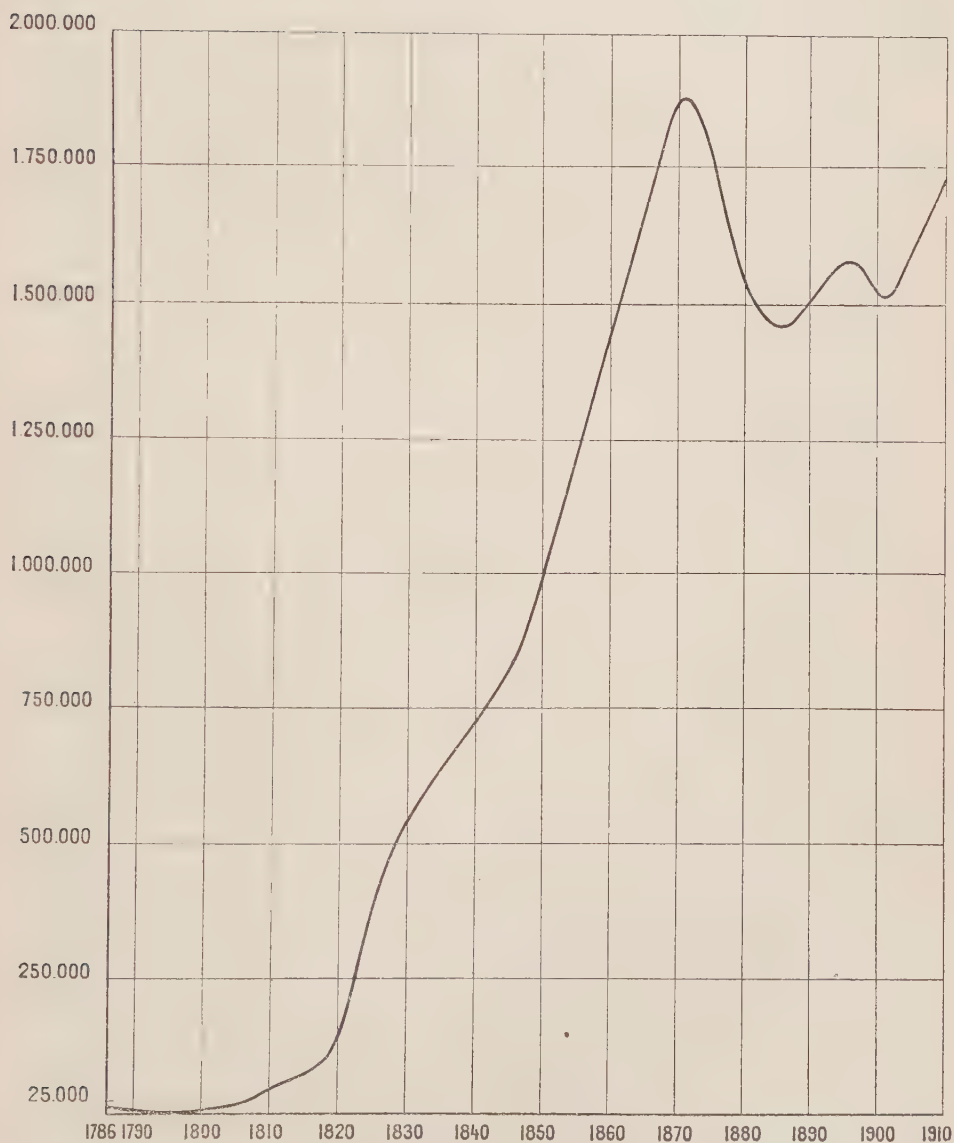
2. « A Mulhouse la vieille aristocratie industrielle se meurt du fait de l'émigration de ses fils ». F. Kiener, *La bourgeoisie alsacienne* (cité dans *Le Temps* du 21 août 1909).

3. Armand Kœchlin, *L'industrie cotonnière en Alsace* (Paris, 1908), pp. 48-49.

FILATURES DE COTON D'ALSACE

NOMBRE DE BROCHES

1786 — 1910



§ 2. — Le tissage

L'on sait que le tissage des toiles de coton pour l'impression à Mulhouse et en Alsace existait déjà en 1754. L'on a vu que deux maisons avaient acquis, en 1756, le monopole du tissage des toiles de coton. Quoique ce privilège exorbitant ait été rapidement violé, le tissage des toiles de coton ne se développa que lentement. L'Alsace communiquant librement au point de vue douanier avec l'étranger, les imprimeurs avaient tout avantage à faire venir les tissus écrus de la Suisse ou des ventes de l'Orient. Aussi en 1786, c'est-à-dire à l'apogée de l'industrie cotonnière au XVIII^e siècle, ne fabriquait-on en Alsace annuellement que 116.000 pièces de 15 à 16 aunes de longueur¹. Près de 2.000 métiers, par conséquent plus de 2.000 ouvriers, étaient occupés à les tisser². La façon du tissage de ces pièces s'élevant à 3^e par pièce, « la main « d'œuvre de la tissure laisse encore 349.998^e à la province; « non compris les salaires des filles et femmes bobineuses et ourdisseuses³ ». L'importance de la production du tissage diminua à la suite de la crise de surproduction de 1787, car une enquête de 1788 ne donne comme total des « Metiers battans pour le tissage des toiles de coton et mousselines » en Alsace et à Mulhouse que 786 métiers ayant produit 91.822 pièces de 15 à 16 aunes⁴.

Pendant la Révolution, l'importance de la production du tissage resta stationnaire, puisqu'au 1^{er} janvier 1806, il n'y avait dans le Haut-Rhin que 1.903 métiers battant en coton. Le préfet évaluait à 1.951 quintaux métriques la quantité de filés nécessaire à ces métiers, et leur production à près de 50.000 pièces⁵. Cette année même le blocus continental eut comme conséquence un grand

1. « Il se fabrique dans la province environ 116.666 pièces. » (Archives nationales, F¹² 1404^B.)

2. « Nous avons eu le bonheur de multiplier le nombre des métiers de toiles « tous coton et de quelques mousselines, à la concurrence de 1964 métiers. » Lettre du 4 novembre 1786 de Lazowski et Buob, inspecteurs des manufactures (Archives nationales, F¹² 1404^B.)

3. « L'art d'imprimer sur Toile en Alsace, 1786. » (Archives nationales, F¹² 1404^B.)

4. Le document (Archives de la Haute-Alsace, C 1118) indique 686 métiers; mais il y a une faute d'addition.

5. Archives nationales (F¹² 1564.)

développement de la production du tissage. Le président du tribunal de commerce de l'arrondissement d'Altkirch écrivait, le 17 mars 1807, au préfet du Haut-Rhin : « Le Tissage de toiles de « cottons pour l'impression a considérablement augmenté l'an 1806 « et à juger du grand nombre de métiers en Construction dans « tout le département cette branche fera des progrès bien plus « rapides cette année ; il y a même à présumer qu'elle doublera¹. »

Le tableau suivant indique l'accroissement du nombre des métiers de tissage dans le département du Haut-Rhin, de 1806 à 1870.

ANNÉES	MÉTIERS
1806.....	1.903
1811.....	3.643 ²
1822.....	18.000
1827.....	22.077 ³
1834.....	34.090 ⁴
1844.....	31.000
1851.....	22.128
1856.....	26.796 ⁵
1859.....	28.772
1861.....	29.320 ⁶
1866.....	30.421
1870.....	30.712 ⁷

Il y a aujourd'hui en Alsace 42.000 métiers qui battent en coton. Pendant que de 1825 à 1910 le nombre des métiers doublait, la production de chaque métier avait quadruplé.

§ 3. — L'impression

Dès l'origine, l'importance de la production de l'impression fut très grande. Si l'on consulte les registres du Trésorier de la République de Mulhouse, l'on y trouve quelles sommes rapportait annuellement l'impôt de 5/12 0/0 perçu sur les exportations des

1. Archives de la Haute-Alsace (M 1281).

2. Chaptal, *De l'Industrie française* (Paris, 1819), t. II, p. 147.

3. Penot, *op. cit.*, tableau n° 21.

4. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1834, p. 438.

5. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1855, p. 449.

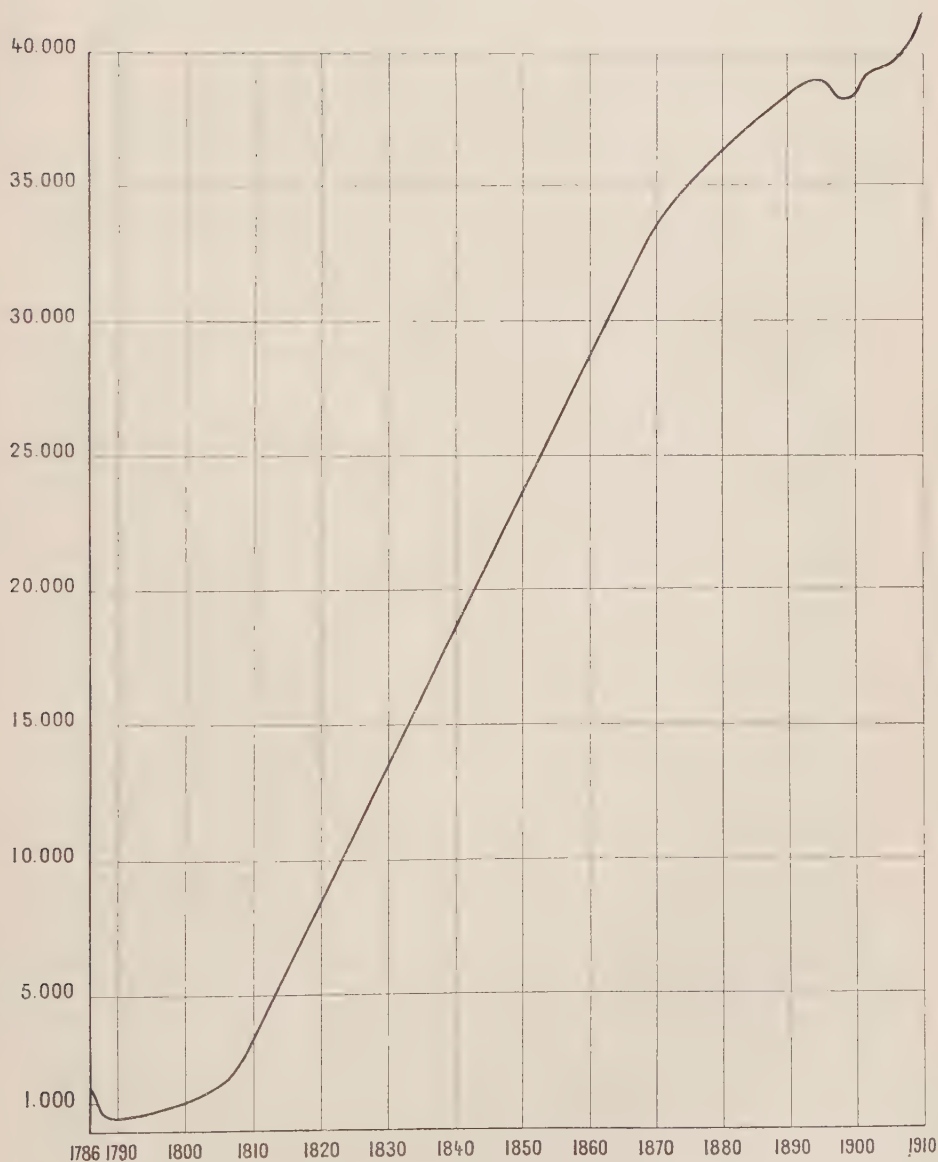
6. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1862, p. 443.

7. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1872, p. 73.

TISSAGES DE COTON D'ALSACE

NOMBRE DE MÉTIERS

1786 — 1910



fabriques d'indiennes ayant quatre années d'existence. On en déduit facilement l'augmentation graduelle du chiffre d'affaires des imprimeurs de Mulhouse.

ANNÉES	IMPOT PERÇU	DONC UN CHIFFRE D'AFFAIRES DE
1758	3.226 livres	774.000 livres
1759	6.110 —	1.466.000 —
1760	5.357 —	1.285.000 —
1761	7.202 —	1.728.000 —
1762	7.460 —	1.790.000 —
1763	8.849 —	2.116.000 —
1764	10.566 —	2.535.000 —
1786	27.055 — (1)	6.493.000 —

Tant que l'on ne fabrique de toiles peintes qu'à Mulhouse, nous pouvons mesurer le chiffre d'affaires des manufactures d'impression d'Alsace en mesurant celui des manufactures de Mulhouse. Mais en 1786, les fabriques d'indiennes de la province d'Alsace réalisaient un chiffre d'affaires presque égal à celui des fabriques d'indiennes de la République de Mulhouse. En 1786, les manufactures de toiles peintes d'Alsace, y compris Mulhouse, avaient imprimé 346.000 pièces de 16 aunes de longueur sur 3/4 d'aune de largeur, d'une valeur totale de 13.465.000 livres². Le nombre des tables qui ont servi à imprimer ces pièces était, en 1786, de 1429³. Pendant la Révolution, l'importance de la production diminua sensiblement, et en 1806 le nombre de pièces d'indiennes imprimées dans le Haut-Rhin ne dépassait pas beaucoup

1. Archives de Mulhouse (IV B 16, 1758, p. 10; IV B 16, 1759, p. 10; IV B 16, 1760, p. 10; IV B 16, 1761, p. 10; IV B 16, 1762, p. 10; IV B 17, 1763, p. 10; IV B 17, 1764, p. 10; IV B 21, 1786, p. 21).

2. La précision de ces renseignements peut étonner; cependant on peut avoir dans leur exactitude une grande confiance, car ils sont en accord avec des documents d'origine toute différente. Rupied, élève des manufactures, écrit en 1786 : « Le commerce annuel de la République de Mülhausen est de 200.000 pièces, qui au prix réduit de 36 livres chacune forment un total de 7.200.000 livres. » (« L'art d'imprimer sur Toile en Alsace, 1786 », Archives nationales, F¹² 1404^B.) D'autre part, l'impôt de 5/12 0/0 sur le chiffre des affaires des fabricants d'indiennes de Mulhouse a rapporté cette même année 27.055 livres (Archives de Mulhouse, IV B 21, année 1786, p. 21), ce qui correspond à un chiffre d'affaires d'environ 6.500.000 livres. Voilà donc des renseignements émanant de sources tout à fait différentes, et qui concordent avec une approximation de 10 0/0.

3. Archives de la Haute-Alsace (C 1118).

200.000 pièces. « Les manufactures du département du Haut-Rhin n'emploient pas 400.000 pièces de toile par an : elles ne fournissent pas ensemble, année commune, 200.000 pièces de toiles peintes », écrivait N. Dollfus ¹. En réalité une enquête de 1806 nous apprend que les manufactures de toiles peintes du Haut-Rhin et du Bas-Rhin imprimaient par an 250.000 pièces, par le moyen de 6 à 8.000 ouvriers ².

En 1827, le nombre des ouvriers n'avait pas beaucoup augmenté : il était de 11.248. Mais l'importance de la production avait considérablement grandi, puisque les manufactures de toiles peintes du Haut-Rhin produisaient plus de 500.000 pièces de 29 à 30 aunes ³, soit 18 millions de mètres valant 38 millions de francs ⁴. Le nombre des tables d'impression était de 3.847, et le nombre des machines à imprimer au rouleau de 30 ⁵.

En 1834, le nombre total des pièces imprimées sur calicots, percales et mousselines était évalué à 720.000, représentant une valeur de 43 millions de francs ⁶.

Le tableau suivant montre combien la production de l'impression a peu progressé à partir des années 1840.

1. *Journal du Commerce, de Politique et de Littérature* du 27 janvier 1806 N. Dollfus, ancien fabricant de toiles peintes à MM. les Fabricans de Toiles peintes du département du Haut-Rhin.

2. Archives nationales (F¹² 1564).

3. Penot, *Statistique générale du département du Haut-Rhin* (Mulhouse, 1831), p. 371.

4. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1835, p. 433.

5. Penot, *op. cit.* Tableau n° 23.

6. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1834, p. 447.

ANNÉES	QUANTITÉS PRODUITES	VALEUR	NOMBRE D'OUVRIERS	MACHINES POUR L'IMPRESSION
1786	346.000 pièces de 46 aunes	13.465.000 francs		4.429 tables
1806	250.000 pièces de 20 aunes		7.000 ouvriers	
1827	500.000 pièces de 30 aunes	38.000.000 francs	11.248 ouvriers	3.847 tables, 30 rouleaux
1834	720.000 pièces de 35 aunes	43.000.000 francs		
1839	655.000 pièces de 37 aunes	36.680.000 francs	14.000 ouvriers	
1847	540.000 pièces de 70 mètres	40.000.000 francs	40.000 ouvriers	
1849	400.000 pièces de 80 mètres	38.500.000 francs	40.000 ouvriers	
1856	600.000 pièces de 80 mètres	48.800.000 francs	9.765 ouvriers	65 perrotines, 3.457 tables, 95 rouleaux
1871			8.614 ouvriers	9 perrotines, 124 rouleaux
1875			7.277 ouvriers	
1878			6.820 ouvriers	99 rouleaux
1882				
1910	600.000 pièces de 85 mètres		4.700 ouvriers	

On voit par là que l'activité de l'industrie de l'impression, qui avait progressé à l'origine beaucoup plus rapidement que les autres, est devenue stationnaire dans la période contemporaine, alors que les quantités produites par la filature et le tissage sont de plus en plus grandes.

§ 4. — Variations de la quantité produite au cours de l'année

L'industrie cotonnière alsacienne a toujours été une industrie saisonnière, c'est-à-dire une industrie où la quantité produite n'est pas la même dans les différents moments de l'année. Mais ce caractère, très marqué à l'origine, n'a cessé de s'atténuer avec le temps; il a même disparu complètement dans la filature et le tissage, où l'activité industrielle ne s'arrête qu'en cas de crise.

Tant que la filature et le tissage du coton furent des industries à domicile rurales, elles présentaient naturellement un caractère saisonnier très prononcé. C'était surtout l'hiver qu'on filait et qu'on tissait, parce que, pendant l'été, les travaux des champs occupaient la plupart des bras¹. Mais, au fur et à mesure que ces industries se concentrèrent, elles perdirent ce caractère saisonnier. Dans la manufacture, les broches tournent, et les métiers battent été comme hiver; le travail de l'ouvrier n'est pas un travail d'appoint.

Ainsi, le caractère saisonnier de l'industrie dépend de la forme de l'industrie pour la filature et le tissage. Au contraire, l'industrie de l'impression, quoique ayant toujours été concentrée, a toujours présenté un caractère saisonnier, qui, s'il est allé en s'atténuant, n'a point disparu. L'activité de l'industrie a toujours présenté un mouvement rythmique, mais les phases de ce rythme se sont interverties au cours du temps. La saison active, qui était l'été, est maintenant l'hiver.

1. « Les Fabricans de Sainte-Marie occupent en hyver pour la filature environ « 40.000 personnes et répandent près de 80.000 francs par mois d'hyver entre les « mains de ces pauvres laborieux. Le nombre des fileurs diminue au printems; et « en été on n'en compte plus que 5.000 environ; parce que les travaux de la cam- « pagne leur procurent d'autres occupations plus lucratives. » (Archives nationales F¹² 1564.)

La règle a changé parce que la cause du rythme a changé. Au xvm^e siècle, c'était une nécessité technique : on fabriquait les toiles peintes surtout de février à novembre, parce que, l'hiver, le blanchissage des pièces était difficile, le blanchissage se faisant au soleil. A l'approche de l'hiver, c'est-à-dire au commencement de la « campagne », on renvoyait la moitié des ouvriers. Mais, au xix^e siècle, c'était une nécessité d'ordre commercial tenant à la variation de la demande sous l'influence de la mode. Le fabricant d'indiennes doit d'abord soumettre à sa clientèle des échantillons de sa collection, et c'est d'après le choix du consommateur qu'il dirige sa production. Or tous les consommateurs choisissant en même temps, le fabricant est obligé d'accélérer l'activité de sa production après avoir pris ses commandes, c'est-à-dire de septembre à février. Les mois d'été étant consacrés à la préparation des échantillons, on n'a plus besoin de renvoyer les ouvriers comme autrefois¹.

La mode n'influe pas sur le rythme de l'activité de la filature et du tissage², car les filés et les tissus écrus, produits demi-ouvrés, peuvent être fabriqués à l'avance.

1. La statistique du 12 juin 1907 montre que le nombre des ouvriers travaillant à cette époque (4.703) n'est pas sensiblement inférieur à celui du nombre maximum des ouvriers ayant travaillé pendant l'année (4.718).

2. Au 12 juin 1907, 13.777 filateurs et 23.520 tisseurs; nombre maximum pendant l'année : 13.777 filateurs et 23.664 tisseurs; *Statistik des Deutschen Reichs*, Band 215,1 (Berlin, 1909), pp. 456-457.

DEUXIÈME PARTIE

ORGANISATION DE L'INDUSTRIE

On a examiné dans le chapitre précédent le développement quantitatif de l'industrie. Il faut maintenant étudier l'*organisation de l'industrie*, c'est-à-dire la façon dont les divers éléments dont nous avons chiffré l'importance totale se combinent pour constituer cet ensemble complexe qu'est l'industrie cotonnière alsacienne. Ces éléments de l'industrie, ce sont : 1° le terrain ou l'espace ; 2° les hommes ; et 3° les capitaux de toutes sortes, établissements, machines, etc... Il conviendra d'étudier l'organisation de ces trois éléments à deux points de vue.

On considérera d'abord leur organisation *géographique*, c'est-à-dire la façon dont les capitaux et le travail sont combinés avec le terrain, autrement dit le mode selon lequel les établissements industriels et la population ouvrière se sont répartis au cours de l'histoire sur le territoire de l'Alsace. C'est ce qu'on appelle la *distribution géographique de l'industrie*.

On considérera ensuite l'organisation *économique* de ces éléments, c'est-à-dire la façon dont les capitaux et la main-d'œuvre sont combinés entre eux, et non plus avec le troisième facteur. Cette dernière question en comprend elle-même trois :

1° suivant quelle *proportion* ces deux éléments sont combinés, c'est-à-dire quelle a été l'importance relative de la main-d'œuvre et des capitaux : c'est ce qu'on appelle d'ordinaire la question du *caractère capitaliste de l'industrie*, et ce que nous préférons appeler la question de la *proportion* ou de l'*importance relative des éléments* (ou *facteurs*) *de la production* ;

2° suivant quel *mode* ou de quelle manière le capital et le travail sont combinés l'un avec l'autre ; c'est-à-dire la façon dont les ouvriers sont répartis dans les établissements industriels, si la main-d'œuvre et les établissements sont disséminés, comme

cela se passe dans les industries rurales à domicile, ou au contraire concentrés en fabriques, et à quel degré ils le sont : c'est ce que nous appellerons la question de la *forme de l'industrie* ;

3° de quelle manière le travail est réparti entre les divers établissements, et dans chaque établissement entre les divers groupes d'ouvriers : c'est ce qu'on appelle la question de la *division du travail*.

CHAPITRE PREMIER

DISTRIBUTION GÉOGRAPHIQUE DE L'INDUSTRIE

§ 1. Constance de la distribution géographique : A) Étendue géographique de l'industrie. — B) Importance relative des centres.

§ 2. Mouvements locaux : A) Développement fragmentaire vers l'ouest. — B) Disparition de quelques établissements du nord de l'Alsace, compensée par le développement de la vallée de la Bruche.

Pour étudier d'une façon complète et concrète le développement géographique de l'industrie, il faudrait suivre dans le détail la fondation et l'histoire de chaque établissement. Mais, comme il s'agit d'écrire non pas une histoire documentaire et anecdotique, mais une étude analytique qui saisisse les caractères généraux de notre industrie dans leur évolution, il convient de recourir à une autre méthode. Nous donnerons un tableau d'ensemble de la géographie de l'industrie à certaines dates également distantes. Nous ferons pour chacune le tableau de la situation des établissements, et nous en dresserons la carte. La comparaison de ces tableaux et de ces cartes mettra en lumière, dans ses traits dominants, l'évolution de la distribution géographique de l'industrie.

Le premier tableau et la première carte montrent la géographie de l'industrie en 1787¹, c'est-à-dire à une époque de l'ancien régime où la paix de l'Europe, la prospérité de nos colonies, l'administration de Turgot, de Malesherbes et de Necker avaient porté l'essor industriel à son apogée. Le deuxième tableau et la deuxième carte montrent la géographie de l'industrie en 1845, c'est-à-dire à une époque où la technique de l'industrie du coton

1. Pour dresser la carte de 1787, nous avons utilisé une carte des Archives du Ministère de la Guerre ($\frac{J. 10. B}{N. 21}$).

est déjà très perfectionnée, où le canal du Rhône au Rhin est creusé, où les lignes de chemin de fer de Mulhouse à Thann et de Bâle à Strasbourg sont déjà construites. Le troisième tableau et la carte correspondante montrent la distribution géographique de l'industrie en 1910.

A) 1787

Grâce à nos recherches dans diverses archives ¹, nous avons pu reconstituer la liste des établissements existant en 1787. Le tableau suivant donne cette liste en commençant par le centre le plus important, Mulhouse, et en remontant vers le nord.

Mulhouse

26 fabricants de coton, dont 19 imprimeurs avec un total de 794 tables :

Wagner & C^{ie}.
 Baumgartner & Harthman.
 Joh. Hofer & C^{ie}.
 Wolf Rissler & C^{ie}.
 Heilman Dollfus & C^{ie}.
 Vetter & Blech.
 Jellensberger Thierry & C^{ie}.
 Dollfuss Vatter Söhne & C^{ie}.
 Dollfus & Vetter.
 Joh. Jacob Schmalzer.
 Friedrich Cornez.
 Eck Schwarz & C^{ie}.
 Heilman Blech & C^{ie}.
 Niclauss Blech.
 Niclaus Rissler & C^{ie}.
 Kohler & Junghän.
 Schlumberger & C^{ie}.
 Mathias Heilman jgr & C^{ie}.
 Huguenin älter.
 Kielman & C^{ie}.
 Jeremias Rissler jgr.
 Thierry älter & C^{ie}.
 Johannes Dollfuss.

1. Archives de Mulhouse (IX 10, p. 38). — Archives de la Haute-Alsace (C 1118, C 1123). — Archives de Munster (II H¹). — Archives nationales (F¹² 1404^B).

Mulhouse (*suite*)

Daniel Hügeny jgr.
Meyer Schmalzer & C^{ie}.
Gebrüder Köchlin.

Cernay

Zürcher, 30 tables.
Arnold Père et fils, 60 tables.

Thann

Dollfus et C^{ie}, 100 tables.

Wesserling

Senn Bidermann et C^{ie}, 186 tables.

Bollwiller

Drouhin et C^{ie}, 4 tables.

Munster

Pourtalès et C^{ie}, 80 tables.

Logelbach

Hausmann Emerich Jordan et C^{ie}, 125 tables.

Ribeauvillé

Steffan Haussmann et C^{ie}, 50 tables.

Sainte-Marie-aux-Mines

L'huillier.

Pour la filature et le tissage :

« Le Cotton est filé et tissé principalement dans les Vallées de Saint Amarin, de Mazeaux, de Munster et d'Orbé à une distance de six à vingt lieues¹. »

La répartition géographique des 786 métiers (toiles de coton et mousselines) ayant battu en Alsace en 1788 était la suivante² :

1. Archives de Mulhouse (XIII P²).

2. Archives de la Haute-Alsace (C 1118).

Munster Ville et Vallée.....	181 métiers.
Cernai, Bollwiller et les Environs.....	66 —
Saint-Amarin Ville et Vallée.....	226 —
Sainte-Marie et Vallée de ce nom.....	113 —
Mulhouse la Ville, la majeure partie de la Harth et du Sondgau et quantité de villages dans les Vosges de la Haute-Alsace.....	200 —

B. — 1845

Pour 1845, nous sommes renseignés par la grande statistique industrielle de la France, la première en date, publiée en 1847¹. Nous en extrayons le tableau suivant :

VILLES	NOMS DES FABRICANTS	NATURE DE L'INDUSTRIE
Altkirch.....	Xavier Jourdain.	Tissage.
Baldenheim.....	Kaiser, Bruck et Dietsch.	—
Bavilliers.....	P. Bornèque.	Filature et tissage.
Bellefosse.....	Blech.	Tissage.
Bernardwiller, Barr.	Hausmann frères.	—
Bitschwiller.....	Bouché fils.	Filature et tissage.
—.....	Dubrit et C ^{ie} .	Filature.
—.....	G. Schlumberger.	—
—.....	Isaac Kœchlin.	Tissage.
Bollwiller.....	Lischy Dollfus.	Filature.
Boofzheim.....	Umdenstoch.	Tissage.
Bouxwiller.....	Ehrmann fils.	—
Breitenbach.....	Dietsch (Jean).	—
Buhl.....	Ziegler et C ^{ie} .	Filature.
Cernay.....	Mathieu Risler fils et C ^{ie} .	Filature et tissage.
—.....	Sandos, Baudry et C ^{ie} .	—
—.....	Henri-Witz (Jean).	Filature.
—.....	Witz (Ferdinand).	Blanchiment.
—.....	Daniel Eck et C ^{ie} .	Impression.
—.....	J.-J. Zurcher et C ^{ie} .	—
Colmar.....	Karcher (J.-J.).	Tissage.
—.....	Kiener cousins.	—
—.....	Oehl et Huser.	—
De Barre.....	Dietz, père et fils.	Filature.
Epfig.....	Hausmann frères.	Tissage.
Ensisheim.....	Titot, père et fils.	Filature et tissage.
Felleringen.....	Larger et Brueder.	—
Foudai.....	Legrand frères.	Tissage.
Giromagny.....	Boigeol Japy.	Filature et tissage.
—.....	Simon Georges.	Tissage.

1. *Statistique de la France publiée par le ministre de l'Agriculture et du Commerce* (Paris, 1847). Industrie, t. I, pp. 130-149.

VILLES	NOMS DES FABRICANTS	NATURE DE L'INDUSTRIE
Grendelbruch.....	Pramberger.	Tissage.
Guebwiller	Frey et Witz.	Filature et tissage.
—	N. Schlumberger et C ^{ie} .	Filature.
—	Witz-Greuter.	Blanchisserie.
—	Fries et Callias.	Impression.
Gunsbach	Kiener (Jean).	Tissage.
Haguenau	Titot, Chastellux et C ^{ie} .	Filature.
Huttenheim	Filature et tissage du Bas-Rhin.	Filature et tissage.
Illzach	Reber et Fries.	Impression.
Issenheim	Gast et Spetz.	Filature.
Kaysersberg	Bachmann (Jean).	—
—	Bourcart et Dubuit.	—
—	J.-B. Heinrich.	—
—	Henri Hofer et C ^{ie} .	—
—	Joseph Barthélemy.	Tissage.
Kingersheim	Dorjebray (J. Nicolas).	Impression.
Lautenbach	De Jongh et fils.	Filature.
—	Ziegler et C ^{ie} .	Tissage.
Liepvre	Rissler (Daniel).	—
Logelbach	Barth et Kiener.	Filature.
—	Haussmann, Jordan et C ^{ie} .	—
—	Herzog.	—
—	Haussmann Jordan Hirn et C ^{ie} .	Tissage.
Lutzelhausen	Seillière, Heywood et C ^{ie} .	Filature.
Massevaux	Kœchlin-Waldner et C ^{ie} .	Filature et tissage.
Moosch	Isaac Kœchlin.	Filature.
Mulbach	Seillière, Heywood et C ^{ie} .	Tissage.
Mulhouse	Blech-Steinbach et Mantz.	Filature et impres- sion.
—	Dolfus-Mieg et C ^{ie} .	Filature, tissage et impression.
—	Guth, Hirn et Jourdain.	Filature.
—	Hirn et Guth.	—
—	Kœchlin, Dolfus frères.	—
—	Linck (Daniel).	—
—	Ch. Naegely et C ^{ie} .	—
—	Schlumberger Kœchlin et C ^{ie} .	Filature et tissage.
—	Daniel Baumgartner et C ^{ie} .	Tissage.
—	Charles-Adolphe et Benner.	—
—	Alexandre Franck.	—
—	Daniel Kœnig.	—
—	F. Médard Schlumberger.	—
—	Charles Mieg.	—
—	V ^{re} Laurent Weber et C ^{ie} .	—
—	Grosjean fils.	Impression.
—	Heilmann, Mantz et C ^{ie} .	—
—	Josué Hofer.	—
—	Katz frères.	—
—	Kœchlin frères.	—
—	Mathias Paraf.	—
—	Nicolas Rott et C ^{ie} .	—
—	Daniel Schlumberger et C ^{ie} .	—
—	J. Schlumberger et C ^{ie} .	—

VILLES	NOMS DES FABRICANTS	NATURE DE L'INDUSTRIE
Mulhouse (<i>suite</i>)....	Schlumberger, Kœchlin et C ^{ie} .	Impression.
—	Thierry Mieg.	—
Munster	Hartmann et fils.	Filature, tissage et impression.
Muttersholtz	Frey (Gaspard).	Tissage.
—	Schmitt et Salzmann.	—
Niedermohrwiller ..	Hofer frères.	Impression.
Oberbruck	Zeller frères.	Filature et tissage.
Obernai	Mohler (Adolphe).	Tissage.
Oderen	Menny et Arnold.	—
Orbey	Kress et Birkel.	Filature.
—	Joachim Fauster.	Tissage.
—	Lefébure.	—
La Poutroye	Dollfus.	Filature.
—	Maire et fils.	Tissage.
Ribeauvillé	Schlumberger et Hofer.	Filature.
—	Bertrand et C ^{ie} .	Tissage.
—	Schmid et Saltzmann.	—
—	Weisgerber et fils.	—
—	Ch. Steiner.	Impression.
Rosheim	Pramberger.	Tissage.
Saar-Union	J. Freund.	—
S^{te}-Croix-aux-Mines.	Schoubard et fils.	Filature.
—	J.-G. Reber.	Tissage.
—	Hollinger et Adolphe.	—
—	Landmann-Ledoux.	Impression.
S^{te}-Marie-aux-Mines.	Weisgerber et C ^{ie} .	Filature.
—	Blech frères.	Tissage.
—	Boulangier, Colotte et Strohl.	—
—	Bressler (Ernest).	—
—	Bresler (Philippe).	—
—	Brick et Dietsch.	—
—	Cæsar neveu.	—
—	Chenal (Mathias).	—
—	Degerman (Jean).	—
—	Diemer-Hepner et C ^{ie} .	—
—	Edouard Frommel.	—
—	Karl (David).	—
—	Xavier Kayser et C ^{ie} .	—
—	Kœnig (Daniel).	—
—	Kœnig (Napoléon).	—
—	Lamoureux et Lesslin frères.	—
—	Landmann (Antoine) et frères.	—
—	Matheus (Jacques).	—
—	Minder (Alexandre).	—
—	Mohler frères.	—
—	Piller et Finch.	—
—	Reber et C ^{ie} .	—
—	Schauck (Ed.).	—
—	Schiffmann et Hahn.	—
—	Steiner (Valentin-Louis).	—
—	Ulrich-Jung (J.-L.).	—
—	Urner-Zurcher.	—

VILLES	NOMS DES FABRICANTS	NATURE DE L'INDUSTRIE
S ^{te} -Marie-aux-Mines. (suite).	J.-D. Urner jeune.	Tissage.
—	Wagler.	—
—	Werth (Léon).	—
—	Zaepfel (Adolphe).	—
—	Joly et Osmont.	Impression.
—	Landmann (Sébastien) et C ^{ie} .	—
—	Weber (Jacques).	—
Saint-Pierre.....	Jacob-Chrétien.	Tissage.
Schélestadt.....	Kaiser et C ^{ie} .	—
Sentheim.....	Bian, Erhard et C ^{ie} .	Filature et tissage.
Sondernach.....	Jean Klein.	Tissage.
Soultz.....	J. Kunckler et C ^{ie} .	—
—	Levi et Mannheimer.	—
Soultzmatt.....	Kessler.	Filature.
Steige.....	Eresmann.	—
Strasbourg.....	Faess (Jacques).	Filature et tissage.
—	Chenal-Zaepffel.	Tissage.
Sultzzen.....	Ertle (Thiébaud).	—
—	Immer-Klasy et C ^{ie} .	—
—	Kempff.	—
Thann.....	Gabriel Zindel.	Filature.
—	Henri Bindschædler.	—
—	Dubrit et C ^{ie} .	—
—	Ostermeyer frères.	—
—	Henri Bindschedler.	Tissage.
—	Edouard Robert.	Impression.
—	Scheurer, Gros et C ^{ie} .	—
—	Schlumberger jeune et C ^{ie} .	—
Turkheim.....	Kirschleger.	Filature.
—	Borach (Lazare).	Tissage.
Valdoie.....	J. Dépierre.	—
Vieux-Thann.....	Mertzdorff frères.	Filature.
Wesserling.....	Gros, Odier, Roman et C ^{ie} .	Filature, tissage et impression.
Wildenstein.....	Rientzy, Griner père et fils.	Tissage.
Willer.....	Isaac Kœchlin.	Filature.

C. — 1910

Enfin, pour 1910, nous sommes renseignés pour la filature et le tissage par la statistique privée¹ due à la maison Wilhelm Rieger de Stuttgart. Nous l'avons complétée — notamment en ce qui concerne l'impression — par nos enquêtes personnelles sur place.

1. Le dernier recensement de l'empire allemand, déjà publié pour l'Alsace en 1909 (*Statistik des Deutschen Reichs*, Band 213, I, Berlin, 1909), ne donne pas la liste des établissements par localité.

VILLES	NOMS DES FABRICANTS	NATURE DE L'INDUSTRIE
Altkirch	X. Jourdain.	Tissage.
Aue.....	Berger-André et C ^{ie} .	Filature et tissage.
Barenbach	Scheidecker et Glaszmann.	Tissage.
Bourg-Bruche.....	Mansching.	—
Breitenbach.....	Auguste Stephan.	—
—	Jacques Meyer.	—
Bühl.....	Godefroy et Elsässer.	Filature et tissage.
Cernay.....	Baudry et C ^{ie} .	—
—	Nicolas Heuchel.	—
—	Risler et C ^{ie} .	—
Colmar.....	Neue Spinnerei A. G.	Filature.
—	J. et F. Gensbourger.	—
Dolleren	Ch. Gasser.	Impression.
Dornach.....	Ludwig Böing.	—
—	Mer Rouge.	Tissage.
Guebwiller.....	Filature Freihof.	Filature.
—	Schlumberger et C ^{ie} .	—
—	Spinnerei Gebweiler.	—
—	Bourcart fils et C ^{ie} .	Filature et tissage.
—	F. et Th. Frey.	—
Gunsbach	Jean Kiener fils.	—
Hachimette	N. Florence.	Tissage.
Hirsingen	Paul Lang et C ^{ie} .	Filature et tissage.
Huttenheim.....	Spinn- u. Weberei Hüttenheim.	—
Illfurt.....	Valentin Bloch.	Tissage.
Issenheim.....	Gast.	Filature.
—	Spetz et C ^{ie} .	Filature et tissage.
Kaysersberg.....	L. Stoecklin.	Filature.
Kirchberg.....	J. Einiger.	Tissage.
Linthal-Sengern ..	Klein frères.	—
Logelbach.....	Haussmann.	Filature et tissage.
—	Etablissements Herzog.	—
Lutzelshausen.....	Scheidecker de Régel.	—
Massevaux.....	Victor Erhard.	Filature.
—	Nap. Kœchlin et C ^{ie} .	Filature et tissage.
—	Isidore André et C ^{ie} .	Tissage.
—	André père et fils.	—
Merxheim.....	Aimé Gerrer.	—
Metzeral	Jacques Immer.	Filature et tissage.
Mortzwiller	Henri Dreyfus.	Tissage.
Mühlbach	Alfred Nitschelm.	—
—	Fritz Nitschelm.	—
Mulhouse	Dollfus-Mieg et C ^{ie} .	Filature.
—	Dreyfus-Lantz et C ^{ie} .	—
—	Raph. Dreyfus et C ^{ie} .	—
—	Frey et C ^{ie} .	—
—	Bach et Bloch.	Filature et tissage.
—	Filature et tissage de la Cité.	—
—	Kullmann et C ^{ie} .	—
—	Charles Mieg et C ^{ie} .	—
—	Schlumberger fils et C ^{ie} .	Filature et tissage.
—	Henri Baumgartner.	Tissage.
—	J. Bernheim.	—

VILLES	NOMS DES FABRICANTS	NATURE DE L'INDUSTRIE
Mulhouse (suite)	Léopold Bernheim.	Tissage.
—	Kœchlin, Buchy et Frey.	—
—	Jean Wertz.	—
—	J. Heilmann et C ^{ie} .	Impression.
—	Frères Kœchlin.	—
Müllerhof	G. et P. Müller.	Filature et tissage.
Munster	Hartmann et fils.	—
Muttersholtz	Gander et C ^{ie} .	Tissage.
Natzwiller	Frédéric Jacquel.	Filature et tissage.
Neuwiller	Paul Groshens.	Tissage.
Oberbruck	Zeller frères et C ^{ie} .	Filature et tissage.
Oberehnheim	Oberehnheimer Weberei.	—
Pfastatt	Schäffer et C ^{ie} .	Impression.
Pont d'Aspach	René Stehelin.	Tissage.
Poutay	Filature et tissages de Poutay.	Filature et tissage.
Lapoutroye	Spinnerei Schnierlach.	Filature.
Ribeauvillé	Hofer et C ^{ie} .	Filature.
—	Charles Steiner.	Tissage et impres- sion.
Roppenzweiler	Schlumberger-Steiner et C ^{ie} .	Tissage.
Rosheim	Meyer-Blum.	—
Rothau	Ernest Marchal et C ^{ie} .	Filature et tissage.
—	Gédéon Marchal fils.	—
—	G. Steinheil, Dieterlen et C ^{ie} .	—
S^{te}-Croix-aux-Mines ..	Charles Schoubart.	Filature.
S^{te}-Marie-aux-Mines .	Haffner et C ^{ie} .	Filature.
—	F. Bresch.	Tissage.
Saulxures	Dufau et C ^{ie} .	—
Schirmeck	Heumann et Sohn.	—
Schélestadt	Feinspinnerei Schlettstadt.	Filature.
Sentheim	Bian et C ^{ie} .	Filature et tissage.
Sondernach	Immer-Klein.	Tissage.
—	Charles Nitschelm.	—
Soultzmatt	Filature et tissage de Soultzmatt.	Filature et tissage.
Stosswihr	Fritz Kœchlin fils et C ^{ie} .	Filature.
—	Graff frères.	Tissage.
Sultzzen	A. Immer.	—
—	J. Ruhland Ertlé.	—
Thann	X. Fluhr.	—
—	Stuber.	—
—	Scheurer, Lauth et C ^{ie} .	Impression.
Urbis	Désiré Weber.	Tissage.
Villé	Filature de coton du Val de Villé.	Filature et tissage.
—	C. Landmann.	Tissage.
Waldersbach	Christmann et Scheppler.	—
Waldighofen	Les fils d'Emm. Lang.	—
Willer	Filature et tissage Kœchlin.	Filature et tissage.
Wesserling	Gros, Roman et C ^{ie} .	Filature, tissage et impression.
Wildersbach	Claude frères.	Filature et tissage.
Wittelsheim	Rohrbach-Baur.	Tissage.

De la comparaison de ces tableaux et de ces cartes, deux constatations ressortent avec évidence : c'est d'une part la *constance remarquable des traits généraux de la distribution géographique de l'industrie* au cours de son histoire. Ce sont d'autre part des *changements purement locaux* qui se sont accomplis sur des points isolés à des époques différentes. Ce sont là les deux traits principaux de l'évolution que nous allons étudier en détail.

§ 1. — Constance de la distribution géographique

Nous disons que la distribution géographique de l'industrie est restée sensiblement la même dans ses traits généraux. Cette constance dans les caractères d'ensemble du phénomène s'est manifestée de deux façons.

D'une part, la partie du territoire alsacien occupée par l'industrie est restée à peu près la même : elle forme à peine le tiers de la province, et elle coïncide presque complètement avec la région montagneuse. La plaine repousse en quelque sorte l'industrie. Notre industrie s'est ainsi, dès l'origine, cantonnée dans une région limitée de l'Alsace, dont elle n'est, pour ainsi dire, pas sortie. La base géographique de l'industrie ne s'est, au cours du temps, ni étendue, ni rétrécie.

D'autre part, à l'intérieur de cette région, il y a toujours eu certains centres d'industrie notablement plus développés que le reste, et l'importance relative de ces centres par rapport à l'ensemble industriel est restée sensiblement la même. L'essor des grands centres de notre industrie a été parallèle à celui de l'ensemble.

A. — *Étendue géographique de l'industrie*

Dès l'origine, c'est à Mulhouse que s'installèrent les premières manufactures d'impression, et c'est dans la région montagneuse que se répandirent la filature et le tissage à la main. La frontière du territoire industriel n'a pas varié depuis. Il n'a cessé de comprendre d'une part les hautes vallées des Vosges qui occupent le sud-ouest de la province, et d'autre part la haute vallée de

l'III, tout à fait au sud de l'Alsace, avec pour centre Mulhouse.

On conçoit qu'il y a là un fait d'une très grande importance. La technique s'est profondément transformée à plusieurs reprises dans chacune des branches de notre industrie. A la filature et au tissage à la main, où la force motrice était fournie par l'ouvrier, ont succédé la filature et le tissage mécaniques ; à l'impression à la main avec des planches de bois et avec des pinceaux a succédé l'impression mécanique au rouleau. La substitution du charbon au bois et à l'eau comme force calorifique ou motrice, qui a déterminé le déplacement géographique de certaines industries des régions de montagne ou de forêts vers les plaines, s'est effectuée dans notre industrie sans déterminer un tel déplacement. A ces changements dans la technique a correspondu pour la filature et le tissage un changement dans la forme de l'industrie. Au système de l'industrie disséminée a succédé la forme de la fabrique concentrée. Malgré tous ces changements, le territoire de l'industrie est resté le même : aucun mouvement vers la plaine ne s'est manifesté.

La cause en est que les facteurs dominants de la localisation de l'industrie cotonnière n'ont pas changé pendant 165 ans. Ce sont d'une part l'abondance et le bon marché de la main-d'œuvre, d'autre part la force motrice hydraulique ; et l'importance de ces deux conditions n'a pas diminué au cours du temps malgré tous les changements de la technique. C'est ce qui explique que la région montagneuse constitue aujourd'hui comme autrefois un centre d'attraction puissant pour les établissements industriels. C'est dans cette partie de l'Alsace où le sol est le plus pauvre qu'existent en grand nombre des forces de travail qui ne trouvent pas d'emploi suffisant dans les travaux des champs, et c'est dans les gorges des Vosges qu'abondent les ruisseaux au cours rapide, qui servent à la fois pour les opérations chimiques et pour la force motrice. Voilà pourquoi la plupart des fondations de manufactures ont eu lieu dans cette région, comme le prévoyait dès 1759, alors qu'il n'y avait encore en Alsace que quelques fabriques de toiles, un homme très clairvoyant, le sieur Muller. « Je ne crois pas », écrivait-il, « qu'il soit possible dans cette « province de faire aucun Établissement de filage et de Blanchis- « sage que dans les montagnes et Gorges. Les Eaux pour le blan- « chissage doivent estre vives et claires, ce qu'on ne trouve pas

« en plaine, dans la montagne on trouve plus aisement des
 « fileuses que partout ailleurs. Ces personnes dans la montagne
 « accoutumées a ce genre de travail ne s'occupent de rien autre,
 « et ne se gastent pas la main par d'autres gros ouvrages comme
 « dans la plaine. Les fabriques de Toilles ne peuvent encore
 « Estre mieux placées que dans la montagne soit a cause de l'eau
 « soit a cause des ouvriers, lesquels pourront y trouver bien des
 « aisances, et j'estimerois qu'on pourroit faire de pareils Etablis-
 « sements dans le Val d'Orbey, dans celuy de Munster et dans
 « celuy de Saint-Amarin¹. » De fait, l'année suivante était créée
 la manufacture de Wesserling près de la Thur, et au milieu d'une
 population pauvre : « Notre manufacture de Wesserling est située
 « en haute Alsace, dans la vallée de Saint-Amarin, bordée de
 « hautes montagnes couvertes de forêts ; le sol y est ingrat et
 « l'habitant n'avait pour toute possession et toute ressource que
 « quelques prairies, dont le produit suffit à peine pour nourrir
 « les bestiaux occupés aux charriages ; la pauvreté était telle
 « qu'on ne pouvait parvenir à faire payer les impositions². »
 De même, lorsque le sieur Schmaltzer de Mulhouse établit une
 fabrique d'indiennes à Munster³, c'était qu'il y trouvait une eau
 pure et une contrée peu riche. Le contrôleur général ayant fait
 en 1765 une enquête économique, il lui fut répondu de Munster
 que la vallée ne produisait pas assez de blé pour les habitants, et
 que la seule industrie importante, la fabrication des fromages
 (qu'on faisait pendant l'été), était peu lucrative. « La nature du
 « sol dans les fonds de la Vallée de Munster est mediocrement
 « bon et produit des grains presque toute espece mais pas en
 « suffisance pour la consommation des habitants. Le froment est
 « l'espece la plus rare les légûmes y réussissent bien surtout les
 « pommes de terre qui sont d'une grande ressource. La Montagne
 « est moins fertile...⁴ » Ce qui avait fait rechercher la vallée de
 la Bruche aux premiers entrepreneurs de la filature à la main,
 c'était la stérilité de cette région⁵, et Steffan et C^{ie} écrivaient

1. Lettre du 7 septembre 1759 (Archives de la Haute-Alsace, C 1118).

2. Archives de Meurthe-et-Moselle (C 310).

3. *Précis pour le sieur Riégé, Fabriquant d'Indiennes à Münster, contre les sieurs Haussmann, Fabriquans d'Indiennes au Logelbach* (Colmar, s. d.), p. 4.

4. Archives de Munster (HH¹).

5. « Diese erbärmliche Lage der Talbewohner war der Hauptgrund, warum die
 « Fabrikanten jene so entlegene Gebirgsgegend aufsuchten ; denn sie konnten

en 1797 de leur manufacture d'indiennes de Ribeauvillé : « Nous « l'avons établie il y a autour de 40 années dans une contrée ou « l'indigence et la mendicité était à l'excès¹. » Quand Risler et C^{ie} s'établirent à Thann en 1786, ils y étaient attirés par la pureté des eaux de la Thur et la force motrice que fournit cette rivière. Lorsque le citoyen George Müller établit une fabrique de coton en 1792 dans l'abbaye de Pairis, c'était dans un pays de montagnes « dont les Habitans en Général sont très peu à leur « aise; la filature de coton est pour la plupart l'unique res- « source de subsistance pendant l'hiver² ».

L'on pourrait multiplier les exemples de fondation de manufactures dans la région montagneuse. Mais ce qui est plus topique encore, c'est l'échec subi par des capitalistes qui ne s'y étaient pas installés : une manufacture établie en plaine à Sierentz³ (entre Mulhouse et Bâle) disparut au bout de quelques années. Voici un autre exemple concluant : « En 1791 on a tenté d'établir « à Strasbourg des ateliers de teinture pour le rouge solide, dit « de Turquie; de même qu'une blanchisserie et une filature pour « le coton. Mais une année d'expérience ayant prouvé aux « citoyens Rüpsaume et Kün, entrepreneurs, qu'il n'étoit pas « possible de soutenir en ville de pareilles fabriques, ils les ont « abandonnées⁴. » Il y avait bien, à la fin du xviii^e siècle, des filateurs de coton installés à Strasbourg; mais à peu près tout le travail était fait dans les Vosges : « Quatre maisons de commerce « font travailler du coton : elles ont quelques ouvriers en ville « [Strasbourg]; mais les 98/100 sont au Ban-de-la-Roche, dans les « Vosges, où elles l'envoient filer; ensuite elles le font blanchir « ou teindre à Barr ou à Sainte-Marie-aux-Mines, et elles le « vendent ainsi préparé à Strasbourg. Cette branche de com- « merce s'élève à 110 ou 120.000 francs par an⁵. »

Lorsqu'en 1809, Nicolas Schlumberger voulut fonder sa fila-

« darauf rechnen, dass sie dort Arbeiter genug finden, und dass auch diese Arbeiter « um ganz wenig Lohn ihre Arbeitskraft in ihre Dienste stellen würden. » Klein, *Die Baumwollindustrie im Breuschtal* (Strasbourg, 1905), p. 6.

1. Archives de la Haute-Alsace (L 1026).

2. Écrit le 6 brumaire an 6 (Archives de la Haute-Alsace, L 1000).

3. Ci-dessus, p. 17.

4. F*** (J.-L.), *Voyage de Paris à Strasbourg et principalement dans tout le Bas-Rhin pour s'assurer de l'état actuel de l'agriculture et des ressources de ce département depuis la fondation de la République française* (s. l., an IX), p. 50.

5. F*** (Jean-Louis), *Description physique et morale de la République française par départements, cantons et communes*, n° I^{er}, Bas-Rhin (Nancy, an VII), p. 50.

ture de coton, il l'installa à Guebwiller. « A cette époque, où la
 « machine à vapeur existait à peine¹, la première condition néces-
 « saire pour fonder une industrie mécanique était d'avoir une
 « force hydraulique. La Lauch, qui passe à Guebwiller avec une
 « pente assez considérable, donna la force cherchée et la pre-
 « mière filature fut installée dans un moulin que l'on acheta à
 « cet effet². » De même l'on voit en 1816 Hartmann Weiss créer
 à Soultzmatt une filature mue par l'eau³, en 1818 Herzog cons-
 truire au Logelbach des filatures (sur l'emplacement de quelques
 moulins dont il réunit les chutes d'eau⁴), en 1819 Jacques Hart-
 mann ériger à Munster une des filatures de coton les plus consi-
 dérables de la région (c'étaient les eaux du canal qui mettaient en
 mouvement « les deux grandes roues qui font aller toutes les ma-
 « chines⁵ »), en 1826 Schlumberger jeune et C^{ie} bâtir une manu-
 facture de toiles peintes à Cernay « sur un cours d'eau qui a
 « une chute de 20 à 30 chevaux ; c'est ce moteur qui fait marcher
 « les diverses machines⁶ ».

Dans le Bas-Rhin, comme dans le Haut-Rhin, l'industrie se
 développe principalement dans les vallées de montagnes. Stras-
 bourg, malgré sa situation commerciale, ne peut devenir un
 centre d'industrie cotonnière. Voici des faits probants à cet égard :
 « La filature de coton, au moyen de mécaniques, que M. Albert
 « de Strasbourg a introduite le premier de l'Angleterre en France,
 « a été essayée à *Strasbourg* par MM. Malapert et Heywood ; ils
 « ont transféré depuis leurs ateliers à *Schirmeck*, où le salaire des
 « ouvriers est moins élevé, et où l'eau met leurs machines en
 « mouvement. M. Müller fils a formé un pareil établissement dans
 « le même endroit. M. Matth. Pramberger, de Strasbourg, a érigé

1. On verra que cette restriction même est inexacte, l'importance de l'eau étant restée essentielle, malgré la substitution du moteur à vapeur au moteur hydraulique. « Il est indispensable » écrivent, en parlant du moteur à vapeur, Hæffélé et Dupont (*Aide-mémoire pratique de la filature du coton*, Paris-Nancy, p. 308), « de « disposer au total de 300 litres d'eau par cheval-heure indiqué pour la conden-
 « sation ».

2. Schlund, *Aperçu historique sur l'industrie de Guebwiller et de ses environs* (*Mittheilungen der Philomathischen Gesellschaft in Elsass-Lothringen*), Strasbourg, 1895, p. 5.

3. *Histoire documentaire de l'Industrie de Mulhouse et de ses environs au dix-neuvième siècle* (Mulhouse, 1902), p. 467.

4. Foltz, *Souvenirs historiques du Vieux Colmar* (Colmar, 1887), pp. 383-384.

5. Aufschlager, *L'Alsace. Nouvelle description historique et topographique des deux départemens du Rhin* (Strasbourg, 1826), t. II, p. 136.

6. Archives de la Haute-Alsace (M 1191^A).

« une filature à *Rothau*, et M. Jonathan Widemann une autre à « *Saint Blaise*¹ ».

Si à Colmar, au pied des montagnes, l'industrie cotonnière s'est implantée dès 1776², elle ne progresse guère. En 1856, on constatait même une décadence, qu'on expliquait par le fait que « les industries cotonnières tendent à se porter dans les vallées « environnantes où elles trouvent des moteurs hydrauliques et « une main-d'œuvre à meilleur marché³ ».

Ainsi s'explique la distribution géographique de l'industrie cotonnière alsacienne, que Reybaud a décrite comme suit : « Les « établissements... se groupent... vers la montagne, et en nombre « d'autant plus grand que la chaîne empiète davantage sur la « plaine et y détache plus de rameaux. C'est au pied des Vosges « et à l'ouvert des vallées que se rencontre le gros des exploita- « tions. Dès que la chaîne s'évase et que le pays plat s'étend, « l'agriculture reprend le pas sur l'industrie⁴. »

Aujourd'hui encore, l'élément « travail » comme l'élément « houille blanche » ont gardé leur importance. Le rôle de la main-d'œuvre n'a pas été diminué par les changements de la technique. Le nombre des ouvriers occupés par l'industrie cotonnière alsacienne, qui est aujourd'hui de 42.000⁵, n'a pendant les 125 dernières années jamais été très sensiblement moindre ou supérieur : si les progrès du machinisme ont eu comme conséquence de réduire l'importance de la main-d'œuvre par rapport au capital⁶, ils ont permis aussi, comme nous l'avons vu, un accroissement considérable du capital-machines et de l'importance de la production. Par suite, si la part de la main-d'œuvre dans le coût de production d'un kilogramme de filés et d'un mètre d'indiennes, ou ce qu'on peut appeler le *coût relatif*, a diminué, le coût total, ou *coût absolu* de la main-d'œuvre n'a pas sensiblement changé, ou même s'est accru avec la hausse des salaires.

De même, l'importance de l'eau parmi les éléments de la pro-

1. Aufschlager, *op. cit.*, p. 237.

2. Au Logelbach (ci-dessus, p. 20).

3. Archives municipales de Colmar (R III 2).

4. Reybaud, *Le coton* (Paris, 1863), p. 37.

5. *Statistik des Deutschen Reichs*, Band 213, 1. Berufs- und Betriebszählung vom 12. Juni 1907, Gewerbliche Betriebsstatistik, Abteilung III, Heft 1 (Berlin, 1909), pp. 456-457.

6. Comme on le verra dans le chapitre suivant.

duction est restée grande, tout en ayant diminué¹, en raison de ce que la marche d'une fabrique nécessitant une force motrice de plus en plus considérable, les ruisseaux des Vosges, d'un débit irrégulier, ont constitué une force motrice insuffisante, sujette à interruption, et ont dû être suppléés par des machines à vapeur. Malgré cela, la force motrice hydraulique a l'avantage d'être beaucoup moins coûteuse que la vapeur, de sorte que même aujourd'hui des usines se servent totalement ou partiellement des chutes d'eau. Le recensement du 12 juin 1907² montre que l'importance de cette force hydraulique est aujourd'hui encore considérable par rapport aux autres forces motrices.

1. « Dans le choix du terrain, on étudiera la question de la main-d'œuvre avant celle de l'eau. A moins de construire des cités et d'amener des ouvriers du dehors — cause de forte dépense — il faut s'assurer que la région fournira la main-d'œuvre suffisante et que la situation des habitants ou la nature des travaux habituels agricoles ou autres ne sera pas un obstacle au recrutement des ouvriers. » Hæffélé et Dupont, *op. cit.*, pp. 308-309.

2. Voyez le tableau de la page 117, dressé à l'aide de documents communiqués par M. le D^r Platzer, directeur du Bureau statistique d'Alsace-Lorraine.

FORCE MOTRICE EMPLOYÉE PAR LES ÉTABLISSEMENTS COTONNIERS DE L'ALSACE AU 12 JUIN 1907

	TOTAL DES ÉTABLISSEMENTS munis de moteurs — Total des chevaux-vapeur		MOTEURS HYDRAULIQUES		MOTEURS A VAPEUR		MOTEURS A GAZ d'éclairage		MOTEURS A ESSENCE		MOTEURS à vent à alcool à pétrole à air chaud à air comprimé		AUTRES MOTEURS		MOTEURS ÉLECTRIQUES	
	Établissements	Nombre de HP	Établissements	HP	Établissements	HP	Établissements	HP	Établissements	HP	Établissements	HP	Établissements	HP	Établissements	Kilowatt
Pilature de coton	62	34.719,8	42	6.109	56	28.298,8	3	302	1	10	Néant	Néant	Néant	2	1480	1.436,024
Tissage de coton	118	21.283,5	75	5.405	111	15.853,5	3	445	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	2	1480	1.462,2
Blanchiment, teinture, impression et apprêt de coton	29	4.536	11	380	22	4.406	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	Néant	1	50	14	1.451,5

On voit que dans les établissements cotonniers d'Alsace les ruisseaux (ce que les économistes appellent la houille verte) donnent une force motrice de 11.594 HP contre 48.945 HP fournis par les autres forces motrices¹, soit le cinquième de la force motrice totale.

L'emploi de la houille blanche, c'est-à-dire, *stricto sensu*, des forces émanant des neiges éternelles, est à l'étude en Alsace : l'on projette d'utiliser l'énergie du Rhin. Si ces projets aboutissaient, ils auraient peut-être pour résultat d'attirer l'industrie vers la plaine, alors que d'ordinaire l'utilisation de la houille blanche a plutôt pour effet de déplacer l'industrie vers la montagne.

A côté des causes physiques et économiques qui expliquent la distribution géographique de notre industrie, il faut mentionner les causes juridiques qui ont pu contribuer à éloigner l'industrie du fleuve et de la plaine. Des règlements qui avaient pour but de prévenir la fraude, mirent quelque obstacle à l'établissement d'usines à proximité de la frontière du Rhin. Lorsqu'en 1790 la ligne de douanes fut reculée au Rhin, il fut défendu d'établir des usines à deux lieues des frontières, sans l'autorisation des autorités. « Il ne pourra être formé dans la même étendue
« des deux lieues des frontières, à l'exception des villes, aucune
« nouvelle clouterie, papeterie ou autre grande manufacture ou
« fabrique, sans l'avis du directoire du département². » Cette mesure fut confirmée par la loi du 30 avril 1806, suivant laquelle l'autorisation nécessaire pour construire des usines ne pouvait être accordée, dans l'étendue du territoire formant la ligne des douanes près la frontière de terre, que sur le rapport des préfets et l'avis des directeurs de douane constatant que la position de ces établissements ne pouvait favoriser la fraude³. « Les entrepreneurs de ces manufactures », écrivait en l'an XIII le ministre de l'Intérieur au préfet du Haut-Rhin, « ont ordinairement une
« arrière-pensée : ils se proposent de masquer par un simulacre
« d'établissement la contrebande qu'ils sont dans l'intention de
« faire, et il importe de prendre toutes les mesures propres à dé-

1. Non compris les moteurs électriques.

2. Art. XLII du titre XIII de la loi du 22 août 1791.

3. Art. 75 de la loi du 30 avril 1806.

« jouer des projets dont l'exécution nous inonderoit des produits
« de l'industrie étrangère. Il est certain que la surveillance des
« préposés des douanes seroit continuellement en défaut si l'on
« pouvoit former à volonté des établissemens industriels à l'ex-
« trême frontière. Les fraudeurs ne manqueroient pas de présen-
« ter comme provenant de ces établissemens les articles qu'ils
« auroient introduits en fraude, et il seroit extrêmement difficile
« de leur prouver qu'ils en imposent¹ ». Pendant le blocus con-
« tinental, il ne put être construit de fabriques près du Rhin. Le
« ministre de l'Intérieur écrivait au préfet du Haut-Rhin le 13 no-
« vembre 1807 : « Avant de statuer définitivement sur la demande
« du sieur Rauch tendant à obtenir la permission d'établir à Sie-
« rentz une fabrique de toiles de coton blanches, j'ai cru devoir
« consulter M. le directeur général des douanes ; il résulte des
« renseignemens qu'il vient de me fournir que la commune de
« Sierentz n'est qu'à une lieue en ligne directe de l'extrême fron-
« tière, et qu'en outre la forêt de la Harth qui se trouve placée
« entre elle et le Rhin offre pour la contrebande de grandes faci-
« lités. Ces considérations quoiqu'affaiblies par la moralité du peti-
« tionnaire sont d'une trop grande importance pour que je puisse
« approuver l'établissement de la fabrique projetée. Vous vou-
« drez bien donner connaissance de ma décision au sieur Rauch
« en lui témoignant mes regrets de ce qu'une mesure d'intérêt
« public s'oppose à l'accomplissement de ses désirs². » Après la
« suppression du blocus continental, l'Administration des Douanes
« émettait régulièrement un avis favorable sur l'établissement de
« tissages dans le rayon des douanes, à charge par l'entrepreneur
« de se soumettre à l'accomplissement de certaines conditions —
« toujours les mêmes —. Voici par exemple celles qui furent im-
« posées en 1834 au sieur Heilmann jeune : « 1° Les cotons filés
« employés au tissage ne pourront être d'un numéro supérieur à
« 50. Ceux d'un numéro plus élevé ainsi que les toiles en prove-
« nant, qui seraient trouvés dans les ateliers, seraient réputés
« introduits en fraude et saisis comme tels. 2° Les cotons filés
« envoyés aux ateliers ainsi que les toiles qui y auront été fabri-
« quées seront successivement présentés au bureau des douanes

1. Archives de la Haute-Alsace (M 117¹).

2. *Ibidem*.

« de Marckolsheim pour y être vérifiés et inscrits à un compte ouvert. 3° Les toiles ne pourront être expédiées des ateliers qu'en écriu, c'est-à-dire sans apprêt ni lavage, mais revêtues des marques de fabriques, prescrites par l'ordonnance du 8 août 1816¹. 4° Des recensemens pourront être faits de jour dans les ateliers par les employés des douanes sans l'assistance d'un officier municipal². » Quelque gênantes que fussent les entraves que l'Administration des Douanes mettait au libre développement de l'industrie dans une certaine partie de la plaine, ce ne sont pas ces causes juridiques qui ont éloigné l'industrie du fleuve, mais les causes physiques et économiques expliquées plus haut; car la distribution géographique de l'industrie n'a été changée ni par la mise en vigueur de ces lois, ni par leur abrogation. C'est donc bien pour des causes physiques et économiques que l'industrie, après comme avant 1870, est restée cantonnée dans la région montagneuse. Attirée par la montagne « tentaculaire », elle a toujours eu pour la plaine comme une espèce de répulsion.

B. — *Importance relative des centres*

Si, après avoir considéré les limites du territoire occupé par l'industrie, on recherche comment les établissemens industriels étaient distribués à l'intérieur de ce territoire, on constate que cette distribution était loin d'être uniforme. Il y a eu dès l'origine certains *centres*, où l'activité industrielle était particulièrement intense; les établissemens industriels se sont groupés plus particulièrement sur certains points du territoire qui vient d'être délimité. Et, à ce point de vue encore, la constance des traits de la géographie de l'industrie nous apparaît en ce que l'importance relative de ces centres par rapport à l'ensemble industriel est restée à peu près la même; autrement dit le rapport de la production de ces

1. « Ordonnance du Roi portant que les fabricans d'étoffe et tissus de la nature de ceux prohibés, ne doivent mettre dans le commerce ces étoffes et tissus que revêtus d'une marque de fabrication. » Voyez à ce sujet aux Archives de la Haute-Alsace la liasse M 123^D.

2. Archives de la Haute-Alsace (M 117²).

centres à la production totale de l'Alsace n'a pas sensiblement changé.

Le principal de ces centres a toujours été Mulhouse, qui, après avoir été le berceau de l'industrie cotonnière, en est restée comme la capitale. Son activité a progressé parallèlement à celle de l'ensemble de l'industrie alsacienne, et pour des causes analogues, à savoir la situation géographique particulièrement favorable de Mulhouse dans l'ensemble de l'Alsace, et la situation politique qu'elle eut pendant longtemps relativement au reste de la province.

Le nom de Mulhouse vient de la quantité de moulins qui s'y trouvaient. Mulhouse était en effet située entre la rivière d'Ill et deux autres petits cours d'eau qui l'enfermaient comme une île¹. Tandis que les eaux de l'Ill sont calcaires, l'eau de la Doller, fort pure, convient admirablement aux usages industriels². « La « valeur des eaux de la Doller n'a pas besoin de grande démon- « tration à Mulhouse; on peut dire qu'elle a passé à l'état « d'axiome dont les Mulhousois sont imbus dès leur enfance... « N'est-ce pas ce filet d'eau dérivé de la Doller qu'on appelle le « Steinbaechlein qui a été le Pactole de Mulhouse?³. » C'était au nord de la ville que s'étaient élevées les fabriques d'indiennes, parce que c'était là qu'elles trouvaient une eau pure pour les opérations de l'impression, et des terrains vagues pour le blanchiment des toiles. « Notès que toute fabrique exige des Blanche- « ries et que ces Blancheries ne peuvent être établies que sur des « Rigoles d'eau vive, telles que celles de la Doller et de la Tham, « qui sont à différentes distances au nord de la ville; que tout « le côté opposé du midi n'ayant point d'eau-vive, toute cette « contrée n'est pas non plus susceptible de fabriques⁴. » La partie nord de la ville, nouvellement construite, contenait, à la différence de la vieille ville datant du Moyen âge, des espaces

1. « De quelque côté qu'on y entre, on rencontre trois fossés, et en quelques « endroits quatre, que l'on passe sur autant de ponts. Ces fossés servent de défenses « à la ville, et lui fournissent en même tems de bon poisson, et particulièrement des « carpes. » Burzen de la Martinière, *Le Grand dictionnaire géographique, historique et critique* (Paris, 1768), t. IV, p. 433.

2. « Une petite rivière découlante de la Doller fournissoit de l'eau excellente pour « la fabrication ». Mieg, *Relation historique des Progrès de l'Industrie commerciale de Mulhausen et ses environs* (Mulhouse, 1823), p. VIII.

3. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1862, p. 387.

4. Archives de Mulhouse (XIII P 3^A).

libres¹ permettant d'y établir de grandes fabriques, et de grandes prairies pour le blanchiment des toiles². Cependant, pour des raisons politiques, jamais au xviii^e siècle l'industrie ne s'étendit jusqu'à Illzach (qui faisait partie de la République de Mulhouse), parce que le commerce était interdit aux habitants de ce village³. « Paulus Weber désirant installer une impression « au château d'Illzach ou au village, et ceci n'étant pas licite, « il doit être cité devant le Conseil⁴. » « Paulus Weber, « d'après les ordonnances, ne peut fabriquer et faire fabriquer « à Illzach, parce que la fabrication d'indiennes n'est pas permise « à nos citoyens à Illzach, et que le commerce n'est pas permis aux citoyens d'Illzach⁵. »

La pauvreté relative du sol de la petite République permettait à la nouvelle industrie de se procurer une main-d'œuvre facile. « Une bonne partie de notre sol se trouve lavé par un torrent « nommé la Toller, qui y dépose son gravier ; une portion non « moins considérable est couverte de bois ; encore une bonne « partie sujette aux fréquentes inondations de l'ill ne sauroit « être employée qu'en prairies : de façon qu'en défalquant de la « totalité de notre territoire, le monticule planté en vigne qui le « longe du côté de l'est au midi, il nous reste à peine de quoi « nourrir la moitié de nos habitants. Cette insuffisance territoriale a fait naître l'industrie dans nos murs⁶. »

1. C'est ce que M. René Maunier appelle le « caractère discontinu de la périphérie « des villes ». *L'origine et la fonction économique des villes* (Paris, 1910), pp. 281 et s.

2. « Was bey der eignen Betriebsamkeit der hiesigen Einwohner, die Vermehrung « dieser Fabriken beförderte, waren die grossen Höfe und Gärten des obern wenig « bewohnten Theiles der Stadt, welche die Errichtung grosser Gebäude möglich « machten, das sehr dienliche reine Wasser des Steinbächleins, die Spitalmatten « vor dem Oberthor, die man gut zu Bleichen gebrauchten konnte, und die von den « reichen Baslern gerne dargereichten Capitalien. » Graf, *Geschichte der Stadt Mühlhausen* (Mulhouse, 1819-1826), t. III, pp. 216-217.

3. J. Lutz, *Illzacher Chronik* (Ribeauvillé, 1898), pp. 79-80.

4. 16 février 1785. « Fabriquen in Illzach. Weilen verlaudet dass Paulus Weber in « dem Illzacher Schloss oder in Illzach wolle Indienne drucken lassen, und solches « nicht angehen kann, so soll er deswegen vor Rath gestellt werden. » Archives de Mulhouse (II A I 33, p. 600).

5. 23 février 1785. « Illzacher Handlung. Paulus Weber kan nach den Ordnungen « nicht erlaubt werden in Illzach fabricieren und drucken zu lassen, weilen die « Indienne fabriquer auch den hiesigen Bürgeren in Illzach nicht gestattet sind, « und den Illzacher Bürgeren das Handeln verbotten ist. » Archives de Mulhouse (II A I 33, p. 605).

6. *Mémoire des députés de la république de Mulhausen*, 20 novembre 1790, à l'Assemblée nationale (Archives de la Haute-Alsace, L 101 ; ou Archives nationales, AD XV 52).

Au point de vue politique comme au point de vue physique, Mulhouse était dans une situation meilleure que le reste de l'Alsace. République indépendante, alliée des Suisses, elle était considérée comme terre neutre, et alors que tous ses environs étaient dévastés, elle était épargnée par les belligérants. Ce facteur du développement de Mulhouse disparut après la Révolution ; on sait que Mulhouse fut incorporée à la France en 1798. Dorénavant son sort politique était lié à celui de l'Alsace.

D'ailleurs, peu d'années après, une nouvelle cause vint contribuer à renforcer la situation privilégiée de Mulhouse. A l'avantage des voies naturelles de communication s'ajouta l'avantage des voies artificielles : les canaux et les chemins de fer vinrent faciliter le transport des moyens de production et celui des produits manufacturés. Le canal du Rhône au Rhin, sur lequel la navigation fut régulière à partir de 1832, fournit à l'industrie de Mulhouse un approvisionnement facile en combustibles. Lorsque le charbon était transporté par le moyen de charrois, non seulement il était à très haut prix, mais il n'arrivait pas toujours en quantité suffisante pour les besoins des fabriques. L'ouverture du canal du Rhône au Rhin permit aux industriels de Mulhouse de se procurer d'une manière économique la houille, le fer et la garance dont ils avaient besoin¹. La Chambre de Commerce de cette ville écrivait, le 20 septembre 1832, les lignes suivantes : « Parmi grand nombre d'heureux effets de l'établissement du « Canal, il en est un dont le résultat a été inappréciable pour « notre industrie, savoir, la facilité des arrivages du combustible : « avant cette époque notre consommation de houilles était bornée « à celle de Ronchamp ; depuis l'ouverture du Canal celles de « Rives de Gier et de toute la ligne en deça nous arrivent en « abondance, et la concurrence a déjà amené une diminution « d'un tiers sur le prix². » En décembre 1835, on comptait dans le Haut-Rhin « 40 fabriques d'indiennes dont 16 de création nouvelle ; la plupart dans Mulhausen même, qui par son heureuse « position sur l'un des principaux bassins du canal du Rhône au « Rhin est devenue le centre principal de l'industrie et des

1. Penot, *Statistique générale du département du Haut-Rhin* (Mulhouse, 1831), p. 323. — Emile Dollfus, *Rapport à M. le Préfet sur l'industrie du Haut-Rhin* (Mulhouse, 1854), p. 6.

2. Archives de la Haute-Alsace (M 128¹).

« transactions commerciales du département¹ ». La construction du canal du Rhône au Rhin fut ainsi pour Mulhouse un facteur très puissant de prospérité au détriment de villes comme Colmar, qui n'a jamais été un centre important d'industrie. On observait, en 1856, que la houille était plus chère à Colmar qu'à Mulhouse « où « grâce au canal, ce combustible est toujours de 10 à 15 0/0 au-dessous du prix de Colmar². »

La construction des chemins de fer, qui passaient tous par Mulhouse, contribua encore à faire de cette ville la capitale industrielle de la Haute-Alsace. Dès l'année 1839, un chemin de fer fut établi de Mulhouse à Thann. En 1841, on inaugura celui de Bâle à Strasbourg *via* Mulhouse. En 1858, une ligne directe relia Mulhouse à Paris³.

Lors de l'Enquête de 1860, Fritz Kœchlin disait : « Les moteurs « hydrauliques ne sont pas aussi avantageux qu'on le suppose, « à cause de leur éloignement des grands centres, à cause des « grands frais de création qu'ils exigent, et enfin à cause de leur « irrégularité. Si j'avais un nouvel établissement à créer, je « l'établirais plutôt à Mulhouse que dans les environs, parce que « là les transports sont plus faciles, et que les ouvriers y sont « plus assidus, plus habiles et mieux surveillés⁴. »

Toutes ces causes expliquent pourquoi Mulhouse est restée un grand centre d'industrie et de commerce. De tout temps les établissements de l'Alsace avaient à Mulhouse des maisons de vente. En 1808, sur 26 fabriques de toiles peintes qu'on comptait dans le Haut-Rhin, 22⁵ avaient leur maison de commerce à Mulhouse⁶. Les filatures et tissages du Bas-Rhin y avaient des dépôts ou des succursales. Les tissages de coton de l'arrondissement de Remiremont vendaient leurs produits à Mulhouse⁷. Pour l'industrie cotonnière du pays de Montbéliard, jusqu'en 1870, « c'était

1. Archives de la Haute-Alsace (M 116^{A1}).

2. Archives municipales de Colmar (R III 2).

3. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1876, p. 302.

4. *Enquête. Traité de commerce avec l'Angleterre* (Paris, 1860), t. IV, p. 191.

5. Savoir : Les 16 fabriques de Mulhouse, les 2 fabriques de Thann, les 2 fabriques de Cernay, celle de Wesserling et celle de Bienne.

6. Les manufactures d'indiennes de Munster et du Logelbach avaient leur maison de commerce à Colmar. Les deux autres manufactures étaient celles de Sainte-Marie-aux-Mines et de Ribeauvillé (Archives de la Haute-Alsace, M 128¹).

7. Article *Industrie et Commerce*, par Boucher, dans Léon Louis, *Le Département des Vosges* (Epinal, 1889), t. V, p. 196.

« Mulhouse qui était le centre indiscuté des affaires¹ ». C'était là que les industriels de la région de l'Est se réunissaient, pour échanger leurs produits à la Bourse, ou lorsqu'ils avaient une question d'un intérêt commun à débattre.

Pour toutes ces raisons, l'industrie de Mulhouse n'a cessé de se développer en même temps que celle du reste de l'Alsace.

§ 2. — Mouvements locaux

Cette constance de la distribution géographique de l'industrie n'est vraie, avons-nous dit, que dans l'ensemble, et à ne considérer que les caractères généraux. Elle ne laisse pas que de permettre la constatation de quelques mouvements locaux. On peut les réduire à deux. On constate, d'une part, un *développement de l'industrie cotonnière vers l'ouest*, mais ce développement est fragmentaire et partiel ; tandis que l'industrie s'est implantée dans certaines vallées de l'ouest, la vallée de Sainte-Marie-aux-Mines a perdu presque toute son activité cotonnière. Un autre mouvement local est la *disparition de quelques établissements du nord de l'Alsace*, disparition incomplète, elle aussi, puisque compensée par le développement de l'industrie dans l'une des vallées industrielles les plus septentrionales, celle de la Bruche.

A. — Développement fragmentaire vers l'ouest

La comparaison des cartes suffit à montrer combien l'activité industrielle de certaines vallées de l'ouest s'est développée au cours du XIX^e siècle. La disparition du centre cotonnier qu'était Sainte-Marie-aux-Mines demande plus d'explications. Cette petite ville n'était pas située, comme Mulhouse, à proximité des grandes voies naturelles de communication ; bâtie dans une vallée étroite, elle devait son essor industriel exclusivement à la pureté de ses eaux et à la pauvreté de son sol. L'on a vu que, dès 1755, des Mulhousiens avaient introduit à Sainte-Marie-aux-Mines la filature, la

1. Sahler, *L'industrie colonnière au Pays de Montbéliard et ses origines*, dans *Mémoire de la Société d'émulation de Montbéliard* (Montbéliard, 1903), t. XXX, p. 76.

teinture et le tissage du coton¹. En 1759, la manufacture de Sainte-Marie-aux-Mines avait déjà établi plusieurs écoles de filature dans les environs. « Presque sur 100 métiers on fabrique déjà « les toiles de coton », écrivait un certain Ph. Chaumay, le 10 août 1759².

L'objet de la fabrication de Sainte-Marie-aux-Mines fut dès l'origine et est encore aujourd'hui très spécial : il consiste presque exclusivement en tissus faits avec des filés teints après le tissage, et cette petite ville a donné son nom à un certain genre d'articles. L'« article de Sainte-Marie » était autrefois un tissu de coton ou de fil de lin et coton ; pendant longtemps, ce fut un tissu en coton pur ; puis, pendant une période transitoire, ce fut un tissu laine et coton ; aujourd'hui, c'est un tissu « tout laine ». L'industrie de Sainte-Marie-aux-Mines s'est de tout temps distinguée de l'industrie exploitée dans le reste de l'Alsace. C'est là le seul exemple de localisation de la fabrication d'un article spécial que nous ayons en Alsace.

Première période : Tissus « tout coton » ou « fil et coton ». — Dès 1757, on fabriquait à Sainte-Marie-aux-Mines des « siamoises », c'est-à-dire un tissu dont la chaîne était de lin, et la trame de coton³. En 1788, la fabrique de siamoises Reber n'occupait pas moins de 200 ouvriers, « non compris les fileurs, fileuses et une « multitude d'autres ouvriers employés à cette fabrication⁴ ». Un rapport du 29 pluviôse an VI dit : « Il y a en cette commune « six grandes manufactures de siamoises, quatre autres moins « conséquentes qui ensemble alimentés environ 4.000 ouvriers⁵ « tant internes qu'externes⁶. » La spécialisation n'était d'ailleurs pas absolument complète, puisqu'il y eut longtemps des

1. En même temps s'était établie à Sainte-Marie-aux-Mines une manufacture de toiles de lin, particulièrement protégée, qui, par décision du 29 mai 1756, put introduire ses toiles dans les provinces des cinq grosses fermes en payant le droit de 40 sous seulement par pièce de 15 aunes (Archives de la Basse-Alsace, C 148. — Archives nationales, AD XI 52). Cette faveur fut étendue, par arrêt du Conseil du 3 novembre 1766 (Archives de la Basse-Alsace, C 374, Bibliothèque du Musée historique de Mulhouse, 850) à toutes les toiles de lin fabriquées en Alsace.

2. Archives de la Haute-Alsace (C 1118).

3. Quelques années plus tard on désignait sous le nom de « siamoise » un tissu de coton pur.

4. Archives de la Haute-Alsace (C 1118).

5. Y compris les fileurs à la main.

6. Archives de la Haute-Alsace (L 102).

fabricants de bonneterie et une manufacture d'indiennes, mais jamais ces branches d'industrie n'eurent une importance comparable à celle des manufactures de siamoises. « Les manufactures « de Siamois, toiles de coton et Mouchoirs établies à S^{te} Marie-a-M », dit un rapport de l'an VIII, « sont très considérables. « Elles occupent pour le Tissage, Teinture, Dévidage et autres « opérations plus de 6.000 ouvriers¹ ». Une enquête de 1806 nous apprend qu'à cette époque l'industrie principale de Sainte-Marie-aux-Mines continuait à consister en siamoises, toiles de coton teintes et mouchoirs². Le coton était par excellence la matière première de la région. « Les fabriques de S^{te} Marie occupent « paient dans les tems ordinaires 8.454 ouvriers, dont environ « 8.300 dans les ateliers où l'on traite le coton. Cette substance « est donc à S^{te} Marie comme à Mulhausen le principal aliment « de l'industrie manufacturière³. » Les tissus fabriqués avec des filés teints étaient par excellence l'objet de la production de Sainte-Marie. En 1814, les 37 fabriques de toiles de coton teint, siamoises et mouchoirs de Sainte-Marie avaient tissé sur leurs 973 métiers⁴ occupant 1.522 ouvriers 27.620 pièces de 24 à 26 mètres et 26.121 douzaines de mouchoirs⁵.

Deuxième période. Tissus « tout coton ». — En 1825, se fit dans la production de Sainte-Marie-aux-Mines une véritable révolution. Jusqu'alors, ses cotonnades étaient tissées avec des filés ordinaires. En 1825, plusieurs maisons commencèrent la fabrication d'un article nouveau, le *guingamp*, qui pendant quelques années devait avoir un succès considérable. Le guingamp, fabriqué autrefois dans les Indes et dans le Bengale avec des fils de coton ou d'écorce d'arbre, était un tissu varié en couleurs et reluisant. On l'imita par un tissu de coton très fin, lisse et glacé, qui, comme les cotonnades, était tissé avec des filés teints avant le tissage⁶. « Alors la mode avait pris cet article en affection à

1. « Compte rendu au Ministre de l'Intérieur par le Commissaire du Gouverne-
« ment près l'Administration centrale du Haut-Rhin. » Archives nationales
(F¹⁰ III Haut-Rhin, 7).

2. Archives nationales (F¹² 1564).

3. Rapport du 12 juin 1811 (Archives nationales, F¹² 1583).

4. Certains entrepreneurs n'avaient que 3 métiers. J.-G. Reber en avait 180.

5. Archives de la Haute-Alsace (M 1271).

6. Voyez des échantillons de guingamp au Musée de la Société industrielle de Sainte-Marie-aux-Mines.

« cause de sa nouveauté, de son éclat et de sa finesse. » Le succès extraordinaire des guingamps eut comme conséquence un développement considérable de la fabrication de Sainte-Marie-aux-Mines. Jusqu'alors, cette ville n'était pas connue à Paris. Aucun fabricant n'y faisait d'affaires. Les cotonnades et mouchoirs de Sainte-Marie se vendaient seulement en province¹ et dans les foires de Strasbourg et de Beaucaire. Ce n'est que l'article guingamp qui révéla aux Parisiens qu'il existait une ville industrielle en Alsace autre que Mulhouse².

« En 1828, soit que l'on commît la faute d'en produire un « nombre de pièces beaucoup trop considérable pour un objet « de luxe, soit que le caprice de la mode ait été captivé par une « production plus nouvelle, la majeure partie de cette fabrication, presque toute destinée à la consommation du pays, ne « trouva d'autres débouchés que l'exportation³ ». C'est alors qu'on fabriqua une nouvelle espèce de guingamp, les « guingamps chinés⁴ », pour le tissage desquels on employait des « chaînes imprimées avant le tissage⁵ ». On écrivait le 24 mars 1832 : « Les marchandises fabriquées par nos fabricants en Guinghams chinés ou imprimés sont toujours commandés, quoique cette nouveauté n'est point goûtée par les « Dames de Paris, elle se vend aux Parisiens et Lyonnais pour « l'Italie et les États-Unis⁶ ». Mais le succès des guinghams avait été trop subit pour durer : ce ne devait être qu'une mode éphémère. En mars 1833, ce succès était encore très grand. « La « fabrication des toiles de coton, comme cotonnades, Madrasses, « Guinghams et autres, est très en activité ici, tous nos fabri-

1. Un rapport de 1788 dit en parlant des fabricants de siamoises Reber, Sainte-Marie, Germain et Schoubart, Sainte-Marie : « Le produit de ces deux manufactures « se consomme en Alsace, en Lorraine, quelque peu de l'autre côté du Rhin et en « Suisse. » (Archives de la Haute-Alsace, C 1118.) Un rapport de 1806 dit : « La plupart des marchandises des fabriques de Sainte-Marie sont vendues dans les départements du Rhin, de la Meurthe et autres environnans. » (Archives nationales F¹² 1564.)

2. Risler, *Histoire de la vallée de Sainte-Marie-aux-Mines anciennement vallée de Lièpvre* (Sainte-Marie-aux-Mines, 1873), p. 162.

3. « Notice générale sur les Guinghams d'Alsace », écrite le 15 février 1834 par Mohler frères de Sainte-Marie-aux-Mines (Archives de la Haute-Alsace M 1191A).

4. Musée de la Société industrielle de Sainte-Marie-aux-Mines.

5. « Au nombre des perfectionnements introduits depuis la dernière exposition, « on doit citer l'impression en chaîne, avant le tissage ». *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1834, p. 451.

6. Archives de la Haute-Alsace (M 1281).

« cants travaillent et sont pressés pour les commandes des ache-
« teurs. La vente et les expéditions de marchandises se font au fur
« et à mesure que les fabricants peuvent confectionner... La
« fabrication de Sainte-Marie-aux-Mines possède des ateliers
« d'ouvriers tisserands à Saint-Dié, Schlestatt, presque dans
« chaque commune du Val de Villé et occupe en outre tous les
« tisserands à domicile qui demeurent dans un rayon de 8 à
« 10 lieues... La bonneterie est aussi recherchée, elle est tout
« pour l'intérieur, beaucoup de métiers sont inoccupés, faute
« d'ouvriers, car la plupart des faiseurs de bas sont depuis
« 6 mois devenus tisserands, trouvant sur cette dernière pro-
« fession plus d'avantage ¹. » Mais trois mois plus tard, la situa-
« tion avait changé. La fabrication des guingamps agonisait.
« Depuis mon dernier rapport l'industrie de Sainte-Marie ne
« partage que faiblement la faveur dont jouit celle du reste de
« l'Alsace ; ses produits consistent en tissus de coton teint, dits
« rouennerie, en mouchoirs, Madras et surtout dans le Guin-
« ghams, tissu fin et léger pour l'été, et qui depuis quelques
« années jouissait d'une grande faveur ; cette dernière branche
« est sans contredit la plus importante, après l'heureuse issue
« de la campagne de Belgique, les fabricants qui s'en occupent
« voyant de grands besoins à satisfaire, et des commissions arri-
« ver de différents points de la France et de l'Étranger,
« déployèrent, dès le mois de janvier, une grande activité, tous
« les ouvriers furent occupés, on augmenta un peu les salaires
« et cette ville présentait un aspect de mouvement et de travail
« inaccoutumé depuis la révolution de Juillet, la confiance était
« chez tout le monde, on voyait une bonne campagne devant soi
« et chacun voulait y prendre part autant que sa position pouvait
« le lui permettre. Malheureusement les résultats ne justifèrent
« point ces bonnes dispositions, soit que MM. les fabricants
« avaient réellement moins bien fait que les années précédentes,
« ou que l'inconstance de la mode ait seule obtenu la préfé-
« rence à quelqu'autres tissus, le Guinghams succomba dans la
« lutte qui s'engagea à l'ouverture de la vente des tissus du
« Printemps, la consommation en France n'en voulut pas, ou à
« des prix, qui ne présentaient que de la perte, et les fabricants

1. Rapport du maire de Sainte-Marie au préfet du Haut-Rhin, du 22 mars 1833
(Archives de la Haute-Alsace, M 128¹).

« désappointés, furent bientôt forcés d'abandonner tout à fait sa
 « fabrication. Quelques fabricants, pour occuper leurs ouvriers,
 « se mirent à fabriquer des toiles de coton écrus, comme calicots,
 « jaconats et autres, d'autres montèrent des articles plus com-
 « muns et d'une consommation plus constante, et cette belle
 « branche de Guinghams, dont la fabrication produisait 60
 « à 80 mille pièces chaque année, languit abandonnée mainte-
 « nant. La position de ceux de nos fabricants qui font les toiles
 « rouges, les mouchoirs, Madras et l'article de campagne, est
 « plus heureuse, ils trouvent un débit facile de leurs produits
 « et parviennent à hausser les prix, presque au niveau de celui
 « des cotons filés, ils peuvent même donner de l'ouvrage aux
 « ouvriers congédiés par les fabricans de Guinghams ¹. » Les
 métiers laissés libres par la disparition de l'article guingamp
 furent occupés à fabriquer d'autres tissus de coton, comme les
 « jaconats », les « madras fins » et les « cotonnades », qui jus-
 qu'en 1852 continuèrent à faire la réputation de Sainte-Marie-
 aux-Mines ². Mais, entre temps, l'article de Sainte-Marie avait
 cessé d'être un tissu « tout coton ». La fabrication cotonnière de
 Sainte-Marie-aux-Mines entraît dans une ère nouvelle, qui an-
 nonce déjà sa disparition.

Troisième période. — Tissus mélangés. — A partir de 1840, et
 surtout à partir de 1850, Sainte-Marie, au lieu d'employer
 exclusivement le coton, y joignit la laine peignée et cardée, le
 poil de chèvre, le lin, la soie et les bourres de soie. « Autrefois
 « cette ville ne fabriquait que la cotonnade, les siamoises, les
 « madras et autres tissus coton. Ces articles trouvaient un
 « débouché facile dans les maisons de province et les maisons
 « de gros de la rue Saint-Martin; mais, depuis quelque temps
 « les fabriques de Rouen et de Bar-le-Duc se sont emparées de la
 « fabrication de cet article qu'elles sont arrivées à produire à
 « très bas prix, et, concurremment avec ces deux villes, Rou-
 « baix inondant le commerce de ses tissus fantaisies à bon

1. Rapport du maire de Sainte-Marie au préfet du Haut-Rhin, du 1^{er} juillet 1833 (Archives de la Haute-Alsace, M 128¹).

2. Lesslin, *Matériaux pour servir à l'histoire de la Ville et du canton de Sainte-Marie-aux-Mines* (1852-1855?). Manuscrit de la Bibliothèque Degermann, propriété de la commune de Sainte-Marie-aux-Mines, t. I, p. 89.

« marché, la consommation a fini par leur donner la préférence
 « sur ceux de Sainte-Marie. Cette dernière ville se voyant peu à
 « peu enlever ses débouchés par la concurrence et ne pouvant
 « lutter avec avantage en continuant son ancien genre d'indus-
 « trie, a dû chercher à s'en créer un nouveau qui lui permit de
 « conserver sa place industrielle et commerciale. Tout en n'aban-
 « donnant pas complètement l'article coton demandé par
 « l'exportation, tel que les jaconas tissés et les mouchoirs ma-
 « dras pour les colonies, les fabricants intelligents de cette ville
 « sont arrivés à produire de telle sorte le casimir écossais,
 « chaîne coton, trame laine, les valenciens et les mérinos écos-
 « sais, que ces articles, en peu de temps, sont devenus de
 « grande consommation¹. » La diversité de la production de
 Sainte-Marie-aux-Mines devint ainsi très grande. A côté de la
 cotonnade à 0 fr. 60 le mètre (autrefois l'article fondamental de la
 fabrique de Sainte-Marie), on tissait sur des métiers Jacquard des
 « damas laine et soie » et la « brocatelle » qui atteignaient les
 prix de 10 à 20 francs le mètre². A côté des articles tout coton,
 comme les « mouchoirs paillacat » pour l'exportation, et les
 « mouchoirs madras » demandés surtout à Bordeaux (les gri-
 settes de cette ville les portaient en guise de mouchoirs de tête),
 à côté des cravates de coton, Sainte-Marie faisait des robes de
 laine, des écossais et des cravates mi-soie.

Peu à peu la laine détrôna le coton, comme au XVIII^e siècle le
 coton avait remplacé la laine. On écrivait, en 1853, les lignes sui-
 vantes : « Peut-être, dans un avenir assez proche, ne parlera-t-on
 « de tissage en coton que comme d'un fait historique relégué
 « dans le lointain : la laine et la soie, à l'imitation de Rheims
 « et de Roubaix, deviendront les seules matières qu'emploiera
 « notre fabrique. Déjà maintenant les trois quarts des tissus sont
 « tramés en laine ; le coton ne figure plus qu'en chaîne³. » Cette
 prédiction s'est réalisée complètement.

Quatrième période. — Tissus « tout laine ». — Aujourd'hui, l'in-
 dustrie de Sainte-Marie-aux-Mines a cessé d'être une industrie
 cotonnière. Elle consiste exclusivement en tissus de laine. Mais,

1. *Le Moniteur de l'exportation et de l'importation* (Paris, 25 mars 1853).

2. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1854, p. 391.

3. Lesslin, manuscrit cité (t. I, p. 90).

comme par le passé, l'objet de cette fabrication est la haute nouveauté, spécialement les lainages légers pour vêtements de femmes.

B. — *Disparition de quelques établissements du nord de l'Alsace, compensée par le développement de la vallée de la Bruche.*

Le second mouvement local qui nous frappe est la disparition de quelques établissements du nord de l'Alsace. Ainsi, à la fin du XVIII^e siècle, on fabriquait des siamoises à Saar-Union¹; le citoyen Pasquay avait à Wasselonne une fabrique d'indiennes et une blanchisserie « favorisées par la rivière qui le traverse² ». En 1827, il y avait à Wissembourg une fabrique de toile, et à Haguenu une filature de coton³. Tous ces petits centres sporadiques ont disparu. Mais cette disparition des établissements dans le nord, avons-nous dit, est elle-même partielle et locale, puisqu'elle s'accompagne du développement de l'industrie cotonnière dans une vallée septentrionale, celle de la Bruche, où se trouvent Schirmeck et Rothau. « Le premier établissement que « l'on rencontre dans la vallée de Schirmeck », écrivait-on en 1837, « est la filature de Poutay qui fut bâtie en 1826; elle emploie « ses produits, comme presque toutes les filatures de la vallée, « à faire des calicots à la mécanique. A peu de distance se trouve « Rothau, qui de simple hameau, il y a quelques années, va « devenir un vaste entrepôt commercial. De Rothau à Labroque « et à Schirmeck, l'on parcourt une longue ligne d'établisse- « ments admirables⁴. »

Aujourd'hui la vallée de la Bruche est la région cotonnière la plus importante de la Basse-Alsace⁵.

1. Bottin, *Annuaire du département du Bas-Rhin pour l'an VII de la République française une et indivisible* (Strasbourg), p. 144.

2. F*** (J.-L.), *Voyage de Paris à Strasbourg et principalement dans tout le Bas-Rhin pour s'assurer de l'état actuel de l'agriculture et des ressources de ce département* (s. l., an IX), p. 54.

3. Dupin, *Forces productrices et commerciales de la France* (Paris, 1827), t. I, pp. 238-239.

4. Aubry, *Notice sur l'industrie et le commerce dans le département des Vosges dans l'Echo des Vosges* (Mirecourt, février 1837).

5. Cf., en ce sens, Klein, *Die Baumwollindustrie im Breuschtal* (Strasbourg, 1905).

On voit que ces mouvements locaux sont tout à fait secondaires et se compensent entre eux; ils n'infirmement donc en rien le caractère de constance de la distribution géographique de l'industrie cotonnière alsacienne. Nous sommes ainsi en présence d'une industrie qui présente une indépendance remarquable vis-à-vis des changements de la technique. La « révolution industrielle » n'a pas eu en Alsace, au ^{xix}^e siècle, les mêmes conséquences qu'elle eut en Angleterre au ^{xviii}^e siècle quant à la distribution de l'industrie. On sait que les industries anglaises de la laine et du coton, à la suite de l'invention du métier mécanique et de l'utilisation de la vapeur, se sont, au ^{xviii}^e siècle, assez rapidement déplacées de l'est à l'ouest¹. La prospérité du Lancashire est une conséquence du machinisme². Ici rien de pareil. Les centres industriels alsaciens n'ont été bouleversés ni par la révolution sociale du ^{xviii}^e siècle, ni par la révolution industrielle du ^{xix}^e siècle.

1. V. pour le déplacement de la population de l'Angleterre lié au développement de l'industrie, Paul Mantoux, *La Révolution industrielle au dix-huitième siècle, essai sur les commencements de la grande industrie moderne en Angleterre* (Paris, 1905), pp. 349 et s.

2. « Le développement de Manchester date de l'application de la vapeur à la filature. » Brunhes, *La géographie humaine* (Paris, 1910), p. 497.

CHAPITRE II

PROPORTION DES FACTEURS DE LA PRODUCTION

§ 1. Impression. — § 2. Filature. — § 3. Tissage.

On a vu que l'industrie qui fait l'objet de cette étude est une industrie *capitaliste*. Que faut-il entendre exactement par là ? Toute industrie, grande ou petite, suppose un capital et une main-d'œuvre. L'industrie sera capitaliste dans la mesure de l'importance relative de l'un et de l'autre. Nous considérons ici la main-d'œuvre au point de vue quantitatif, comme un élément de la production qui, comme tel, peut être chiffré. Fidèle à notre programme, nous nous interdisons de faire aucune incursion dans le domaine de l'économie sociale, c'est-à-dire dans l'étude de la condition des personnes, et dans la recherche des rapports économiques et juridiques qui lient employeurs et employés. Nous prendrons donc ici le mot « capitalisme » dans un sens plus restreint et plus précis qu'on ne le prend à l'ordinaire. Le plus souvent, on entend par « industrie capitaliste » à la fois la prédominance quantitative du *capital* parmi les éléments de la production, et la prépondérance économique et sociale du *capitaliste* sur l'artisan, qui, perdant à la fois le contact avec le consommateur et la possession du capital, devient le salarié du capitaliste, en dépend désormais étroitement. Et il est bien vrai que d'ordinaire la nécessité pour une industrie d'employer un capital considérable et coûteux à la suite de l'extension du marché et des progrès du machinisme a normalement pour effet la disparition de la petite industrie artisanale, impuissante à fournir un tel capital. La question de la proportion des facteurs de la production dans l'ensemble de l'industrie apparaît donc comme étroitement liée à celle de l'importance des établissements industriels et à celle

de la nature des rapports économiques entre le travailleur, le capitaliste et le consommateur. Néanmoins on peut concevoir que le maintien de la petite production artisanale puisse coïncider avec un progrès de l'importance relative du capital dans l'industrie, en s'y adaptant par une organisation collective de la vente, ou par l'entretien d'ateliers mécaniques collectifs, etc. On doit donc traiter séparément la question de la *proportion des facteurs de la production* et celle de la *forme de l'industrie*. On a déjà touché implicitement à la première question en traitant de l'importance de la production dans son ensemble ; mais nous n'avons apprécié alors que l'importance *absolue* des éléments de la production. Il faut dire maintenant leur importance *relative* aux différentes époques de l'histoire de l'industrie alsacienne. Ici encore on considérera successivement les trois branches de l'industrie : impression, filature, tissage, dans l'ordre historique où le « capitalisme » s'y est introduit et y a progressé.

§ 1. — Impression

Dès ses débuts, l'industrie de l'impression, pour des raisons de technique, nécessitait des capitaux considérables. Il fallait acheter un grand terrain, y faire construire de vastes bâtiments, et exposer des dépenses de premier établissement non pas seulement pour l'approvisionnement en matières premières, mais aussi pour l'acquisition d'un matériel déjà très complexe.

Le terrain où s'élevait la manufacture d'impression devait être très grand, car c'était sur les prés entourant la fabrique que blanchissaient les toiles, avec ou sans l'intervention d'un outillage : « Lorsque l'emplacement et le tems le permettent, on laisse « l'indienne blanchir d'elle-même à l'air, sans l'arrêter ; elle en « acquiert un plus beau blanc ; mais lorsque l'on a peu d'espace, « que le temps est mauvais ou que les expéditions pressent, on « hâte le blanchissage en arrosant les toiles avec des cuillères « hollandaises. On pratique à cet effet autour des blanchisseries « des canaux disposés de manière que l'arroseur puisse atteindre « la dernière de dix pièces couchées de front ; il lance de loin

« l'eau qui doit retomber en pluie ¹. » Il fallait y faire édifier de grands bâtiments, non seulement des ateliers où les ouvriers travaillaient, mais aussi des locaux où, après l'impression, les pièces séchaient, ou comme on disait « passaient à l'étendage ». « Cet étendage est un haut bâtiment à plusieurs étages, séparés « par des grilles de bois, entre lesquelles on arrête les toiles, pour « quelles puisse jouer librement au grand air et se sécher le « plus vite possible ². »

L'acquisition des matières premières nécessitait aussi des débours considérables. Il fallait acheter des toiles écruës et immobiliser ainsi ses capitaux pendant très longtemps, parce que, la fabrication étant très longue, il s'écoulait des mois entre le jour où une pièce entrait dans la manufacture et celui où elle était expédiée comme toile peinte. Rien que le « décrument » des toiles, qui avait pour objet de les blanchir, nécessitait des semaines de traitement : cette opération consistait à lessiver les pièces et à les étendre sur le pré pendant dix jours, et il fallait répéter ce traitement jusqu'à cinq et six fois.

Les autres matières servant à la fabrication nécessitaient de grosses avances de fonds. A côté de produits peu coûteux, comme la vieille ferraille, les cendres et la bouse de vache, les chimistes alsaciens du ^{xviii}^e siècle employaient beaucoup de combustibles (du bois ou de la houille), beaucoup de drogues et de matières colorantes, la garance qui donnait le rouge et servait aussi à fixer la plupart des autres couleurs, les gommes arabiques et sénégalaises, les aluns qui servaient de mordants, l'indigo, les arsenics, le sel de Saturne, la potasse, le vitriol de Chypre, l'acide vitriolique, le vert de gris, l'étain, la graine d'Avignon, la gaude, les bois de teinture (Campêche, Pernambouc, bois d'Inde pour le rouge, bois jaune, bois de Brésil), le vinaigre blanc pour la composition du noir, l'amidon pour l'apprêt des toiles, les savons et le son pour l'avivage des couleurs.

Enfin l'état assez avancé de la technique nécessitait l'acquisition d'un matériel complexe. Chaque graveur se servait de plusieurs outils : « Les instruments nécessaires au graveur sont, la « pointe avec laquelle il coupe tous les contours des dessins qu'il

1. « L'art d'imprimer sur Toile en Alsace, 1786. » (Archives nationales, F¹² 1404B.)

2. *Ibidem*.

« veut graver en relief: c'est un petit outil d'acier et taillé en
« bec de corbin, il est enchassé dans un manche de bois garni
« d'une douille de cuivre qui l'assure dans la main de l'ouvrier :
« pour écorner le bois, il se sert de gouges de différentes gros-
« seurs, et pour le vider il emploie le boute avant, instrument
« d'acier auquel on donne la forme d'une truelle qui enlève à
« plat tout ce que la pointe a coupé; il en faut aussi de différentes
« grandeurs et le plus large doit être de quatre ou cinq lignes
« sur une d'épaisseur. Le drille à foret, le marteau, le maillet
« et le ciseau, doivent aussi composer l'atelier d'un graveur, et
« la table sur laquelle il travaille doit être ferme et armée en
« dessus d'une cheville de fer qui sert à assurer la planche qu'il
« exécute ¹. » L'outillage de l'imprimeur, dont le rôle est de
tremper dans la couleur et d'appliquer sur la toile les planches
gravées, se composait d'une table grande et massive, et de cu-
vettes rectangulaires appelées « chassis » contenant les couleurs.
« Pour imprimer à la main il faut une table d'environ six pieds
« de longueur sur deux de large et six pouces d'épaisseur, cette
« table montée sur quatre pieds assemblés par une traversedoit
« être bien de niveau et solide, lorsqu'elle vient à se déjeter, il
« faut avoirsoin d'y passer le rabot pour la redresser; on la couvre
« dans toute sa longueur d'un feutre de laine bien tendu que
« l'on a soin de laver et battre, lorsqu'il est sali par la couleur
« qui pénètre la toile, ce feutre sert à ménager les planches et à
« prévenir le contre coup du maillet. A côté de chaque table et
« à la même élévation, on place un chassis de planches dont
« les bords doivent avoir six pouces de hauteur, que l'on remplit
« à moitié de gomme du pays fondue dans de l'eau et assez
« épaisse pour que l'on puisse y asseoir un second chassis à fond
« de toile cirée pour empêcher cette gomme de pénétrer; enfin
« dans ce second baquet on en met un troisième de deux pouces
« de bord, forcé d'un drap fin et bien tendu : c'est dans ce der-
« nier qu'un enfant étend avec une brosse longue et plate la
« composition que l'imprimeur veut appliquer sur la toile ². »

L'outillage d'une fabrique d'indiennes comprenait encore dif-
férentes machines. Les toiles, fabriquées avec du coton filé à la
main, contenaient beaucoup de grosseurs. Pour obtenir malgré

1. « L'art d'imprimer sur Toile en Alsace, 1786. » (Archives nationales, F¹² 1404^B.)

2. *Ibidem*.

cela une impression homogène, on les écrasait. Des cylindres servaient à niveler le grain des toiles. « Lorsque la toile est lavée
 « et battue à plusieurs reprises, est sèche, on l'écrase par la
 « pression de deux cylindres tournant l'un sur l'autre entre
 « lesquels elle se trouve serrée lors de leur révolution, afin que
 « ses fils aplatis reçoivent une impression plus délicate ¹. » Pour le garençage, on employait de grandes chaudières de cuivre, et pour la cuisine des couleurs toutes sortes de récipients, des cuves et des tonneaux. Enfin on ne livrait les indiennes à la consommation qu'après les avoir « satinées » et pliées sous la presse. « On entend par satiner une toile la rendre unie, brillante ; on y parvient en la frottant avec de la cire qu'on étend
 « au moyen de silex enchassés à l'extrémité inférieure d'une
 « longue pièce de bois fixée au plafond par son extrémité supérieure : les toiles sont étendues sur une table, on agit rapidement dessus la pièce de bois au bout de laquelle est le
 « silex ² ». La presse était une machine assez compliquée : « Le
 « seuil et l'écrou lient les deux jumelles, la vis traverse
 « l'écrou, serre le tablier de pression par le moyen d'un levier
 « passé entre la lanterne et que l'on serre graduellement et à
 « volonté par le cabestan ³ ».

Ainsi, dès l'origine, le capital constitue dans l'impression un élément très important ⁴ ; et d'autre part le nombre des ouvriers qui sert à le mettre en œuvre n'est pas d'ordinaire très considérable, quoique tout le travail se fasse à la main. Cette prédominance de l'élément capital sur l'élément travail s'accroît encore lorsque apparaît la machine à imprimer au rouleau. « Un rouleau
 « sur étoffe occupe seulement 5 ouvriers et fait en impression
 « 150 pièces par jour, ce qui produirait du travail par jour à
 « 70 ouvriers à la main ⁵. » En réalité on ne peut chiffrer d'une manière précise la diminution de l'élément main-d'œuvre et l'augmentation de l'élément capital qui ont été l'effet de l'em-

1. Mémoire de Deguingand, sous-inspecteur des manufactures, 1787 (Archives nationales, F¹² 1404^B).

2. *Ibidem*.

3. « L'art d'imprimer sur Toile en Alsace, 1786. » (Archives nationales, F¹² 1404^B.)

4. Une lettre du 26 mars 1766 nous apprend qu'à cette époque le sieur Sandherr et ses associés avaient déjà mis plus de 400.000 livres dans la fabrique d'indiennes sise à Wesserling (Archives de la Haute-Alsace, E 2799).

5. Pétition de 80 imprimeurs (27 mai 1848) au commissaire de la République (Archives de la Haute-Alsace, M 125¹).

ploi de la machine à imprimer au rouleau. Un imprimeur, assisté de ses aides, produisait avec la machine le travail de 100 imprimeurs à la main, ont dit les uns¹, de 400² et même de 500 ouvriers³ imprimant à la main, ont dit les autres. Mais ce n'est pas seulement la machine à imprimer qui économise la main-d'œuvre ; pour toutes les opérations qui précèdent ou suivent l'impression proprement dite, on a inventé des machines qui ont réduit de plus en plus l'ouvrier au rôle de surveillant. Le « flambage », le « grattage », le « tondage » sont exécutés par des machines ; des brosseuses, des lisseuses, des machines à laver, à apprêter, à plier, économisent la main-d'œuvre.

La force motrice nécessaire pour actionner les machines d'une manufacture d'impression devait s'accroître en même temps que le nombre et l'importance des machines. Lorsque, en 1803, fonctionna, dans une cave de la manufacture de Wesserling, la première machine à imprimer au rouleau, elle était mise en mouvement par un manège mû par un bœuf⁴, et les nombreux manèges à chevaux dont on se servait encore en 1826⁵ nécessitaient un capital moins considérable que celui qui allait devenir nécessaire pour l'achat d'une machine à vapeur. Dans les années 1820 les machines à imprimer à deux couleurs⁶ puis les machines à trois, quatre, cinq et six couleurs, dans les années 1860 les machines à huit couleurs⁷, de nos jours les machines à imprimer à seize couleurs nécessitent l'emploi de capitaux de plus en plus élevés. D'ailleurs ces nouvelles machines ne substituèrent pas à un capital ancien, la table, un capital nouveau, le rouleau, mais en ajoutèrent un autre, l'impression à la main n'ayant pas cessé d'être pratiquée. En effet, le rôle de la machine à imprimer au rouleau est cantonné dans certaines limites : le tissu ne peut être très large, le dessin ne peut être très grand, le nombre des couleurs ne peut être indéfini. Au contraire, l'impression à la main permet de reproduire sur une vaste tenture un tableau

1. Herkner, *Die oberelsässische Baumwollindustrie und ihre Arbeiter* (Strasbourg, 1887), p. 74.

2. Villermé, *Tableau de l'état physique et moral des ouvriers employés dans les manufactures de coton, de laine et de soie* (Paris, 1840), t. I, p. 9.

3. Jean Dollfus dans le *Journal des Débats*, du 24 juillet 1855.

4. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1868, p. 411.

5. Archives de la Haute-Alsace (M 1273).

6. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1830, p. 271.

7. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1862, p. 450.

d'un nombre illimité de couleurs. De plus, au point de vue de l'exécution, les produits à la main ont un cachet particulier que le rouleau ne donne pas¹.

On voit, d'après ces explications, que le vieux matériel du xviii^e siècle ne paraît pas archaïque au xx^e siècle, où l'on imprime encore à la main avec des procédés identiques. Le machinisme sans doute n'a cessé de jouer un rôle de plus en plus actif, et par conséquent l'élément capital n'a cessé de progresser. Mais dans l'impression, les progrès de la technique se sont fait sentir beaucoup plus dans les matières colorantes que dans le machinisme; et ainsi l'importance relative de l'élément capital a beaucoup moins varié que dans la filature, comme on va le voir.

§ 2. — Filature

Autant dans l'industrie de l'impression le rapport quantitatif entre le capital et le travail a relativement peu augmenté, autant dans l'industrie de la filature il n'a cessé de progresser sous l'influence des changements rapides de la technique. On peut distinguer à cet égard quatre époques : la filature à la main, la filature par métiers mule-jenny, la filature par métiers self-acting, et la filature par métiers continus.

La filature à la main. — Le rôle de la filature est double. Il consiste d'abord à disposer parallèlement les uns à côté des autres les brins enchevêtrés du coton, et à les transformer en un boudin, ensuite à étirer ce boudin pour qu'il soit fin et à le tordre pour qu'il soit résistant. Ces deux opérations sont remplies, dans la filature à la main, la première avec la carde, la deuxième avec le rouet ou le fuseau. La carde à la main de la matelassière, le rouet et le fuseau sont bien connus. Avec la carde on épurait les fibres; avec le rouet ou le fuseau, par une série de glissements successifs entre les doigts, on étirait le coton, on le tordait et on le renvidait. Une fois le coton cardé, il fallait donc un ouvrier par broche, c'est-à-dire un ouvrier par

1. Dépierre, *L'impression des tissus, spécialement l'impression à la main* (Mulhouse, 1910), p. 14.

fil. Or ce matériel rudimentaire n'avait pas grande valeur. On voit combien petite était à l'origine l'importance du capital par rapport au travail. Mais les perfectionnements du machinisme à la fin du XVIII^e siècle permirent à un ouvrier de mettre en œuvre plusieurs broches. A cette époque, la productivité journalière de chaque broche était égale à celle du travail d'une fileuse, « parce
« que si celui de la broche est moins prompt, il n'est pas inter-
« rompu par le soin du ménage¹ ». La filature par mécaniques avec moteur à la main s'introduisit en Alsace après la Révolution. Lorsqu'en 1797 le ministre de l'Intérieur, s'informant de l'état des fabriques et manufactures, demanda « les moyens qu'on a
« pu trouver d'épargner le travail des hommes en suppléant à ce
« travail par des machines ou par des animaux », George Muller, fabricant de siamoises à Pairis, répondit qu'il utilisait « quatre mécaniques à filer². » L'annuaire de Bottin de l'an VIII nous apprend que le citoyen Vetter « vient de faire construire une
« machine pour la filature du coton, au moyen de laquelle une
« seule personne remplit 24 bobines à la fois³ ».

Les métiers mule-jenny. — Ces métiers sont mus en partie par un moteur et en partie à la main. La première période de travail seulement, embrassant l'étirage et la torsion, est exécutée automatiquement ; « le dépointage, la rentrée du chariot et l'envi-
dage ont lieu à la main⁴ ». Il suffisait, au début, pour mettre ces métiers en mouvement, d'une force motrice peu considérable. Elle était fournie par l'ouvrier. Mais les machines de préparation étaient actionnées par d'autres moteurs : « Dans le commence-
« ment les métiers en gros et en fin étaient mis en mouvement
« par les fileurs. Un cours d'eau ou un manège de bœufs ou de
« chevaux faisait marcher la carderie, c'est-à-dire la machine à
« battre, les cardes, les laminoirs et les lanternes⁵. » Dès lors, l'élément main-d'œuvre devint très peu important : « Ces ma-
« chines, au moyen d'une seule roue mise en activité par un filet

1. Archives du Ministère des Affaires étrangères (France, 2012 f° 354).

2. Archives de la Haute-Alsace (L 1000).

3. Bottin, *Annuaire politique et économique du département du Bas-Rhin* (Strasbourg, an VIII), p. 323.

4. Alcan, *Traité complet de la Filature du coton* (Paris, 1865), p. 519.

5. Penot, *Statistique générale du département du Haut-Rhin* (Mulhouse, 1831), p. 322.

« d'eau ou par un cheval, ne demandent que la surveillance d'un « petit nombre de personnes pour fournir une grande quantité de « filature d'une égalité parfaite et d'un degré de finesse qui peut « être réglé d'après les besoins du fabricant¹. » Au contraire l'élément capital était, dès cette époque (premières années du xix^e siècle), considérable : « M. Colombel observe avec raison que « les nombreuses fabriques qui font la richesse de la commune « de Sainte Marie auront beaucoup de peine à se maintenir au « degré de prospérité dont elles ont joui jusqu'à présent, si elles « n'adoptent point les mécaniques pour la filature des cotons. « Mais les fortunes sont trop divisées dans cette ville pour qu'au- « cun des manufacturiers qu'elle renferme puisse faire seul et à « ses frais l'acquisition de machines aussi coûteuses². »

C'est en 1812 que fut employée en Alsace la première machine motrice à vapeur. MM. Dollfus-Mieg et C^{ie}, qui avaient fait monter cette machine d'une force de 10 HP, la remplacèrent en 1819 par une autre machine à vapeur de 30 à 40 HP venue d'Angleterre³. En 1826, la force motrice nécessaire pour actionner une filature exigeait déjà d'assez grands capitaux. La petite filature de coton de Denis Laroque, à Rouffach, avait alors comme moteur « un ma- « nège activé par 9 Bœufs » et produisant une force de 4 HP. La plupart des filatures employaient la « roue hydraulique » ou la « pompe à vapeur ». Un moteur de 15 HP suffisait pour une filature de 10.000 broches⁴. « Aujourd'hui », dit la *Statistique* de 1831, « il n'y a plus dans le Haut-Rhin de filature marchant à bras ; « partout de belles chutes d'eau ou des machines à vapeur, quel- « quefois les deux moteurs réunis ont remplacé le bras de « l'homme⁵. » Dans les années suivantes, l'importance de la main-d'œuvre ne cessa de diminuer par rapport à l'importance du capital. En 1844, les filatures du Haut-Rhin n'employaient qu'un ouvrier pour 49 broches⁶.

Les métiers self-acting. — Vers 1850 apparaissent en Alsace les

1. Archives de la Haute-Alsace (L 101).

2. Lettre du 23 vent. an XIII du préfet du Haut-Rhin au ministre de l'Intérieur (Archives de la Haute-Alsace, M 126A1).

3. *Histoire documentaire de l'Industrie de Mulhouse et de ses environs au dix-neuvième siècle* (Mulhouse, 1902), p. 220.

4. Archives de la Haute-Alsace (M 127³).

5. Penot, *op. cit.*, p. 322.

6. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1844, p. 183.

métiers *self-acting* ou « automates », c'est-à-dire des métiers mule-jenny dont tous les mouvements sont produits par le moteur mécanique. En 1856, il y avait déjà dans le Haut-Rhin 108.176 broches *self-acting*¹; en 1864, il y avait 706.368 broches *self-acting* (contre 504.142 mule-jenny)². En 1875, il n'y avait plus que 70.362 broches mule-jenny contre 1.314.634 broches *self-acting*³. La substitution des métiers *self-acting* aux métiers mule-jenny eut pour conséquence une nouvelle baisse de l'importance de la main-d'œuvre par rapport à celle du capital, pour de multiples raisons. D'abord cette transformation nécessitait la construction de bâtiments entièrement neufs⁴. De plus, tandis qu'on comptait 10,5 à 12 ouvriers par 1.000 broches mule-jenny, il suffisait de 8 à 9,5 ouvriers pour 1.000 broches *self-acting*⁵. « Une seule salle de 10.000 broches de métiers à filer, « qui contenait autrefois en moyenne 200 personnes, n'en exige « plus que 50 à 60, pour produire un travail au moins double⁶. » Enfin, la transformation de l'outillage eut aussi comme conséquence un accroissement de la force motrice nécessaire, les métiers *self-acting* nécessitant une force motrice mécanique plus grande que les métiers mule-jenny. Les filatures de coton du Haut-Rhin, qui n'employaient en 1859 que 81 machines à vapeur d'une force totale de 3.130 HP, étaient munies en 1870 de 153 machines à vapeur d'une force totale de 8.542 HP⁷. « Dans le temps, un « cheval-vapeur faisait mouvoir de 250 à 300 broches de filature ; « aujourd'hui, il ne peut plus conduire que 100 broches⁸. »

Les métiers continus. — Depuis une trentaine d'années, les métiers continus tendent à supplanter les métiers *self-acting*, comme les *self-acting* avaient remplacé les mule-jenny. Grâce aux métiers continus, qui, comme le rouet à pédale, produisent simultanément l'étirage, la torsion et le renvidage, le rapport du capital au travail continue à grandir considérablement.

1. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1855, p. 445.

2. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1864, p. 235.

3. Hack, *Die Gewerbe in Elsass-Lothringen nach der Zählung vom 1. December 1875* (Strasbourg, 1881), p. 69.

4. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1855, p. 445.

5. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1872, p. 79.

6. Alcan, *Traité complet de la Filature du coton* (Paris, 1865), p. 233.

7. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1872, p. 75.

8. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1876, p. 308.

L'augmentation de l'élément capital depuis les origines peut être estimée par ce fait qu'une filature revient aujourd'hui, tous frais comptés, à 70 francs la broche, alors qu'un rouet ne valait que quelques francs.

La diminution de l'importance relative de l'élément main-d'œuvre est illustrée par le tableau suivant, où l'on voit que le nombre des broches mises en œuvre pour ¹ un ouvrier a passé de 1² (au xviii^e siècle) à 111 (au xx^e siècle).

ANNÉES	NOMBRE DE BROCHES MISES EN ŒUVRE POUR 1 OUVRIER
1786	1
1806	20
1828	45
1844	49
1862	85
1907	111

La filature est donc une industrie dont le caractère capitaliste est frappant.

§ 3. — Tissage

Le tissage est loin de présenter, au point de vue de la proportion du capital au travail, une évolution analogue à celle de la filature. La valeur absolue du capital mis en œuvre a augmenté dans la même proportion, mais l'importance relative de la main-d'œuvre est restée dans le tissage beaucoup plus considérable que dans la filature, comme le montre le tableau suivant.

ÉLÉMENTS DE PRODUCTION MIS EN ŒUVRE POUR 1 OUVRIER

	XVIII ^e SIÈCLE	XX ^e SIÈCLE
Filature.....	1 broche.	Plus de 100 broches.
Tissage.....	1 métier.	Moins de 2 métiers.

1. Nous ne disons pas : « par » un ouvrier, car le nombre des broches n'est qu'une indication fragmentaire qui sert à mesurer l'importance totale du matériel de la filature.

2. À supposer que ce soit le même ouvrier qui prépare et file le coton. Dans le

On distinguera dans cette évolution trois phases : le tissage à la main, le tissage mécanique et le tissage automatique.

Tissage à la main. — Un métier à bras n'avait pas grande valeur, et il fallait au moins un ouvrier par métier. Cette proportion entre le capital et le travail va changer complètement avec l'emploi du métier mécanique.

Tissage mécanique. — Dans le métier mécanique, « la levée des lames est obtenue par des plateaux à cames ou excentriques ; le chasse-navette est actionné par un arbre à excentrique¹ », c'est-à-dire que toutes les parties mobiles du métier reçoivent leur mouvement par l'intermédiaire d'une courroie.

C'est en 1822 que furent faits en Alsace les premiers essais du métier mécanique. Il prit assez rapidement une grande extension. Dès 1826, Isaac Kœchlin, à Willer, avait 240 métiers mécaniques battant dans sa fabrique² ; en 1830, on comptait dans le Haut-Rhin 2.000 métiers mécaniques³ (et 20.000 métiers à bras⁴).

Le tableau suivant montre la progression du nombre des métiers mécaniques dans le Haut-Rhin :

1830.....	2.000 métiers mécaniques.			
1834.....	3.000	—	—	
1839.....	6.000	—	—	5
1844.....	12.000	—	—	6
1856.....	18.000	—	—	7
1864.....	24.000	—	—	8

Peu à peu, les métiers à bras avaient été abandonnés. La concurrence de plus en plus écrasante du tissage mécanique ne leur laissait en 1848 que les articles fins et façonnés, ou les tissus

cas contraire, le nombre des broches, c'est-à-dire des fuseaux ou des rouets, serait inférieur à celui des ouvriers.

1. *Répertoire technologique des noms d'industries et de professions* (Paris-Nancy, 1909), p. 131.

2. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1848, p. 257.

3. Penot, *Statistique générale du département du Haut-Rhin* (Mulhouse, 1831), p. 329.

4. Penot, *op. cit.*, Tableau n° 21.

5. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1839, p. 570.

6. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1844, p. 187.

7. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1855, p. 449.

8. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1864, p. 255.

très larges¹. A cette époque le nombre des métiers mécaniques égalait celui des métiers à bras. Dès avant 1860, la substitution des métiers mécaniques aux métiers à bras était presque complètement opérée en Alsace². En 1868, on évaluait à 3.000 ou 4.000 seulement le nombre des métiers à bras qu'on conservait pour la fabrication de quelques tissus particuliers³.

Du jour où apparut le métier mécanique, le rapport entre le capital et le travail changea subitement, les deux termes de la fraction évoluant en sens inverse, puisque d'une part le coût de revient d'un métier mécanique était beaucoup plus grand que celui d'un métier à bras, et que d'autre part la quantité de main-d'œuvre nécessaire pour conduire un métier était considérablement diminuée. Alors qu'un métier à bras coûte une centaine de francs, un tissage mécanique revient à 1.000 francs par métier. Alors qu'un ouvrier était indispensable pour chaque métier à bras, dès leur apparition un ouvrier pouvait surveiller deux métiers mécaniques⁴. Il est important d'observer que ce nombre de 2 métiers par ouvrier a été stationnaire pendant 40 ans. La productivité du métier avait, il est vrai, doublé, mais, en 1869, un tisserand ne desservait toujours que 2 métiers. Ce n'était que dans quelques établissements qu'on essayait de lui donner à conduire 3 métiers⁵. Ainsi pendant 40 ans le rapport entre le capital et le travail dans le tissage mécanique eût été stationnaire, s'il n'eût été influencé par les progrès des machines de préparation (bobinoirs, ourdissoirs, machines à parer ou à encoller), qui ont permis peu à peu, moyennant une augmentation de capital, une économie sensible de main-d'œuvre.

Tissage automatique. — Depuis quelques années, une nouvelle invention est venue accroître encore le caractère capitaliste du tissage. Alors qu'avec un métier mécanique, un ouvrier surveil-

1. *Réponses aux questions de l'enquête industrielle ordonnée par l'Assemblée nationale* (Mulhouse, 1848). Appendice, p. 8.

2. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1872, p. 109.

3. Penot, *Notes pour servir à l'histoire de l'industrie cotonnière dans le département du Haut-Rhin* (Mulhouse, 1874), p. 25.

4. « Combien un ouvrier peut-il conduire de mécaniques ? — Deux. » Réponse de la Société industrielle de Mulhouse. *Rapport de la commission libre nommée par les manufacturiers et négociants de Paris sur l'enquête relative à l'état actuel de l'industrie du coton en France* (Paris, 1829), p. 217.

5. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1872, p. 114.

lait 2 ou 3 métiers, avec le métier automatique Northrop et ses dérivés perfectionnés, un ouvrier suffit pour diriger 10, 20, 30 peut-être 50 métiers¹. Et ici encore si le dénominateur de la fraction diminue, le numérateur augmente, l'achat d'un métier automatique étant beaucoup plus coûteux que celui d'un métier mécanique. Mais, comme il n'y a en Alsace en 1910 que quelques centaines de métiers automatiques, le caractère capitaliste du tissage n'a pas encore été, dans l'ensemble, sensiblement influencé par ce changement tout récent de la technique.

Le tableau suivant indique combien, aux différentes époques, il a fallu d'ouvriers par 100 métiers.

Époque des métiers à bras.	100 ouvriers par 100 métiers à bras.				
1862.....	70	—	—	100	— mécaniques ² .
1908.....	56	—	—	100	— — ³ .

Ainsi, dans le tissage, l'importance relative de l'élément capital a aussi peu varié que dans l'impression. Le contraste avec la filature est saisissant.

Partant de ce principe que toutes les machines-outils sont actionnées par des moteurs, et que plus les machines sont nombreuses et importantes, plus est grande la force nécessaire à les mettre en œuvre, on pourra mesurer assez approximativement l'importance actuelle de l'élément capital par rapport à l'élément main-d'œuvre par le rapport entre le nombre des chevaux-vapeur et le nombre des ouvriers utilisés dans les fabriques. Or le recensement du 12 juin 1907⁴ nous montre — observation curieuse — que dans les manufactures d'impression et dans les tissages d'Alsace chaque ouvrier est secondé en moyenne par 1 cheval-vapeur.

1. Le tisserand du métier mécanique doit remplacer dans la navette la trame épuisée. Dans le métier automatique *Northrop* ou dans le métier automatique *Steinen*, une cannette pleine se substitue à une cannette usée, sans que l'ouvrier ait à intervenir.

2. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1862, p. 443.

3. 23.520 ouvriers pour 41.957 métiers.

4. Manuscrits communiqués par M. le Dr Platzler, directeur du Bureau statistique d'Alsace-Lorraine.

	NOMBRE D'OUVRIERS	NOMBRE DE HP
Impression	4.703	4.536
Tissage	23.520	21.383,5

L'ouvrier de la filature, industrie beaucoup plus capitaliste, a près de 3 chevaux à sa disposition !

	NOMBRE D'OUVRIERS	NOMBRE DE HP
Filature.....	43.777	34.719,8

CHAPITRE III

FORME DE L'INDUSTRIE

§ 1. Industrie à domicile.— § 2. Concentration industrielle : A) Impression.—
B) Filature. — C) Tissage.

Presque dès son origine, l'industrie alsacienne a travaillé pour un marché relativement étendu. Déjà en 1756, les toiles de Sainte-Marie-aux-Mines étaient vendues à Bâle¹, et les toiles imprimées dans le Sundgau étaient vendues à Strasbourg². Dès lors on conçoit que ce n'est pas l'artisan qui, avec ses faibles ressources, pouvait organiser lui-même la vente. Pour satisfaire cette demande, il fallait les capitaux puissants et l'initiative du capitaliste. Dorénavant, le travailleur ne vendra pas directement ses produits au consommateur : il vendra ses produits ou sa force de travail au capitaliste. Cette forme de l'industrie, caractérisée par la production pour un marché étendu et par l'apparition du capitaliste entre le producteur et le consommateur, est ce qu'on appelle la *grande industrie*. Mais la grande industrie ne se présente pas partout de la même manière. Elle présente deux types différents. Le capitaliste, qui organise désormais la production et la vente à la place de l'artisan, a le choix entre deux modes. Dans le premier, il laisse tout d'abord subsister intact le mode antérieur de *production*, et se borne à organiser la *vente*. « Le chef de l'exploitation est un entrepreneur marchand qui... occupe dans leurs maisons un grand nombre d'ouvriers » ; l'artisan continue de travailler isolément chez lui. Mais « au lieu de produire pour un grand nombre de consommateurs »,

1. Blech, *Jean-Georges Reber*, 1731-1816 (Mulhouse, 1903), p. 24.

2. *Réflexions sur les avantages de la libre fabrication et de l'usage des toiles peintes en France* (Genève, 1758), p. 77.

il produit « pour un seul marchand ¹ ». Cette forme est ce qu'on appelle l'*industrie à domicile*. Elle se caractérise extérieurement par la dissémination des ateliers de production. Dans le second mode, le capitaliste ne se contente pas d'organiser la vente. Il organise aussi la production d'une manière nouvelle. Il concentre dans un local unique les ouvriers jusque-là disséminés, les réunit ainsi « en un corps un et bien discipliné.., et met à « leur disposition tout un arsenal d'instruments de production « mécanique² ». Ce mode est ce qu'on appelle la *fabrique*, et son développement est ce qu'on appelle la *concentration industrielle*. Ainsi, ce qui caractérise la fabrique, c'est que le capital et le travail sont désormais concentrés dans un local sous l'autorité directe du capitaliste, tandis que, dans l'industrie à domicile, les forces ouvrières ainsi qu'une partie au moins des capitaux sont disséminées et travaillent chacune isolément. On peut donc dire, en employant une comparaison de Karl Bücher, que la fabrique diffère autant de l'industrie à domicile que des troupes disciplinées avec un armement uniforme diffèrent d'un corps de francs-tireurs munis d'armes disparates, et combattant chacun à sa guise.

Dès 1754, nous voyons la grande industrie se développer en Alsace sous les deux formes que nous venons de définir. Dans l'impression, pour des raisons techniques, le seul mode de production possible a toujours été la fabrique concentrée; cette opération implique en effet un matériel considérable, qui ne saurait être *possédé* et *mis en œuvre* par un travailleur isolé à domicile. Au contraire, la filature et le tissage du coton ne demandaient à l'origine que des outils assez simples, qui pouvaient être possédés et mis en œuvre par un travailleur à domicile. Ainsi, dans l'industrie cotonnière alsacienne, nous ne voyons pas les deux formes de l'industrie se développer successivement. Elles coexistent, et même jusqu'au début du xix^e siècle elles croissent parallèlement. Mais alors l'apparition du machinisme dans la filature, et vingt ans plus tard dans le tissage, nous font assister à une décadence de l'industrie à domicile et à un mouvement de concentration industrielle qui était accompli pour la filature

1. Karl Bücher, *Études d'Histoire et d'Économie politique* (Bruxelles-Paris, 1901), p. 139.

2. Karl Bücher, *op. cit.*, p. 140.

dès 1820, et qui, pour le tissage, n'est pas encore entièrement achevé. La concentration du tissage n'a commencé que lorsque celle de la filature était un fait accompli, tandis que l'impression n'a jamais été pratiquée que sous la forme de l'industrie concentrée.

§ 1. — Industrie à domicile

Les textes du xviii^e siècle, relatifs à l'industrie cotonnière, emploient les mots de « manufacture » et de « fabrique » pour désigner indifféremment les établissements de filature, de tissage et d'impression. Ces expressions sont exactes en ce qui concerne l'impression, mais sont fausses pour ce qui est de la filature et du tissage, qui pendant tout le xviii^e siècle étaient exploités exclusivement sous la forme de travail à domicile. Ainsi, lorsqu'en 1755 on nous parle de la manufacture de coton de Sainte-Marie-aux-Mines et de celle de Sierentz, ou du coton que les Mulhousiens font filer dans les vallées de Massevaux et de Saint-Amarin, il s'agit d'ouvriers travaillant isolément dans leur domicile particulier.

« Dans les établissemens de toiles de coton la plus grande partie des travaux se fait dans les domiciles des ouvriers qui sont dispersés dans les differens départemens voisins, et surtout dans les gorges des Montagnes. C'est pourquoi ces établissemens n'ont pas tant de loyers que ceux de l'impression, quoi qu'ils occupent peut-être autant et plus de bras¹. » « Depuis 1784 la seule manufacture de Munster faisait filer 400 à 500 quintaux métriques de Coton par an. Tous les bras qui n'étaient pas occupés à la Culture des terres ou aux métiers se livraient à la filature² ». Il ne faudrait cependant pas en conclure que la fabrique concentrée n'existât en aucune façon dans ces deux branches. Si les opérations de la filature et du tissage proprement dits étaient faites dans les maisons, l'opération préliminaire du tissage, appelée *préparation*, était faite en partie dans l'établissement concentré du capitaliste.

« Pour ce qui concerne nos fabriques de cotonnades ou Toiles

1. Archives de Mulhouse (8565).

2. Archives nationales (F¹² 1564).

« de coton teints, les cotons filés sont teints au chef-lieu de
 « l'établissement à Sainte-Marie-aux-Mines, les chaines sont
 « dévidées et ourdies au dit chef-lieu, la trame y est pesée, dis-
 « tribuée selon la proportion de chaque couleur qui doit com-
 « poser le dessein, chaque pièce en chaîne et trame est indis-
 « tinctement remise pour être tissée aux ouvriers de la ville,
 « ou à ceux des environs et il y en a partout à la ronde, dans
 « des rayons plus ou moins prolongés ; ils travaillent pour la
 « fabrique, isolément chez eux, sur un ou plusieurs métiers¹. »
 Même les établissements d'impression organisés sous forme de
 fabrique concentrée s'adjoignaient pour le tissage des ouvriers
 à domicile. « La seule fabrique de Toiles de coton peintes qui
 « existe ici, réunit son établissement dans la ville même, à
 « l'exception des Toiles de cotons écruës qu'elle fait également
 « tisser dans les environs². » En 1824, Grosheintz et Hartmann,
 fabricants de toiles de coton à Mulhouse, avaient entre autres à
 Münchhausen 25 métiers : « Ces métiers au nombre de 25 ne se
 « trouvent point dans un Atelier spécial, mais ils sont disséminés
 « dans dix maisons différentes³. » « Jaëger, fabricant à Saint-
 « Amarin, n'a dans son Etablissement à Saint-Amarin que le
 « Popinage, l'ourdissage et le Collage ; ses métiers (au nombre
 « de 165) sont à domicile dans les différentes Communes de ce
 « Canton et dans le Département des Vosges limitrophe au d.
 « Canton⁴. » En 1836, il n'existait pas, pour ainsi dire, de com-
 mune qui ne possédât quelques métiers à tisser⁵. Même dans la
 haute montagne, « jusque dans les chalets », les métiers de coton
 battaient pour les capitalistes de la vallée.

Si, après avoir constaté l'existence de l'industrie à domicile,
 nous cherchons à en décrire avec quelque précision l'organisa-
 tion, nous sommes frappés par la complexité de cette organi-
 sation, par la grande variété de formes qu'elle présente. Ces
 modalités sont multiples, à la fois en ce qui concerne le nombre
 des ouvriers dépendant d'un même entrepreneur, et en ce qui

1. Lettre du 28 août 1824 des membres composant la Chambre consultative des Arts et Manufactures de S^{te}-Marie-aux-Mines au préfet du Haut-Rhin (Archives de la Haute-Alsace, M 123^b).

2. *Ibidem*.

3. Archives de la Haute-Alsace (M 117¹).

4. Archives de la Haute-Alsace (M 127²).

5. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1836, p. 431.

concerne les rapports économiques des artisans à domicile avec le maître.

Au XVIII^e siècle, même les petits entrepreneurs de filature occupaient un très grand nombre de maisons, en raison de la faible productivité du rouet. Il fallait plusieurs fileuses pour alimenter le métier d'un tisserand. Ainsi Jacques L'huillier, fabricant à Sainte-Marie-aux-Mines, occupait, au 30 octobre 1783, 360 maisons pour la filature de ses cotons, et 27 métiers pour le tissage de ses toiles¹. Une très grande maison, comme Pourtalès et C^{ie} de Munster, comptait, au 15 décembre 1787, 1494 « ouvrières pour la filature » et 113 « métiers pour la tissure des toiles ». Au 9 janvier 1788, Steffan et C^{ie}, Ribeauvillé, occupaient 40 métiers; les frères Kœchlin, Willer près Thann, comptaient 103 métiers; Senn Bidermann et C^{ie} avaient 122 métiers qui battaient en toiles et mousselines². Quarante ans plus tard, le nombre des tisserands à domicile dépendant d'un même établissement était encore plus élevé. En 1826, à côté d'un entrepreneur comme Bohl, qui occupait 10 métiers, Schlumberger Steiner et C^{ie} en avaient 300; Paul Lischy 500; Grosheintz et Hartmann 550; Schlumberger, Grosjean et C^{ie} 1.050; Ziegler Gaspard 1.500³.

La même diversité se retrouve en ce qui concerne les rapports économiques qui existaient entre ces ouvriers et les entrepreneurs. Pour la filature à la main, les fileurs et fileuses n'avaient pas de rapports directs avec le chef de l'entreprise. « Les fabricans », dit un rapport de 1780, « ont dans les chefs lieux des « arrondissemens où leurs filatures sont établies, des commis-sionnaires chargés de distribuer les cotons en laine, et de les « rassembler filés, de la comptabilité et des autres détails⁴ ». « Le coton est envoyé en laine à des commissionnaires qui « donnent à filer », écrit le préfet des Vosges en 1806⁵. Nous

1. Archives de la Haute-Alsace (E 2799).

2. Archives de la Haute-Alsace (C 1118).

3. Archives de la Haute-Alsace (M 127²).

4. Archives de la Haute-Alsace (C 1118).

5. En parlant des cotons filés à Saint-Dié, Moyenmoutier, Remiremont et Senones pour les manufactures du Haut-Rhin (Archives nationales, F¹² 1564). — Cf. : « En « octobre 1765, les sieurs Delorme et Leduc, gérants des abbesses de Remiremont, « ont élevé dans la montagne une manufacture de filatures et de toiles de coton... « Le sieur Delorme loge chez lui deux commis qui distribuent le coton dans les « villages et reçoivent la filature de ce même coton, parce que Delorme a d'ailleurs « des préposés de distance en distance à qui il fait, par ses deux commis, passer

voyons ainsi qu'il y avait, entre les filatures à domicile et l'établissement central, des centres secondaires avec lesquels les ouvriers à domicile étaient en rapport à l'exclusion du centre principal. C'étaient les *commissionnaires* des villes voisines qui fournissaient aux fileurs la matière première, qui surveillaient la production et qui rassemblaient le coton filé. La direction des filatures à domicile était ainsi tout à fait morcelée. Nous voyons aussi que, dès le début, l'industrie à domicile se présente dans la filature alsacienne sous sa forme parfaite, où c'est le capitaliste et non l'ouvrier qui fournit la matière première. En effet, nous sommes ici en présence d'une industrie à domicile qui s'est constituée non pas par transformation du petit métier préexistant, mais qui s'est implantée chez une population pauvre et sans industrie. Et dès lors on comprend que la fourniture de la matière première par l'ouvrier, qui marque souvent la transition entre le métier et l'industrie à domicile, n'apparaisse pas ici. D'ailleurs, il n'était pas possible à de simples travailleurs à domicile de s'approvisionner de cette matière première exotique, qui n'était en vente que dans les grands marchés éloignés de la région montagnaise où se trouvaient principalement les filateurs à domicile.

Le tissage à domicile présentait une organisation aussi complexe. Certains tisseurs, dont le domicile était peu éloigné de celui du fabricant, étaient en rapport direct avec lui. Les tisserands plus éloignés, tout en travaillant chez eux, étaient seulement en rapport avec un « facteur », « commissionnaire », « contremaître » ou « chef de dépôt » établi dans le village voisin. Ce dernier était seul en relations directes avec le fabricant. Le capitaliste faisait conduire les filés au village. Le contremaître en prenait livraison, les distribuait aux tisserands, en leur donnant un billet portant les indications techniques nécessaires. Les tissus achevés étaient réunis à nouveau par chaque contremaître et envoyés par lui à la fabrique. Au moment où fut faite l'enquête de 1834, cette organisation n'avait pas changé. Un fabri-

« des cotons pour filer et tisser, et les préposés les distribuent à ceux qui veulent s'en occuper. Les deux commis reçoivent ensuite les fils et les toiles, payent les ouvriers et rassemblent le tout dans les magasins de Delorme. » Lederlin, Marchal, Perrin, Garnier, Kempf, *Monographie de l'industrie cotonnière* (Epinal, 1905), pp. 41-42.

cant (Roman) dit en effet dans sa déposition : « Les tisseurs
« travaillent à la tâche... Les entrepreneurs viennent trouver les
« tisserands dans la campagne, ils leur fournissent le coton et
« conviennent avec eux de tant par pièce... Quelquefois les
« métiers appartiennent aux entrepreneurs et quelquefois aux
« tisserands¹. »

Le fait que ce mode de production ait été, pendant très longtemps, le mode unique pour la filature et surtout pour le tissage, implique que cette forme de l'industrie était la plus avantageuse. Il était en effet un avantage très considérable que le capitaliste retirait de cette dissémination des ouvriers, c'est que son entreprise pouvait marcher avec un fonds de roulement très réduit, parce que les ouvriers fournissaient eux-mêmes une partie du capital (le local, toujours ; et le métier, le plus souvent²). C'était bien là la considération principale qui déterminait les industriels à choisir ce mode de production. Un industriel écrit en 1833 : « Le travail fait au domicile de l'ouvrier est désirable sous plusieurs rapports. Le fabricant a moins de déboursés à faire, « puisqu'il n'a pas le local du principal travail à fournir³. » D'ailleurs, le salaire du tisserand à bras, ouvrier agricole ou propriétaire rural, était presque toujours un salaire d'appoint⁴. Il en résultait pour le producteur à la fois un avantage et un inconvénient. D'un côté, dans les périodes de crise, où la baisse des prix de vente rendait le tissage non rémunérateur, il pouvait ne pas donner de chaînes à tisser, tandis que dans la fabrique concentrée on ne peut pas arrêter les machines, dût-on travailler à perte⁵. Mais d'un autre côté, pendant la saison des travaux des champs et des forêts, le bûcheron prenait sa hache, et le

1. *Enquête relative à diverses prohibitions établies à l'entrée des produits étrangers* (Paris, 1835), t. III, p. 351.

2. Exceptionnellement des tiers fournissaient les outils : sous l'ancien régime les grands seigneurs distribuaient quelquefois à leurs sujets en guise d'aumônes des rouets et des cardes.

3. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1833, p. 133.

4. « La main-d'œuvre pour le tissage à la main est tombée à un taux si minime, « qu'elle serait tout à fait insuffisante pour subvenir à l'existence du tisserand, si « les individus qui exercent ce genre d'industrie n'appartenaient pour la plupart à « des familles qui trouvent d'autres ressources dans les travaux agricoles. » *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1839, p. 571.

5. La Chambre de commerce de Strasbourg écrivait en 1858 au préfet du Bas-Rhin : « A la différence des tissages à bras qui ont l'habitude de régler leur travail sur la « demande, l'industrie mécanique continue de marcher du même pas, sauf à emma- « gasiner les produits. » (Archives de la Basse-Alsace, M Industrie et Commerce.)

paysan sa pioche, et le métier cessait de battre, quelque pressé que fût l'entrepreneur. Inversement, il était pénible pour le tisseur d'être privé de travail pendant les crises de surproduction, mais il appréciait de pouvoir à sa guise récolter son houblon et ses pommes de terre. La production du tissage à domicile était donc fort irrégulière¹.

Mais le tissage à domicile présentait par rapport à l'industrie concentrée un autre grave défaut, celui de ne pas permettre le contrôle incessant de la fabrication. En effet, le contremaître ne pouvait visiter souvent ses tisserands : ce n'était qu'une fois tombé du métier que le tissu était « vérifié ». Pour obvier à ce défaut de l'industrie à domicile, on n'attendit pas la construction de tissages mécaniques. Dès le commencement du xix^e siècle, l'on voit se constituer une forme d'industrie intermédiaire entre le travail à domicile proprement dit et le tissage concentré. C'est ce qu'on appelait l'« atelier ». L'*atelier* n'était rien d'autre que la réunion dans un même local, dans une grange ou dans une cave, de quelques métiers à bras ; l'ouvrier ne travaille plus isolément : un groupe, d'ordinaire peu nombreux, de tisserands font battre côte à côte leur métier, ce qui permet au plus habile désigné comme contremaître de diriger le travail de ses camarades. Comme dans la fabrique, ni le local, ni le métier n'appartiennent plus au tisserand. Mais l'atelier n'est pas encore la fabrique, car, comme dans la forme pure de l'industrie à domicile, chaque ouvrier a le droit de prendre ou d'abandonner le travail comme bon lui semble. Non seulement il n'y a pas de coups de sifflet qui annoncent la mise en marche et l'arrêt des métiers, mais il n'y a pas même de « règlement d'atelier » ! Chacun continue à travailler à sa guise, et, de même que dans l'ancienne industrie domestique on se réunissait pour travailler en écoutant les contes ou les chansons populaires, de même, dans l'atelier, les villageois venaient encourager de leurs chansons rythmées le travail pénible du tisserand². C'est vers 1806 que l'on commença

1. « Il y a des tisserands qui ne travaillent que quelques jours de la semaine, d'autres seulement l'hiver et les jours de pluie ou de mauvais temps » écrit, en 1834, Hartmann-Weiss de Soultzmatt (Archives de la Haute-Alsace, M 1191A).

2. Pour indiquer qu'il préférerait l'atelier au travail isolé, un jeune tisserand de Villé disait à Kaerger dans son patois pittoresque : « s'ist doch pläsirlicher mit dene viele « Lüt' zusammen zu schaffén », « c'est donc bien plus plaisant de travailler avec « tous les autres ». Kaerger, *Die Lage der Hausweber im Weilerthal* (Strasbourg, 1886), p. 43.

à réunir les tisserands en ateliers partout où cela était possible¹. Dès 1822, il était peu de villages de la région industrielle, où un fabricant de calicots n'eût loué un rez-de-chaussée ou une cave pour les convertir en ateliers de tissage². « Le tissage des étoffes de « coton se fait en partie dans de vastes ateliers, en partie dans « la demeure des ouvriers. Presque dans tous les villages une « partie des habitans s'occupe de cette branche d'industrie³. » Les fabricants d'alors se rendaient bien compte qu'il y avait là déjà un phénomène de concentration progressive. L'un d'eux écrivait en 1829 : « Schoen Altheer filateur de coton à Kaisers- « berg a l'honneur de vous exposer que depuis quelque tems « déjà, il occupe à Battenheim trente ou quarante ouvriers tis- « serands travaillant soit dans leurs maisons soit dans la demeure « de la veuve Ackermann du dit lieu ; qu'il a l'intention de *con-* « *centrer* ces tissages et de les réunir en un ou deux ateliers⁴. » Il y avait donc à Battenheim des ouvriers travaillant à domicile, et d'autres travaillant dans un petit atelier ; et l'entrepreneur voulait les concentrer tous dans un ou deux grands ateliers. Cette distinction entre le grand atelier, le petit atelier et l'industrie à domicile pure est bien faite dans une description du tissage de MM. Gros, Odier, Roman et C^{ie}, dont les 1.500 métiers à bras étaient, en 1834, répartis comme suit dans les diverses communes du canton de Saint-Amarin : « 1° dans quatre ateliers princi- « paux de 50 à 200 métiers, situés dans les communes de Saint- « Amarin, Orbey, Oderen et Grith dirigés par des employés de « MM. Gros, Odier, Roman et C^{ie} appartenant à ladite société ; « 2° dans quarante petits ateliers situés dans les divers villages « (appartenant aux chefs qui les dirigent) et sous la surveillance « des chefs des grands ateliers ; 3° dans les maisons isolées de la « montagne occupées par d'anciens tisserands⁵. » Hartmann-Weiss, filateur et tisseur à Soultzmatt, écrivait à la même époque : « Environ 35.000 kilogrammes de cotons filés sont convertis en

1. Penot, *Statistique générale du département du Haut-Rhin* (Mulhouse, 1831), p. 325.

2. Penot, *op. cit.*, p. 326.

3. Aufschlager. *L'Alsace. Nouvelle description historique et topographique des deux départemens du Rhin* (Strasbourg, 1826), t. II, p. 53.

4. Lettre de Schœn Altheer du 31 mai 1829 au préfet du Haut-Rhin (Archives de la Haute-Alsace, M 117¹).

5. En plus de ces 1.500 métiers à bras, Gros, Odier, Roman et C^{ie} avaient en 1834 150 métiers mécaniques à Wesserling même (Archives de la Haute-Alsace, M 116^{1A}).

« toiles dans sept ateliers de tissage dirigé chacun par un contremaître, et situés à Soultzmatt, Orschwir, Westhalden, Wintzfelden, Osenbach, Rouffach et Gueberschwir. Ces sept ateliers sont garnis de 400 métiers lesquels ne sont jamais tous occupés, surtout du mois d'avril en octobre où il n'y a eu souvent que 300 battants à cause des travaux de la campagne¹». Le contremaître n'était quelquefois qu'un ouvrier supérieur, un surveillant; quelquefois il était propriétaire de l'atelier. Weisgerber et fils de Ribeauvillé n'avaient à Bischwihr qu'un contremaître-surveillant : « Nous avons dans la commune de Bischwihr et les environs 25 à 30 métiers à bras où il se tisse des toiles et des mouchoirs en coton teint; le siège de l'atelier est à Bischwihr même où nous avons un contremaître chez lequel toute la marchandise achevée est apportée par les ouvriers qui ne travaillent pas dans la commune. C'est aussi à ce contremaître que nous remettons nos chaines et trames pour qu'il ait à les distribuer aux tisserands qu'il surveille². » Lorsque le contremaître n'était pas seulement maître-tisserand, mais qu'il était aussi propriétaire de l'atelier, il devenait en quelque sorte un entrepreneur, ou, pour employer un langage juridique, un « sous-entrepreneur ». Aussi, lors de la grande enquête de 1848, dont le questionnaire demandait entre autres des renseignements sur « les effets des sous-entreprises de travaux faites d'ouvriers à ouvriers, entreprises vulgairement connues sous le nom de marchandage », F. Salzmann, fabricant de tissus de couleurs, répondit comme suit : « L'on pourrait appeler marchandage l'opération pratiquée par des propriétaires d'ateliers établis à la campagne, et qui consiste à se pourvoir d'ouvrage à la pièce dans la fabrique, au prix de façon courant, et à le faire confectionner dans un local à eux appartenant, par des ouvriers de leur commune ou des environs³ ». Dollfus-Mieg et C^{ie} disaient de même : « Les sous-entreprises n'existent pas dans nos industries. Le tissage à bras offre seul quelque chose d'analogue, en ce que, lorsqu'on n'exploite pas un atelier pour son propre compte, on alloue souvent au *contre-maître* ou en-

1. Archives de la Haute-Alsace (M 119^{1A}).

2. Lettre du 15 avril 1842 (Archives de la Haute-Alsace, M 117³).

3. *Réponses aux questions de l'enquête industrielle ordonnée par l'Assemblée nationale* (Mulhouse, 1848), p. 39.

« *trepreneur*, propriétaire de l'atelier et chargé de la surveillance, « une somme fixe de tant par pièce, qui comprend à la fois le « salaire de l'ouvrier, le remboursement des frais de l'entrepreneur et sa provision¹. »

On voit par là combien étaient multiples, dans l'atelier comme dans l'industrie à domicile pure, les combinaisons qui unissaient l'employeur, le contremaître et le tisserand. On voit aussi que l'atelier est bien une forme d'industrie intermédiaire entre l'industrie à domicile et la fabrique concentrée, surtout lorsque l'atelier est possédé par le contremaître. L'atelier n'avait pas, comme ce premier mode, l'avantage d'épargner au producteur la construction ou la location d'un local, mais il permettait un contrôle permanent de la fabrication, l'emploi de métiers plus compliqués, partant le tissage d'étoffes de qualité supérieure. Malgré cette adaptation de l'industrie à domicile aux nécessités du moment, elle ne put résister devant la concentration qui résultait du machinisme. Mais le tissage à domicile résista beaucoup plus longtemps que n'avait pu faire la filature. En 1797, Muller, à Pairs, emploie des machines à filer le coton. En 1803 est construite une filature à Wesserling. Au mois de septembre 1808, il n'y avait dans le Haut-Rhin que cinq filatures mécaniques², et cependant la filature à la main avait déjà reçu un coup mortel. Alors qu'en 1805 et 1806 la filature du coton au rouet ou au fuseau occupait 15.000 ouvriers, en 1808 elle n'en occupait plus que 8.000, et quelques années plus tard on ne filait plus de coton à la main. C'est que la filature du coton « par les Mécaniques » était bien, comme disait un rapport de l'année 1785, « une invention diabolique³ ». Elle permettait à un seul ouvrier de mettre en œuvre un nombre considérable de broches, c'est-à-dire de produire un nombre considérable de fils, alors que le rouet n'en fournissait qu'un seul. Au contraire, l'invention du métier mécanique à tisser était loin de constituer une révolution technique aussi grande. Rien n'était changé, sinon qu'au lieu que les organes mobiles du métier fussent, comme dans le métier à bras, actionnés par les pieds et les bras du tisserand, ils

1. *Op. cit.* Appendice, p. 6.

2. Savoir, à Wesserling, Bollwiller, Lutterbach, Mulhouse et Massevaux (Archives de la Haute-Alsace, M 1271).

3. Archives du Ministère des Affaires étrangères (France, 2012, f° 354).

étaient, par l'intermédiaire d'une poulie, mis en mouvement par une force centrale. Alors que, dans la filature mécanique, l'ouvrier mettait désormais en œuvre des centaines de broches au lieu de l'unique broche du fileur à la main, le tisseur ne surveillait que deux métiers mécaniques au lieu d'un métier à bras. Tandis que le matériel de la filature à la main se composait de cardes et de rouets de peu de valeur, le tissage à la main exigeait — nous l'avons vu — des ateliers et des métiers assez coûteux ; dès lors un changement radical dans la technique eût entraîné la perte d'un capital considérable. Ces considérations techniques expliquent que la filature à la main ait disparu après quelques années de lutte, tandis qu'il y a encore aujourd'hui quelques métiers à bras de tissage qui battent en coton ¹.

Si la disparition complète du tissage à domicile fut très longue, sa décadence fut très rapide. Dans l'espace de six années, de 1838 à 1844, 12.000 métiers à bras durent être arrêtés ². En 1849, on écrivait : « Le tissage à bras a continué à marcher en progression décroissante ; il ne peut se soutenir aujourd'hui que par ses articles spéciaux peu nombreux et par l'abaissement de la main-d'œuvre. La position de cette classe de tisserands est donc fort précaire et très pénible ; en 1844, le mal existait déjà ; il s'est accru depuis et doit s'aggraver encore ³. »

C'était dans les parties les plus fertiles de la province qu'on commençait à démonter les métiers à bras. Ainsi, en 1848, il n'y avait plus d'ateliers de tissage à bras dans le canton de Rouffach, tandis qu'il y en avait encore dans la vallée de Saint-Amarin. Et aujourd'hui, c'est dans les gorges les plus pauvres des Vosges que l'on rencontre encore des tisserands à domicile. Par exemple, en 1910, il y avait encore à Saaes quinze tisserands à bras, et à Bourg-Bruche trois tisserands à bras, dont les métiers battaient en « coutil coton pur » ou en « mi-fil et coton ⁴ ».

L'on voit ainsi se faire une *distribution géographique des formes de l'industrie*, sous l'influence des mêmes causes qui ont

1. Le recensement du 12 juin 1907 a donné pour l'Alsace 755 tisserands de coton à domicile. V. *Statistik des Deutschen Reich, Band, 215, 1. Gewerbliche Betriebsstatistik, Abteilung III, Heft 1* (Berlin, 1909), p. 456.

2. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1844, p. 188.

3. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1849, p. 162.

4. Note communiquée par M. Ernest Marchal-Diehl (de Rothau).

déterminé la distribution géographique de l'industrie considérée dans son ensemble.

§ 2. — Concentration industrielle

Nous avons vu que l'industrie à domicile n'avait jamais existé dans l'impression, et qu'elle a disparu graduellement dans la filature et le tissage. Dès l'origine, nous pouvons donc observer, dans une branche de l'industrie alsacienne, un phénomène de concentration industrielle dont l'importance est allée croissante et qui s'est étendue graduellement aux autres branches. De plus en plus s'est manifestée la tendance à réunir par grandes masses les capitaux et les forces ouvrières dans de vastes établissements bénéficiant des avantages de la division du travail et du machinisme. C'est le développement de ce phénomène qu'il nous reste à étudier maintenant.

Quand nous disons que l'activité industrielle a tendance à s'exercer dans de grands établissements, nous employons une expression qui a besoin d'être définie et précisée. Nous donnons naturellement à cette expression un sens strictement économique, c'est-à-dire que nous ne jugerons pas du degré de concentration d'un établissement industriel par son aspect extérieur, par la superficie qu'il occupe, ou par son nombre d'étages¹, mais par certaines données d'ordre économique. Ces données sont de deux sortes : nous pouvons, comme nous l'avons fait pour apprécier l'importance de l'industrie dans son ensemble, apprécier l'importance de chaque établissement à la fois d'une manière directe et d'une manière indirecte. D'une manière directe, en déterminant la quantité produite par établissement et sa valeur, c'est-à-dire le chiffre d'affaires. D'une manière indirecte, en déterminant l'importance des éléments ou facteurs de la production mis en œuvre par cet établissement, c'est-à-dire soit la quantité et la valeur du capital (par exemple le nombre de broches de filature et la valeur de l'établissement), soit l'im-

1. Au commencement du siècle dernier, les fabriques étaient presque toutes des bâtiments à 4 et 5 étages (Voyez les *Vues des fabriques du Haut-Rhin*, Mulhouse, 1824, album qui contient le dessin d'une trentaine d'établissements cotonniers alsaciens). Aujourd'hui on construit surtout des bâtiments à rez-de-chaussée.

portance de la force motrice (par exemple le nombre de chevaux-vapeur utilisés), soit enfin l'importance de la main-d'œuvre, c'est-à-dire le nombre d'ouvriers employés. Tels sont les éléments d'appréciation dont nous disposons. Nous ne nous dissimulons pas l'imperfection de chacun d'eux. La quantité produite par établissement n'est pas un critérium, si on ne tient pas compte de la qualité des produits. Le chiffre d'affaires n'est pas probant, si on ne tient pas compte de la valeur de la matière première. La quantité du capital doit être appréciée en tenant compte de sa productivité variable aux différentes époques, laquelle dépend de l'état de la technique. La valeur du capital n'est pas non plus un élément d'appréciation définitif, les nouvelles machines coûtant plus cher que les anciennes, sans produire nécessairement davantage (le perfectionnement de ces nouvelles machines consiste quelquefois uniquement dans une économie de main-d'œuvre, comme c'est le cas pour les métiers à tisser automatiques). L'importance de la force motrice n'est pas non plus un critérium, la force motrice déployée par un imprimeur à la main n'étant pas de celles que l'on a l'habitude de chiffrer dans les bureaux de statistique. Enfin le nombre des ouvriers n'est pas davantage un élément sur lequel on puisse tabler sans réserves, la productivité de la main-d'œuvre étant — comme celle du capital — variable avec l'état de la technique.

Aussi, lorsque nous aurons à apprécier le degré de concentration d'un établissement, nous nous servirons toujours de plusieurs de ces éléments d'appréciation, en les corrigeant l'un par l'autre. Cette concentration, nous le savons, ne s'est pas effectuée à la même époque pour les trois branches de notre industrie. L'ordre historique dans lequel la concentration s'est développée nous commande de l'étudier d'abord dans l'impression, puis dans la filature et enfin dans le tissage.

A. — *Impression*

L'impression à la main se faisant sur des « tables », c'est le nombre de ces tables qui est le principal critérium de l'importance d'une manufacture d'impressions à la main. « Pour déterminer avec quelque précision le nombre de toiles peintes que peut

« fournir une manufacture, il faut en juger par le nombre de tables « sur lesquelles on les imprime... Chaque table produit annuelle- « ment 250, 300 pièces indiennes de 15 à 16 aunes tant fines qu'or- « dinaires¹. » Mais la table est plus ou moins « productive » sui- « vant la qualité du tissu. Sur une table « on peut imprimer trois « à quatre pièces de toile ordinaire et tout au plus une de fine, « toutes de 15 à 16 aunes, par jour² ». D'ailleurs, au xviii^e siècle, on n'imprimait pas qu'avec la table : on peignait au pinceau, et à partir de 1782 on se servit de la machine à planches plates³.

En 1803 apparaît en Alsace la machine à imprimer au rouleau, qui donne à l'industrie de l'impression sur étoffes un outil aussi productif par rapport au travail à la main, que la machine rotative dans l'imprimerie relativement à l'ancienne presse à la main. Dorénavant il faudra chiffrer, à côté du nombre des tables, le nombre des machines à imprimer au rouleau, et le degré de concentration augmentera, même si le nombre des ouvriers restait stationnaire ou diminuait.

Nous n'étudierons pas seulement quels ont été à chaque époque les éléments de la production. Nous apprécierons aussi le degré de concentration des établissements d'impressions, en disant quelle a été la quantité produite et sa valeur.

D'après l'auteur de la *Statistique du Haut-Rhin*, la première manufacture d'indiennes, Kœchlin-Schmaltzer, aurait travaillé en 1746 avec un capital de 40.000 francs seulement⁴, et aurait imprimé au bout de dix ans à peu près 30.000 pièces de 16 aunes par an⁵. En 1779, la fabrique de toiles peintes de Munster, loin d'être aussi concentrée, ne fabriquait que 400 pièces de 16 aunes; elle n'avait que 20 ouvriers⁶. En 1786, la maison Dollfuss Vater Söhne de Mulhouse avait fait pour plus d'un million d'affaires,

1. Archives du Ministère des Affaires étrangères (France, 2006, f° 287).

2. « L'art d'imprimer sur Toile en Alsace, 1786. » (Archives nationales F¹² 1404^B).

3. « Pour l'impression à la planche de cuivre en camaux, par exemple, une « seule couleur toute extraite est jetée sur la planche de cuivre, les ouvriers, en y « passant une latte, ne laissent de couleur que dans la gravure où la toile s'en « saisit étant comprimée par deux cylindres (les cylindres agissent comme ceux de « la machine à gaufrir les velours pour meubles.) » Mémoire de Deguingand, sous- « inspecteur des manufactures à Colmar (25 mars 1787). (Archives nationales F¹² 1404^B.)

4. Penot, *Statistique générale du département du Haut-Rhin* (Mulhouse, 1831), p. 339.

5. Penot, *op. cit.*, p. 340.

6. Archives de la Haute-Alsace (M 127³).

puisqu'elle avait versé au fisc 4.545 livres¹, représentant $\frac{5}{12}$ 0/0 du montant de ses ventes. Les 27 fabricants de coton que Mulhouse comptait en 1786 ayant versé au total 27.000 livres², le chiffre d'affaires moyen était de 24.000 francs. Voici pour 1786 le tableau des tables d'impressions³ :

Senn Biderman et C ^{ie} , Wesserling	186 tables
Hausmann Emerich Jordan et C ^{ie} , Logelbach.	123 —
Dollfus et C ^{ie} , Thann.....	100 —
Riegé et C ^{ie} , Munster	80 —
Arnold père et fils, Cernay.....	60 —
Steffan Hausmann et C ^{ie} , Ribeauvillé	50 —
Zurcher, Cernay	30 —
Drouhin et C ^{ie} , Bollwiller	4 —
Les 19 fabricants de Mulhouse, ensemble.....	794 —

Chaque manufacture avait donc en moyenne 53 tables. On voit qu'à côté d'établissements considérables existait une fabrique de très peu d'importance. Ce trait n'a cessé de caractériser l'industrie de l'impression : les fabriques y sont très concentrées, à l'exception seulement d'un ou de deux établissements de moindre importance, petits nains qui coexistent avec des géants, simples artisans vivant à côté de gros capitalistes.

Les renseignements suivants donnent une idée de l'importance des grandes manufactures d'impression au commencement du XIX^e siècle. « Nous avons porté successivement le nombre de nos « tables d'impression à 110 — avec lesquels nous pouvions con- « fectionner annuellement 9 à 10.000 pièces de toiles peintes, et « avec le susdit nombre de tables nous occupions en 1805 à « peu près 350 ouvriers. » (Paul Blech et C^{ie}.) — « Le produit « annuel de notre manufacture a été en tems ordinaire à peu « près de deux millions de francs. Nos ventes n'ont point dé- « passé l'année dernière la somme de 1.200.000 francs et suivant « toutes les apparences elles ne seront pas plus conséquentes cette « année. » (J. Hofer et C^{ie}.) — « La somme annuelle à laquelle « s'élève notre fabrication de toiles peintes varie de 3.000 à « 9.000 pièces de 20 mètres produisant une valeur de 300.000 à

1. Archives de Mulhouse (IX 10, p. 38).

2. *Ibidem*.

3. Archives de la Haute-Alsace (C 1118).

« 900.000 francs. » (Schlumberger Koenig et C^{ie}.) — « En 1805, nous
 « avons imprimé 22.000 pièces en impressions fines à la main et
 « 24.000 pièces en impressions communes aux mécaniques. »
 (Gros Davillier Roman et C^{ie}.) — « Le nombre de nos ouvriers
 « étoit l'année passée de 650 à 700. Cette année-ci il est de 450
 « à 500. Le nombre présumé de pièces que nous comptons d'im-
 « primer sera à peu près de 8.000 ; il a été de 10.500 l'an der-
 « nier. » (Haussmann frères.) — « La somme annuelle à laquelle
 « s'élève la façon des toiles que nous imprimons pour compte
 « d'amis en tems ordinaire est de 560 à 580.000 francs. » (Hauss-
 mann frères.) — « Le nombre des ouvriers employés l'année der-
 « nière étoit de 715. Celui de cette année est de 1.020. Le nombre
 « des pièces que nous fabriquerons sera de 28 à 30.000, nous
 « n'avons confectionné l'année dernière que 22.000 pièces. »
 (Dollfus Mieg et C^{ie}.) — « Mon ancienne société faisait ordi-
 « nairement entre 6 à 700.000 d'affaires par année. » (Jérémie
 Risler Père.) — « En tems ordinaire notre fabrication annuelle
 « peut s'élever à 700.000 francs, somme moyenne des trois der-
 « nières années. » (Schwartz Risler et C^{ie}.) — « En tems ordi-
 « naire la somme annuelle à laquelle s'élève notre fabrication est
 « environ 1.200.000 francs. » (Blech Fries et C^{ie}.)¹

Concurremment avec ces immenses manufactures, travaillait à
 Strasbourg un imprimeur de coton², qui pendant la « campagne »
 occupait deux ouvriers, et qui pendant l'hiver étoit seul. Sa pro-
 duction annuelle s'élevait à 400 pièces seulement (sans compter
 les anciennes étoffes qu'il réimprimait).

A travers tout le xix^e siècle, les manufactures de toiles peintes
 d'Alsace se sont toujours de plus en plus concentrées. Dès 1826,
 Dollfus-Mieg et C^{ie} faisaient pour 4 à 5 millions de francs d'affaires³.
 En 1843, à côté d'une petite manufacture comme celle de Reber
 et Fries, Illzach, qui n'occupait que 50 ouvriers, Fries et Callias à
 Guebwiller occupaient 155 ouvriers et possédaient 88 tables d'im-
 pression plus une machine à imprimer au rouleau ; Blech, Stein-
 bach et Mantz à Mulhouse avaient 360 tables à imprimer, 5 per-
 rotines, 4 machines à imprimer au rouleau et 923 ouvriers⁴.

1. Toutes ces lettres, adressées au préfet du Haut-Rhin, ont été écrites en
 avril 1807 (Archives de la Haute-Alsace, M 127¹).

2. Nommé Schlienger (Archives nationales, F¹² 1564).

3. Archives de la Haute-Alsace (M 127⁹).

4. Archives de la Haute-Alsace (M 127⁵).

A cette époque, la concentration industrielle se mit à progresser en apparence très rapidement, comme le montre le tableau suivant :

ANNÉES	NOMBRE des MANUFACTURES D'IMPRESSION
1788	27
1806	22
1827	27
1836	35
1839	40
1844	24
1849	21
1851	21
1861	18
1876	12
1910	8

En dix-sept années, de 1827 à 1844, plusieurs nouvelles manufactures s'étaient sans doute créées, mais vingt et une fabriques d'impression, dont les noms suivent, avaient fermé leurs ateliers¹ :

Schlumberger Kœnig et C ^{ie}	Mulhouse.
Schwartz Lischy et C ^{ie}	—
Heilmann frères et C ^{ie}	—
Reber Mieg.....	—
J. Hofer et C ^{ie}	—
Beugnot et Raique.....	—
Fer ^d Heilmann.....	—
Dardel et C ^{ie}	—
Blech et C ^{ie}	—
Meyer frères.....	—
Huguenin l'aîné.....	—
Grosjean fils.....	—
Nicolas Rott.....	—
Barbé et C ^{ie}	Vieux-Thann.
Witz Kœnig.....	Cernay.
Bernard.....	—
Witz-Greuter.....	Guebwiller.
Haussmann Jordan et C ^{ie}	Colmar.
Niffenecker et Steinbach.....	Hizach.
Schlumberger Weber.....	Sainte-Marie.
Landmann.....	—

1. Archives nationales (F¹² 95172).

Ce phénomène n'est pas, il est vrai, un phénomène de pure concentration, mais quelquefois un arrêt de l'activité industrielle qui se traduit par une diminution du nombre des établissements. De 1839 à 1844, le nombre des fabriques d'indiennes avait passé de 40 à 24, et aucune de celles qui subsistaient n'avait pris d'accroissement¹.

Les années suivantes nous font au contraire assister à un progrès véritable de la concentration industrielle. En 1849, il n'y avait plus que 21 manufactures d'impression : 11 à Mulhouse, 2 à Thann, 2 à Cernay, 1 à Wesserling, 1 à Munster, 2 à Sainte-Marie, 1 à Ribeauvillé, 1 à Illzach². En 1861, on ne comptait plus que 18 établissements, mais les moyens de production de chaque établissement avaient augmenté. « En 1851, il y avait
« dans le Haut-Rhin 21 fabriques de toiles peintes possédant
« 24 machines à vapeur d'une force de 421 HP. Elles em-
« ployaient environ 90 machines à imprimer au rouleau et occu-
« paient à peu près 10.000 ouvriers. On ne compte plus aujour-
« d'hui [1861] que 18 fabriques, mais elles possèdent une centaine
« de machines à imprimer et 55 moteurs à vapeur d'une force
« totale de 672 HP, dont 17 sont de petites machines angulaires
« ou horizontales, destinées à faire marcher des rouleaux à imprimer. Elles occupent 10.000 ouvriers, dont la moitié desservent
« l'impression à la main, et font un chiffre d'affaires de 50 millions³. » Nous sommes bien ici en présence d'un phénomène de pure concentration. Les renseignements que nous donnent les contemporains ne peuvent laisser de doute à cet égard. « Si
« nous considérons l'état de l'industrie de l'impression, autrefois
« si florissante et la plus importante de Mulhouse, nous sommes
« frappés par un double spectacle. D'un côté nous voyons certains établissements se développer et prendre des proportions
« considérables, au point que jamais la production totale des
« tissus imprimés n'a été aussi importante à Mulhouse qu'aujourd'hui. On serait porté naturellement à en conclure que
« jamais industrie n'a été plus prospère, si on ne voyait d'ailleurs d'autres maisons, des plus anciennes et des plus célèbres,
« mettre bas les armes et disparaître de la scène sans être rem-

1. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1844, p. 206.

2. *Archives de la Haute-Alsace* (M 119⁴).

3. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1862, p. 454.

« placées par d'autres. Depuis dix ans il ne s'est pas créé une « seule maison nouvelle¹ ». Mais les établissements qui subsistaient demeuraient considérables et s'accroissaient aux dépens des disparus. Gros, Odier, Roman et C^{ie}, à Wesserling, avaient en 1860 3 machines à imprimer au rouleau à 3 couleurs, 6 machines à 4 couleurs, 1 machine à 5 couleurs, 460 tables d'impression à la main. Ils imprimaient 4.647.000 mètres de coton et 610.000 mètres de tissus de laine et de soie². La même année Dollfus-Mieg avait imprimé 7.500.000 mètres; il en imprimait 12.600.000 en 1866³, soit le double de ce que les 27 manufactures d'Alsace avaient imprimé à elles toutes en 1788.

Aujourd'hui, il n'y a plus que 8 fabriques de toiles peintes en Alsace. Ces établissements sont considérables. C'est ainsi que le matériel de la maison Gros Roman et C^{ie}, à Wesserling, comprenait, en 1898, 20 machines à imprimer de 1 à 12 couleurs, 6.000 rouleaux gravés, et 71 tables d'impression à la main mesurant 1.800 mètres⁴.

B. — Filature

La première filature mécanique et concentrée de l'Alsace a fonctionné à la fin du xviii^e siècle dans la manufacture de Pairis. Ce n'était là encore qu'un embryon de concentration, puisque l'entrepreneur n'avait en tout que 4 machines à filer le coton. Au commencement du xix^e siècle, la manufacture de Wesserling commença la construction d'une filature plus importante. Dans un rapport de l'an XII, le préfet du Haut-Rhin parle d'un « très « bel établissement de filature de coton que l'on travaille à y « former et qui comprendra 3.500 broches⁵. » En 1806, existaient 3 établissements de ce genre : la manufacture de Wesserling réunissait dans sa filature 5.088 broches et 185 ouvriers ;

1. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1862, p. 447.

2. Conseil supérieur de l'agriculture, du commerce et de l'industrie, *Enquête. Traité de commerce avec l'Angleterre* (Paris, 1860), t. IV, p. 452.

3. Notes de M. Jean Dollfus dans *Enquête relative à l'importation en franchise temporaire des tissus de coton destinés à être réexportés après impression ou teinture* (Paris, 1868), p. 177.

4. *Histoire documentaire de l'Industrie de Mulhouse et de ses environs au dix-neuvième siècle* (Mulhouse, 1902), p. 415.

5. Archives nationales (F¹C III Haut-Rhin 7).

celle de Bollwiller comprenait 1.404 broches et 72 ouvriers; celle de Strasbourg avait 3.024 broches et 160 ouvriers¹. En 1807 était construite à Wesserling une seconde filature à côté de la première². Au 15 avril 1809, les deux filatures mécaniques du Bas-Rhin comprenaient l'une 800 broches et 40 ouvriers, l'autre 10.000 broches et 400 ouvriers.

Une enquête faite en 1825 nous permet de constater que l'importance des filatures était très variable. A côté d'une petite filature comme celle de Jacques Benner, qui produisait 4.800 kilogrammes de filés par an avec 800 broches mises en œuvre par 22 ouvriers, la grande filature de Nicolas Schlumberger et C^e produisait 330.000 kilogrammes de filés avec 37.500 broches mises en œuvre par plus de 1.000 ouvriers³. D'après la *Statistique du Haut-Rhin* de 1831, chaque filature avait en moyenne 9.500 broches et 212 ouvriers. Les établissements plus considérables n'étaient encore que l'exception :

1834..	Jacques Hartmann, Munster,	50.000 broches.	1.200 ouvriers.
1834..	Nicolas Schlumberger, Guebwiller,	53.000 broches.	1.300 ouvriers ⁴ .
1839..	Ch. Naegely et C ^e , Mulhouse,	84.000 broches.	1.500 ouvriers ⁵ .

La filature Ch. Naegely et C^e faisait déjà, en 1839, 3.500.000 fr. d'affaires. En 1843, les 500.000 kilogrammes qu'elle filait à raison de 6 francs le kilogramme représentaient 3 millions d'affaires. Elle occupait 332 hommes, 464 femmes et 519 enfants, soit en tout 1.315 personnes⁶.

Avec la première grande statistique officielle, celle de 1847⁷, nous sommes en présence d'un document qui nous permet pour la première fois d'exprimer l'état de la concentration industrielle à l'aide de cette donnée statistique si importante qu'on appelle la *normale* ou le *mode*. Nous pouvons en effet, à l'aide de cette statistique, grouper les établissements industriels par catégories suivant le nombre de broches qu'ils possèdent, ces catégo-

1. Archives nationales (F¹² 1564).

2. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1864, p. 143.

3. Archives de la Haute-Alsace (M 127²).

4. Archives de la Haute-Alsace (M 119^{1A}).

5. Archives de la Haute-Alsace (M 119²).

6. Archives de la Haute-Alsace (M 127⁵).

7. *Statistique de la France publiée par le ministre de l'Agriculture et du Commerce* (Paris, 1847). Industrie, t. I, pp. 130-149.

ries étant comprises entre des limites également distantes. C'est ainsi que la première catégorie comprendra les filatures de moins de 10.000 broches, la deuxième catégorie les filatures de 10.000 à 20.000, la troisième celles de 20.000 à 30.000, et ainsi de suite. La normale ou le nombre normal de broches sera constitué par la catégorie comprenant le plus d'établissements; c'est ce qu'on peut appeler « le chiffre de la plus grande fréquence », chaque établissement compris dans cette catégorie représentant ainsi ce que Marshall appelle l'*établissement-type*.

Nous pouvons désormais, à l'aide des statistiques officielles et des enquêtes privées, suivre l'accroissement de la dimension moyenne et de la dimension normale des établissements industriels, en recherchant la moyenne arithmétique et la normale du nombre des broches de filature par établissement. C'est ce que nous allons faire successivement.

Le progrès continu de la concentration est rendu manifeste par l'accroissement continu de la moyenne arithmétique du nombre de broches par établissement. Cette moyenne est :

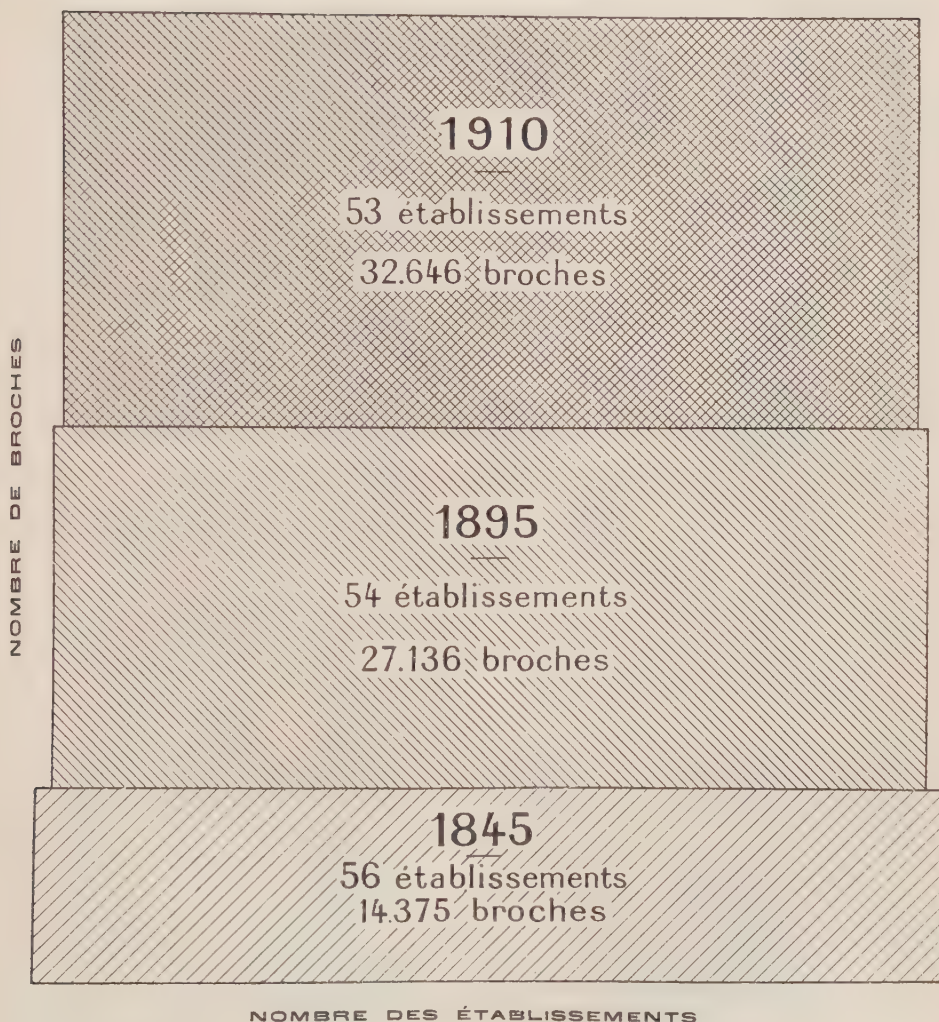
en 1828.....	de 9.517 broches
1845.....	14.375 —
1856.....	17.967 —
1895.....	27.136 —
1910.....	32.646 —

Il est intéressant de remarquer que le nombre total des établissements de filature n'a pas sensiblement varié dans les 65 dernières années (voyez le tableau des moyennes arithmétiques, graphique A). Il était de 56 en 1845, de 54 en 1895 et de 53 en 1910. Il en résulte la constatation curieuse que le progrès de la concentration exprimé par l'augmentation de la moyenne arithmétique mesure presque exactement le progrès général de la production; le nombre d'établissements n'ayant pour ainsi dire pas varié, le rapport du nombre moyen des broches par établissement en 1845 au nombre moyen des broches en 1910 est sensiblement égal au rapport des nombres totaux de broches aux deux mêmes dates.

La constatation générale que l'on vient de faire par l'étude des moyennes arithmétiques va pouvoir être précisée par l'étude des

FILATURE

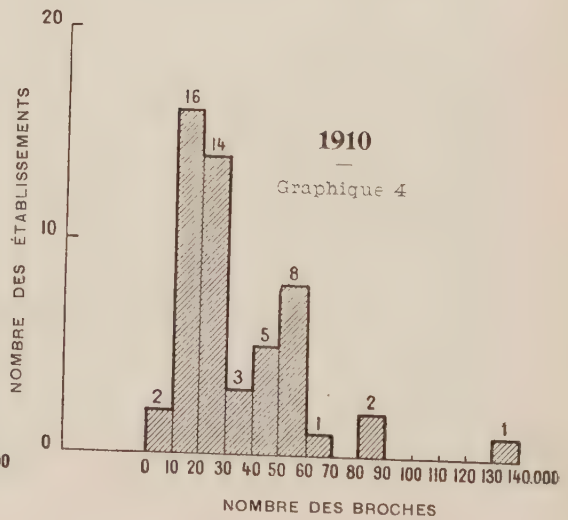
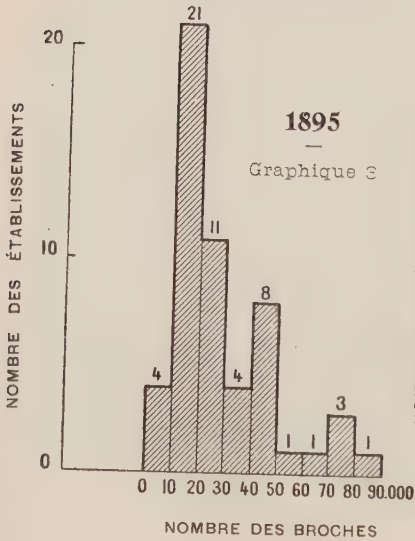
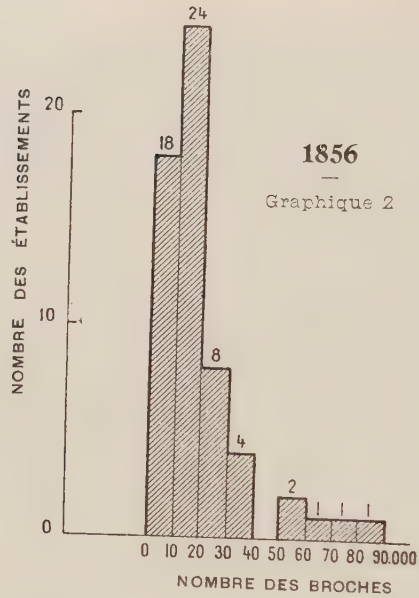
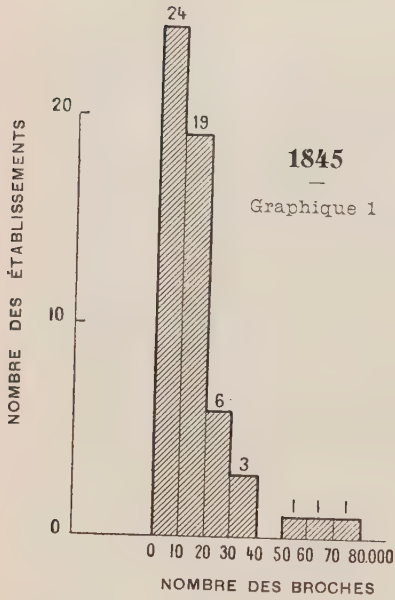
Progrès de la concentration exprimé par l'étude
de la moyenne arithmétique



Graphique A

FILATURE

Progrès de la concentration exprimé par l'étude
des normales



normales. Si nous groupons d'abord les établissements industriels par catégories assez vastes, moins de 10.000 broches, de 10.000 à 20.000 broches, de 20.000 à 30.000 broches, etc., nous obtenons déjà une vue plus précise et plus concrète du phénomène que celle qui nous est donnée par les moyennes arithmétiques. Nous voyons que le progrès de la concentration n'a pas été en réalité aussi rapide que le ferait penser l'accroissement des moyennes arithmétiques. Les graphiques 1 à 4 montrent en effet que la dimension normale ou la plus fréquente des établissements n'a pas varié depuis 1856. En 1845 (graphique 1), les établissements les plus nombreux étaient ceux ayant moins de 10.000 broches. Il y en avait 24 sur un total de 56 établissements. En 1856 (graphique 2), la normale s'est déplacée. Les établissements les plus nombreux sont ceux ayant de 10 à 20.000 broches. Il y en a encore 24 sur un total de 59 établissements. Depuis, la normale n'a plus changé. Ce sont toujours les établissements de 10 à 20.000 broches qui constituent le type courant. Il y en avait 21 en 1895 (graphique 3) ; il y en a encore 16 en 1910 (graphique 4). On peut cependant prévoir que, dans un avenir peu éloigné, ce seront les établissements ayant de 20 à 30.000 broches qui formeront le gros contingent. Ce nombre, qui était de 6 en 1845, passe à 8 en 1856, à 11 en 1895, et il atteint 14 en 1910, c'est-à-dire qu'il atteint déjà presque le nombre des établissements ayant de 10 à 20.000 broches.

Le mouvement de concentration de l'industrie de la filature apparaît ainsi comme un mouvement lent, régulier, continu ; les « établissements monstres » ne sont encore qu'une exception. Les établissements de moins de 30.000 broches constituent toujours la majorité. Il y en avait 49 en 1845, 50 en 1856, 36 en 1895 et 32 en 1910 sur un total de 53 établissements.

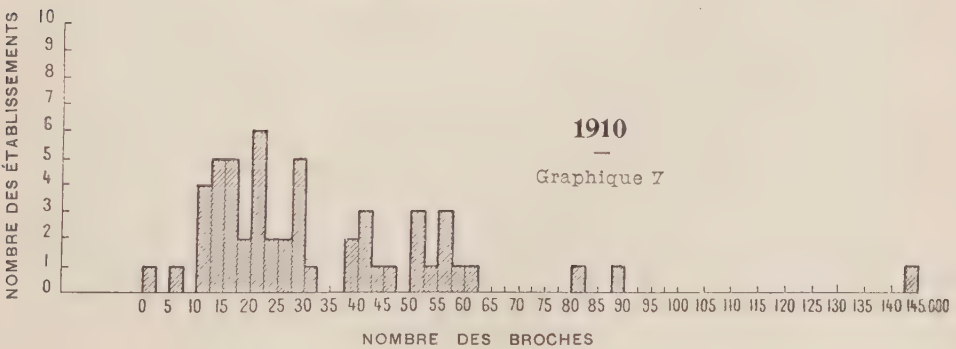
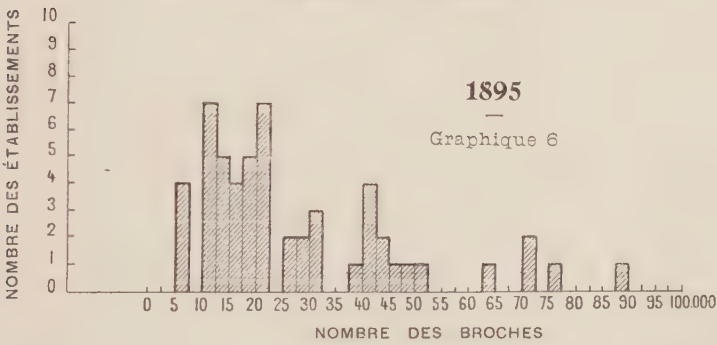
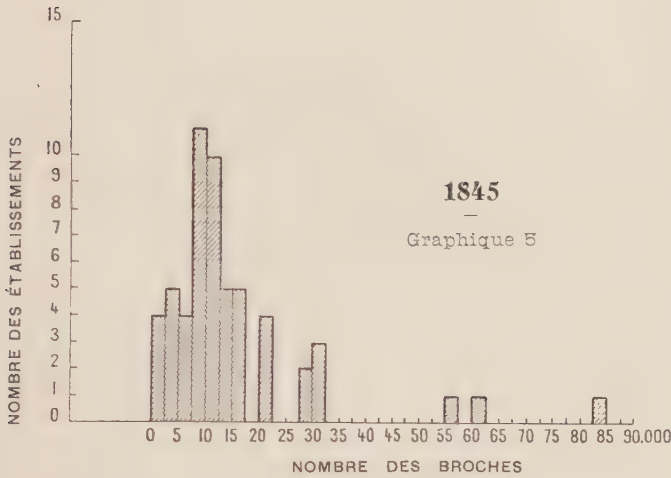
Mais certains de nos documents nous permettent de pousser plus loin encore l'analyse de l'évolution de la concentration industrielle dans la filature. La statistique officielle de 1847 et les enquêtes privées faites par la maison Rieger en 1895 et en 1909 nous permettent de classer les établissements en un nombre beaucoup plus grand de groupes. Au lieu de répartir les filatures dans des groupes allant de 10.000 en 10.000 broches, nous les classerons dans des groupes plus restreints allant de 1 à 2.500, de 2.500 à 5.000, de 5.000 à 7.500, de 7.500 à 10.000, etc. Les résultats

de cette comparaison sont exprimés dans les graphiques 5, 6, 7. Elle confirme la conclusion que nous venons d'établir, en même temps qu'elle nous fournit une conclusion nouvelle. En 1845, la catégorie comprenant le plus grand nombre d'établissements était formée par les filatures ayant de 7.500 à 10.000 broches ; on y comptait 11 établissements. Venait immédiatement après, avec 10 établissements, la catégorie des filatures de 10.000 à 12.500 broches. Sur 56 établissements il y en avait donc 22 ayant de 7.500 à 12.500 broches. En 1895, nous trouvons deux classes d'établissements qui, comprenant chacune 7 filatures, constituent comme une double normale. Ce sont, d'une part, les établissements ayant de 10.000 à 12.500 broches, et d'autre part, ceux ayant de 20.000 à 22.500 broches. Cette date marque ainsi exactement la transition entre la situation que nous avons constatée en 1845 et celle que nous allons constater en 1910. Le nombre des établissements de 20.000 à 22.500 broches, qui constituera en 1910 le nombre maximum, est encore égal en 1895 au nombre des établissements de 10.000 à 12.500 broches. En 1910, la catégorie la plus nombreuse, celle des établissements de 20.000 à 22.500 broches compte 6 établissements. Viennent ensuite, avec chacune 5 établissements, les catégories de 12.500 à 15.000 broches, de 15.000 à 17.500 broches et de 27.500 à 30.000 broches.

Le caractère graduel du mouvement de concentration se confirme ainsi d'une façon assez curieuse. La date de 1895 nous place en effet à égale distance de la situation constatée en 1847 et de celle constatée en 1910. Mais ces trois graphiques nous permettent en outre de constater un nouveau fait très intéressant, à savoir la prédominance de moins en moins grande de la normale. Les établissements formant le type le plus commun au point de vue de l'importance deviennent de moins en moins nombreux. On ne peut même plus dire qu'ils forment le type fréquent. La catégorie normale comprenait, en 1845, 11 établissements. Elle n'en comprenait plus que 7 en 1895, et 6 en 1910. Ainsi l'inégalité entre la catégorie la plus nombreuse et les autres s'est atténuée. En 1910, à coté de la catégorie normale comprenant 6 établissements, on en compte trois autres comprenant chacune 5 établissements. Mais ce fait n'est en quelque sorte qu'un cas particulier d'un fait plus général

FILATURE

Progrès de la concentration exprimé par l'étude
des normales



encore : à savoir que le nombre des établissements compris dans une même catégorie, et non seulement dans la catégorie de la dimension la plus fréquente, diminue à chaque date. Tandis qu'au début du xix^e siècle on trouvait d'assez nombreux établissements ayant un nombre sensiblement égal de broches, il s'est introduit peu à peu à ce point de vue une différenciation entre les établissements. On trouve moins fréquemment qu'autrefois des établissements semblables au point de vue de la dimension. Le nombre total des établissements étant resté sensiblement le même, l'accroissement du nombre des plus grands établissements s'est traduit naturellement par l'accroissement de la distance séparant entre eux tous les établissements grands et petits au point de vue du nombre des broches. C'est ainsi qu'en 1845 les établissements ayant moins de 17.500 broches formaient un groupe compact et ininterrompu, dont les diverses catégories avaient une importance sensiblement égale. Ces catégories comprenaient chacune de 4 à 5 établissements, à l'exception des catégories de 7.500 à 10.000, et de 10.000 à 12.500 broches, qui comprenaient 11 et 10 établissements. En dehors de ce groupe compact, on ne trouvait que quelques catégories disséminées, dont la plus nombreuse comprenait 3 établissements, et dont 3 ne comprenaient chacune qu'un établissement. Ainsi la très grande majorité des établissements, soit 44 sur 56, étaient de dimension assez voisine. Les autres, au contraire, étaient séparés par des intervalles considérables. Il y avait donc vraiment, à cette époque, un type commun d'établissement, le plus fréquemment réalisé en fait. En 1910, au contraire, le groupe compact que l'on constatait en 1845 s'est désagrégé. Les 4 groupes comprenant le plus d'établissements ne sont plus voisins. Ce sont ceux de 12.500 à 15.000, de 15.000 à 17.500, de 20.000 à 22.500, et de 27.500 à 30.000; et de plus, ces 4 groupes comprennent seulement chacun 5 à 6 établissements. On ne trouve qu'un établissement qui ait moins de 2.500 broches, et qu'un également qui ait de 5.000 à 7.500 broches; il n'y a plus aucun établissement qui ait de 2.500 à 5.000 broches, et de 7.500 à 10.000 broches, tandis que, parmi les établissements plus importants, 3 catégories qui ne sont pas non plus voisines comprennent chacune 3 établissements. La répartition des établissements entre les diverses catégories s'est ainsi faite plus égale, chaque catégorie compre-

nant un nombre moindre d'établissements. De plus, la distance entre les catégories extrêmes a augmenté. Les 3 plus grands établissements comptaient, en 1845, 55.000 broches, 60.000 broches et 84.000 broches. En 1910, ils comptent 80.000, 89.000 et 143.000 broches. En 1845, on assistait à la prédominance nette d'un type d'établissement en dehors duquel n'existaient que quelques établissements tout à fait exceptionnels. En 1910, les établissements se répartissent en 3 groupes dont l'importance est plus égale, l'un comprenant les établissements de 10.000 à 30.000 broches au nombre de 31, le second les établissements de 37.500 à 47.500 au nombre de 7; le troisième enfin les établissements de 50.000 à 62.500 broches au nombre de 9. Les 3 plus grands établissements restent seuls en dehors de ces 3 groupes.

Il résulte de ce fait que la moyenne arithmétique du nombre des broches en 1845 exprime la réalité de beaucoup plus près que celle de 1910, puisque à cette époque l'importance moyenne des établissements était plus égale.

Il en résulte aussi — pour nous placer à un point de vue tout différent — que la formation d'un cartel dans l'industrie cotonnière alsacienne devient de plus en plus difficile de par cette multiplicité et cette diversité croissante des types d'établissements. On sait en effet que des ententes pour régler la production ou les prix de vente ne se forment d'ordinaire que dans les industries où les producteurs sont placés dans des conditions assez égales, tandis qu'en Alsace on pouvait constater déjà, dans les enquêtes douanières de 1860 et de 1868, une divergence d'intérêts qui est allée croissante entre les grands et les petits filateurs.

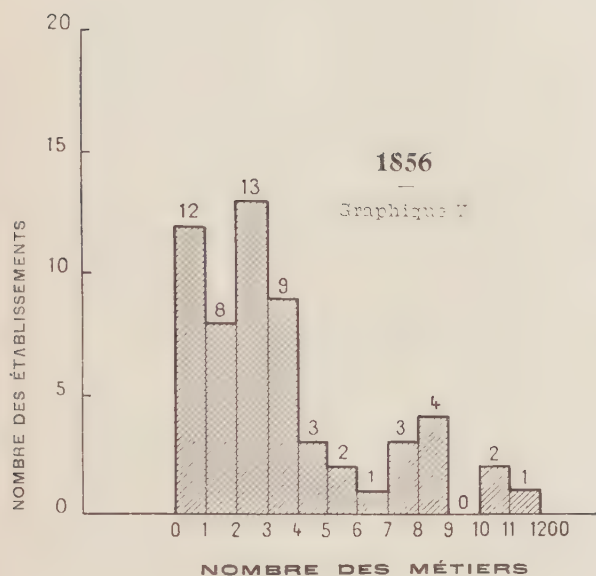
C. — *Tissage*

Le mouvement de concentration industrielle, qui est apparu beaucoup plus tard dans le tissage que dans la filature, s'y est aussi développé beaucoup plus lentement.

La moyenne arithmétique montre même que dans les quinze dernières années, la concentration de l'industrie du tissage n'a pas progressé.

TISSAGE

Progrès de la concentration exprimé par l'étude
des normales



1856.....	335	métiers en moyenne par établissement		
1895.....	507	—	—	—
1910.....	517	—	—	—

Mais ici encore l'étude de la normale, en corrigeant l'imprécision de la moyenne arithmétique, nous montre qu'en réalité, pendant tout le xix^e siècle, la concentration n'a progressé dans le tissage que d'une façon extrêmement lente. Si nous groupons les établissements de tissages par divisions allant de 100 en 100 métiers, nous obtenons les graphiques 7 et 8, qui illustrent très clairement cette affirmation. En 1856, les établissements les plus nombreux étaient ceux ayant de 200 à 300 métiers. On en comptait 13 contre 12 ayant moins de 100 métiers. Sur 58 établissements, il y en avait 33, soit *plus de la moitié*, qui avaient moins de 300 métiers, et 20, soit plus du tiers, qui avaient moins de 200 métiers.

En 1910, le nombre maximum d'établissements est à la fois dans la catégorie de 100 à 200 métiers et dans celle de 200 à 300 métiers, chacune de ces catégories comprenant 16 établissements contre 13 établissements ayant de 300 à 400 métiers. Sur 81 établissements, il y en a donc, en 1910, 37, soit encore *près de la moitié*, qui ont moins de 300 métiers, et 21, soit plus du quart, qui ont moins de 200 métiers. On voit ainsi que si le nombre total des établissements a sensiblement augmenté de 1856 à 1910, le nombre des établissements ayant moins de 300 métiers n'a pas diminué. Dans cette dernière catégorie elle-même, le nombre des tissages ayant de 100 à 300 métiers a augmenté dans la même proportion que le nombre total des établissements. Il est en effet passé de 20 à 32, alors que le nombre total des établissements passait de 58 à 81. Seul, le nombre des établissements ayant moins de 100 métiers a diminué. Il est passé de 12 en 1856 à 5 en 1910. S'il y a donc eu une concentration, celle-ci ne s'est encore réalisée que dans une mesure très faible.

L'opposition qui existe à cet égard entre le tissage et la filature apparaît même comme d'autant plus nette que, comme on le sait, la productivité d'une broche de filature mécanique a quintuplé, alors que la productivité d'un métier de tissage mécanique n'a que doublé, et qu'ainsi l'accroissement du nombre des broches de filature par établissement, déjà plus considérable en lui-même

que l'accroissement du nombre des métiers de tissage, doit être en réalité multiplié par 2,5, si l'on veut avoir une idée exacte du développement de la concentration dans les deux branches.

On a vu ailleurs que le nombre total des établissements est resté constant dans la filature, alors que dans le tissage il s'est accru de 1856 à 1910 de plus du tiers. Le moindre développement de la concentration dans le tissage n'indique donc pas un moindre développement dans l'activité de cette branche. Il montre seulement qu'elle s'est développée d'une autre manière. En d'autres termes, la cause de la moindre concentration du tissage ne doit pas être cherchée dans un moindre développement économique de cette branche de l'industrie cotonnière. Elle tient surtout à ce que la technique s'y est transformée beaucoup moins profondément que dans la filature.

CHAPITRE IV

DIVISION DU TRAVAIL

§ 1. Intégration *stricto sensu* et sectionnement de la production. — § 2. Spécialisation de la production et intégration *lato sensu*. — § 3. Décomposition du travail : A) Filature. — B) Tissage. — C) Impression.

Nous avons déjà traité sous différents chefs la question de la division du travail. Le point de départ lui-même était un fait de division du travail, puisqu'on considérait non pas toute l'activité industrielle de l'Alsace, mais seulement une industrie spécialisée, l'industrie cotonnière. De plus, au cours de cette étude, l'on a rencontré un phénomène de division du travail en traitant la question de la distribution géographique de l'industrie : l'« industrie de Sainte-Marie-aux-Mines » constitue une division du travail à la fois au point de vue géographique et au point de vue de la qualité des objets produits ; c'est en Alsace le seul cas de localisation de la production d'une qualité spéciale dans une ville, qui a même donné son nom au produit. Mais il y a encore deux autres aspects de la division du travail à considérer : la division du travail entre les établissements industriels, et la division du travail à l'intérieur de chaque établissement.

La division du travail entre les établissements industriels peut être étudiée à deux points de vue. D'une part la fabrication du coton comprend une série d'opérations successives, la filature, le tissage, le blanchiment, l'impression, etc. On conçoit que toute la filière de ces transformations puisse être accomplie dans un seul établissement. C'est ce qu'on appelle l'*intégration* au sens strict. A l'inverse, quand une fabrique se consacre uniquement à l'une de ces opérations successives, nous sommes en présence de cette forme de la division du travail que Karl Bücher a appelée le *sec-*

tionnement de la production. D'autre part, la division du travail peut se faire quant à la nature des produits fabriqués, c'est-à-dire qu'une filature peut ne filer qu'une seule grosseur de fil, qu'un tissage peut ne tisser qu'une seule qualité de tissu, qu'un fabricant de toiles peintes peut se consacrer exclusivement à certains genres d'impressions. Cette espèce de division du travail est celle que Karl Bücher a appelée la *spécialisation de la production*, et son absence peut être aussi, en un sens large, qualifiée d'*intégration*.

Ces deux modes de division du travail peuvent être indépendants l'un de l'autre. On conçoit un établissement réunissant plusieurs des opérations techniques successives et ne confectionnant qu'un seul genre d'articles. On conçoit inversement un établissement ne s'occupant que de filature, par exemple, mais fabriquant toute la gamme des numéros de fil.

Après avoir étudié ces deux aspects de la division du travail entre les établissements, on traitera de la division du travail à l'intérieur de l'établissement. Karl Bücher donne le nom de *décomposition du travail* à ce phénomène d'ordre autant technique qu'économique. Chacune des grandes opérations successives de la fabrication (filature, tissage, impression) comprend en réalité une multiplicité de petites opérations techniques. Ces tâches parcellaires, exécutées dans le même établissement, peuvent l'être, soit par la même main ou par la même machine, soit par une série d'ouvriers et de machines. C'est là la notion classique et courante de la division du travail.

§ 1. — Intégration *stricto sensu* et sectionnement de la production

Théoriquement, on conçoit que dans l'industrie cotonnière l'intégration *stricto sensu* puisse être totale, c'est-à-dire comprendre toute la série des opérations, culture du coton, filature, tissage, impression, construction du matériel et préparation des produits chimiques. L'industrie domestique de l'Inde pourrait nous en fournir des exemples. En Alsace, l'intégration à ce point de vue n'a jamais pu être que partielle, le coton ne venant que sous des climats plus chauds. Nous connaissons,

il est vrai, une tentative d'industrie cotonnière entreprise par des Alsaciens dans le but de réunir la culture à la fabrication, mais le siège de l'établissement eût été non les vallées sauvages des Vosges, mais les jardins ensoleillés de l'Italie. En 1810, M. Schlumberger recommanda à M. de Gérando, membre de la consulte extraordinaire ayant le département de l'intérieur à Rome, une pétition des sieurs Dollfus-Mieg et C^{ie} de Mulhouse ayant pour objet un « Projet d'un Etablissement à Rome; qui « réunira la culture du Coton, sa filature, tissage, blanchissage « et impression des toilles¹ ». Mais, en ce qui concerne les autres opérations, nous voyons l'intégration *stricto sensu* et le sectionnement de la production coexister dès l'origine.

Ce ne fut pas sans difficultés que les premiers fabricants de Mulhouse purent exercer les opérations successives de la filière. Une disposition du Magistrat de Mulhouse, inspirée par les corporations, dans le but d'empêcher qu'un maître pût s'élever trop au-dessus de ses confrères par l'exercice de l'industrie nouvelle, interdisait à tout bourgeois de cumuler deux professions. Un Mulhousien, pour avoir le droit d'imprimer du coton, devait — cela ne fait pas de doute — abandonner son métier corporatif². Mais la loi entendait-elle aller jusqu'à interdire le cumul de l'industrie de l'impression, « art libre », puisque ne ressortissant d'une manière incontestable à aucune des activités des « métiers³ »,

1. Archives nationales (F¹E 124).

2. C'est ainsi que le 7 février 1753 le corps de métiers des teinturiers somme Mathias Schmerber de déclarer s'il veut être teinturier ou fabricant d'indiennes : « Färber u. fabricanten. E. E. Handwerk der färberen begehrt dass Mathias Schmerber sich declarieren solle ob er ein färber oder fabricant seyn wolle. Der Beklagte antwortet dass man warten solle bis der erste Process zwischen beyden fabriken richtig seye alsdann er sich erklären wolle. Worauf erkannt worden dass er sich « bis über 8 Tag erklären solle ». Archives de Mulhouse (II A I 24, pp. 553-554).

3. Mais opération déjà intégrée, puisque ressortissant à l'activité de plusieurs métiers : l'imprimeur est à la fois dessinateur, menuisier, graveur, blanchisseur et teinturier. Forrer (*Les imprimeurs de tissus dans leurs relations historiques et artistiques avec les corporations*, Strasbourg, 1898, p. 32) dit à ce sujet : « L'imprimeur se « préparait lui-même la planche à imprimer, y dessinait et gravait lui-même les « ornements, se préparait lui-même les couleurs et imprimait enfin en personne, « c'est-à-dire sans que le modèle à imprimer ait passé de la main du peintre-des-« sinateur à celle du maître menuisier, de celui-ci chez l'imprimeur, etc. Cette « combinaison de différents métiers groupés dans une seule main n'était point « conforme aux anciennes législations réglant les corporations, ni du goût de « ces dernières, aussi donna-t-elle souvent lieu à des querelles entre les imprimeurs « et les corporations. » Voyez les réclamations des teinturiers, qui craignent que les fabricants de toiles peintes n'empiètent sur leur domaine, Archives de Mulhouse, II A I 27, pp. 371, 390 et II A I 28, p. 331.

avec la filature et le tissage du coton, activités ressemblant à l'industrie des tisserands par la technique, mais différentes en ce qui concerne la matière première? Le procès fut porté devant le Petit Conseil de Mulhouse le 21 avril 1756. « Fabricants d'indiennes
 « et de coton. Les sieurs Köchlin Schmaltzer et C^{ie}, Anthes Feer
 « et C^{ie} et Hartmann et C^{ie}, fabricants d'indiennes, portent plainte
 « contre le sieur Daniel Kielmann et contre les sieurs Hofer Rissler
 « et C^{ie}, parce que le sieur Daniel Kielmann non seulement fait
 « filer et tisser du coton, mais aussi qu'il en fait imprimer, et
 « parce que les sieurs Hofer Rissler et C^{ie}, concurremment avec
 « la filature et le tissage du coton qu'ils ont exercés jusqu'à
 « présent, veulent aussi faire fabriquer des indiennes; attendu
 « qu'un tel cumul contrevient à l'ordonnance du Grand Conseil
 « du 9 décembre 1754¹, les plaignants demandent qu'il leur soit
 « interdit d'exercer deux professions. Le sieur Kielmann répond
 « qu'il a cumulé ces industries depuis la décision du Grand
 « Conseil, et que cette ordonnance ne concerne que les métiers :
 « c'est pourquoi il a abandonné sa tannerie. Les sieurs Hofer Risler
 « et C^{ie} ajoutent que la fabrication des indiennes constitue un
 « art libre et non un métier ou une profession corporative, que
 « la fabrication des toiles de coton et l'impression marchent
 « de pair, et que cela revient au même s'ils achètent et font
 « imprimer les toiles à l'étranger, ou bien s'ils les fabriquent
 « eux-mêmes. Les plaignants répliquent qu'une telle interpréta-
 « tion aurait comme conséquence beaucoup de confusion, et que
 « ces industries ont été reconnues par le Grand Conseil comme
 « distinctes. Les défenseurs protestent. Le Petit Conseil décide :
 « que ceux qui font filer et tisser du coton auront aussi le
 « droit d'en imprimer. En conséquence les demandeurs sont
 « déboutés². » Quatre mois plus tard, le Grand Conseil, en

1. Ci-dessus, p. 16.

2. 21 avril 1756. « Indienne u. Baumwollen fabricanten. Die Herren Köchlin
 « Schmaltzer und Comp., H. Anthes Feer und Comp. und H. Hartmann u. Comp.
 « Indienne fabricanten klagen gegen H. Rthn. Daniel Kielmann und die Herren Hofer
 « Rissler und Comp. dass der erstere Baumwollen spinnen und weben und dabey
 « drucken lasse; und die letzteren neben der Baumwollen spinn und weberey so sie
 « biss her getrieben, auch Indienne drucken und fabricieren lassen wollen; weil
 « nun solches der Raths Erkantnus vom 9. X^{br} 1754 zuwider so begehren sie dass
 « ihnen entweders solle niedergelegt werden und sie nicht zweyerley Gewerb
 « treiben sollen. H. Rth. Kielman antwortet : dass er beydes seit der Raths
 « Erkantnus mit einander getrieben und die Raths Erkantnus nur die Handwerker
 « angehe, dessentwegen er seine Gerberey aufgegeben. Die H. Hofer Risler und

appel, confirma ce jugement du Petit Conseil¹. A la suite de cette décision, beaucoup d'imprimeurs firent filer et tisser — il est vrai moins dans la République de Mulhouse qu'en Alsace — le coton qu'ils ne recevaient pas tout tissé de Suisse ou des ventes des grandes Compagnies de commerce. Plus tard, les imprimeurs alsaciens, qui étaient tous (à l'exception des Haussmann du Logelbach) d'anciens bourgeois de Mulhouse, exercèrent les trois opérations successives. Nous assisterons jusqu'en 1815 ou 1830 à une prédominance caractérisée de l'intégration, et de cette époque à nos jours à un progrès croissant du sectionnement de la production.

Au XVIII^e siècle, presque tous les imprimeurs avaient dans les vallées des Vosges leurs filatures et leurs tissages. Par exemple, en 1787, Senn, Bidermann et C^{ie} à Wesserling, Dollfues et C^{ie} à Thann, Pourtalès et C^{ie} à Munster, Steffan et C^{ie} à Ribeauvillé, L'huillier à Sainte-Marie-aux-Mines étaient des établissements intégrés². Il est à remarquer que cette intégration était beaucoup plus complète que celle qui subsiste aujourd'hui, les fabricants construisant souvent eux-mêmes leurs machines et prépa-

« Comp. aber : dass die fabriquen eine freye Kunst und kein Handwerk oder profession seyen; das Baumwollen Tuch fabricieren und das Drucken gehören zusammen und seye es eines ob sie die Tuch anderwärts kaufen und drucken lassen oder selbstnen fabricieren. Die Kläger replicieren dass solches viele Confusionen nach sich ziehen würde, und selbstnen vor Grossen Rath für zweyerley angesehen worden; welches aber die Beklagte contestieren. Worauf erkannt worden : dass denen so baumwollen spinnen und weben lassen auch erlaubt seyn solle selbige zu drucken; hiemit die Kläger gegen die Beklagten in ihrem Begehren abgewiesen seyn. » (Archives de Mulhouse, II A 1 25, pp. 333-334. Voir aussi VIII G 1, p. 156.)

1. 26 août 1756. « Indienne u. Baumwollen fabricanten. In Appellations Sachen » der H. Köchlin Schmaltzer und Comp. und der H. Hartmann und Comp. Indienne-fabricanten gegen die H. Hofer Rissler und Comp. und H. Rth. Daniel Kielmann von der Urtheil E. E. Kl. Rathes vom 21. Aprill, betreffend die Erlaubnus, so denen Appellaten gegeben worden, ihre Baumwollene Tücher so sie spinnen und weben lassen zugleich zu drucken, und also eine Indienne-fabrique darneben zu haben darüber sie sich beschwehren; ist nach Klag und Antwort auf die in der Urtheil von gedachtem 21. Aprill enthaltene Gründ erkant : dass wohl gesprochen und übel appelliert, hiemit dieselbe zu Kräften gelangen solle mit Abtrag Kosten. » (Archives de Mulhouse, II A 1 25, pp. 416-417. Voir aussi VIII G 1, p. 157.)

2. Le nombre total d'ouvriers (fileurs, tisseurs et imprimeurs) qu'employaient ces manufactures intégrées était par suite considérable. En 1786, Steffan et C^{ie} employaient 1.200 personnes; Senn, Bidermann et C^{ie}, 1.800 personnes (« L'art d'imprimer sur Toile en Alsace, 1786 ». Archives nationales, F¹² 1404^B). Au 15 décembre 1787, Pourtalès et C^{ie} avaient plus de 2.300 ouvriers, savoir : 1.494 « ouvrières pour la filature », 113 « métiers pour la tissure des toiles » et 700 à 800 « ouvriers employés dans les divers ateliers de la manufacture d'Indienne de » Munster. » (Archives de la Haute-Alsace, C 1118.)

rant toujours leurs matières colorantes. Il y a cent ans, il y avait fort peu de grands établissements de construction à Paris, et il n'y en avait pas un dans le Haut-Rhin. Presque tous les filateurs montaient eux-mêmes leurs métiers. « Les mécaniques se construisent sous les yeux de M. Dolfus », dit en 1806 le préfet du Haut-Rhin en parlant de la filature de Bollwiller¹. « On faisait venir de Paris les cylindres, les broches et quantités d'autres petites pièces. Les machines à vapeur nous venaient d'Angleterre, la sortie des métiers à filer étant prohibée en Angleterre, on ne pouvait en faire venir de ce pays². » Une nécessité analogue poussait les imprimeurs à fabriquer eux-mêmes leurs matières colorantes. « Au commencement de ce siècle on ne pouvait se procurer dans le commerce que les drogues les plus communes ; et comme à cette époque il n'existait que fort peu de fabriques de produits chimiques, et qu'on ne trouvait qu'à des prix excessifs, dans les laboratoires de chimie, quelques-uns des produits nécessaires à la fabrication des toiles peintes, la plupart des fabricans se virent dans la nécessité de les préparer eux-mêmes³. » Ainsi c'est en raison du faible développement de l'industrie de la construction des machines et de l'industrie des produits chimiques que les filateurs montaient eux-mêmes leurs métiers à filer, et que les imprimeurs préparaient eux-mêmes leurs matières colorantes. En ce qui concerne l'intégration de l'impression avec la filature et le tissage, les causes étaient différentes. Ici le fabricant avait le choix entre l'intégration et le sectionnement de la production, et il se déterminait pour l'une ou pour l'autre en raison des avantages qu'il y trouvait. Or la filature et le tissage, exercés sous forme d'industrie à domicile, exigeaient par cela même peu de capitaux, le local et les machines étant fournis par les ouvriers eux-mêmes. On pouvait ainsi, avec un capital sensiblement égal, cumuler les bénéfices des trois professions : l'accroissement des gains était beaucoup plus que proportionnel à l'accroissement des charges. On voit ainsi comment, à l'origine, une certaine forme de l'industrie a facilité le développement de l'intégration,

1. Archives nationales (F¹² 1564).

2. Penot, *Statistique générale du département du Haut-Rhin* (Mulhouse, 1831), p. 319.

3. Penot, *op. cit.*, p. 363.

en la rendant plus avantageuse aux fabricants. Mais, en 1806, une autre cause se manifesta qui rendit l'intégration non seulement avantageuse, mais nécessaire. Les lois prohibitives de Napoléon¹ ayant privé les imprimeurs des toiles blanches étrangères, ils durent produire eux-mêmes leurs tissus pour ne pas être à la merci du monopole des rares tisseurs de l'Alsace. C'est ainsi que Nicolas Koechlin et frères de Mulhouse, qui de 1802 à 1807 ne s'étaient occupés que d'impressions, construisirent alors une filature et un tissage². Paul Blech et C^{ie}, fabricants de toiles peintes à Mulhouse, écrivaient le 24 mai 1807 au préfet du Haut-Rhin qu'ils avaient formé un établissement de filature et de tissage à Guebwiller³. En 1811, Ziegler Greuter et C^{ie} avaient 80 tables d'impression, 300 métiers de tissage et une filature de 20 métiers; Vetter, Thierry et Grosmann avaient 300 tables d'impression, 120 métiers à tisser et une filature de 14 métiers; Daniel Schlumberger et C^{ie} avaient une fabrique d'indiennes de 150 tables, une filature de 12 métiers et 200 métiers de tissage; Blech Friess et C^{ie} avaient une manufacture de toiles peintes de 140 tables, une filature de coton de 12 métiers, et 150 métiers qui battaient pour eux⁴. Enfin Dollfus-Mieg et C^{ie}, qui en 1811 travaillaient avec 200 tables d'impression et 240 métiers de tissage, faisaient en 1812 construire une filature⁵.

Mais les crises de 1811 et des années suivantes, puis la disparition du blocus continental portèrent un rude coup à ces vastes organisations. « Les maisons colossales, nées du système continental et qui réunissaient toutes les branches, comme les filatures, tissages, blanchiment, impression, construction, fabrication de produits chimiques, ont dû se séparer en plusieurs établissements, pour exploiter chacune exclusivement quelque'une de ces industries⁶. » De plus, la création, vers 1815, d'un grand nombre de fabriques de produits chimiques, dispensa dorénavant les imprimeurs d'être leur propre fabricant de matières colorantes.

1. Décret impérial du 22 février 1806.

2. « A la ci-devant maison Abatiale de Massevaux. » (Archives de la Haute-Alsace, M 126^{A1}.) Cette manufacture intégrée occupait, en 1810 2.000 ouvriers (Archives nationales, F¹² 1583.)

3. Archives de la Haute-Alsace (M 127¹.)

4. Ces manufactures intégrées occupaient respectivement 1.200 ouvriers, 1.700 ouvriers, 950 ouvriers et 700 ouvriers (Archives nationales, F¹² 1583.)

5. Archives de la Haute-Alsace (M 127².)

6. Penot, *op. cit.*, p. 368.

« Alors les perfectionnements qui furent apportés dans cette
 « branche, la fabrication en grand et la concurrence permirent
 « à ces établissements de livrer au commerce, à des prix qui en
 « facilitèrent l'usage, des drogues qu'on ne croyait même pas
 « jusques-là pouvoir être employées en fabrique, à cause de leur
 « rareté ou de la difficulté de les préparer¹. » Enfin la fonda-
 tion d'ateliers de construction en Alsace permit aux cotonniers
 d'acheter des machines toutes faites. En 1818 fut créé à Cernay
 le vaste établissement de Risler frères et Dixon. « L'établisse-
 « ment de MM. Risler frères et Dixon fut agrandi successive-
 « ment et embrassa bientôt la construction de toutes les ma-
 « chines et de toutes les pièces employées par notre industrie
 « cotonnière². »

Malgré tout, l'intégration était loin d'être une forme d'organi-
 sation complètement abandonnée par les industriels. En 1826,
 Daniel Schlumberger et C^{ie}, Gasp. Dollfus Huguenin et C^{ie}, Gros
 Davillier Roman et C^{ie}, Heilmann frères et C^{ie}, Schlumberger
 Grosjean et C^{ie}, Dollfus-Mieg et C^{ie} réunissaient les trois opéra-
 tions successives³. L'établissement de Ziegler Greuter et C^{ie} se
 composait « d'ateliers de Construction, de filature de Coton,
 « Tissage, blanchiment, apprêt, gravure, teinture et impression ». En 1826, la manufacture de toiles peintes Haussmann frères
 construisit une filature pour alimenter ses tissages⁴. Robert
 Bovet et C^{ie} avaient tissage et impression⁵. Nicolas Schlumberger
 construisait lui-même ses machines de filature⁶.

Mais, en 1827, une crise de surproduction vint ébranler davan-
 tage encore ces grandes organisations intégrées. Un industriel
 alsacien les critiquait en ces termes : « J'estime que la plupart
 « des manufactures d'Alsace, qui réunissent plusieurs branches
 « relatives à leur industrie, trouveraient une grande économie
 « dans la division de ces branches, qui, traitées séparément,
 « donneraient les mêmes produits avec infiniment plus d'avant-

1. Penot, *op. cit.*, p. 363.

2. Penot, *op. cit.*, p. 321.

3. Archives de la Haute-Alsace (M 127²-M 127³).

4. En 1827 elle n'occupait pas moins de 2.860 ouvriers, savoir : filature 460, tis-
 sage 1.500, impression 900 ouvriers (Archives de la Haute-Alsace, M 119^{1A}).

5. Archives de la Haute-Alsace (M 127³).

6. Aufschlager. *L'Alsace. Nouvelle description historique et topographique des
 deux départements du Rhin* (Strasbourg, 1826), t. II, p. 131. — *Bull. de la Société
 industrielle de Mulhouse*, 1829, p. 100.

« tage. Chaque branche, pouvant être ainsi surveillée d'une ma-
 « nière toute particulière, serait à même d'élaguer tout ce qui
 « ne serait pas d'une utilité indispensable, et trouverait égale-
 « ment le moyen d'utiliser sa main-d'œuvre avec bien plus
 « d'avantage que ne peuvent le faire les grands établissements
 « d'Alsace tels qu'ils sont organisés maintenant, et qui devraient
 « renoncer à ce système d'agglomération, pour devenir seule-
 « ment fileurs, ou tisserands, ou graveurs, ou imprimeurs, etc¹. »
 En 1831, parmi les prix mis au concours par la Société indus-
 trielle de Mulhouse, à propos d'une enquête « sur l'état actuel
 de souffrance de l'industrie et du commerce », se trouvait le
 sujet suivant : « Est-il bon que toutes les manipulations dont
 « une matière première est susceptible soient l'objet d'une
 « même entreprise ; ou vaut-il mieux que chaque manipulation
 « importante soit l'objet d'une entreprise spéciale² ? » De fait,
 peu à peu les usines intégrées renonçaient à l'une ou à l'autre
 des opérations successives. En 1828, la société Witz Greuter et
 C^{ie} était dissoute et remplacée par deux autres sociétés. « Mes-
 « sieurs Ziegler et C^{ie} se chargent de la suite de nos affaires de
 « filature et de tissage, et Messieurs Witz Greuter et C^{ie} prennent
 « la suite de notre blanchisserie et manufacture de toiles peintes³. »
 La maison Nicolas Kœchlin et frères, qui, dans ses divers établis-
 sements, n'occupait pas moins de 4.500 ouvriers (dont 1.200 à
 Lœrrach dans le Grand-Duché de Bade) sépara en 1831 « les
 « différentes branches de son industrie, afin de leur donner une
 « direction plus spéciale et arriver à une production plus écono-
 « mique ». Cette formidable manufacture intégrée se sectionna
 en trois maisons : la première, la maison Frères Kœchlin à Mul-
 house, se consacra uniquement à l'impression ; la seconde, la
 maison Kœchlin, Favre et Waldner à Massevaux, était assez
 intégrée, puisqu'elle comprenait une filature, un tissage et un
 blanchiment ; la troisième, la maison P. et E. Kœchlin, était tout
 à fait intégrée, puisqu'elle possédait d'une part une filature à

1. Rapport de la commission libre nommée par les manufacturiers et négocians de Paris, sur l'enquête relative à l'état actuel de l'industrie du coton en France (Paris, 1829), p. 128. — Cf. C. Bernoulli. *Untersuchungen über die angeblichen Nachtheile des zunehmenden Fabrik- und Maschinenwesens, nebst Betrachtungen über die Zerrüttung der oberrheinischen Industrie Anfangs 1828* (Bâle, 1828).

2. Bull. de la Société industrielle de Mulhouse, 1831, p. 597.

3. Circulaire du 30 novembre 1828 (Archives de la Haute-Alsace, M 126A¹).

Mulhouse, d'autre part un tissage et une manufacture d'impression à Lœrrach, il est vrai, c'est-à-dire de l'autre côté de la frontière¹. En 1842, les Haussmann du Logelbach liquidèrent leur vieille fabrique d'indiennes² pour se consacrer uniquement à la filature et au tissage. Schlumberger, Kœchlin et C^{ie}, Mulhouse, en 1844, Hartmann et fils, Munster, en 1857 suivent leur exemple. Dollfus-Mieg et C^{ie}, qui depuis 1812 exploitaient les trois opérations successives, fermèrent en 1888 leur fabrique d'indiennes, en 1898 leur tissage³, et sont cantonnés depuis lors dans la fabrication des fils à coudre et des cotons à broder. Aujourd'hui, seule dans la Haute-Alsace, la maison Gros Roman et C^{ie} à Wesserling possède encore filature, tissage et impression comme en 1762⁴.

Mais, si l'intégration complète a ainsi presque disparu, l'intégration partielle comprenant seulement la filature et le tissage est demeurée très fréquente. Depuis vingt ans, 40 0/0 environ des manufactures de coton ont filature et tissage. Ainsi, en 1893, il y avait en Alsace 37 « filatures-tissages » contre 19 filatures et 34 tissages. En 1910, on compte 36 filatures-tissages contre 17 filatures et 42 tissages. Il y a des industriels qui croient avoir plus de chances de réussir en concentrant leur activité dans un domaine spécial, en se consacrant exclusivement à la filature ou au tissage. Mais il est des praticiens qui estiment qu'exercer cumulativement ces deux opérations constitue un moyen d'obtenir un rendement régulier de leur établissement, les mauvais prix de façon de la filature étant souvent compensés par les prix rémunérateurs du tissage, ou réciproquement. Cette intégration partielle serait une espèce d'assurance contre les risques de l'industrie, fonctionnant au cas où une crise atteindrait l'une seulement des deux branches. D'autre part, le filateur-tisseur a la possibilité, en *spécialisant* sa production, c'est-à-dire en ne tissant qu'une marchandise faite avec des fils d'un numéro déterminé, de permettre à sa filature de faire sans cesse les mêmes filés, et

1. Archives de la Haute-Alsace (M 119^{1A}).

2. *Bull. de la Société d'histoire naturelle de Colmar, Années 1889 et 1890* (Colmar, 1891), p. 189. — En 1834 cette maison occupait près de 4.000 ouvriers, savoir : filature 450, différents ateliers de tissage 2.500, impression 1.000 (Archives de la Haute-Alsace, M 119^{1A}).

3. *Histoire documentaire de l'industrie de Mulhouse et de ses environs au dix-neuvième siècle* (Mulhouse, 1902), p. 447.

4. Ci-dessus, p. 51.

par suite d'obtenir de sa filature un rendement maximum. On voit ainsi comment l'absence d'une certaine forme de la division du travail peut favoriser le développement d'une autre forme de la division du travail : l'absence du *sectionnement* de la production permet ici à la *spécialisation* de se développer.

§ 2. — Spécialisation de la production et intégration *lato sensu*

En ce qui concerne la *spécialisation*, ou division du travail d'après la nature des produits, nous allons constater que l'état des choses a beaucoup moins changé qu'en ce qui concerne la division des opérations techniques successives entre les établissements. On peut dire que ce qui a toujours caractérisé l'industrie alsacienne, c'est la non-spécialisation quant à l'espèce des produits, non seulement en ce qui concerne la production de l'ensemble de l'Alsace¹, mais aussi, comme on va le voir, en ce qui concerne la production de chaque établissement. Ici c'est une des grandes différences qui séparent l'industrie alsacienne de l'industrie cotonnière anglaise².

Nous connaissons, il est vrai, une tentative de spécialisation de la production. Elle est d'autant plus curieuse qu'elle eut lieu en 1752, alors qu'il n'y avait encore que deux manufactures d'impression, et qu'elle devait, dans la pensée de ses auteurs, se réaliser par le moyen d'un véritable cartel de production. En effet, le 15 août 1752, Kœchlin Schmaltzer et C^{ie} et Hartmann et C^{ie}, fabricants d'indiennes à Mulhouse, avaient fait un contrat déterminant quels articles chaque maison était autorisée à produire ; une clause pénale fixait à forfait l'indemnité à verser par la partie qui ne tiendrait pas ses engagements. Mais l'année suivante, Hartmann et C^{ie} demandèrent l'annulation du contrat : « Attendu
« les écrits fournis par les deux parties concernant l'annulation
« du contrat qui les lie, contrat qui règle quelles espèces d'in-
« diennes chaque partie a le droit de fabriquer, contrat qui fixe
« une amende de 6.000 £ pour celui qui y contraviendrait, contrat.

1. Comme on l'a vu, en étudiant la nature de la production.

2. Schulze-Gävernitz, *La grande industrie* (Paris, 1896), p. 110.

« que MM. Hartmann et C^{ie} veulent résilier parce qu'ils ont été « brusqués par MM. Kœchlin-Schmaltzer et C^{ie}, il est décidé : « que cet accord subsistera, mais que si une des parties contrac- « tantes voulait absolument le résilier, elle sera condamnée à « une amende de 600 £ au profit des pauvres. Les frais seront à « la charge de la partie qui résilie le contrat¹. »

A aucune autre époque l'on ne rencontre d'établissement spécialisé dans la production d'un seul article. En 1756, au lendemain de sa création, la manufacture de Sainte-Marie-aux-Mines envoie à la foire de Bâle des mouchoirs de coton, des toiles de Paris, des toiles de coton, des toiles de Sainte-Marie; dès 1757, elle y ajoute des siamoises². En 1797, George Müller à Pairis produit « toutes « sortes d'Etoffes de Cotton et fil soit Siamois Toiles de Paris, « Mouchoirs de toutes qualités et Couleurs³ ». En 1806, chez Schoubard à Sainte-Marie-aux-Mines, « outre les toiles en couleurs « tout coton on fabrique des mouchoirs de même nature, de « toutes les grandeurs, desseins et qualités⁴ ». En 1834, la filature de Nicolas Schlumberger et C^{ie} à Guebwiller « produit tous « les numéros de coton filé depuis le n° 4 jusqu'au n° 200 mé- « trique », et Jacques Hartmann à Munster file « depuis le n° 6 « en déchet de coton jusqu'aux n°s 150/160 m/m⁵ ». De l'enquête de 1860⁶, comme de celle de 1878⁷, il ressort avec évidence que ce caractère de diversification de la production de chaque établissement n'a fait que s'accroître : chaque filateur file toute la gamme des numéros, chaque tisseur varie la marche de ses métiers, chaque imprimeur fabrique tous les genres de tissus.

1. 14 février 1753. « Indienne fabricant. Ueber die von beyderseitigen Herren « Fabricanten abgelesene Schrifften betreffend die Aufhebung ihres mit einander « getroffenen Accords, welcherley Gattungen Indienne einem jeden Theil zu fabri- « cieren solle erlaubt werden, und wer darwider handeln würde, zu Erlegung einer « Straff von £ 6.000 — solle angehalten werden, welchen H. H. Hartmann und Com- « pagnie — aufhebt wollen haben, weilen sie von H. H. Kœchlein und Comp. « übereilt worden, ist erkannt : dass gemelter Accord solle in seinem Stand « bleiben, wollte aber entwedere partey solchen absolute aufhebt lassen, so solle « sie zu Erlegung einer Straff von £ 600 für die Armen condemnirt sein. Die Kosten « sollen diejenige bezahlen so den Accord aufheben ». (Archives de Mulhouse. II A I 24, pp. 560-561.)

2. Blech, *Jean-Georges Reber*, 1731-1816 (Mulhouse, 1903), p. 24.

3. Archives de la Haute-Alsace (L 1000.)

4. Archives de la Haute-Alsace (M 119¹.)

5. Archives de la Haute-Alsace (M 119^{1A}.)

6. Conseil supérieur de l'agriculture, du commerce et de l'industrie. *Enquête. Traité de commerce avec l'Angleterre. Industries textiles. Coton* (Paris, 1860), t. IV.

7. *Reichs-Enquete für die Baumwollen- und Leinen-Industrie*, 1878. *Stenographische Protokolle über die mündliche Vernehmung der Sachverständigen* (Berlin.)

§ 3. — Décomposition du travail

La décomposition du travail consiste en ce que chacune des opérations se faisant dans un même établissement est divisée en un certain nombre de tâches parcellaires, chaque ouvrier ou chaque machine n'exécutant qu'une seule de ces tâches.

L'on montrera l'évolution historique de la décomposition du travail successivement pour la filature, le tissage et l'impression.

A) *Filature*

Le but de la filature est de transformer le coton dégagé de sa graine, c'est-à-dire des fibres textiles enchevêtrées en un fil continu. Il a fallu de tout temps diviser ce travail complexe en trois opérations principales : le « battage », dont le but est de rendre aux fibres de coton leur élasticité et de les débarrasser des matières étrangères ; le « cardage », dont le but est de transformer des fils tortillés irrégulièrement en fils parallèles ; le « filage » qui consiste à étirer et à tordre le coton pour en faire un fil.

Avant l'apparition du machinisme, la décomposition du travail était la suivante. *Battage* : 1° On étalait sur une claie en cordes très tendues une couche de coton peu épaisse ; 2° on frappait le coton à l'aide de baguettes élastiques jusqu'à ce qu'il fût bien « ouvert » ; 3° on l'épluchait ensuite à la main pour le débarrasser des plus grosses ordures. — *Cardage* : Le cardage se faisait par le moyen d'une carde, qui était un « instrument ou une espèce « de peignes composé de morceaux de fils de fer aigus, courbés « et attachés par le pié l'un contre l'autre, et par rangées fort « pressées¹ ». — *Filage* : L'étirage du coton combiné à la torsion qui donne le fil se faisait d'un seul coup à l'aide du fuseau ou du rouet.

Avec les progrès du machinisme, chacune de ces opérations a

1. Diderot et d'Alembert, *Encyclopédie* (Paris, 1751), t. II, p. 676. — Voyez à l'article « Coton » des explications concernant le cardage du coton. Voyez surtout les très jolies gravures « Manière de peigner le coton », dans *Recueil de planches sur les Sciences, les Arts libéraux et les Arts mécaniques*, 1^{re} livraison (Paris, 1762).

été divisée en plusieurs tâches, chaque machine, quelle que soit sa complexité, n'exécutant qu'un travail très simple. Le travail du *battage* est réalisé aujourd'hui par toute une série de machines :

« Une machine ouvreuse, diable ou wellow, reçoit le coton brut
 « entraîné sur une toile sans fin et l'agite violemment par des
 « palettes montées sur un axe tournant rapidement; le coton
 « foisonne, augmente de volume. Dans les batteurs ou briseurs,
 « le coton, battu par un volant à deux ou trois lames tournant à
 « grande vitesse, s'étale en nappe sur des cylindres en tôle per-
 « forée, à travers lesquels un ventilateur aspire les poussières et
 « les impuretés. Le coton traverse une série de batteurs : batteur-
 « épilucheur qui commence le nettoyage; batteur-mélangeur qui
 « mêle diverses sortes de coton brut; batteur-étableur qui étale le
 « coton en nappe continue s'enroulant sur un cylindre; batteur-
 « doubleur, assembleur ou réunisseur, qui réunit deux ou plu-
 « sieurs nappes en une seule plus homogène¹. » — Au contraire,
 le travail du *cardage* est accompli par une machine unique. La
 large nappe de coton fournie par le dernier batteur passe, lors-
 qu'elle est transportée sur la carde, entre deux surfaces hérissées
 de pointes; elle en sort sous la forme d'un boudin qui s'enroule
 dans un grand pot en tôle. — Quant au *filage* mécanique, cette opé-
 ration nécessite une décomposition du travail si manifeste que, dès
 son apparition, ce phénomène avait frappé les contemporains :

« Dans toutes les parties du monde jusqu'à ces dernières années
 « on filait le coton en une seule fois², aussitôt qu'il étoit arçonné
 « ou cardé, et sur des rouets dont le mouvement par-tout le
 « même, par-tout applicable à un seul fil, offroit à peine quelques
 « différences remarquables de Stockholm à Java. Mais la médi-
 « tation des Artistes Européens, mais la considération attentive
 « de ce qui retardoit le mouvement ou la perfection du fil sur la
 « broche, ont fait naître l'idée de *filer en deux fois*³, et de ne
 « faire, par un premier filage qui a pris le nom de filage en gros,
 « qu'allonger un peu le résultat du cardage; qu'endormir, en
 « terme d'art, ce flocon si léger; qu'en sonder les parties fortes
 « ou foibles, plus chargées de matières ou plus claires, pour

1. Répertoire technologique des noms d'industries et de professions (Paris-Nancy, 1909), p. 148.

2. C'est nous qui soulignons.

3. Même observation.

« exposer ensuite un nombre de ces fils ébauchés sur une machine propre à leur imprimer un seul et même mouvement, propre à achever de leur donner tout ce qu'ils peuvent comporter de ductilité, à le leur donner en partant d'un même point, en supportant une même force d'extension, en recevant un même tors¹. » Aujourd'hui l'opération du filage est décomposée en trois tâches : l'étirage, l'étirage avec torsion et le filage.

Le tableau suivant montre comment dans une filature-type d'Alsace (filature de 20.000 broches filant en coton Louisiane le numéro moyen 16,2), le travail est décomposé entre les machines et les hommes².

DÉCOMPOSITION DU TRAVAIL DANS UNE FILATURE-TYPE

	MACHINES	HOMMES
Force motrice et Éclairage	3 chaudières.....	1 rentreur de charbon. 1 chauffeur. 1 aide-chauffeur.
	1 machine à vapeur.....	1 mécanicien.
	1 grue roulante.....	
	1 dynamo.....	
Battage.	1 ouvreuse Crighton.....	3 manœuvres. 1 ouvrière.
	5 batteurs.....	3 ouvriers.
	1 effilocheuse.....	
Cardage.	72 cardes.....	7 ouvriers. 4 aiguiseurs chargés aussi du débouillage des cardes.
		1 contremaître.
		2 ouvrières.
Filage.	Etirage. { 1 ^{er} passage : 3 machines de 8 têtes.....	2 ouvrières.
	2 ^e passage : 3 machines de 8 têtes.....	2 ouvrières.
	3 ^e passage : 3 machines de 8 têtes.....	2 ouvrières.
	5 bancs à broches en gros de 80 broches.....	5 ouvrières.
	Etirage avec torsion. { 8 bancs à broches intermédiaires de 130 broches.	8 ouvrières.
	16 bancs à broches en fin de 170 broches.....	16 ouvrières.
		1 contremaître.
	<i>A reporter</i>	59

1. Quatremere-Disjonval, *Essai sur les caractères qui distinguent les colons des diverses parties du monde* (Paris, 1784), p. 79.

2. D'après des documents communiqués par M. Emile Dreyfus (de Mulhouse).

DÉCOMPOSITION DU TRAVAIL DANS UNE FILATURE-TYPE (*suite*)

MACHINES		HOMMES
Filage.. (<i>suite</i>).	<i>Report</i>	59
	Filage proprement dit. Pour la chaîne, 34 métiers à filer continus à anneaux de 412 broches chacun (14.008 broches).....	1 contremaître. 34 ouvrières. 5 ouvrières-relais chargées d'aider à faire les levées.
	Pour la trame, 6 métiers renvideurs self-acting de 1.000 broches chacun (6.000 broches).....	3 fileurs. 6 rattacheurs. 3 bobineurs. 1 contremaître. 1 ouvrière chargée de faire les numéros.
		4 encaisseuses.
Divers.		1 employé chargé de la réception des caisses vides, du pesage des caisses pleines et de leur expédition.
	1 atelier de serrurerie et de réparation.....	3 ouvriers serruriers et ajusteurs.
	1 atelier de menuiserie pour la fabrication des caisses et les réparations.....	2 menuisiers.
	Appareils à chauffer les cylindres de pression, etc.....	1 ouvrier chargé de recouvrir les cylindres de cuir et de parure.
		4 ouvrières pour enlever les déchets de fil sur les tubes de continus.
	3 camions. 2 tombereaux. 2 chevaux.....	1 cocher. 1 palefrenier.
<i>A reporter</i>		134

DÉCOMPOSITION DU TRAVAIL DANS UNE FILATURE-TYPE (*suite*)

	MACHINES	HOMMES
	<i>Report</i>	134
Bureau.		1 directeur-gérant.
		1 directeur technique.
		1 chef comptable.
		2 employés à la comptabilité et à la vérification des cotons.
		1 commis sédentaire.
	TOTAL	140 personnes.

B) *Tissage*

Le tissage proprement dit consiste à entrelacer les fils de la largeur, appelés la trame, dans les fils de la longueur, appelés la chaîne. Mais, avant de lancer la navette sur le métier, il est nécessaire de procéder à plusieurs opérations, effectuées chez le tisserand à domicile, ou dans la fabrique de l'entrepreneur.

Les fils de chaîne devront d'abord être « bobinés », c'est-à-dire renvidés sur de grandes bobines, puis « ourdis », c'est-à-dire disposés parallèlement pour former ce qu'on appelle la « chaîne » au sens strict. C'est dans la manufacture de l'entrepreneur que, dès le XVIII^e siècle, ces opérations étaient effectuées par des ouvriers spéciaux : le tisserand à domicile recevait la chaîne « ourdie ».

Les fils de trame devaient aussi être « bobinés », mais ce travail était exécuté chez le tisserand à domicile. Cette opération appelée « bobinage », « cannetage », « dévidage » ou « époulage », était confiée à des vieillards, à des enfants ou même à des idiots.

Le tisserand à domicile, indépendamment du tissage proprement dit, s'occupait du « rentrage », du « parage », etc., et abandonnait à un aide le travail du bobinage.

Dans la manufacture de l'entrepreneur qui faisait tisser à do-

micile, le travail qu'on ne pouvait faire qu'en fabrique concentrée était décomposé minutieusement. Voici comment, en 1850, le travail était réparti entre les quelques ouvriers concentrés d'une manufacture-type de Sainte-Marie-aux-Mines¹ :

Chef.....	1
Commis sédentaire.....	1
Contremaître qui donne la chaîne et la trame à tisser aux tisserands à domicile, et qui reçoit la marchandise finie.....	1
Contremaître qui paie les tisserands.....	1
Pleur de la marchandise.....	1
Emballeur.....	1
Tisserands qui tissent les échantillons....	2
Contremaître d'atelier.....	1
Mancœuvres de teinture.....	6
Fille de fabrique.....	1
Ourdisseurs.....	10
TOTAL.....	26 personnes.

Le tableau suivant montre comment, dans un tissage-type d'Alsace (tissage de 200 métiers), le travail est décomposé entre les machines et entre les salariés².

DÉCOMPOSITION DU TRAVAIL DANS UN TISSAGE-TYPE

	MACHINES	HOMMES
Force motrice et éclairage.....	2 chaudières..... 1 machine à vapeur..... 1 dynamo.....	1 rentreur de charbon. 1 mécanicien-chauffeur.
Opérations préparatoires pour la trame.....		1 distributeur de filés chargé de vérifier la réception des filés, de les contrôler et de les répartir.
Opérations préparatoires pour la chaîne (bobinage, ourdisage, encollage, montage).....	2 bobinoirs de 120 broches. 2 ourdissoirs..... 1 encolleuse..... 2 bancs de rentrage.....	8 ouvrières. 2 ouvrières. 1 encolleur. 1 aide. 2 rentreuses. 1 appondeuse.
A reporter.....		18

1. Lesslin, *Matériaux pour servir à l'histoire de la Ville et du canton de Sainte-Marie-aux-Mines* (1852-1853 ?) Manuscrit de la Bibliothèque Degermann, propriété de la commune de Sainte-Marie-aux-Mines, t. I, p. 50.

2. D'après des documents communiqués par M. Emile Dreyfus (de Mulhouse).

DÉCOMPOSITION DU TRAVAIL DANS UN TISSAGE-TYPE (*suite*)

	MACHINES	HOMMES
<i>Report</i>		18
Tissage propre- ment dit.....	200 métiers.....	60 tisserands. 2 contremaitres. 1 monteur de chaînes.
	1 machine à métrer.....	1 métreur. 1 vérificateur. 1 magasinier.
Divers.....		1 garde de nuit. 1 concierge. 1 cocher.
	2 voitures, 1 cheval.....	1 directeur technique et commercial. 1 commis sédentaire.
Bureau.....		
TOTAL.....		89 personnes.

C) *Impression*

Dès l'origine, la décomposition du travail dans l'industrie de l'impression, industrie concentrée, était très avancée. Les opérations préliminaires (gravure des planches, préparation des matières colorantes, décrument des toiles), l'impression proprement dite et le pinceautage, comme les opérations complémentaires (lavage des toiles après l'impression, garançage, blanchissage, empesage, satinage) constituaient des tâches qui systématiquement étaient réparties entre les différents ouvriers. C'est ainsi qu'au 28 février 1786 la manufacture de Riegé à Munster comptait¹ :

Blanchisseurs.....	4
Graveurs.....	8
Coloriste.....	1
Imprimeurs.....	32
Fouleur.....	1
Laveurs.....	3
Teinturiers.....	6
<i>A reporter</i>	55

1. D'après l'état nominatif des ouvriers (Archives de Munster, HH²).

<i>Report</i>	55
Satineurs.....	8
Apprêteurs.....	2
Calandrier.....	1
Gardes.....	3
Cocher.....	1
TOTAL	70 personnes.

En 1788, Dollfus et C^{ie} à Thann employaient dans leur manufacture d'indiennes ¹ :

Dessinateurs.....	4
Graveurs.....	20
Imprimeurs.....	100
Tireurs.....	100
Satineurs, bouillisseurs et gens du prez..	100
Filles aux pinceaux.....	400
TOTAL	724 personnes.

De nos jours, le travail est réparti comme suit entre les machines et les salariés d'une manufacture-type (20 machines à imprimer au rouleau, pas d'impression à la main) ² :

DÉCOMPOSITION DU TRAVAIL DANS UNE MANUFACTURE D'IMPRESSION-TYPE

MACHINES	HOMMES
10 chaudières.....	10 chauffeurs.
5 machines à vapeur.....	5 ouvriers.
Dynamos.....	5 mécaniciens.
2 machines à griller.....	
6 cuves à blanchir.....	
4 machines à laver.....	60 ouvriers.
Machines à acider, à passer à la soude, à chlorer, à exprimer, à sécher, à préparer les drogues.....	
Machines à coudre.....	10 ouvrières.
8 laineuses.....	8 hommes.
	4 manœuvres.
Machines à brosser, à tondre, à enrouler, à mettre à fil droit.....	10 ouvriers.
	1 contremaitre.
Machines à huiler, à foularder, hot-flue..	12 ouvriers.
	1 contremaitre.
<i>A reporter</i>	126

1. Archives de la Haute-Alsace (C 1118).

2. D'après des documents communiqués par M. Léon Bloch (de Mulhouse).

DÉCOMPOSITION DU TRAVAIL DANS UNE MANUFACTURE D'IMPRESSION-TYPE
(Suite).

MACHINES	HOMMES
<i>Report</i>	126
20 machines à imprimer au rouleau.....	20 imprimeurs. 60 manœuvres. 1 contremaître. 1 employé aux écritures.
Machines à mandriner.....	12 ouvriers.
Manœuvres qui apportent les couleurs et les pièces.....	2 contremaîtres. 60 ouvriers.
Cuisine à couleurs.....	1 contremaître. 15 ouvriers.
Vaporisage.....	6 ouvriers.
Machine à oxyder.....	90 ouvriers.
Machines à laver, à teindre, à passer, à savonner, à chlorer, etc.....	12 ouvriers.
Tambours sécheurs.....	80 ouvriers.
4 rames.....	1 contremaître.
4 tambours apprêteurs.....	50 ouvriers.
Cuisine d'apprêts.....	1 contremaître.
10 calandres.....	12 ouvriers.
6 machines diverses, élargisseurs, briseurs.	50 ouvriers.
Étiquetage.....	1 contremaître.
Emballages.....	2 employés aux écritures.
Echantillonnage.....	12 ouvriers.
Préparation des collections, des références.	16 ouvriers.
Expédition de la marchandise.....	4 —
Magasins des tissus écrus.....	4 —
— des tissus blanchis.....	4 —
— des drogues.....	4 —
— des rouleaux.....	2 —
Serrurerie.....	30 ouvriers.
Menuiserie.....	1 directeur général.
Maçonnerie.....	1 chef de bureau.
	12 commis sédentaires.
	2 garçons de bureau.
	1 chimiste chef.
	2 chimistes de fabrique.
	2 chimistes de laboratoire.
	2 ingénieurs.
	2 garçons de laboratoire.
	4 ouvriers travaillant dans les cours.
	4 gardes de nuit.
	2 concierges.
5 voitures, 10 chevaux.....	10 cochers ou palefreniers.
TOTAL.....	657 personnes.

On voit, par la description de la décomposition du travail dans une filature, un tissage et une fabrique de toiles peintes type, c'est-à-dire appartenant au modèle d'établissement le plus répandu en Alsace, combien avec les progrès du machinisme la décomposition du travail, déjà très caractérisée à l'origine, s'est accrue considérablement. Le nombre des catégories de machines est aujourd'hui beaucoup plus grand que n'était, au xviii^e siècle, le nombre des catégories d'ouvriers.

LIVRE II

RAPPORTS DE L'ORGANISME DE LA PRODUCTION
AVEC LA DEMANDE

LIVRE II

RAPPORTS DE L'ORGANISME DE LA PRODUCTION AVEC LA DEMANDE

Après avoir analysé l'organisme de la production en lui-même, ce qui est l'objet essentiel du présent travail, il reste à le considérer spécialement dans ses rapports avec les milieux où il s'est développé.

Pour être complet, il faudrait traiter ici d'abord des rapports de l'industrie avec le milieu physique, c'est-à-dire de l'influence que le milieu physique a exercée sur elle, et de l'influence réciproque que l'industrie a eue sur ce milieu. Il faudrait traiter ensuite des rapports de l'industrie avec le milieu social, avec tout l'ensemble des institutions sociales et en particulier avec le milieu économique, c'est-à-dire d'une part avec les autres industries et, d'autre part, avec son marché. Pour des raisons de clarté, nous avons traité en partie la première question dans l'introduction de cet ouvrage; nous y avons touché aussi en décrivant la distribution géographique de l'industrie. Quant à celle des rapports de l'industrie avec le milieu social et à celle de ses rapports avec les autres industries, nous les avons exclues de l'objet de ce travail. Il ne nous reste donc à considérer que les rapports de la production avec la demande.

Ce point que nous avons à examiner comprend les trois questions suivantes :

1° ce qu'est la demande; quelle est sa quantité, son étendue géographique, sa nature;

2° par quels moyens la production atteint la demande, c'est-à-dire quelle est l'organisation du commerce;

3° dans quelle mesure la production s'adapte à la demande, ce qui revient à faire l'histoire des crises de surproduction et de sous-production.

Chacune de ces questions fera l'objet d'un chapitre.

CHAPITRE I

ÉTENDUE DU MARCHÉ

§ 1. Filés et tissus écrus.

§ 2. Toiles peintes : A) 1743-1790 : Marché international. — B) 1790-1815 : Contraction du marché extranational. — C) 1815-1839 : Reprise graduelle et lente du marché européen. Développement du marché extra-européen. — D) 1839-1860 : Contraction nouvelle des débouchés extranationaux. — E) 1861-1870 : Elargissement nouveau du marché. — F) 1871-1873 : Régime transitoire. — G) 1873-1910 : Changement du marché national. Constance du marché international.

Ce que nous entendons par « demande », c'est, d'une manière large : 1° la demande au point de vue de son importance quantitative; 2° la demande au point de vue de son étendue géographique; 3° la demande au point de vue de son espèce ou de sa nature. Mais de ces trois aspects de la question, on ne traitera ici que celui de l'étendue géographique, l'*étendue du marché*. On n'a pas à étudier ici l'« importance de la demande », l'ayant déjà étudiée d'une manière indirecte en étudiant l'importance de la production. Il est, en effet, évident que l'importance de la demande égale l'importance de la production, si l'on embrasse une très longue période. On n'a pas à étudier non plus l'espèce de la demande. En traitant de la nature de la production, on a parlé de l'espèce de la demande, celle-ci — comme on l'a montré — déterminant celle-là.

L'objet de ce chapitre se bornera donc à l'étendue géographique du marché et à l'étude des facteurs qui ont agi sur elle, en particulier le régime douanier entre l'Alsace et les pays limitrophes.

Le marché de la marchandise achevée et celui de la marchandise demi-ouvrée ont toujours été totalement différents, la mar-

chandise demi-ouvrée ayant été produite principalement pour le marché local, et l'autre pour un marché toujours plus ou moins extranational. On considérera donc à part l'étendue du marché des tissus imprimés et l'étendue du marché des filés et des tissus écrus.

§ 1. — Filés et tissus écrus

Les produits demi-ouvrés, les filés et les tissus écrus, n'ont cessé d'avoir un marché très limité. L'industrie alsacienne de l'impression, ayant de tout temps fait une consommation considérable de toiles, n'a cessé d'être le débouché principal et parfois exclusif des fabriques de produits demi-ouvrés. Le marché national, la France, et depuis la guerre, le Zollverein, ont aussi absorbé une grande quantité de filés et tissus écrus. Quant au marché extranational, il n'est entré jamais en ligne de compte qu'à titre exceptionnel, et pour des quantités très minimes.

Dès 1761, nous voyons que c'est en Alsace que se vendent les toiles écrues fabriquées à Sainte-Marie-aux-Mines : « Le « plus grand débit de la Manufacture de Sainte-Marie en ces « sortes de toiles se fait avec la ville de Mulhousen où elles « sont imprimées ou peintes, et de là passent en France¹. » En 1788, c'était pour le marché régional, exceptionnellement pour le marché national que la maison Bussmann frères et C^{ie} de Bollviller fabriquait des mousselines et des toiles de coton écrues : « une bien faible partie de ses productions a été importée en « France, le reste enlevé par les fabricants d'indiennes de cette « province »; quant à David Goetz, Jean L'huillier et Jacques L'huillier de Sainte-Marie-aux-Mines, ils n'avaient que l'Alsace comme débouché : « Cette toile de coton est vendue pour l'im- « pression à différentes autres manufactures établies dans la « Province². » En 1806, on mandait que Gros, Davillier, Roman et C^{ie}, Wesserling « ne se servent pour leur tissage que « des cotons filés dans leurs ateliers et lorsqu'ils en ont au delà « de leurs besoins, ils les vendent à Rouen au cours de la

1. Archives de la Haute-Alsace (C 4418).

2. *Ibidem*.

« place¹ ». En 1826, le Haut-Rhin était le débouché presque exclusif des filatures. Le Bas-Rhin et les Vosges, Lyon et Tarare demandaient aussi des filés d'Alsace², mais la concurrence anglaise rendait les exportations impossibles. Pendant des périodes de crise de surproduction, on procéda à des exportations, qui avaient pour but d'arrêter l'avalissement des prix. « On « exporte ici pour la Suisse, et dans la dernière crise cette « exportation a seule pu empêcher une plus forte baisse dans les « prix des filés³. » En 1846, les tissages alsaciens envoyaient des calicots aux manufactures d'impression de la Normandie⁴, et des filés étaient vendus à Paris et à Tarare⁵. Après l'annexion de l'Alsace, le marché national français fut remplacé par le Zollverein. Les exportations, tant des filés⁶ que des tissus écrus⁷, n'ont continué à avoir lieu que dans une très faible proportion.

Si l'étendue du marché des produits demi-ouvrés peut être esquissée très brièvement, celle des produits manufacturés, beaucoup plus complexe, demande de longues explications.

§ 2. — Toiles peintes

A) 1743-1790 : *Marché international*

L'étendue du marché étant déterminée en grande partie par les barrières douanières, l'on parlera tout d'abord de l'organisation douanière de la France et de l'Alsace.

Sous l'ancien régime, l'organisation douanière de la France, on le sait, ne soulevait pas seulement des questions d'intérêt

1. Archives nationales (F¹² 4564).

2. Archives de la Haute-Alsace (M 427²).

3. *Rapport de la commission libre nommée par les manufacturiers et négocians de Paris, sur l'enquête relative à l'état actuel de l'industrie du coton en France* (Paris, 1829). Réponses de la Société industrielle de Mulhouse, p. 205.

4. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1844, p. 489.

5. Archives de la Haute-Alsace (M 427⁵).

6. Ces exportations ont eu lieu, par exemple, en France. « Le complément des « filés que consomme le tissage vosgien est emprunté... pour une très faible part... « à l'Alsace. » Boucher, *Article Industrie et Commerce*, dans Léon Louis, *Le département des Vosges* (Epinal, 1889), t. V, p. 302.

7. Ces exportations de tissus écrus ont eu lieu, par exemple, en Russie, en Italie, en Hollande.

national, mais soulevait aussi des questions d'intérêt régional, puisque les lignes de douane ne séparaient pas seulement la France des autres nations, elles séparaient également les provinces entre elles. Une marchandise ne pouvait circuler sans rencontrer sur son chemin des barrières, où il fallait s'arrêter, faire des déclarations, s'assujettir à des visites, se soumettre à des formalités plus dispendieuses que les droits eux-mêmes, subir des tarifs fondés sur des usages arbitraires, lorsqu'en 1664 Colbert établit un tarif unique d'entrée et de sortie. Une partie seulement des provinces du royaume fut soumise à la loi de ce tarif : c'étaient les *provinces* dites *des cinq grosses fermes* (Ile-de-France, Soissonnais, etc.), qui furent ainsi reliées dans une même union douanière avec tarif uniforme. Les autres furent appelées *étrangères par rapport au commerce* ou *pays réputés étrangers*. Dans l'étendue de ces provinces étrangères par rapport au commerce (Bretagne, Saintonge, etc.), les marchandises étaient sujettes à tous les droits des différents tarifs particuliers, et lorsqu'elles en sortaient, elles acquittaient encore des « droits de passage et de destination ». Chaque province de cette catégorie gardait ainsi sa ceinture de douanes et son tarif particulier. Outre les provinces des cinq grosses fermes, et étrangères par rapport au commerce, il en était un troisième groupe, composé de provinces nouvellement réunies à la couronne, c'étaient les *pays à l'instar de l'étranger effectif* (qu'on appelait aussi *provinces étrangères effectives* ou *provinces d'étranger effectif*). Les pays de cette dernière catégorie étaient, au point de vue douanier, comme s'ils n'avaient pas encore été unis et incorporés à la France, parce que le roi leur permettait une communication libre avec l'étranger : ils avaient leurs douanes tournées seulement du côté de la France. L'une de ces provinces était l'Alsace. Tirant des autres nations ou leur envoyant toutes sortes de marchandises, l'Alsace n'était point assujettie aux droits d'aucun tarif du royaume, sauf pour ses importations en France : les marchandises de fabrication alsacienne payaient à l'entrée des provinces situées dans l'intérieur des cinq grosses fermes le même impôt que les marchandises venant de manufactures situées hors de la souveraineté du roi¹. Le commerce de la République

1. Archives municipales de Strasbourg (AA 2169). — Archives de la Haute-Alsace (E 1644). — Archives nationales (F¹² 650).

de Mulhouse (qui ne pouvait avoir de rapports d'échange avec l'étranger qu'en empruntant le territoire alsacien) était assimilé à celui de l'Alsace.

On conçoit ainsi que les indiennes alsaciennes, fabriquées avec des toiles blanches importées en franchise, aient pu dès l'origine trouver un marché international. « Mulhouse se trouvait
« au centre du commerce de l'Europe continentale. Elle avait
« pour débouchés la France, l'Allemagne, l'Italie et la Hollande ;
« elle exploita même bientôt les marchés de Leipzig, Francfort,
« Elberfeld, Bruxelles, etc. ¹. » Le marché local était sans importance : « Ces fabricans [les fabricants d'indiennes] travaillent en
« grande partie pour l'exportation et rendent par là l'étranger
« tributaire de leur Industrie. Il ne se consomme que très peu
« de leurs marchandises dans le pays, une autre partie en est
« introduite en France et le plus grand nombre en a été exporté
« jusqu'à présent en Allemagne, dans le Nord, la Hollande,
« l'Italie etc. ². » « Une partie considérable de ces marchandises
« [les toiles peintes d'Alsace] est embarquée pour l'Amérique, et
« contribue à entretenir le commerce d'Echange, qui se fait avec
« le nouveau monde ³. » « M^{rs} Haussmann et Comp^{ie} ont su, comme
« d'habiles négociants, se procurer des débouchés dans le Nord
« de l'Allemagne, et même concurremment avec les Anglais dans
« les royaumes qui avoisinent la Baltique. ⁴ » Les réponses faites par les fabricants à l'enquête de 1788 montrent que l'étendue du marché est différente selon l'importance de la manufacture. Une petite fabrique, comme celle de Jacques L'huillier à Sainte-Marie-aux-Mines, vendait ses toiles peintes dans la province ⁵. Au contraire, les grandes manufactures d'impression avaient, en 1788, un marché très étendu. Steffan et C^{ie}, Ribeauvillé : « Le dixième
« de leur fabrication se vend en France, le reste aux foires de
« la Province et de l'Allemagne, et en détail à différents mar-

1. Penot, *Statistique générale du département du Haut-Rhin* (Mulhouse, 1831), p. 337. Voir aussi p. 347.

2. Bibliothèque municipale de Strasbourg (Manuscrit n° 576, intitulé « Frantz. « Notes sur l'industrie, le commerce en Alsace »).

3. Dit un texte de 1783 (Archives de la Haute-Alsace, E 1641).

4. Lettre écrite de Mulhouse le 24 mai 1786 par Lazowski et Buob, inspecteurs des manufactures, à M. de Tolozan (Archives nationales, F¹² 1404B) et à M. de Montaran (Archives nationales, F¹² 533).

5. « Le produit de cette manufacture se consomme dans la province. » (Archives de la Haute-Alsace, C 1118).

« chands. » Senn, Bidermann et C^{ie}, Wesserling : « Le produit
« de cette manufacture se consomme la moitié en France et
« l'autre moitié chez l'Étranger. » Haussmann, Emerich, Jordan
et C^{ie}, Logelbaeh : « Le sixième de cette Fabrication est importé
« dans l'intérieur du Royaume et le surplus exporté à l'Étran-
« ger. » Pourtalès, Munster : « Les 2/3 de sa fabrication sont
« importés en France et l'autre tiers est exporté hors du
« Royaume¹. » La manufacture d'indiennes de Dollfus et C^{ie},
Thann, avait à la même époque (1788) « des débouchés avec
« l'Allemagne, la Pologne, la Russie et jusqu'au-delà des mers². »

On voit par là quelle était la multiplicité des marchés auxquels l'industrie alsacienne subvenait. Parmi ces marchés, le marché des provinces situées dans la périphérie des cinq grosses fermes, qui devait devenir le plus important, fut pour notre industrie le plus difficile à conquérir. La situation douanière de l'Alsace, qui lui ouvrait les marchés européens et américains, lui fermait une partie du marché français.

Rapports douaniers entre l'Alsace et les provinces des cinq grosses fermes. — A l'origine, le marché des provinces des cinq grosses fermes était fermé aux indiennes d'Alsace, parce que l'importation et le port des toiles de coton « peintes en Furies ou à Fleurs » étaient interdits en France, sous prétexte que leur succès faisait tort aux étoffes de soie, de laine, de lin et de chanvre³. Ceux qui portaient le tissu prohibé subissaient les rigueurs de la loi, même sans s'être exhibés dans la rue, comme « le Clerc de Maistre

1. Archives de la Haute-Alsace (C 1118).

2. Archives nationales (F¹⁰ III, Haut-Rhin 7).

3. L'arrêt du 26 octobre 1686 ordonne : « Le Roy étant informé que la grande quantité de Toiles de coton peintes aux Indes, ou contrefaites dans le Royaume, et
« autres Etoffes de Soye à fleurs d'Or et d'Argent de la Chine et des dites Indes, ont
« donné lieu non seulement au transport de plusieurs millions hors du Royaume,
« mais encore causé la diminution des Manufactures établies de long-temps en
« France pour les Etoffes de Soye, Laines, Lins, Chanvres, et en mesme temps la
« ruine et désertion des Ouvriers, lesquels, par la cessation de leur travail, ne trou-
« vant plus d'occupation, ni de subsistance pour leurs familles, sont sortis du
« Royaume. A quoy estant nécessaire de pourvoir.. Sa Majesté en son Conseil a
« ordonné et ordonne, qu'à commencer du jour de la publication du présent Arrest
« toutes les fabriques établies dans le Royaume pour peindre les Toiles de Coton
« blanches cesseront, et les moules servant à l'impression d'icelles seront rompus
« et brisez ». (Archives nationales, F¹² 1403.)

L'émigration des hommes et des capitaux, effets manifestes de la récente révocation de l'Edit de Nantes (1685), sont attribués à l'emploi des toiles de coton, de sorte que les indiennes eussent peut-être été tolérées, si les protestants l'avaient été !

« Mongrif Procureur, demeurant au coin de la rue du Foin, vû
 « dans son Étude avec une Robe de chambre de Toile peinte fond
 « blanc, fleurs rouges ; la femme de chambre de la sœur du sieur
 « Hebert, vûe au premier étage vêtuë d'un Casaquin de Toile
 « peinte, fond blanc et fleurs rouges¹ ».

Au moment où furent fondées les premières manufactures d'Alsace, les lois prohibitives étaient exécutées moins que jamais. Une ordonnance royale du 26 août 1743 reconnaît « que l'on porte
 « communement des toiles et étoffes peintes, que l'on entre et
 « sort des Barrières de Paris avec ces habillemens sans que les
 « Commis en dressent aucun procès-verbal² », et en 1755, on écrivait que la police depuis une quinzaine d'années s'était relâchée par degrés³ : « On a commencé par tolérer les meubles ;... enfin
 « on est parvenu à en tolérer l'usage public, à laisser passer les
 « meubles et les habits de toiles peintes sans inquiéter les
 « propriétaires⁴. » Le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif, qui étaient impuissants pour empêcher l'usage des toiles peintes⁵, ne pouvaient empêcher l'importation frauduleuse des indiennes fabriquées à Bâle ou à Mulhouse « La France ne laissoit pas
 « entrer des toiles peintes pour favoriser les fabriques de Rouen

1. Cf. l'ordonnance rendue, le 19 avril 1730, par M. Herault, Lieutenant Général de Police : « Qui condamne plusieurs Particuliers trouvées vêtues de Toiles peintes, « en deux cens livres d'amende chacune. Veu les Exploits d'Assignation donnez le « dix-sept Avril present mois par Symonnet, Huissier à Verge au Chastelet de « Paris, aux Particuliers cy après nommez, à comparoir ce jourd'huy pardevant « Nous en nostre Cabinet de Police au Chastelet, pour répondre au rapport qui « Nous seroit fait de la contravention par eux commise aux Ordonnances du Roy « et Arrest de son Conseil, qui défendent le port et usage des Etoffes des Indes et « de Toiles peintes, et pour se voir condamner en l'amende portée par iceux : « Sçavoir, à la femme du sieur Romany, demeurant au bas des Fossees de la Doc-
 « trine Chrestienne, chez un Faiseur de bas au Métier, au second étage, vûë à sa
 « fenestre, vêtue de Toile peinte, fond blanc et fleurs rouges ; et à la femme du
 « nommé Roussel, Faiseur de bas au Métier, rue de Charenton, près un Chaircuitier,
 « au second étage, chez un Aubergiste vûë avec un Casaquin de Toile peinte, fond
 « blanc et fleurs rouges. » (Archives nationales, AD XI 52.)

2. Archives nationales (AD XI 52.)

3. Il en était de même du pouvoir judiciaire, puisque l'arrêt du Conseil du 19 décembre 1741 « fait défenses de modérer les amendes qui seront prononcées contre « ceux qui auront contrevenu aux dispositions des réglemens concernant le port et « usage des Toiles peintes. » (Archives nationales, AD XI 52.)

4. *Examen des avantages et des désavantages de la prohibition des Toiles peintes* (Marseille, 1755), p. 44.

5. « On ne saisira point une Duchesse dans son carrosse ni l'Epouse d'un Fermier « général... Je ne serois point étonné de voir les Ministres délibérer sur la matière « que je traite ici, dans un appartement meublé de Perse ». *Réflexions sur les avan-
 tages de la libre fabrication et de l'usage des toiles peintes en France* (Genève, 1758), p. 39.

« en toiles rayés, mais le port des indiennes n'étant pas défendu
 « on les vendoit clandestinement et sous Cappe. L'entrée s'en
 « faisoit a la suite des Equipages des grand Seigneurs, qui même
 « fournirent leur hotel pour Magazin, et eux ou leurs premiers
 « Domestiques étoient intéressé au commerce¹. »

Les lois prohibitives n'étant pas exécutées, le gouvernement français jugea qu'il était préférable de permettre la fabrication des indiennes et leur importation plutôt que de les laisser entrer en fraude². Ce fut l'œuvre des « Lettres patentes du Roi, concernant
 « les toiles de cotons blanches, et les toiles peintes, teintes et
 « imprimées. Données à Versailles le 5 septembre 1759³ ». A

1. Ryhiner, *Traité sur L'origine de L'art de peindre et d'imprimer les Toiles de Cotton*, p. 272 (Manuscrit de la Bibliothèque de la Société industrielle de Mulhouse, Chimie, 1027).

2. « La question des toiles peintes, débattue, il y a quelques années, entre
 « M. de Forbonnais et de M. de Gournay intendant du commerce, devient aujourd'hui [1^{er} juin 1758] une matière d'Etat. Tout ce qu'on a pu faire pour empêcher
 « l'introduction et l'usage de cette marchandise n'ayant pas produit l'effet qu'on
 « en attendait, le ministère s'est enfin déterminé, dit-on, à en permettre la fabrication et l'entrée dans le royaume. » Tourneux, *Correspondance littéraire, philosophique et critique par Grimm, Diderot, Raynal, Meister, etc.* (Paris, 1878), t. IV, p. 3.

3. « Ayant fait examiner les divers mémoires qui nous ont été présentés par les
 « fabriquans et manufacturiers de Lyon, de Normandie, de Tours et de divers
 « autres endroits, contre l'introduction et l'usage des toiles peintes, teintes et
 « imprimées; ensemble les permissions demandées par diverses personnes, tant
 « pour être autorisées à la fabrication des toiles de coton blanches, dans les mêmes
 « lés et portées que les toiles de coton fabriquées dans les Indes et dans les pays
 « étrangers, qu'à les peindre, teindre et imprimer : Nous aurions reconnu la difficulté d'arrêter l'introduction des toiles peintes, teintes et imprimées venant de
 « l'étranger; l'inconvénient de priver nos sujets les plus pauvres de la faculté de
 « se procurer leurs habillemens à meilleur marché; en même temps le danger qui
 « résulteroit pour les manufactures de notre royaume, des établissemens qui s'y
 « feroient de ce même genre de manufacture, et plus encore d'une introduction
 « franche et libre des toiles de coton blanches ou peintes venant de l'étranger, ou
 « d'une tolérance abusive qui produiroit le même effet : Et desirant procurer à nos
 « sujets la multiplicité des moyens de pourvoir à leurs besoins, veiller néanmoins
 « d'une manière particulière à la conservation des manufactures établies, encourager les établissemens nouveaux, sans toutefois préjudicier aux anciens, nous
 « n'aurions pas trouvé d'expédient plus convenable pour concilier ces différentes
 « vues et ces différens intérêts, que d'assujétir, tant les toiles de coton blanches et
 « peintes venant de l'étranger, que les toiles qui seroient peintes dans le royaume,
 « à payer des droits qui étant plus forts sur les toiles du dehors que sur celles du
 « dedans, pussent soutenir dans la concurrence de la vente, les manufactures du
 « même genre que divers particuliers se proposent d'établir, et que le génie industriel des Artistes ne manquera pas de perfectionner, et en même temps prévenir le
 « préjudice que ces mêmes établissemens pourroient porter aux autres fabriques...
 « nous avons ordonné, et par ces présentes signées de notre main, ordonnons ce
 « qui suit ... Les toiles de coton, de lin ou de chanvre peintes, venant de l'étranger,
 « pourront entrer librement dans notre royaume en payant quinze pour cent de la
 « valeur, avec les quatre sols pour livre en sus, aux bureaux qui seront indiqués. »
 (Bibliothèque du Musée historique de Mulhouse, 850. — Archives nationales, AD XI 52.)

vrai dire, cette loi ne fut jamais exécutée, l'arrêt du 27 septembre 1759¹ d'abord, l'arrêt du 27 octobre 1759² ensuite, ayant ordonné qu'il serait sursis à son exécution. A la suite des lettres patentes du 28 octobre 1759³, les toiles peintes, fabriquées en dehors des provinces de l'intérieur, durent payer à l'entrée un droit de douane de 25 0/0 de leur valeur. L'année suivante, le *droit ad valorem* sur les toiles peintes devint un *droit spécifique*. On avait trouvé que percevoir les droits d'après la valeur de la marchandise donnait lieu à beaucoup d'inconvénients, et qu'il était plus pratique de fixer le droit d'après le poids de la marchandise sans avoir égard à sa valeur. L'arrêt du 19 juillet 1760⁴ disposait par son article IV : « Les toiles peintes et les mouchoirs de toiles peintes et « de toiles de coton rayées et à carreaux venant de l'Etranger, « seront évaluées à six cens livres par quintal brut ; et en conséquence les droits de vingt-cinq pour cent... seront acquittés par « lesdites marchandises sur le pied de cent cinquante livres par « quintal brut ». Pendant trente ans les toiles d'Alsace durent payer un droit spécifique, et non un droit *ad valorem*, ce qui soulevait en 1786 les observations suivantes d'un élève des manufactures : « L'on exige actuellement les droits aux entrées dans les provinces des cinq grosses fermes, sur le poids brut et non sur la « valeur intrinsèque de la marchandise, ce qui paraît injuste, « puisqu'une toile fine, moins pesante et d'une valeur moins intrinsèque paye de moindres droits qu'une toile grossière dont « la consommation la plus forte se fait dans la partie la plus indigente du peuple⁵. »

Ce droit de 150 livres par quintal brut sur les toiles peintes venant de l'étranger ne fut pas toujours perçu sur les toiles peintes venant de l'Alsace. Le gouvernement, voulant ne pas confondre les établissements alsaciens avec les étrangers, mais ne trouvant point la fabrication de l'Alsace assez importante pour établir un régime particulier à cette province, accorda l'exemption totale de ce droit sur quelques milliers de pièces à quelques manufactures de la province⁶. « En 1767, les entrepreneurs des

1. Archives nationales (AD XI 52).

2. *Ibidem*.

3. *Ibidem*.

4. *Ibidem*. Archives de la Basse-Alsace (C 146). — Archives de Munster (II 14).

5. « L'art d'imprimer sur Toile en Alsace, 1786. » (Archives nationales, F¹² 1404^B.)

6. « Dans ces derniers tems, on a bien voulu accorder quelques fois l'entrée dans

« trois manufactures de toiles peintes établies en Alsace à Sierentz, à Wessèrling et à S^{te} Marie ont demandé l'exemption de droits sur 12.000 pièces de toiles existantes dans leurs magasins dont ils ne pouvoient trouver le débouché dans la Province. M. de Blair¹ qui a été consulté a été d'avis que l'on pouvoit accorder cette permission scavoir pour 4 à 5.000 pièces pour la manufacture de Wessèrling, 2.000 pièces pour celle de S^{te} Marie et rien pour celle de Sierentz. En conséquence, il a été écrit le 18 juin 1767 à M. de Blair par M. le C^g 2 que l'on avoit donné les ordres à MM. les fermiers généraux pour laisser entrer en exemption de droits 5.000 pièces de la manufacture de Wessèrling et 2.000 pièces de celle de S^{te} Marie³. » Cette faveur donna lieu à des représentations de la part des fermiers généraux. Aussi, lorsqu'en 1770 le baron de Wildersbach demanda une pareille permission pour 2.000 pièces provenant de la manufacture de Wessèrling, il lui fut répondu « que les droits sur les toiles peintes étrangères n'ayant été établis que pour favoriser les manufactures du Royaume ce seroit aller contre son but que d'exempter de ces droits des toiles fabriquées dans une province que l'on doit regarder comme étrangère qu'ainsi cette franchise ne pouvoit être accordée⁴. » De même, lorsque, quelques mois plus tard, le baron de Waldner demanda l'exemption des droits de douanes pour les toiles fabriquées dans sa terre de Sierentz⁵, il lui fut répondu ce qui suit : « Dans la position actuelle de votre Province, il y a un obstacle invincible au succès de votre demande. Tant que l'Alsace conservera une libre communication avec l'étranger et qu'elle ne sera point sujette aux lois prohibitives, n'y aux droits d'entrée et de sortie généraux et uniformes qui ont lieu dans toutes les Provinces du Royaume, tant celles sujettes aux droits des cinq grosses fermes que celles réputées étrangères, les toiles et étoffes qui viendront de la d^e Province d'Alsace ne pourront être considérées que comme Étrangères ; et les matières

« le Royaume à une quantité fixe et déterminée de pièces de Toiles peintes, fabriquées en Alsace, en exemption de droits. » (Archives nationales F¹² 650.)

1. Intendant d'Alsace.

2. Contrôleur général.

3. Archives nationales (F¹² 14058).

4. *Ibidem*.

5. Voir ci-dessus, pp. 49-50.

« premières expédiées pour sa destination, traitées que comme
 « celles destinées pour l'étranger. Ces prohibitions et ces droits
 « ont pour objet d'écarter les manufactures étrangères, afin de
 « préserver celles nationales et leur assurer une préférence sur
 « les autres. Ils ont encore pour objet de conserver aux Manufac-
 « tures nationales les matières premières nécessaires à leur ali-
 « ment. Il faut donc une barrière pour empêcher l'importation
 « des unes, et l'exportation des autres. Cette Barrière n'étant
 « point entre l'étranger et l'Alsace, doit de toute nécessité, être
 « entre l'Alsace et les autres Provinces du Roiaume, sans quoy
 « l'Alsace deviendrait un moien d'introduire dans le Royaume
 « toutes les marchandises étrangères comme provenant de ses fa-
 « briques ; et de sortir à l'étranger toutes les matières premières
 « qu'elle tireroient de l'intérieur sous prétexte de la consumma-
 « tion ¹ ».

Le droit de 150 livres du quintal, fixé par l'arrêt du 19 juillet 1760, étant devenu illusoire, parce qu'il était trop fort, l'arrêt du 13 août 1772², « pour diminuer l'appât de la contrebande » réduisit ce droit à 90 livres du quintal. Grâce à ce droit modéré, le marché des provinces des cinq grosses fermes était ouvert à l'industrie alsacienne, lorsque le 10 juillet 1785 parut tout à coup, à la stupéfaction générale, un arrêt³, qui prohibait en France toutes les toiles peintes et blanches étrangères ! « Rien « ne paroîtroit plus desirable à Sa Majesté », disait un préambule malicieux, « et ne seroit plus conforme à ses principes « qu'une liberté générale qui, affranchissant de toute espece « d'entraves, la circulation des productions et marchandises « des différents pays, sembleroit de toutes les Nations n'en

1. Lettre du 20 mai 1772 de M. de Saint-Prest à M. le baron de Waldner (Archives nationales, F¹² 1416). — Pour empêcher que les toiles peintes fabriquées à l'étranger ne soient introduites frauduleusement dans les provinces de l'intérieur, l'arrêt du Conseil du 22 juin 1768 avait défendu « tant dans les duchés de Lorraine et de Bar, « que dans les Trois-évêchés et en Alsace, d'entreposer dans les deux lieues fron- « tières de Champagne ou de Franche-Comté aucunes Toiles peintes. » (Archives nationales, AD XI 32.)

2. Archives de la Basse-Alsace (C 148). — Archives nationales (AD XI 52). — Archives de Mulhouse (XIII Q 6). — Bibliothèque Weiss de Mulhouse (3771).

3. « Arrêt du Conseil d'Etat du Roy qui renouvelle les anciennes défenses d'in- « troduire dans le Royaume aucunes Toiles de coton et Mousselines venant de « l'Etranger, autres que celles de l'Inde apportées par le commerce national : Et « interdit le débit des Toiles peintes, Gazes et Linons de Fabrique étrangère, sauf « le délai fixé pour celles existantes dans le Royaume. » (Archives de Mulhouse, XIII P 2).

« faire qu'une pour le commerce ; mais aussi longtemps que
 « cette liberté ne pourra être universellement admise et partout
 « réciproque, l'intérêt de l'Etat exige de la Sagesse de Sa Majesté
 « qu'Elle continue d'exclure de son Royaume, ou de n'y laisser
 « importer que par le commerce national celles des marchan-
 « dises étrangères dont la libre introduction nuirait aux Manu-
 « factures du Royaume¹, et pourroit faire pencher à son desa-
 « vantage la balance du commerce² ». A quoi voulant pourvoir,
 le roi interdisait l'introduction dans le royaume des toiles de
 coton blanches et peintes venant de l'étranger³. Cette loi sou-
 leva une émotion considérable dans la province d'Alsace⁴, du
 sort de laquelle l'arrêt ne s'expliquait pas. Si l'Alsace devait être
 assimilée à l'étranger, le marché des provinces de l'intérieur lui
 eût été soudain fermé ; si au contraire elle devait continuer,
 comme par le passé, à importer ses toiles moyennant les droits
 habituels, l'arrêt du 10 juillet 1785 ne pouvait que lui être favo-
 rable. « Si les Manufactures d'Alsace, et surtout celles de la
 « Ville de Mulhouse, obtiennent l'introduction de leurs toiles
 « peintes en payant les droits ; comme elles fournissoient la plus
 « grande partie des Marchandises de ce genre qui entroient en

1. L'idée de défendre le travail national avait déjà à cette époque quelque chose de séduisant.

2. Le fait que « la balance et le change » étaient « favorables » à la Suisse pour les toiles peintes obsédait le gouvernement (Archives du Ministère des Affaires étrangères, France, 2006, f° 255).

3. La prohibition était aussi absolue que celle qui existait avant 1759 ou 1760, en ce qui concerne l'importation des toiles étrangères. Mais elle avait pour objet d'encourager la fabrication nationale des toiles peintes, alors que la prohibition antérieure à 1760 impliquait même la fabrication et le port des indiennes.

4. Cette loi, qui assurait à la nouvelle Compagnie des Indes un monopole pour la vente de ses marchandises, provoqua une indignation générale dans tout le royaume, ... de la part de la Cour des Aides, comme de la part des revendeuses à la toilette. La Cour des Aides, sans examiner le fond des dispositions de l'arrêt, se plaignit de ce qu'il n'était point revêtu de Lettres Patentes et « de ce qu'on substitue « des Juges d'attribution aux Juges naturels en cette matière ». (Archives du Ministère des Affaires étrangères, France, 2012, f° 365.) Les marchandes de modes se plaignirent de ce que l'arrêt donnait à la Compagnie des Indes le droit de faire procéder à des visites dans tous les magasins pour y saisir les marchandises recelées en contravention aux dispositions de la nouvelle loi ; leur argumentation était touchante : « Les lingères sont sans défiance et d'un sexe que le plus faible trouble peut « allarmer ; elles ne sont point accoutumées à l'inspection d'un Sexe opposé au « leur, elles ont la garde de Jeunesses qui ne doivent pas être détournées par des « recherches inusitées. » (« Respectueuses Remontrances des Dames Lingères de la « Communauté de Paris Sur les articles de L'arrêt du 10 juillet 1785 concernant « l'importation des Toiles Etrangères, le renvoi d'Icelles hors du Royaume et les « formes exigées pour la recherche d'Icelles dans les magasins. » Archives du Ministère des Affaires étrangères, France, 2006, f° 246 recto.)

« France, il n'y aura point de changement à leur égard, mais elles
 « auront au contraire lieu de s'applaudir de la nouvelle Loi, qui
 « leur procure un avantage sensible sur les Manufactures de
 « l'intérieur; voisines de la Suisse et de la Hollande, elles pour-
 « ront tirer de tous les pays possibles... toutes les Marchandises
 « blanches dont elles auront besoin, tandis que les Manufac-
 « tures de l'intérieur n'auront qu'un seul vendeur, la Compa-
 « gnie¹. » La ferme générale, à l'instigation de la nouvelle Com-
 « pagnie des Indes, prétendait étendre la prohibition à l'Alsace, et
 « supprimer pour ses fabriques de toiles peintes le marché des
 « cinq grosses fermes. Les fabricants, justement alarmés, deman-
 « dèrent conseil et assistance à des personnages haut placés². Le
 « baron de Spon, premier président du Conseil souverain d'Alsace,
 « prit en mains leurs intérêts, et dès le 26 juillet 1785 écrivait à
 « M. de Calonne, contrôleur général des Finances, la lettre dont
 « teneur suit : « L'arrêt rendu sur votre rapport le 10 de ce mois
 « au Conseil d'État, qui interdisait l'entrée et le débit de toute
 « espèce de Toiles peintes dans le Royaume, a répandu l'allarme
 « en Alsace. Cette province étant réputée étrangère, les fabricants
 « d'indiennes et Toiles peintes, ont craint qu'on ne voulût les
 « comprendre dans les défenses portées aud. Arrêt; ils sont
 « venus me trouver pour m'exposer leur consternation : effecti-
 « vement leur ruine seroit inévitable et entraîneroit celle de la
 « province entière, s'il étoit possible que l'intention du Roi eût
 « été de ranger ses fidèles sujets d'Alsace dans la classe des
 « étrangers sur lesquels frappent les dispositions de son arrêt
 « du 10 de ce mois. Vous allez juger vous-même si j'exagère,
 « Monsieur, par l'exposé fidèle de la position des choses en
 « Alsace. Cette province avoit autrefois la ressource du commerce
 « du Tabac, qui malgré ses privilèges lui a été enlevé par la
 « ferme générale; elle se soutenoit aussi par le grand nombre
 « de Troupes qu'on avoit coutume d'y envoyer et qui consom-
 « moient ses denrées : mais les circonstances de la dernière
 « guerre l'ont encore privée d'une partie de cet avantage. Pour
 « suppléer en quelque sorte à toutes ces privations, il s'est

1. Mémoire des « Députés des Négotians et des gardes des Marchands de Ver-
 « sailles. » Archives du Ministère des Affaires étrangères (France, 2006, f° 254 recto
 et verso).

2. Archives de Mulhouse (II A I 33, p. 752).

« formé et établi en Alsace, depuis une vingtaine d'années,
« une très grande quantité de manufactures de toiles peintes
« qui se sont élevées à un tel degré de perfection que le débit
« en est immense¹. » M. de Calonne répondit, que l'intention
du Roi n'avait pas été de nuire aux manufactures d'Alsace (par
l'arrêt de son conseil du 10 juillet 1785), mais qu'il fallait
prendre garde que ces manufactures ne fissent tort à celles de
l'intérieur; qu'il était actuellement occupé à former le plan
d'un règlement, qu'il avait déjà eu à ce sujet des conférences
avec les administrateurs de la Compagnie des Indes et les députés
des fabricants d'Alsace; enfin qu'il invitait M. de Spon à lui
envoyer ses observations. Ce qui fut fait par le président du
Conseil souverain dans les termes suivants : « Je dois d'abord
« avoir l'honneur de vous observer que les prétendus députés
« avec lesquels vous avez eu des conférences sont de simples
« associés des manufactures de Colmar et du Wässerling, qui
« se trouvant à Paris, dans ce moment, y ont défendu leurs in-
« térêts particuliers plutôt que la cause commune². C'est, comme
« j'ai eu l'honneur de vous le marquer, par ma lettre du 26 juil-
« let dernier, à Mulhausen petite ville enclavée en Alsace où sont
« les établissements les plus considérables, en fait de toiles
« peintes et écruës... Les Mulhausiens ont établi des ateliers et
« des factoreries pour le filage et le tissage depuis Belfort jus-
« qu'à Schlestadt, de manière qu'outre le nombre de 10.000 ou-
« vriers alsaciens qu'ils emploient dans leurs fabriques, ils font
« vivre plus de 60.000 habitants de cette province par la fila-
« ture et le tissage. Il est vrai que Mulhausen est une petite ré-
« publique, alliée des Suisses : mais comme elle ne contient
« qu'une population d'environ 15.000 âmes; qu'elle n'a qu'un
« Territoire d'un quart de lieue de profondeur, et qu'elle est
« environnée de tous côtés de villages d'Alsace, dont elle ne peut
« se passer, il a été reconnu de tout temps, et notamment par
« les arrêts du Conseil du 3 octobre 1680 et 30 août 1760, que

1. Archives de Mulhouse (XIII P 2).

2. En effet, dès le 19 juillet 1785, le Roi, en interprétant l'arrêt du 10 juillet 1785, avait ordonné que les entrepreneurs de la manufacture de toiles peintes établie à Colmar pourraient introduire comme par le passé et faire circuler dans le royaume les marchandises qu'ils pourraient justifier provenir de leur fabrique à l'aide d'un plomb portant ces mots : « Toiles peintes de la Manufacture privilégiée de Colmar. » (Archives de Mulhouse, XIII P 2.)

« son commerce ne pouvoit être séparé de celui de la province, « avec lequel il se trouvoit nécessairement et utilement con- « fondu¹ ». Les fabricants de Mulhouse, inquiets de la situation qui allait être faite à l'industrie de la République, se réunirent le 16 septembre, et délèguèrent deux fabricants pour aller à Paris défendre leurs intérêts douaniers ; l'affaire intéressant la ville tout entière, le chancelier Hofer fut aussi député². Après de longues négociations³, la cause des Alsaciens prévalut malgré la puissance de la Compagnie des Indes. L'arrêt du 13 novembre 1785⁴, qui accordait des privilèges considérables aux étrangers qui établissaient en France des fabriques de toiles, exemptait par l'article X⁵ les fabricants établis dans les provinces à l'instar de l'étranger effectif de payer des droits à l'entrée des provinces des cinq grosses fermes pour les indiennes peintes sur des toiles blanches tirées des provinces de l'intérieur, achetées aux ventes de l'Orient ou tissées dans la province même. Le marché des provinces des cinq grosses fermes allait donc être ouvert en franchise de droits de douane à l'industrie alsacienne. Pour prévenir l'introduction frauduleuse des marchandises prohibées par l'arrêt du 10 juillet 1785, un arrêt du 26 janvier 1786⁶ « portant Règlement pour la marque et visite « des toiles blanches et imprimées des Manufactures d'Alsace » ordonna qu'il serait établi en Alsace des Bureaux de visite et d'inspection, et prescrivit minutieusement les déclarations, marques et autres moyens qui paraissaient propres à empêcher les fraudes. Bien plus, le 17 février 1786, intervint un arrêt, qui non seulement confirmait les privilèges douaniers accordés aux indiennes imprimées sur toiles nationales, en fixant le droit d'entrée de ces indiennes au même taux que la mercerie⁷, mais

1. Archives de Mulhouse (XIII P 2).

2. Archives de Mulhouse (II A I 33, p. 777).

3. Dont on trouvera les péripéties dans Hofer, *Mulhauser Geschichten vom Jahr 1741 bis 1797, Le vieux Mulhouse* (Mulhouse, 1899), t. III, pp. 282 et s.

4. Archives de Mulhouse (XIII P 2). — Archives nationales (AD XI 44^A).

5. Ci-dessus, pp. 41-42.

6. Trop long pour être cité ici. On en trouvera un exemplaire à Colmar (Archives de la Haute-Alsace, C 1122) et à Mulhouse (Bibliothèque du Musée historique, 850).

7. « Le Roi étant en son Conseil a confirmé et confirme l'Article X de l'Arrêt du « 13 Novembre dernier ; en conséquence, a affranchi du Droit uniforme de 90 livres « du quintal, établi aux entrées du Royaume par l'Arrêt du 13 Août 1772, ensemble « des 10 sous pour livre, les Toiles peintes qui auront été imprimées dans les Pro- « vinces traitées à l'instar de l'Etranger effectif, sur les Toiles blanches tirées des

permettait l'entrée jusqu'au 1^{er} janvier 1787 des toiles peintes d'Alsace, quelle que fût l'origine des toiles blanches qui eussent été employées à leur impression¹. Enfin le marché des provinces des cinq grosses fermes n'était pas ouvert seulement aux sujets du roi, puisque les fabricants de la République de Mulhouse obtinrent, le 23 février 1786, un arrêt disposant que l'article X de la loi du 13 novembre 1785 et la loi du 29 janvier 1786 seraient applicables aux manufactures de la République². On passait

« Fabriques de l'intérieur du Royaume, ou du commerce et des ventes de la Compagnie des Indes : Veut Sa Majesté, que les dites Toiles peintes ne soient assujetties à leur entrée, et lors de leur circulation, qu'aux droits de la Mercerie, tel qu'il est réglé par le Tarif de 1664, et autres droits locaux, auxquels sont imposées dans leur circulation toutes les Toiles peintes de fabrique nationale. »

1. « Sa Majesté voulant faciliter aux Entrepreneurs des Manufactures de Toiles peintes en Alsace et autres Provinces à l'instar de l'Etranger effectif, la vente de celles qu'ils auroient imprimées sur des Toiles blanches achetées à l'Etranger, Sa Majesté a permis et permet l'introduction des dites Toiles peintes jusqu'au 1^{er} Janvier prochain sans être tenus de justifier de l'origine des Toiles blanches sur lesquelles lesdites impression et peinture auront été faites; à l'effet de quoi il continuera d'être perçu jusqu'à ladite époque du 1^{er} janvier 1787, 90 livres du quintal, et les 10 sous pour livre, sur les Toiles peintes imprimées en Alsace et autres Provinces à l'instar de l'Etranger effectif, à leur entrée dans les autres Provinces du Royaume. » Cet arrêt (du 17 février 1786) se trouve comme le précédent aux Archives de la Haute-Alsace (C 1122) et à la Bibliothèque du Musée historique de Mulhouse (850).

2. « Arrêt du Conseil d'Etat du Roi qui rend communs avec les Fabricans de toiles blanches et imprimées de Mulhausen, l'article X de l'Arrêt du 13 novembre 1785, et l'Arrêt du 26 janvier 1786. Vu par le Roi, étant en son Conseil, les Mémoires que les Fabricans en toiles peintes écruës et blanches de la ville de Mulhausen ont fait présenter par les Bourguemestre et Conseil de cette République aux Ministres de Sa Majesté le 7 septembre dernier ; ceux qui leur ont été remis depuis cette époque, par leurs Députés munis de pleins-pouvoirs desdits Bourguemestre et Conseil, en date du 17 septembre 1785 ; par lesquels Mémoires ils ont exposé que le commerce de leur ville a, de tout temps, été lié à celui de la province d'Alsace, assimilation reconnue et établie relativement aux cuirs, par une Convention du 30 août 1760, faite d'après les ordres de Sa Majesté, avec la ville de Mulhausen : Que d'ailleurs ce sont les habitans de ladite ville qui ont les établissemens les plus considérables de filature et de tissage dans ladite province, et que le travail de leurs fabriques et blanchisseries, dont partie est située sur terres d'Alsace, se fait principalement par des Sujets de Sa Majesté : Que d'après ces motifs et d'autres, développés dans leurs Mémoires, ils la supplient de vouloir bien faire participer la ville de Mulhausen aux mêmes faveurs qu'Elle a accordées au Commerce et aux Fabriques de sa province d'Alsace : Et Sa Majesté voulant accueillir favorablement les représentations qui lui ont été faites à cet égard, a jugé convenable de faire connoître ses intentions. A quoi voulant pourvoir : Oûi le rapport du sieur de Calonne, Conseiller ordinaire au Conseil royal, Conseiller général des finances, Le Roi étant en son Conseil, a ordonné et ordonne que l'article X de l'arrêt du 13 novembre dernier, ensemble celui du 26 janvier dernier, portant Règlement pour les Fabriques de toiles blanches, peintes et imprimées d'Alsace seront communs avec les Fabriques de Mulhausen : Permet en conséquence Sa Majesté que les Négocians de cette ville, jouissent pour la fabrication et vente de leurs toiles, des faveurs accordées à ceux de sa province d'Alsace, en se conformant, sous l'autorité du Magistrat de ladite ville, aux

ainsi d'un extrême à l'autre, de la prohibition étroite à la liberté presque absolue. Contrairement aux principes jusqu'alors suivis, le roi jugeait à propos d'assimiler, au point de vue de l'étendue du marché, les indiennes fabriquées en Alsace et à Mulhouse aux toiles fabriquées dans l'intérieur du Royaume, et il avait déterminé les formalités que les fabricants devaient remplir pour jouir des facilités qui leur étaient ainsi accordées¹.

Après avoir languì longtemps entre la crainte et l'espérance, les industriels reprirent leurs travaux, ne doutant nullement que leurs expéditions dans l'intérieur ne fussent à jamais exemptes de droits. Quelle ne fut pas leur consternation, lorsqu'au Bureau de Saint-Dizier, par lequel leur marchandises devaient entrer en franchise, on refusa de les laisser passer, et que peu de jours après on exhiba un arrêt en date du 21 décembre 1786, qui prorogeait à une époque indéterminée l'exécution de ceux du 13 novembre 1785, 26 janvier et 17 février 1786, et ordonnait en conséquence que les toiles peintes d'Alsace continueraient à payer les droits, comme par le passé². Les magasins de Saint-Dizier

« Règlements publiés ou à publier relativement aux Manufactures de toiles blanches
« ou imprimées d'Alsace, et à la charge par lesdits Fabricans de se soumettre,
« conformément à la déclaration qu'en ont faite les Députés de ladite ville, aux
« visites et inspections prescrites pour les Manufactures de toiles blanches et
« imprimées de ladite Province. » (Archives nationales, F¹² 1404A. — Archives de la Haute-Alsace, C 1121. — Archives de Mulhouse, XIII P 7. — Bibliothèque du Musée historique de Mulhouse, 850. — Bibliothèque Weiss de Mulhouse, 3771).

1. Pour Mulhouse voyez Archives de Mulhouse (II A I 34, p. 35).

2. « Vu par le Roi, étant en son Conseil, l'Arrêt rendu en icelui le 17 Février
« dernier, et Sa Majesté étant informée que le délai accordé par ledit Arrêt et dont
« le terme est fixé au 1^{er} Janvier prochain, pour l'entrée dans les autres Provinces
« du Royaume, des Toiles peintes en Alsace, étoit insuffisant pour le débit des
« Toiles blanches apportées de l'Etranger dans ladite Province, et voulant y
« pourvoir : Oui le rapport du sieur de Calonne, Conseiller ordinaire au Conseil
« royal, Conseiller général des finances; le Roi étant en son Conseil, a ordonné et
« ordonne : Que le délai fixé au 1^{er} Janvier prochain, pour l'entrée dans les diffé-
« rentes provinces du Royaume, des Toiles peintes et imprimées en Alsace et dans
« les autres provinces à l'instar de l'étranger effectif, sera prorogé jusqu'à ce qu'il
« en soit autrement ordonné : Veut Sa Majesté que les Toiles peintes et imprimées
« dans lesdites provinces, continuent d'être admises dans les autres Provinces du
« Royaume par le Bureau de Saint-Dizier, où elles payeront le droit de 90 livres du
« quintal, ensemble les 10 sols pour livre d'icelui ». (Archives nationales, AD XI 52.
— Archives de la Haute-Alsace, C 1122. — Archives municipales de Colmar, B V 27.
— Bibliothèque du Musée historique de Mulhouse, 850.)

Il faut admirer, d'une part, la manière politiquement hypocrite avec laquelle le préambule semble annoncer que c'est l'Alsace qui avait sollicité l'arrêt, alors qu'il a été manifestement dicté par la Compagnie des Indes de concert avec la Ferme générale et les fabricants des provinces des cinq grosses fermes. D'autre part, les arrêts précédents n'étaient pas « révoqués », mais on en « prorogeait » l'exécution à une époque indéterminée, ce qui revenait exactement au même.

se remplirent d'indiennes, dont ni le fabricant ni l'acheteur ne voulaient payer les droits. Les Alsaciens, lésés par l'incohérence de la législation, ne cessèrent de protester. « A la vue d'une « contradiction aussi évidente ne sera-t-il pas permis de dire « que l'arrêt du 21 décembre 1786 ou est une surprise faite à Sa « Majesté, ou celui du 13 novembre 1785 un piège tendu à la « bonne foi des fabricants ¹. » Quelques mois plus tard, on satisfait momentanément à la demande de nos industriels. En effet, le 11 février 1788, intervint un arrêt ² ordonnant qu'il sera fait un règlement général pour fixer la situation douanières des toiles d'Alsace, et réglant les dédommagements dus aux fabricants de cette province pour l'inexécution des arrêts des 13 novembre 1785 et 26 janvier 1786. « Le Roi s'étant fait rendre compte de tout ce « qui concerne la manufacture de mousselines, de toiles de coton « blanches et de toiles peintes, établie en la province d'Alsace, « Sa Majesté a considéré que s'il étoit de sa sagesse de faire un « règlement qui pût maintenir à l'avenir l'équilibre entre ces « manufactures et celles établies dans l'intérieur des provinces « des cinq grosses fermes, il étoit également de sa justice de « concilier avec l'avantage général du commerce de son royaume, « l'exécution des promesses qui ont été faites tant aux Fabricans « de ladite province, qu'aux Négocians étrangers qui sont venus « s'y établir ³. » Pour dédommager les manufacturiers d'Alsace des droits qu'ils avaient dû payer en exécution de l'arrêt du 21 décembre 1786, au préjudice des dispositions portées par les arrêts des 13 novembre 1785 et 17 février 1786 qui les exemptaient du paiement de ces droits, la loi autorisait les imprimeurs à faire entrer par le Bureau de Saint-Dizier une certaine quantité de toiles en acquittant seulement le droit de la mercerie de 4 livres du quintal et de 10 sous pour livre. C'est ainsi que furent accordés des passeports moyennant le simple droit de mercerie, et que M. de Tolozan écrivait, le 24 février 1788, à l'inspecteur des manufactures Buob : « Je vous envoie Monsieur Copie « d'une Decision de M. le Controleur général portant ordre aux

1. Mémoire des fabricant's de Toiles d'Alsace, du 22 avril 1787 (Archives du Ministère des Affaires étrangères, France, 2013, f° 129 verso).

2. Trop long pour être cité intégralement. On en trouvera un exemplaire aux Archives de la Haute-Alsace (C 1122) et aux Archives de Mulhouse (XIII P 4). Nous avons même découvert l'original manuscrit (Archives nationales E 2647).

3. Préambule de l'arrêt.

« Préposés au Bureau de Saint-Dizier d'admettre au Simple droit
 « de la Mercerie de 4^e du quintal avec les 10^s pour livre 44.760
 « pièces de Toilles blanches ou peintes de la ville de Mulhausen,
 « formant le quart de la quantité pour laquelle les fabriquans de
 « cette ville sont compris dans l'État général que vous m'avez
 « envoyé le 3 de ce mois et 14.443 pièces de Toiles blanches ou
 « peintes d'Alsace formant la moitié de la quantité pour laquelle
 « les fabriquans de cette province sont portés dans le même
 « État¹. »

Cette mesure transitoire ne réglait pas la question du marché des cinq grosses fermes. Le roi avait bien ordonné qu'il fût fait un règlement fixant d'une manière invariable les droits que l'Alsace devait payer par la suite. Mais on ne pouvait se mettre d'accord sur le tarif de ces droits : on mit un an à le faire. Les fabricants d'indiennes des provinces des cinq grosses fermes prétendant que l'industrie alsacienne prenait un trop grand essor, demandaient que celles d'Alsace soient assujetties à un droit de 90 livres et 10 sols pour livre, ce qui eût correspondu, au dire des Alsaciens, à un impôt de 20 0/0 sur la valeur, alors que les toiles d'Angleterre n'étaient taxées qu'à 12 0/0, depuis le traité de 1786, entré en vigueur en mai 1787. « Il résul-
 « terait de cette demande », disaient les Alsaciens, « si elle était
 « accueillie, que le nivellement des fortunes serait bientôt regardé
 « comme une règle de commerce et d'administration... Il fau-
 « drait que le prince imitât ce tyran qui allongeoit ou raccourcis-
 « soit, d'après une mesure fixe, les membres de ses victimes² ». Cette question donna lieu à un échange de mémoires imprimés entre les fabricants d'Alsace et les fabricants de l'intérieur³. Le Bureau du commerce, après une longue discussion⁴, fut d'avis de permettre l'introduction des toiles peintes d'Alsace seulement contre paiement d'un droit de 90 livres et les 10 sols pour livre

1. Archives de Mulhouse (XIII P 4).

2. « Mémoire à consulter et Consultation pour les Fabricans d'Alsace, adonnés « au Commerce de Toiles blanches et peintes. » (Archives de la Haute-Alsace, C 1122. — Archives de Mulhouse, XIII P 4. — Bibliothèque du Musée historique de Mulhouse, 850A. — Dollfus-Ausset, *Matériaux pour la coloration des étoffes*, Paris, 1865, t. II, p. 350).

3. Archives de la Haute-Alsace (C 1122). — Bibliothèque du Musée historique de Mulhouse (850A).

4. Voir un procès-verbal des séances dans le « Registre du Bureau du Commerce. » (Archives nationales, F¹² 107, pp. 439-454).

en sus. Ainsi décida le roi par un arrêt du 3 mars 1789. Cependant, les toiles imprimées en Alsace sur des toiles blanches fabriquées dans la province, ou tirées de la Compagnie des Indes et des fabriques de l'intérieur, n'étaient assujetties qu'à un droit de 53 livres et 10 sous pour livre par quintal brut lors de leur introduction dans l'étendue des cinq grosses fermes¹. Un second arrêt du 3 mars 1789 prescrivait de nouvelles formalités à remplir pour constater que « les Mousselines, Toiles de coton et « Toiles peintes et imprimées qui se fabriquent en Alsace ont « été réellement fabriquées dans cette province² ». Un troisième arrêt, rendu le même jour, se rapportait aux toiles de coton blanches³, enfin un quatrième arrêt du 3 mars 1789 révoquait celui du 23 février 1786 spécial à Mulhouse, et fixait à 90 livres du quintal (et les dix sous pour livre) les droits à acquitter pour les indiennes fabriquées dans la République⁴. Ces lois ne furent pas non plus appliquées longtemps, puisque quelques mois après leur promulgation éclatait la Révolution.

Il y avait unanimité parmi les Cahiers pour demander le reculement des douanes aux frontières⁵. Dès 1790 les droits de traite de l'intérieur du royaume étaient abolis. L'Alsace, convertie en départements, est comprise dans le régime des douanes nationales : les barrières, où se perçoivent les droits d'entrée, sont reculées jusqu'à la frontière du royaume.

Si le marché des « ci-devant » provinces des cinq grosses fermes est conquis pour l'Alsace, la question reste entière pour la République de Mulhouse, qui avait conservé son indépendance politique.

1. L'arrêt du conseil du 3 mars 1789 « qui en maintenant la prohibition des Toiles « peintes et imprimées étrangères, ordonne que celles peintes et imprimées dans les « Manufactures d'Alsace, pourront entrer dans l'intérieur du Royaume, et fixe les « droits qu'elles acquitteront lors de leur introduction », est trop long pour être cité ici (Archives de la Haute-Alsace, C 1122. — Bibliothèque du Musée historique de Mulhouse, 850).

2. Archives nationales (AD XI 73). — Archives de la Haute-Alsace (C 1123). — Bibliothèque du Musée historique de Mulhouse (850).

3. Archives de la Haute-Alsace (C 1122). — Bibliothèque du Musée historique de Mulhouse (850).

4. Archives nationales (AD XI 73). — Archives de la Haute-Alsace (C 1122). — Bibliothèque du Musée historique de Mulhouse (850).

5. Roger Picard, *Les Cahiers de 1789 et les classes ouvrières* (Paris, 1910) pp. 113-124.

Rapports douaniers entre la République de Mulhouse et la France. — Le Magistrat de la République se demandant si, par le reculement des barrières, Mulhouse n'allait pas perdre sa libre communication avec l'Alsace, envoya, en octobre 1790, des députés¹ à l'Assemblée constituante pour lui offrir d'être assimilé au commerce français, quitte à payer des impôts. Les fabricants mulhousiens voulaient garder leur indépendance politique, mais être français au point de vue douanier. La petite République demandait la libre continuation de ses échanges avec ses voisins du Haut-Rhin « avec offre de soumettre son industrie aux lois « fiscales de la France² ». La demande de Mulhouse fut renvoyée au pouvoir exécutif. Les ministres de l'intérieur et des affaires étrangères, la direction générale du commerce, les comités diplomatique, d'agriculture et de commerce de la constituante consultés articulèrent les conditions auxquelles la demande de Mulhouse pouvait être agréée. Le 27 septembre 1791, les députés de Mulhouse parvinrent à conclure avec le pouvoir exécutif une convention³ d'après laquelle le commerce de la République continuerait à être libre avec l'Alsace. Le traité fut, le même mois, renvoyé à la ratification de l'Assemblée constituante. Mais

1. Archives de Mulhouse (XIII P 5A et II A I 35, pp. 408, 414).

2. Le 20 novembre 1790, les députés de la République de Mulhouse, Josué Hofer, Nicolas Thierry, Hartmann-Köchlin, Jacques Dollfus, présentèrent à l'Assemblée nationale un long mémoire : « Vous voyez devant vous les députés d'un peuple à la « vérité peu nombreux ; mais si la cabane du pauvre est aussi sacrée que les palais « d'un potentat, les droits d'une petite république sont aussi saints, aussi sacrés « que ceux du plus vaste empire... Nous venons, messieurs, au nom de notre « patrie, demander aux représentants de la nation loyale qui vient de conquérir sa « liberté, de nous affilier à elle pour le commerce. » (Archives nationales, AD XV 52, Archives de la Haute-Alsace, L 101.) — A la suite de cette démarche l'Assemblée nationale fit faire une enquête auprès des fonctionnaires et des industriels du Haut-Rhin ; voir leurs réponses aux Archives de la Haute-Alsace (L 101), voir l'avis de la Direction du département du Haut-Rhin aux Archives de Mulhouse (XIII P 4). Cf. « Pétition à l'Assemblée nationale, de la part des Fabricans de Toiles peintes du « Royaume, sur la demande des Députés de la Ville et République de Mulhausen » du 20 janvier 1791 aux Archives de Mulhouse (XIII P 5A), et « A l'Assemblée nationale de France. Réponse des députés de la République de Mulhausen au « Mémoire de quelques Fabricans de toiles peintes du Royaume » du 26 février 1791 (Archives de Mulhouse, XIII P 5A. — Bibliothèque du Musée historique de Mulhouse, 851).

3. « Convention entre le roi et la république de Mulhausen avec les éclaircissemens « nécessaires. » (Archives nationales, AD XV 52. — Archives de Mulhouse, XIII P 5.) Cf. « Pétition à l'Assemblée nationale par les fabricans de Toiles peintes du « Royaume contre le projet de décret qui adopte la convention faite par le roi, avec « la république de Mulhausen le 22 septembre 1791 » (Archives nationales AD XI 73), et le procès-verbal des délibérations du Conseil général du Haut-Rhin (Archives nationales, K 1142, pp. 48-49).

d'autres travaux, plus urgents, l'empêchèrent de s'en occuper : elle la renvoya à la législature suivante. L'Assemblée législative remit toujours la discussion. En 1792, les députés de Mulhouse, après deux ans de sollicitation, voyant que les circonstances ne permettaient pas à l'Assemblée législative de s'occuper de leurs mandats, et inquiets de l'approche des armées ennemies, s'en retournèrent à Mulhouse¹. Il existait donc entre le pouvoir exécutif de la France et la République de Mulhouse une convention commerciale, dont la ratification était pendante. La ville de Mulhouse attendait la décision de la Convention nationale, lorsqu'un arrêté du conseil général du Haut-Rhin du 2 novembre 1792 trancha tout à coup la question, déclara la ville étrangère, et l'entoura de barrières douanières. « Le territoire de la ville et « république de Mulhausen sera incessamment cerné d'une « ligne forte... Les droits à l'entrée et à la sortie de la ville et « banlieue de Mulhausen seront perçus conformément au tarif « du 15 mars 1791, et à la loi du 22 août de la même année². » La République de Mulhouse, qui avait toujours été en libre relation avec le voisinage français, se vit soudain isolée au milieu du département, et « prisonnière française dans le sens le plus « exact, puisqu'on ne lui ouvrit pas de transit à l'étranger, et « qu'on la prive par ce cernement de ses relations françaises et « étrangères tout à la fois³ ». Denouveau Mulhouse envoya des députés à Paris, pour protester auprès du pouvoir exécutif contre cet acte de rigueur, qui menaçait la République d'un véritable étouffement économique. « Alors la Convention nationale chargea son comité diplomatique d'examiner cette affaire, mais « depuis quatre mois que les députés de Mulhausen en sollicitent le rapport avec instance, il ne leur a pas été possible d'y « parvenir. Cependant la situation des citoyens de Mulhausen « est des plus tristes ; depuis sept mois ils sont privés de toute « relation avec leurs voisins du département du Haut-Rhin, on « interdit à leurs marchandises l'entrée en France dont ils ont « acquis les droits aux bureaux des frontières de la république « française, on les entoure de barrières et de gardes, réduits « par là même dans l'impossibilité de commercer avec les pays

1. Archives nationales (AD XV 52). — Archives de Mulhouse (XIII P 1).

2. Archives de Mulhouse (XIII P 5A).

3. Archives de Mulhouse (XIII P 9).

« étrangers, ou de se procurer de là les besoins que la France
 « leur refuse. Il résulte de ces mesures pour nos concitoyens une
 « stagnation fatale de toutes les affaires, le manque d'alimentation
 « de notre industrie produit l'inanition de nos ateliers, qui pour
 « peu que cet état d'inaction dure sera le repos de la mort¹ ». L'administration du Haut-Rhin multiplia les mesures de rigueur, qui consistaient à priver Mulhouse de l'avantage de la circulation des capitaux et de la main-d'œuvre; on la forçait à vivre sur elle-même, en la comprimant dans une enceinte de barrières et de bureaux. On déclara émigrés les femmes et les enfants qui, pour gagner leur vie, osaient passer la journée sur le territoire enclavé. On empêcha les Mulhousiens, qui avaient des terres en Alsace, de jouir de leur récolte; on leur défendit d'importer les bois provenant des coupes de leurs forêts, et de se procurer de la houille extraite des environs de Belfort². On réduisait les Mulhousiens aux abois en les privant de viande et de bois au milieu d'un sol fertile. La population diminuait d'une manière sensible. Sur les représentations des cantons de Zurich et de Berne, la Convention, le 11 juin 1794, autorisa provisoirement le transit. « Le Comité de Salut public, vu son arrêté du 6 germi-
 « nal³... Arrête : que les habitants de la République de Mulhau-
 « sen pourront emprunter librement le territoire de la répu-
 « blique pour faire passer de l'étranger, et introduire à Mulhau-
 « sen... 2.500 quintaux coton en laine et filé, 120.000 pièces toiles
 « blanches de coton, etc⁴. » Mais si l'on laissait les capitaux entrer à Mulhouse, la circulation de la main-d'œuvre continuait à être défendue! « L'on empêche sous le frivole prétexte de l'émi-
 « gration nos ouvriers de se rendre en leurs ateliers, qui sont
 « déserts. Nos manufactures languissent... A quoi nous sert la
 « faculté que l'arrêté du 23 prairial nous accorde d'introduire
 « 120.000 pièces toiles de coton blanches étrangères si nous
 « ne pouvons les imprimer, à quel usage nous seroient nos
 « établissements de filature et tissage, si nous n'en pouvions
 « peindre les toiles dans nos ateliers, et le pourrions-nous sans

1. Archives de Mulhouse (XIII P 7).

2. Archives nationales (F¹E 205).

3. Archives de Mulhouse (XIII P 6).

4. Archives de Mulhouse (XIII P 6). Voir aux Archives nationales (F¹E 205) les remerciements des Bourguemaitres et Conseil de la République.

« le secours de nos ouvriers ordinaires qui en majeure partie « sont français ¹? » Le délai accordé pour le transit provisoire expiré, le Grand Conseil envoya à Paris une nouvelle députation avec mission d'obtenir un traité de commerce, et au pis aller la continuation du transit. Mais le Directoire était désormais décidé, en entourant Mulhouse d'une ligne de fer, de forcer la petite République alliée des Suisses à demander sa réunion à la grande République. Le blocus de Mulhouse, repris en 1796 dans toute sa rigueur, obligea les Mulhousiens à demander leur incorporation à la France, acceptant, comme dit Michelet, les dangers d'être notre avant-garde. Le 17 février 1798, le blocus douanier prit fin ², et une loi du 11 ventôse an VI ³ ratifiait le traité de réunion de Mulhouse à la République française. Dorénavant, la circulation était libre entre Mulhouse et la France.

B) 1790-1815 : *Contraction du marché extranational*

Voilà donc les fabricants mulhousiens assimilés aux alsaciens. Qu'étaient devenus ces derniers depuis le reculement des barrières? Leur situation était singulièrement changée. Dorénavant, n'ayant plus la faculté de se procurer *ad libitum* des toiles blanches affranchies de droits de douane, l'étendue du marché extranational s'était considérablement rétrécie. « L'Alsace a eu « la faculté d'acheter ses toiles blanches là où elles étoient à « meilleur marché; elle se trouvoit alors en état de concourir « partout avec les manufacturiers de l'étranger. Quand cette ci- « devant province achetoit ses toiles blanches à 20 livres dans « le pays étranger, elles étoient vendues 23 livres dans l'inté- « rieur de la France. Si elle est obligée aujourd'hui de les ache- « ter dans l'intérieur, à 23 livres, lorsque dans l'étranger, « d'autres manufacturiers du même genre ne les payent que « 20 livres, ou si elle est forcée en même temps d'acquitter un « droit de 75 livres du cent pesant, sur celles qu'elle voudroit « introduire, elle ne pourra plus soutenir la concurrence de ces

1. Archives de Mulhouse (XIII P 6).

2. Ernest Meininger, *Le traité de réunion de Mulhouse à la France en 1798* (Mulhouse, 1910), p. 20.

3. *Bulletin des lois*, n° 190.

« manufacturiers de l'étranger¹. » Haussmann frères et C^{ie}, entrepreneurs de la manufacture du Logelbach, réclamaient un régime douanier qui leur permit de lutter à l'étranger². « Le « nouveau Tarif décrété, lève la prohibition générale, que redou- « taient les Manufacturiers de Toiles peintes, qui font le Com- « merce d'exportation ; mais il ne fait rien encore pour la Con- « servation de cette utile branche d'industrie, au contraire elle « reste par ce décret tellement suspendue que si l'Assemblée « Nationale ne se hâte d'assurer son sort, des milliers de Bras « dans le Département du haut Rhin, se trouveront bientôt sans « Travail. En effet, comment les Manufacturiers de Toiles peintes « pourront ils maintenant d'après le nouveau Tarif payer 75 ^{fr} « par quintal de droits d'entrée sur les Toiles blanches destinées « à être ensuite exportées imprimées, et lutter encore contre « leurs rivaux, établis en Suisse et en Allemagne contre des « manufacturiers étrangers qui ne supportent aucune espèce « d'impôt sur leurs marchandises... Pour ne pas déranger les « dispositions du nouveau Tarif et pour conserver aux Manufac- « turiers de Toiles peintes leur Commerce d'exportation, il sera « maintenant de toute nécessité d'établir la Restitution des « Droits perçus, ou ce qu'on appelle en Angleterre *Drawback*³. » Les fabricants d'indiennes obtinrent satisfaction. Une loi du 10 juillet 1791, relative aux marchandises étrangères importées dans les départements du Haut et du Bas-Rhin, ordonnait par son article X : « Les entrepreneurs des manufactures de toiles « peintes, établies actuellement dans le département du Haut- « Rhin, jouiront du remboursement des droits du nouveau tarif « qu'ils auront acquittés sur les toiles de coton blanches tirées « de l'étranger par le bureau de Saint-Louis, pour être peintes « dans leur manufacture, et réexportées à l'étranger. » Grâce à cette mesure douanière transitoire, les industriels alsaciens purent faire venir de l'étranger des toiles en admission temporaire, et lutter ainsi sur les marchés extranationaux. « La loi du « 10 juillet dernier a sauvé les manufacturiers d'une ruine inévitable... L'article XII [de cette loi] prescrit que l'importation

1. Archives de Mulhouse (XIII P 5).

2. Archives nationales (F¹C III, Haut-Rhin 6). — Archives de la Haute-Alsace (L 401).

3. Archives nationales (F¹2 1405A).

« des toiles de coton blanches et l'exportation des toiles peintes
« sera faite par le bureau de Saint-Louis. Nos manufacturiers
« qui ne travaillent qu'en fin et qui expédient pour les foires de
« Francfort, la Russie, ou le Nord de l'Allemagne se trouvent
« singulièrement gênés par le détour considérable qu'ils sont
« forcés de faire pour livrer leurs marchandises à leur destina-
« tion¹. » Les formalités exigées par l'administration² empê-
chèrent les Alsaciens de profiter largement de ce privilège doua-
nier.

D'ailleurs, bientôt après, l'exportation des marchandises était défendue sans une autorisation expresse. L'état-major général de l'armée du Rhin recevait, en mars 1793, l'ordre de tenir la main à ce que diverses catégories d'objets, parmi lesquels les toiles de coton, ne soient exportées. « La foire de Francfort
« approche. Il est notoire que les ennemis ne laissent rien pas-
« ser en France ou dans le pays occupé par les armées de la
« République, qu'ils se proposent de saisir toutes les Marchan-
« dises que des Français tenteraient d'y conduire. Il faut donc
« user de représailles envers eux, arrêter la cupidité mercantile,
« et empêcher qu'on n'exporte à l'autre rive du Rhin des objets
« nécessaires à la France et aux armées de la République. En
« conséquence nous vous requérons, Citoyen Général, de faire
« redoubler de surveillance et d'empêcher dans toute l'étendue
« du pays que vous commandez qu'on exporte à l'autre rive du
« Rhin des chevaux, bestiaux, fourrages, comestibles, boissons,
« souliers, chemises, draps, toiles, tricots, bas, fers, plonds,
« cuivre, armes et tout autre denrées ou Marchandises néces-
« saires en France ou aux armées de la République et surtout
« l'exportation des Espèces ou des Matières d'or ou d'argent et
« cela jusqu'à ce qu'il en ait été autrement ordonné³. » A la suite d'un arrêté du Comité de salut public, aucune marchandise ne put sortir de la République, ni par mer, ni par terre, sans une autorisation expresse du conseil exécutif provisoire. Pierre Dollfus et C^{ie}, Haussmann, Emerich, Jordan et C^{ie} furent autorisés à procéder à des exportations⁴. Mais les imprimeurs

1. Archives nationales (F¹C III, Haut-Rhin 6).

2. Archives nationales (F¹2 1564).

3. Archives de la Haute-Alsace (L 101).

4. Archives de la Haute-Alsace (L 102).

alsaciens ne pouvaient plus écouler leurs produits sur un marché aussi étendu que celui dont ils jouissaient sous l'ancien régime. « Avant le reculement des douanes aux extrêmes frontières de l'Empire, les fabriques de notre Ville [Mulhouse] et de tout le Département avoient un débouché considérable pour les Toiles peintes en Allemagne et en Italie, elles en expédioient même jusqu'en Russie. Les foires de Francfort-sur-mein et de Leipzig furent des débouchés majeurs¹. » « Pendant la paix maritime les produits des fabriques de Mulhausen étaient exportés dans nos Colonies avant que les Anglais eussent inondé le continent de leurs productions manufacturées. Les maisons de cette ville vendaient des quantités considérables de toiles aux foires de Francfort sur le Mein, Leipzig et Francfort sur l'Oder; la Russie en achetait aussi quelque peu; l'Italie en faisait une grande consommation; mais le principal débouché a toujours été la France, et depuis l'an 11, les fabriques de Mulhausen ont vendu presque exclusivement à l'Intérieur². » Cette contraction du marché extranational ne fit que s'accroître jusqu'en 1815.

La légende veut que le blocus continental et les guerres du premier Empire aient eu comme conséquence d'ouvrir à l'industrie alsacienne un débouché européen, « nos richesses, notre gloire militaire et nos conquêtes » auraient « considérablement augmenté les marchés sur lesquels on admettait nos marchandises³ ». Mais il n'en est rien. Le décret du 22 février 1806, en prohibant l'importation des toiles de coton blanches⁴, en fixant que les cotons filés paieraient à l'entrée de l'Empire 7 francs par kilogramme (droit qui équivalait à une prohibition absolue), et en imposant aux cotons en laine (admis jusque-là en franchise ou moyennant de très faibles droits) une taxe de 60 francs par quintal décimal⁵, vint rendre les exportations impossibles, malgré la prime de sortie de 50 francs par quintal décimal accordée aux ouvrages de coton expédiés pour l'étranger⁶. Le marché des

1. Archives de la Haute-Alsace (M 127¹).

2. Archives nationales (F¹² 1564).

3. Penot, *Statistique générale du département du Haut-Rhin* (Mulhouse, 1831), p. 350.

4. Art. 1^{er} du décret impérial du 22 février 1806.

5. Art. 2 du même décret. Ces droits à partir de 1810 furent encore considérablement augmentés.

6. Art. 4 du même décret.

toiles peintes d'Alsace ne dépassait pas les frontières de l'Empire. Les témoignages des contemporains sont formels à cet égard : Lieux où s'écoulent en 1806 les produits de Hartmann père et fils, Munster : « En France, principalement à Paris, Strasbourg et « Bordeaux ». Petit Pierre Robert et C^{ie}, Thann, vendaient leurs indiennes en France¹. Kohler et Mantz, Mulhouse, écrivent au préfet du Haut-Rhin : « Nos Exportations au dehors sont nulles... « La Chéreté de la toile de coton dont le fabricant français est « obligé de se servir l'empêche de pouvoir concourir dans les « marchés étrangers². » Appenzeller et C^{ie}, Ribeauvillé, 24 avril 1807 : « Nos débouchés sont les foires de Strasbourg et des Départements limitrophes. » Schwartz Risler et C^{ie} : « Nos exportations sont absolument nulles. » Dollfus Mieg et C^{ie} : « Nos exportations au dehors sont nulles. » Baugartner et C^{ie} : « Les contrées de nos débouchés sont le midi et le nord de la France. » J. Hofer et C^{ie} : « Nous vendons nos impressions dans toutes les parties de la France; notre débouché principal est dans le Midi de la France et sur les frontières de l'Espagne. » Jérémie Risler père : « La France est en ce moment notre seul débouché. » Schwartz Risler et C^{ie} disaient le 20 avril 1807 : « Les débouchés de nos produits se réduisent pour le moment à la consommation de la France, et nous vendons par portions égales à peu près tant pour le Nord que pour le Midy³. » Depuis le décret qui prohibe les toiles étrangères en France », écrivait-on en 1811⁴, « l'Exportation fut nulle, la différence de 30 « à 40 0/0 qui existait dans les prix des toiles blanches au delà du Rhin à 4 lieues seulement d'ici, a mis fin au commerce externe ». Enfin, le 21 novembre 1815, on mandait de Sainte-Marie-aux-Mines : « Les manufactures de coton, telles que les Indiennes, « Rouenneries, bonneteries, mousselines, basins, velours, etc. « ont tellement souffert sous le gouvernement précédent, par « l'impôt énorme et destructeur, et autres entraves mis sur les « cotons en laine, que depuis près de quatorze ans, non seulement « on n'a rien pu exporter de France; mais au contraire il en a été introduit une quantité par la contrebande, au point de paralyser en

1. Archives nationales (F¹² 1564).

2. Archives de la Haute-Alsace (M 127¹).

3. *Ibidem*.

4. Archives nationales (F¹² 1583).

« grande partie l'industrie nationale¹. » Pendant le blocus continental, le marché extranational était donc fermé à nos fabricants². Seul le royaume d'Italie offrait des débouchés pour l'industrie française. Dès 1808, les décrets de Napoléon Bonaparte, qui prohibaient les productions d'industrie étrangère pour l'Italie, avaient procuré aux Alsaciens des commandes pour ce pays³, et le 20 novembre 1810, le ministre de l'Intérieur écrivait au préfet du Haut-Rhin la lettre suivante : « Par décret rendu à Fontainebleau
 « le 10 octobre dernier, Sa Majesté a défendu l'entrée dans son
 « royaume d'Italie, des toiles de coton blanches, teintes ou
 « peintes ; des mousselines, mousselinettes, basins, piqués, nan-
 « kinettes, velours et autres étoffes de coton, des cotons filés,
 « de la bonneterie de coton, et généralement de tous les ouvrages
 « de coton, même de ceux mêlés de fil, de laine ou de soie, qui
 « y seraient expédiés d'aucun autre état ou pays que des terres de
 « son Empire. C'est un grand débouché qu'elle a fermé, d'une
 « main, aux fabriques de coton étrangère, et qu'elle a ouvert, de
 « l'autre, aux manufactures du même genre que nous possédons.
 « A ce premier bienfait que reçoit une branche importante de
 « l'industrie nationale, Sa Majesté a bien voulu en ajouter un
 « second qui n'est pas de moindre prix : les produits de coton de
 « nos fabriques ne paieront, en entrant dans le royaume d'Italie,
 « que la moitié des droits auxquels le tarif des douanes italiennes
 « assujettissait précédemment chaque espèce de ces marchan-
 « dises, si elles n'y étaient pas alors importées de France⁴. »
 C'est à la suite de ces mesures douanières que l'on vit des Alsaciens exporter des indiennes à Domo d'Ossola, à Novare, à Voghera, à Plaisance, à Parme, à Gênes, etc.⁵. Le sous-préfet d'Altkirch écrivait, le 10 mai 1812, au préfet du Haut-Rhin : « J'ai
 « l'honneur de vous informer que le commerce de Mulhausen me
 « fait présenter journellement des certificats d'origine pour l'ex-
 « pédition des marchandises de leur fabrication dont il fait l'envoi
 « dans le royaume d'Italie en vertu d'autorisation ministérielle⁶. »

1. Archives de la Haute-Alsace (M 126^{A1}).

2. A Jouy, comme en Alsace, « par suite du blocus continental l'exportation était nulle ». Labouchère, *Oberkampf* (Paris, 1866), p. 161.

3. Archives de la Haute-Alsace (M 128¹).

4. Archives de la Haute-Alsace (M 126^B).

5. *Ibidem*.

6. Archives de la Haute-Alsace (M 126^{A1}).

Pendant le blocus continental, le marché des toiles peintes d'Alsace s'étendait donc seulement à la France et à l'Italie.

C) 1815-1839 : *Reprise graduelle et lente du marché européen.
Développement du marché extra-européen*

Malgré le nouveau régime douanier français, l'année 1815 ne marqua qu'une reprise graduelle et lente du marché européen. On lit dans la *Statistique du Haut-Rhin* de 1831 : « La paix ayant
« amené la concurrence de l'Angleterre et plusieurs états s'étant
« successivement enrichis de fabriques indigènes, qu'il fallait
« protéger par de forts droits d'entrée et quelquefois même par
« des lois prohibitives, les ventes de notre département en Ita-
« lie (sauf quelques articles de mode pour Gènes, Turin et
« Milan), en Allemagne et en Portugal furent réduites presque
« à rien. Nous continuâmes à envoyer quelques marchandises
« en Russie ; mais elles y ont été prohibées depuis 1824. L'Es-
« pagne recevait beaucoup de nos articles en contrebande, jus-
« qu'à la dernière entrée des troupes françaises. Depuis lors,
« l'Alsace est entièrement privée de ces anciens débouchés, qui
« sont aujourd'hui pourvus par l'Angleterre. La Hollande, et
« surtout la Belgique, habituées au goût français et ayant un
« système de douane très sévère qui, vu les forts droits, empê-
« chaient l'entrée des articles communs, continuèrent à tirer du
« Haut-Rhin une partie de leur consommation. Il y a deux
« ou trois ans que les débouchés du Haut-Rhin sur le continent
« se réduisaient, à quelques exceptions près, à la Belgique et à
« la Hollande ; mais les bas prix auxquels ses produits sont des-
« cendus font espérer à cet égard un changement favorable. On
« recommence à vendre en Allemagne, en Italie et dans tous les
« pays où nos marchandises ne sont pas prohibées¹. »

Le marché extra-européen, au contraire, avait rapidement pris de l'importance : « Après la paix de 1815, le Haut-Rhin com-
« mença à faire des envois en Turquie, destinés pour la Perse ;
« à la Nouvelle-Orléans pour le Mexique ; au Brésil, au Chili et
« au Pérou ; à Londres, d'où on les expédiait aux Indes Orien-

1. Penot, *Statistique générale du département du Haut-Rhin* (Mulhouse, 1831), p. 370.

« tales, aux îles Philippines et en Chine; en Égypte; à New-Yorck,
 « d'où ils allaient dans l'Amérique du Sud et aux Indes; dans
 « les Antilles françaises. Ces expéditions consistaient principa-
 « lement en articles dits rouge d'Andrinople, pour lesquels les
 « Anglais ne pouvaient soutenir notre concurrence. Mais depuis
 « que les Anglais sont successivement parvenus à faire avec plu-
 « sieurs puissances d'outre-mer des traités de commerce avan-
 « tageux pour eux et défavorables à l'industrie française, ces
 « exportations ont beaucoup diminué et se bornent à peu près
 « aujourd'hui aux expéditions pour le Mexique, où les articles
 « français jouissent d'une grande vogue; à New-Yorck, où la prin-
 « cipale consommation se fait en toiles et mousselines impré-
 « mées françaises. Nous n'envoyons plus que peu de marchan-
 « dises aux Antilles et encore moins en Turquie¹. »

L'étendue du marché, selon la loi générale, variait avec l'im-
 portance des établissements. C'est ainsi qu'en 1826, à côté de
 manufactures qui écoulaient la totalité de leur production en
 France, les grandes maisons exportaient une grande quantité de
 leur production².

RAISONS SOCIALES	FRACTION REPRÉSENTANT LA QUANTITÉ DE LA PRODUCTION exportée
Nicolas Weiss, Mulhouse	Néant
Jean-Jacques Zürcher et C ^{ie} , Cernay.....	»
Joly et Osmont, Sainte-Marie-aux-Mines.....	»
Schwartz Lischy et C ^{ie} , Mulhouse.....	»
Frédéric Reber-Mieg, Mulhouse.....	»
Isaac Schlumberger, Mulhouse.....	»
Nicolas Hofer, Mulhouse.....	0,05
Blech Fries et C ^{ie} , Mulhouse.....	0,08
Ziegler Greuter et C ^{ie} , Guebwiller.....	0,10
Hartmann et fils, Munster.....	0,16
Mantz et Heilmann, Mulhouse.....	0,20
Daniel Schlumberger, Lutterbach.....	0,20
Dollfus-Mieg, Dornach	0,25
Schlumberger Grosjean, Mulhouse.....	0,25
Robert Bovet et C ^{ie} , Thann.....	0,25
Thierry Mieg, Mulhouse.....	0,30
Gros, Davillier, Roman et C ^{ie} , Wesserling	0,50

1. Penot, *op. cit.*, pp. 370-371.

2. Archives de la Haute-Alsace (M 127³).

C'était en Italie, en Espagne et dans les Pays-Bas que Daniel Schlumberger, à Lutterbach, trouvait des débouchés. Le marché de Thierry-Mieg était le suivant : « Mes articles se consomment
« dans toute la France; mais ma maison fait ses principales
« affaires en Normandie, Bretagne, Orléanais, Touraine, Poitou,
« Languedoc, la Bourgogne, Franche-Comté, Champagne et
« Picardie, et depuis peu de tems dans les ports de mer militaires
« pour l'ameublement des vaisseaux au moyen d'une fourni-
« ture de quelques années qui m'a été transmise par S. Ex.
« le Ministre de la Marine et des Colonies. Je travaille en-
« suite pour l'exportation avec la Belgique, le Piémont et
« l'Allemagne et un peu avec l'Espagne et l'Angleterre¹. » Et Gros, Davillier, Roman et C^{ie} trouvaient des débouchés extra-européens dans nos colonies des Antilles, et dans les divers états de l'Amérique².

Les industriels se plaignaient de ce qu'il y avait des pays où nos produits n'étaient pas admis sur le même pied que ceux des autres nations. « Au Mexique, les marchandises françaises paient
« nominalement du double au triple de celles anglaises. Au Por-
« tugal, les Anglais paient 15 0/0 sur la valeur portée dans
« leurs factures, les Français paient 30 0/0 d'une valeur fixée
« arbitrairement par les douaniers. A Saint-Domingue, l'évalua-
« tion du tarif nous fait payer environ le double de ce que
« paient les Anglais³. » « Au Brésil et ailleurs des commis
« anglais régissent les douanes, et comme on le pense bien, favo-
« risent le commerce de leur pays⁴. » Lorsque le service des douanes était fait par des employés français, la situation était semble-t-il encore pire ! On écrivait en 1834 : « L'Espagne ne
« consommait presque exclusivement que des toiles peintes fran-
« çaises autrefois, mais depuis la dernière entrée de nos troupes,
« elle a pris d'autres habitudes, à la suite des mesures sévères
« exercées à cette époque à l'entrée de nos articles, mesures plus

1. Archives de la Haute-Alsace (M 119^{1A}).

2. Archives de la Haute-Alsace (M 127³).

3. *Rapport de la commission libre nommée par les manufacturiers et négocians de Paris, sur l'enquête relative à l'état actuel de l'industrie du coton en France* (Paris, 1829), p. 236.

4. « Les consuls anglais sont, avant tout, les protecteurs du commerce national, « tandis que les nôtres sont plutôt des agents politiques », dit Nicolas Koechlin lors de *l'Enquête relative à diverses prohibitions établies à l'entrée des produits étrangers* (Paris, 1835), t. III, p. 627.

« sévèrement exercées encore par nos propres employés que par
 « ceux Espagnols. Aujourd'hui donc cette consommation nous
 « manque presque entièrement et est alimentée par l'Angle-
 « terre¹. »

Cependant, à partir de 1830 environ, le marché extranational prenait une importance de plus en plus considérable, surtout pour les articles riches, comme les mousselines de coton. « Une
 « chose digne de remarque ce sont les parties considérables de
 « mousselines imprimées de ce pays qui ont été exportées pour
 « la consommation de l'Angleterre, des États-Unis et de l'Alle-
 « magne, dans ces dernières années². »

Plusieurs grandes manufactures exportaient, en 1834, la moitié de leur production. Dollfus-Mieg et C^{ie} écrivaient à cette époque, en parlant de leur maison : « La grande moitié des étoffes impr-
 « mées passe à l'étranger pour une valeur d'au moins 2.000.000.
 « Les pays en Europe qui en consomment le plus sont l'Italie, la
 « Belgique, la Hollande, la Prusse, la Bavière, le Wurtemberg,
 « la Saxe avec tous les petits États d'Allemagne, la Suisse et le
 « Danemarck. Hors d'Europe le Mexique surtout et les États-
 « Unis offrent de grands débouchés à nos produits depuis quelque
 « tems. Les états de l'Amérique du Sud, le Brésil, le Pérou et le
 « Chili demandent souvent de nos toiles peintes... Les progrès
 « faits depuis quelques années surtout dans l'art d'imprimer des
 « toiles rendent aujourd'hui l'étranger réellement le tributaire de
 « cette industrie et il y a bien des pays où la consommation de nos
 « toiles augmente chaque année, qui ne pourraient plus se pas-
 « ser des mousselines imprimées de Mulhouse. » Plus de la
 moitié des produits de Liebach Hartmann et C^{ie} était, en 1834, expédiée à l'étranger, et le tiers des mousselines imprimées chez Grosjean-Kœchlin à Mulhouse était exporté, principalement en Amérique³.

D) 1839-1860 : *Contraction nouvelle des débouchés extranationaux*

A partir de 1839, le marché extranational se contracta à nouveau singulièrement. La situation, en avril 1839, était la sui-

1. Archives de la Haute-Alsace (M 119^{1A}).

2. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1836, p. 456.

3. Archives de la Haute-Alsace (M 119^{1A}).

vante : « L'Espagne est déchirée par une guerre cruelle, et
 « inondée de marchandises anglaises, dont l'introduction est
 « favorisée par les croisières britanniques; la Belgique et la
 « Hollande sont trop occupées de l'arrangement de leurs diffé-
 « rends pour songer aux indiennes qu'autrefois elles tiraient de
 « l'Alsace; le système des douanes prussiennes nous a presque
 « entièrement exclus des marchés d'Allemagne. L'Amérique, sur
 « plusieurs points, est en hostilité avec nous : à peine des rela-
 « tions amicales sont-elles renouées avec les États-Unis, que le
 « Mexique et Buenos-Ayres nous forcent, par leurs outrages, à
 « des représailles, justes sans doute, mais funestes à notre
 « commerce d'exportation; on dirait que, dans le monde entier,
 « les événements se sont conjurés presque en même temps
 « pour repousser les produits français ¹. » Subitement, le mar-
 ché des indiennes s'était limité presque exclusivement au mar-
 ché national. L'élévation successive des droits de douane à l'en-
 trée des pays où les toiles peintes d'Alsace trouvaient les
 débouchés les plus faciles portait un coup funeste au commerce
 d'exportation. D'une part, les droits de douane équivalaient dans
 certains pays à une prohibition; d'autre part, le système dou-
 anier français du drawback grevait les industriels français d'une
 lourde charge que ne connaissaient pas les Anglais. « Le droit
 « d'entrée sur le coton est, en France, de 22^r,50 par 100 kg. ²
 « — 100 kg. de coton produisant 75 kg. de calicot. La prime
 « de sortie du calicot devrait donc être de 30 à 35 francs tan-
 « dis qu'elle n'est que de 18 à 19 francs. Cette prime est la
 « même pour les toiles imprimées, grevées en outre des droits
 « d'entrée sur les matières tinctoriales ³, droits qu'il faut esti-
 « mer à 18 ou 20 francs sur les matières employées à l'impression
 « et à la teinture de 100 kg. de calicots; ce qui élèverait la
 « prime de sortie par 100 kg. de tissus imprimés de 48 à
 « 55 francs au lieu de 18 ou 19. Différence, 30 à 36 francs à

1. *Pétition présentée à la Chambre des Députés par les délégués de l'industrie cotonnière des département de l'Est* (Paris, 1839), p. 3.

2. Le même droit qui grevait en 1816 le coton d'une surcharge de 3 à 4 0/0 sur sa valeur, alors qu'il coûtait 5 ou 6 francs le kilogramme, correspondait en 1844 à une surcharge de 20 ou 25 0/0 sur sa valeur, alors que le coton coûtait 0^r,80 ou 1^r,10 le kilogramme (*Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1845, p. 182).

3. Ou produits chimiques tels que gommés, cochenilles, indigos, alizaris, bois de teinture, graines de Perse, chromates, prussiates de potasse (*Bull. de la Société industrielle*, 1845, p. 169).

« l'avantage de l'Angleterre ¹. » De plus, les frais de transport des moyens de production et des produits finis étaient beaucoup plus élevés pour les fabricants de Mulhouse que pour ceux de Manchester.

La Chambre de Commerce de Mulhouse écrivait, le 18 mars 1844, la lettre suivante au ministre du Commerce : « Le malheureux « déclin de nos exportations nous resserre de plus en plus dans « la seule consommation intérieure, et chaque année des me- « sures de douanes plus restrictives, adoptées par l'une ou « l'autre des Puissances étrangères, repoussent le peu de nos « produits qui peuvent encore parvenir à s'écouler au dehors. « On peut dire que le commerce d'exportation de nos tissus « n'existe plus, et l'on pourrait aujourd'hui citer comme un « phénomène d'en voir la moindre parcelle comprise dans une « cargaison sous pavillon français. La quantité insignifiante « exportée directement par nos fabriques, l'est par les frontières « de terre pour la consommation de quelques Etats de notre « continent, et quant au peu que l'énorme augmentation des « droits permet d'introduire aux États-Unis, il ne se compose « que d'achats faits par des Commerçans Américains, mais nos « armateurs, ni notre marine, n'y participent en rien². »

Malgré ces constatations pessimistes, le marché international n'était pas entièrement fermé aux indiennes d'Alsace. Les grandes maisons continuèrent à exporter des articles riches. En 1858-1859, la manufacture de Wesserling³ avait vendu en articles de pur coton : à l'intérieur 31.200 pièces de 50 mètres, représentant une valeur de 1.590.000 francs, et à l'étranger 80.100 pièces de 50 mètres, représentant une valeur de près de 5 millions, savoir :

Amérique et Colonies.....	27.900 pièces.....	1.760.000 francs
Piémont, Italie et Suisse.....	2.150 —	106.000 —
Espagne.....	2.100 —	117.800 —
Belgique et Hollande.....	5.000 —	153.300 —
Allemagne et Russie.....	39.200 —	2.108.000 —
Angleterre.....	5.750 —	403.900 —

1. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1844, p. 295.

2. Archives nationales (F¹² 95.172).

3. *Enquête. Traité de commerce avec l'Angleterre* (Paris, 1860), t. IV, p. 453-454.

Lors de l'enquête de 1860, Jean Dollfus pouvait dire :
« Quelques établissements, en petit nombre, envoient sur les
« marchés étrangers; mais la plus grande partie des toiles
« peintes n'a que le marché français pour débouché ¹ ».

E) 1861-1870 : *Élargissement nouveau du marché*

Le décret impérial du 13 février 1861 disposait : « Art. 1^{er}.
« Les tissus de cotons écrus, en pièces, destinés à être imprimés en France pour la réexportation, pourront être admis
« temporairement en franchise de droits, sous les conditions
« déterminées par l'art. 5 de la loi du 5 juillet 1836 ². 2. Les
« déclarations à fournir à l'entrée devront énoncer le nombre de
« pièces ainsi que le poids net et la mesure de chacune d'elles.
« 3. La douane apposera une estampille à chaque bout de la
« pièce, et délivrera un acquit-à-caution portant obligation, sous
« les peines de droit, de réexporter ou de réintégrer en entre-
« pôt les mêmes tissus imprimés dans un délai maximum de
« six mois. » Grâce à ce régime de l'admission temporaire, la
plupart des imprimeurs alsaciens purent concourir à nouveau
sur des marchés extranationaux, que jusqu'alors les hauts prix
des tissus français leur fermaient ³. Mais les filateurs et les tisseurs,
pensant que cette mesure douanière était un avantage accordé
aux imprimeurs à leur préjudice, menèrent une campagne
acharnée pour que le décret du 13 février 1861 fût rapporté. Ils
adressaient en 1868 la pétition suivante au ministre du Commerce : « Avant le traité de commerce conclu avec l'Angleterre
« les fabricants d'indiennes avaient sollicité l'autorisation d'in-
« troduire en France des tissus étrangers, exempts de tous droits
« et à simple charge de réexportation. Ils se fondaient alors sur
« ce que, l'entrée des tissus étant prohibée, ils ne pouvaient
« exporter que les impressions faites sur tissus français, les-
« quels, d'un prix trop élevé, n'avaient presque pas d'écoule-
« ment... La mise en vigueur du traité de commerce ayant fait

1. Séance du 30 juillet 1860, *Enquête. Traité de commerce avec l'Angleterre* (Paris, 1860, t. IV, p. 140.

2. Ci-dessus, p. 74, note 3.

3. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1862, p. 449.

« disparaître l'état de prohibition et limité à de faibles droits
 « l'entrée des tissus, cette mesure ne devenait plus qu'*un*
 « étrange passe-droit à l'avantage exclusif d'une minorité et au
 « détriment de l'industrie nationale tout entière; et pourtant elle
 « fut décrétée après la promulgation du traité de commerce avec
 « l'Angleterre. Cet état anormal, que nous espérions n'être que
 « temporaire, voilà 7 ans qu'il dure. Si, pendant les 4 premières
 « années, la perturbation jetée dans les affaires cotonnières par
 « la crise américaine, laissa passer inaperçu ce privilège, il
 « n'en saurait être de même aujourd'hui¹. » Le gouvernement
 céda aux réclamations des filateurs et tisseurs. Le décret impé-
 rial du 9 janvier 1870 ordonnait : « Quatre mois après la date
 « du présent décret, les tissus de cotons purs ou mélangés ces-
 « seront d'être admis au régime de l'importation temporaire. »
 Le marché extranational aurait de ce chef subi une nouvelle
 contraction, lorsque survint la catastrophe qui allait changer le
 marché national de l'Alsace.

F) 1871-1873 : Régime transitoire

La barrière douanière ne pouvait, du jour au lendemain, être
 transportée de la frontière est à la frontière ouest de l'Alsace.
 Personne ne pouvait avoir intérêt à une révolution aussi brusque
 dans l'étendue du marché. Les Allemands surtout craignaient de
 voir les produits alsaciens inonder l'empire : par l'annexion
 ils allaient détacher de la France un groupe industriel for-
 midable. La Chambre de commerce de Plauen disait : « Le
 « moyen le plus simple serait évidemment d'exclure la Haute-
 « Alsace de l'annexion, mais cette mesure est impossible pour des
 « raisons politiques et stratégiques auxquelles l'industrie doit se
 « subordonner. » Les délégués de l'industrie cotonnière de l'Alle-
 magne du Sud et du Nord, réunis à Stuttgart le 3 octobre 1870,
 concluaient dans une pétition envoyée au roi de Prusse : « Que
 « Votre Majesté veuille bien, lors de la conclusion de la paix,
 « sauvegarder les intérêts de l'ancien Zollverein en cherchant à
 « faire conserver aux industriels de l'Alsace et de la Lorraine

1. *Le pour et le contre sur l'admission temporaire des tissus et sur les résultats du nouveau régime douanier appliqué à l'industrie du coton* (Mulhouse, 1868), p. 5.

« leurs débouchés en France, ou dans le cas où cette solution
 « serait impossible, faire établir la frontière stratégique en
 « telle sorte qu'elle reste sans influence sur les intérêts écono-
 « miques¹. » Bismarck, dans un discours du 2 mai 1871, disait :
 « Un autre moyen — qui fut prôné par des Alsaciens-Lorrains
 « — eût été de faire de l'Alsace-Lorraine un État neutre, comme
 « la Belgique ou la Suisse². »

D'autre part, les industriels du versant lorrain des Vosges, n'ayant que des filatures et des tissages, avaient intérêt à ne pas se séparer des fabriques alsaciennes. « Plus de 500.000 broches
 « de filature et 1.700 métiers à tisser se sont vu enlever tout à
 « coup les moyens de donner à leurs produits écrus les façons
 « indispensables du blanchissage, de la teinture et de l'impres-
 « sion³. » Quant aux Alsaciens, exclus du marché où s'écoulaient leurs produits, ils avaient plus que les autres intérêt à un *modus vivendi* transitoire. « Les imprimeurs de Mulhouse avaient besoin
 « des tissus des Vosges et les Vosgiens tenaient à écouler leurs
 « produits dans les imprimeries alsaciennes⁴. » Les intérêts, si profondément divisés quelques mois auparavant, des imprimeurs, des filateurs et des tisseurs, firent place à une entente solidaire pour la défense des intérêts communs.

Dès lors, tout le monde ayant intérêt à ne pas brusquer les choses, il n'est pas surprenant que le pays qui était la rançon de la France⁵ obtint du vainqueur comme du vaincu un régime de faveur. L'intérêt général exigeait que la France continuât à recevoir les produits alsaciens-lorrains, comme si les provinces cédées ne faisaient pas partie de l'Empire⁶. Il fallait laisser aux fabricants des Vosges le temps de créer des manufactures d'im-

1. *Manifestations en Allemagne sur les conséquences que pourrait avoir pour l'industrie l'annexion éventuelle de l'Alsace et de la Lorraine* (Mulhouse, 1871), pp. 26, 22.

2. « Ein anderes Mittel wäre gewesen — und das wurde auch von Einwohnern « von Elsass und Lothringen befürwortet — einen neutralen Staat, ähnlich wie « Belgien und die Schweiz, an jener Stelle zu errichten ». *Elsass-Lothringen, Reichstagsreden 1871-79 des Fürsten von Bismarck* (Leipzig, 1889), p. 5.

3. Rapport de Claude (des Vosges) à l'Assemblée nationale, dans Villefort, *Recueil des traités, conventions, lois, décrets et autres actes relatifs à la paix avec l'Allemagne*, t. V (Paris, 1879), p. 101.

4. Scheurer-Kestner, *Souvenirs de jeunesse* (Paris, 1905), p. 280.

5. Georges Delahache, *Alsace-Lorraine. La carte au liseré vert* (Paris, 1910), pp. 95 et s.

6. Gaston May, *Le Traité de Francfort* (Paris-Nancy, 1909), p. 249.

pression, et aux Alsaciens celui de trouver un nouveau marché. « La situation économique de l'Alsace et de la Lorraine était on ne peut plus critique dans ce moment. Séparées violemment, d'une part de la mère-patrie; d'autre part, non encore admises dans le Zollverein allemand, elles virent se fermer brusquement leur marché séculaire et presque exclusif, et leur commerce et leur industrie confinés dans les étroites limites de leur territoire étaient complètement paralysés et menacés d'une ruine imminente pour peu que cet état de choses dût se prolonger¹. » Cette question avait, dès les premiers pourparlers, préoccupé les belligérants. L'article 5 des préliminaires de paix, signés à Versailles le 26 février 1871, disait : « Les intérêts des habitants des territoires cédés par la France, en tout ce qui concerne leur commerce et leurs droits civils, seront réglés aussi favorablement que possible lorsque seront arrêtées les conditions de la paix définitive. Il sera fixé à cet effet un espace de temps pendant lequel ils jouiront de facilités particulières pour la circulation de leurs produits. » Dès le 8 mars 1871, la Chambre de commerce de Mulhouse nomma une Commission spéciale, la « Commission pour la défense des intérêts alsaciens² », qui indiqua les procédés à suivre pour contrôler l'origine des produits alsaciens destinés à passer une frontière pour entrer en France. Des délégués partirent pour Versailles et pour Berlin, avec mission de proposer aux parties contractantes une combinaison qui garantirait la France contre l'importation de produits autres que ceux fabriqués dans les provinces annexées. Déjà le 10 mai 1871, le traité de Francfort disait dans son article 9 que « le traitement exceptionnel accordé maintenant aux produits de l'industrie des territoires cédés pour l'importation en France sera maintenu pour un espace de temps de six mois, depuis le 1^{er} Mars, dans les conditions faites avec les délégués de l'Alsace ». Mais le 31 août, le terme fixé par ce contrat était expiré. Le 16 septembre 1871, Théry disait à l'Assemblée nationale : « Vous avez été saisis par M. le Président de la République d'un projet de loi tendant à l'autoriser à conclure, avec l'empire

1. Bergmann, *Rapport présenté à l'assemblée générale des cinq bureaux du Syndicat industriel de la Basse-Alsace siégeant à Strasbourg* (Strasbourg, 1873), p. 7.

2. Lazare Lantz, *Notice historique et statistique sur le Syndicat Industriel du Haut-Rhin* (Mulhouse, 1873), p. 14.

« d'Allemagne, un traité qui fixe un régime exceptionnel et temporaire, quant à l'admission des produits manufacturés des anciennes provinces françaises de l'Alsace et de la Lorraine, et comme compensation les conditions de l'évacuation par les troupes allemandes de six départements avant l'époque déterminée par le traité de paix, 1^{er} mai 1872¹. » Le même jour, était votée une loi autorisant le Président de la République à conclure une convention spéciale avec l'Allemagne. Muni de ce blanc-seing, M. Thiers conclut la Convention additionnelle (douanière et territoriale) du 12 octobre 1871, réglant le régime transitoire appliqué jusqu'au 1^{er} janvier 1873 aux relations commerciales de la France et de l'Alsace-Lorraine. « Les produits fabriqués dans l'Alsace-Lorraine seront admis en France aux conditions ci-après fixées : 1^o du 1^{er} septembre au 31 décembre de la présente année, franchise de tout droit de douane; 2^o du 1^{er} janvier au 30 juin 1872, un quart; et du 1^{er} juillet de la même année au 31 décembre 1872 moitié des droits qui sont ou pourront être appliqués à l'Allemagne en vertu du traitement de la nation la plus favorisée, lequel lui a été concédé par le Traité de paix. » Pour ne pas troubler l'organisme économique des deux nations, les échanges qui existaient entre l'Alsace et la France continueraient, avec cette réserve qu'à la fin de l'année s'élevait une digue d'un quart de droit, et six mois plus tard une digue d'un demi-droit. Grâce à cette convention douanière, les Alsaciens purent importer en France pendant l'année 1872² :

		POIDS EN KILOGRAMMES	VALEUR EN FRANCS
Filés de coton	simples.....	2.572.883	10.911.535
	à coudre	171.861	3.325.250
	à tricoter, câblés, retors.	181.447	1.032.821
		2.926.191	15.269.606

1. *Journal officiel* du 17 septembre 1871, p. 3528.

2. Lazare Lantz, *op. cit.*, pp. LV-LVI.

		POIDS EN KILOGRAMMES	LONGUEUR EN MÈTRES	VALEUR EN FRANCS
Tissus pur coton	écrus.....	3.360.031	30.207.742	20.260.400
	blancs.....	6.233.909	51.653.898	38.316.015
	teints ou imprimés.	5.792.552	45.459.428	40.197.828
		15.386.492	127.321.068	98.774.243

Bien plus, l'article 3 de la convention additionnelle accordait le régime de l'admission temporaire aux produits demi-ouvrés vosgiens, qui pour devenir des produits manufacturés devaient subir diverses transformations en Alsace. « Les produits français tels que... fils et tissus de coton... destinés à recevoir un complément de main-d'œuvre dans l'Alsace-Lorraine, seront admis en franchise de droits de douane dans lesdits territoires cédés et placés sous le régime de l'admission temporaire, tel qu'il est réglé par la législation allemande¹. » L'article 4 stipulait que « les produits fabriqués dans les conditions indiquées par l'article 3 devront, à leur réimportation en France, acquitter, sur la base du droit applicable aux produits fabriqués en Alsace-Lorraine la quotité afférente au supplément de travail reçu dans les territoires cédés. » C'est ainsi que les manufacturiers de l'Est purent envoyer leurs tissus en Alsace pour les faire blanchir, teindre ou imprimer, puis les réintroduire en France en ne payant de droit de douane que sur l'excédent de valeur procuré au tissu français par la façon alsacienne complémentaire. Mais ce *modus vivendi* devait finir au 31 décembre 1872, alors que l'industrie cotonnière des Vosges n'avait pas encore achevé la construction de ses ateliers de blanchissage, de teinture et d'impression. Une loi du 9 décembre 1872 vint proroger de six mois ce régime transitoire de l'admission temporaire : « Les produits français suivants, dénommés dans l'article 3 de la convention additionnelle du 12 octobre 1871, savoir les tissus

1. Cette modalité ne figurait pas dans la loi du 16 septembre 1871, qui autorisait le Président de la République à ratifier tout traité conforme aux conditions qu'elle prescrivait. La rédaction de cette clause est défectueuse, puisqu'il n'y est pas fixé de délai. Si on interprétait ce texte au pied de la lettre, le régime de l'admission temporaire entre la France et l'Alsace-Lorraine devrait être appliqué *in infinitum*, alors que la volonté des parties était que le régime transitoire expirât au 31 décembre 1872.

« de coton qui iront emprunter à l'outillage industriel de l'Alsace-Lorraine les façons complémentaires du blanchissage, de la teinture et de l'impression, continueront pendant six mois à partir du 31 décembre 1872 jusqu'au 30 juin 1873 à n'acquiescer à leur rentrée en France que la quotité afférente au supplément de travail reçu en Alsace-Lorraine, laquelle quotité sera calculée sur la base du droit applicable aux produits fabriqués en Alsace-Lorraine. » C'est ainsi que des manufactures alsaciennes d'impression trouvèrent en France jusqu'en 1873 le même marché qu'avant l'annexion.

G) 1873-1910: *Changement du marché national.*

Constance du marché international

Alors que toutes les modifications, auxquelles nous avons assisté dans notre industrie, se sont produites sans à-coups, le changement du marché national était au contraire — malgré le régime transitoire — une révolution dans l'étendue du marché. Les industriels furent contraints d'abandonner une clientèle connue pour chercher des débouchés nouveaux et aléatoires dans le Zollverein, où ils entraient en concurrence avec l'industrie allemande.

Par contre, le marché extranational pouvait continuer à être le même qu'en 1870. Le régime de l'admission temporaire permet aux imprimeurs alsaciens de manutentionner des tissus anglais ou suisses, et de les vendre dans le monde entier. Aujourd'hui les indiennes d'Alsace trouvent un débouché partout où la mode européenne a pénétré. Les articles riches de Mulhouse se vendent dans tous les pays d'Europe sans exception, et d'une manière générale, dans les cinq parties du monde.

CHAPITRE II

ORGANISATION DU MARCHÉ

§ 1. — Vente directe : *A*) Le vendeur et l'acheteur vont l'un vers l'autre (foire, Bourse). — *B*) L'acheteur vient trouver le vendeur (vente sur place). — *C*) Le vendeur va trouver l'acheteur (voyageur, succursale, etc.). — *D*) Ni l'acheteur ni le vendeur ne se dérangent (vente à distance). — § 2. Vente par l'intermédiaire d'un courtier.

Nous appelons *organisation du marché* l'ensemble des procédés ou des institutions économiques au moyen desquels les diverses branches de l'industrie, la filature, le tissage et l'impression se procurent leur matière première et atteignent leur demande; par exemple, quelle est l'organisation au moyen de laquelle l'industrie de l'impression achète sa matière première, les tissus écrus, et vend ses produits manufacturés, les toiles peintes. L'industrie cotonnière alsacienne est de celles où cette question de l'organisation du marché présente et a toujours présenté le plus d'importance. L'arbre à coton croît dans toutes les parties du monde, et les indiennes de l'Alsace trouvent des débouchés sur tout le globe. Notre industrie est donc un type d'industrie qui, quant à sa matière première et quant à son produit, dépend d'un marché universel. Aux deux bouts du processus de la production, l'industrie se trouve rattachée aussi étroitement que possible au commerce mondial. Notre industrie transforme une matière première exotique pour des marchés en grande partie exotiques. Elle dépend en réalité non d'un seul marché mais d'une multiplicité de marchés. L'organisation du marché a donc toujours été pour l'industrie cotonnière alsacienne un problème à la fois d'un intérêt capital et d'une difficulté toute particulière. C'est ainsi que l'on s'explique à l'avance la grande complexité

que l'on va constater dans cette organisation, la richesse de formes qui en est le caractère frappant.

Chacune des étapes de la production dépend ainsi d'un marché. On peut donc distinguer trois marchés, le marché de la matière première, le marché des produits demi-ouvrés, le marché des produits finis.

Sur le marché du coton brut, on voit s'effectuer un mouvement centripète de la matière première partant de tous les points du globe pour venir se concentrer en Alsace. Sur le marché des produits finis, s'opère un mouvement inverse, un mouvement centrifuge, par lequel les produits divergent de l'Alsace dans toutes les directions. Enfin le marché des produits demi-ouvrés présente un caractère mixte. Il s'y produit des mouvements en sens divers, soit que l'Alsace envoie de ses filés et de ses tissus écrus dans les pays environnants, soit qu'elle s'y approvisionne de ces mêmes objets.

Sur chacun de ces marchés, différents personnages entrent en rapport. Le fabricant de produits demi-ouvrés peut vendre ou directement au fabricant de produits plus élaborés, ou à un marchand qui les revendra à un autre fabricant. Le fabricant de produits finis peut vendre directement au consommateur ou ne l'atteindre que par l'intermédiaire d'un marchand. Le vendeur peut être ainsi soit un fabricant, soit un marchand. L'acheteur peut être soit le consommateur, soit encore un fabricant ou un marchand. Dans le commerce alsacien, le rôle des « intermédiaires », des marchands, a toujours été très considérable. A l'origine, à Mulhouse, la vente au détail des toiles peintes était défendue aux fabricants dans l'intérêt des corporations marchandes. Même un bourgeois, qui avait sa fabrique en dehors de la petite république et possédait en ville un magasin, fut, à la demande des marchands drapiers, mis par le Magistrat de Mulhouse en demeure d'abandonner l'un ou l'autre¹. Ceci se passait le 15 sep-

1. 15 septembre 1756. « Fabriquen. Die Herren Tuchhandelsleuth klagen gegen « H. Phillipp Heinrich Bregenzer dass er in einer fabrique stehe und seinen Laden « darneben habe, weilen nun solches laut Rathis Erkenntnus vom 5. July 1753 und « 9. Xbr. 1754. verboten so begehren sie dass er entwederes aufgeben solle, wie sie « es ihm schon vor einiger Zeit ansagen lassen. H. Phillipp Heinrich Bregenzer « antwortet seine fabrique seye nicht hier, zudem seyen diese Rathis Erkantnussen « durch die so man H. Apotheker Dollfuss gegeben und die Gewohnheit dass « z. E. H. Jonas Thierry und andere den Laden und profession neben der fabrique « behalten wieder aufgehebt, hoffe man werde ihm kein ander Recht machen,

tembre 1756. Le même jour, les marchands drapiers portaient plainte contre les indienneurs, et articulaient comme suit leurs griefs : « 1° ils impriment sur la même pièce différents dessins ; « 2° ils impriment sur des demi-pièces et sur de petits coupons ; « 3° ils impriment sur des bouts de toiles et d'autres chiffons ; « 4° ils arrachent les bouts de pièces et vendent ces petits coupons ; 5° leurs imprimeurs et apprentis impriment pour le public. » Par ces divers moyens, les fabricants de Mulhouse vendaient des toiles peintes au détail, par petites quantités, sans passer par l'intermédiaire de la corporation. Les droits des marchands drapiers étaient lésés : « il en résulte pour eux un grand « dommage, parce que personne ne leur achète plus d'indiennes ». Il y avait donc bien en fait, sinon en droit, une vente directe par le fabricant au consommateur. Le Magistrat donna raison à la corporation : « défense est faite aux fabricants d'imprimer moins « d'une pièce..., ils ne doivent vendre leurs restes qu'aux marchands, et ne doivent pas les vendre au public¹. » On comprend aisément que plus tard il ne fut plus nécessaire de défendre de

« sondern als einem Burger die namliche freyheit geben wie anderen. Die Kläger « replicieren dass sie dieses nichts angehe, sie behelfen sich ihres rechtens. « Worauf erkant worden : dass H. Bregenzer laut Rath's Erkantnus entweder den « Laden oder die fabrique aufgeben solle mit Abtrag Kösten. » (Archives de Mulhouse, II A I 25, pp. 429-430.)

1. 15 septembre 1756. « Tuchhandelsleuth u. Ind. fabricanten : Die Herren Tuch- « handelsleuth klagen gegen die Herren Indienne fabricanten dass sie 1. Denen « Leuthen Stüker Indienne druken zu unterschiedenen Musteren auf einem Stükh. « 2. Auch halbe und unter halben Stüken. 3. Demnach Leinlachen oder andere Blezer. « 4. Dass sie die End ab den Stükeren abreissen und solche restlein verkaufen. « 5. Dass ihre Druker und Jungen sogar den Leuthen druken. Weilen ihnen nun « dadurch grosser Schaden geschehe indem man auf diese Weiss keine Indienne « mehr bey ihnen kauffe, so begehren sie dass ihnen solches bey hoher Straf « möchte verboten werden nach Anleitung der Rath's Erkantnus vom 5. July 1753, « die ihnen nur erlaube Stückweiss zu verkaufen und nicht weniger als ganze « Stükh zu druken. Die H. Köchlin Schmaltzer und Comp. dessgl. die H. Hartmann « und Comp. sind nicht erschienen. Die H. Anthes Feer und Comp. aber dessgl. « H. Rth. Kielmann und H. Heinrich Hofer und Comp. antworten dass sie es bisher « nicht verboten gehalten und es nicht in Absehen auf der Herren Kauffleuthen « Schaden gethan wan sie den Leuthen gedrukt, die abgerissene Restlein müssen « sie trachten zu nutzen zu ziehen, und von ihren Drukeren wissen sie nichts, « stellen die Sach U. G. H. Ausspruch anheim. Worauf erkant worden : dass U. G. H. « das Begehren der Herren Kauffleuthen nicht unbillich finden und solle desswegen « den Herren fabricanten verboten seyn weniger als ein ganzes Stükh zu druken, « auch sollen sie nicht vielerley Muster auf einem Stükh desgleichen keine Lein- « lachen oder andere Fetzen druken ; Ihre Restlein sollen sie an niemand anders als « die Kauffleuth verkaufen, und ihre Leuth niemanden druken, alles bey " 15. Straf. « Die heutige Kösten sind compensiert ; die Gewart Kösten aber sollen diejenigen « bezahlen so jeweilen nicht erschienen. » (Archives de Mulhouse, II A I 25, pp. 431-432; cf. VIII G 1, pp. 158-159.)

semblables pratiques, la grande industrie cotonnière, en Alsace comme en Angleterre, n'ayant jamais été intégrée au point d'englober la vente au détail dans son activité.

Au XVIII^e siècle, la plus grande partie de la venue locale se faisait par l'intermédiaire des marchands au détail. Il semble que pendant la Révolution les marchands aient, de par la loi, cessé de pouvoir s'approvisionner, puisque, pour éviter la pénurie ou la disette qui pourraient résulter de l'accaparement, le Directoire du district de Colmar enjoignit aux municipalités de veiller à ce qu'aucun citoyen ne s'approvisionne d'étoffe que pour un vêtement, « à quel effet le marchand ne sera tenu de lui en vendre qu'à vue d'un certificat de sa municipalité, qui attestera le besoin du porteur; ledit certificat sera déchiré par le marchand, et l'acheteur reproduira les morceaux du certificat déchiré à sa municipalité, avec l'étoffe achetée¹ ».

Au commencement du XIX^e siècle, la vente locale des indiennes était assez importante pour qu'en 1807 il y ait à Strasbourg 12 ou 15 marchands de toiles peintes². *L'Almanach de commerce de la ville de Mulhouse* de 1835 montre qu'à cette époque le nombre des marchands d'indiennes en détail et en gros s'élevait à 15 ou 20. Les marchands en gros avaient pris alors une importance très grande, non seulement pour les produits manufacturés, mais aussi pour les matières brutes et les produits demi-ouvrés. Mulhouse comptait, en 1835, une trentaine de négociants en cotons, houilles, droguerie, filés, calicot³, et des exportateurs de Paris y avaient établi des maisons d'achat. « Il y a six à huit ans », écrivait Penot⁴ vers 1830, « qu'il n'existait à Paris que deux maisons intermédiaires américaines, tandis qu'on en compte aujourd'hui plus de douze qui font de grands achats pour l'exportation et qui, outre ce qui se fabrique déjà en France, font créer des genres nouveaux, pour plusieurs desquels elles luttent avantageusement contre l'Angleterre. Ce commerce intermédiaire ne peut produire que d'heureux résultats, et il serait à désirer qu'il s'étendit davantage, car le fabricant lui-même ne peut pas s'en charger; il lui faudrait des capitaux immenses ». D'une

1. Archives de la Haute-Alsace (L 101).

2. *Almanach du Commerce de Strasbourg pour l'an 1807* (Strasbourg, 1807).

3. Sainte-Marie-aux-Mines en comptait six. — Voir *Almanach de Commerce de la ville de Mulhouse et environs, année 1836* (Mulhouse, 1835).

4. *Statistique générale du département du Haut-Rhin*, p. 371.

manière générale, les maisons de gros jouaient un rôle prépondérant, surtout pour l'exportation transatlantique. « Le commerce d'exportation », écrivent en 1834 Dollfus Mieg et C^{ie}¹, a lieu par des intermédiaires et non pas directement comme celui avec les pays d'Europe. » « L'article guingams », disaient, à la même époque, J. G. Reber et C^{ie} de Sainte-Marie, « se vend de 1 fr. 10 à 1 fr. 20 aux maisons de gros de l'intérieur, qui le vendent aux armateurs pour les pays étrangers, principalement pour l'Amérique. » Et Haussmann frères écrivaient : « Les exportations outre-mer ne se font pas directement². » « Les tissus imprimés par Blech Fries et C^{ie} sont placés par eux-mêmes en France, en Belgique, en Hollande, en Allemagne, en Suisse, en Piémont, en Espagne et en Angleterre. Il s'en débouche aussi beaucoup aux États-Unis et au Mexique par l'intermédiaire des exportateurs de Paris et de Bordeaux³. »

Aujourd'hui il y a encore des fabricants de toiles peintes d'Alsace qui se servent des commissionnaires exportateurs de Paris⁴, Hambourg et Brème.

Le nombre des maisons de gros qui achètent et vendent des filés et des tissus écrus était très élevé avant la guerre. Mais aujourd'hui il n'y a plus que quatre ou cinq maisons qui se livrent à ce commerce : deux ou trois d'entre elles ont une importance considérable.

Quant aux marchands qui s'occupent de cotons en laine, ils ont disparu depuis que les chemins de fer et le télégraphe ont rendu leur rôle inutile. Au commencement du xix^e siècle, des maisons de commerce, ayant pour objet la vente du coton brut, s'étaient établies à Mulhouse. Elles y faisaient venir à leur compte des cargaisons de cotons et les revendaient aux filateurs. Ceux-ci y trouvaient l'avantage d'une grande économie de capitaux, car la lenteur des transports par charrois les eût sans cela obligés d'avoir à travers la France des cargaisons de coton repré-

1. Archives de la Haute-Alsace (M 119^{1A}).

2. *Ibidem*.

3. Archives de la Haute-Alsace (M 119²).

4. La faculté d'admission en entrepôt fictif des tissus alsaciens expédiés sur la place de Paris facilite la vente pour l'exportation par l'entremise des maisons de gros établies à Paris, le paiement des droits d'entrée n'ayant lieu que pour les marchandises consommées en France. (*Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1884, p. 275.)

sentant un capital considérable. De plus, c'était pour le filateur un avantage de pouvoir choisir la matière première lui-même, et non par l'intermédiaire d'un commissionnaire éloigné. L'ouverture, en 1836, d'un entrepôt à Mulhouse permit d'avoir sous la main des cotons dont on n'acquittait les droits qu'au fur et à mesure de leur sortie. Mulhouse était un véritable centre de vente du coton¹. En 1855, il y avait encore quelques marchands de coton, mais ceux-ci, par suite de la facilité des transports, ne pouvaient plus vendre leurs marchandises que d'après le prix du Havre, dont la cote était télégraphiée régulièrement². Lors de l'enquête de 1864 sur le régime du courtage, un courtier de Mulhouse donna les renseignements suivants sur l'existence et la disparition des marchands qui achetaient et vendaient des cotons en laine : « Dans les premiers temps où j'étais courtier, « les cotons en laine étaient un de nos principaux articles ; mais « depuis que nous avons la télégraphie et la rapidité des communications, les affaires ont changé et nos filateurs achètent à « la source³. »

Après avoir montré comment, sur le marché des échanges, l'acheteur et le vendeur ne sont pas seulement le planteur de coton, le fabricant et le consommateur, mais que les marchands jouent un rôle plus ou moins considérable, nous nous proposons d'étudier maintenant les différentes combinaisons suivant lesquelles ces personnages entrent en relations.

Ces procédés se rattachent à deux grandes catégories : la *vente directe* et la *vente par l'intermédiaire d'un courtier*.

Dans le premier procédé, le vendeur et l'acheteur se mettent directement en rapport l'un avec l'autre ; dans le deuxième procédé, c'est un intermédiaire qui les rapproche.

1. Voici qui donnera une idée de l'importance du stock de Mulhouse en 1835 : « Notre approvisionnement s'est réduit à peu près de moitié depuis 3 mois ; on peut « l'évaluer approximativement à 6.000 balles des E.-U. en tous genres et 3.000 balles « Jumels et Bresils ». *L'Industriel alsacien*, du 10 octobre 1835.

2. Archives de la Haute-Alsace (M 116A2).

3. Réponse de Hennin, *Enquête sur le régime du courtage* (Paris, 1864), p. 866.

§ 1. — Vente directe

On appellera « vente directe » l'acte d'échange où le vendeur et l'acheteur entrent en rapport sans l'intermédiaire d'un courtier. Les procédés à l'aide desquels les échangistes entrent en relations sont au nombre de quatre. Les acheteurs et les vendeurs vont les uns vers les autres, ils se concentrent dans un même lieu ; l'ensemble des échangistes réunis dans ce même lieu s'appelle une foire ou une Bourse¹. Dans les trois autres procédés, chaque acheteur et chaque vendeur traitent isolément, soit que l'acheteur ou son mandataire aille vers le vendeur, c'est-à-dire aille trouver le fabricant dans son usine : c'est ce qu'on appelle la « vente sur place » ; soit que le vendeur aille vers l'acheteur et l'atteigne par les visites périodiques de ses voyageurs, ou par un établissement permanent (représentant, dépôt, succursale) ; soit enfin qu'aucun d'eux n'aille vers l'autre, la vente se faisant en deux endroits différents par le moyen des lettres missives, du télégraphe ou du téléphone.

A) Le vendeur et l'acheteur vont l'un vers l'autre (foire, Bourse)

La foire. — De même qu'à l'origine l'industrie cotonnière a utilisé la technique du petit métier, de même elle n'a pas trouvé tout de suite des procédés de vente qui lui fussent propres. La grande industrie ne s'est pas créée de toutes pièces des organes nouveaux. Elle s'est adaptée à un milieu ancien. Le mode de commerce le plus répandu en Alsace, comme dans toute l'Europe, depuis la fin du Moyen âge, était la vente en foire. L'industrie nouvelle s'appropriâ ce procédé. Dès 1756, on voit le fabricant Reber de Sainte-Marie-aux-Mines exposer ses marchandises à la

¹. La foire se distingue de la Bourse en ce que dans la foire les marchandises sont réellement apportées, étalées et livrées ; dans la Bourse, on traite sur des marchandises absentes. Autrement dit, la foire est le lieu de concentration des échangistes et des objets de l'échange ; la Bourse est seulement le lieu de concentration des échangistes.

foire de Bâle¹. Sous l'ancien régime, tous les fabricants de toiles peintes débitaient leurs marchandises dans les grandes foires de l'Europe centrale. « Ils fréquentaient les foires de Francfort et « de Leipsic². » « Anciennement nous avons fréquenté les foires « d'Allemagne, ce qui n'a plus lieu depuis la révolution³. » Wilz et C^{ie} de Cernay envoyaient des indiennes à la foire de Reims⁴. Les indiennes d'Alsace constituaient même l'article le plus important de la foire de Beaucaire. Un rapport du 31 juillet 1788 sur cette foire dit : « Les Indiennes et Toiles peintes des fabriques « d'Alsace se sont bien vendues⁵. » Un rapport du préfet du département du Gard, de l'an IX, annonce que les « toileries » constituent l'article le plus considérable de la foire⁶. C'était aussi une des marchandises les plus recherchées de la foire de Strasbourg. « Strasbourg a deux grandes foires ; l'une au 5 Nivose, « l'autre au 5 Messidor. Elles durent chacune 15 jours... Les « marchandises les plus recherchées aux foires de cette ville « sont : indiennes ou toiles peintes de Mühlaussen, Colmar et « autres lieux du département du Haut-Rhin, très connus par « leurs belles fabrications en tout genre d'impressions⁷. » La foire de Beaucaire, pendant la première moitié du xix^e siècle, a joué un rôle important. « Nos chefs d'établissement portaient « pour cette petite ville du Midi avec un nombreux personnel « et une grande partie de leurs marchandises ; on transportait « pour un mois ses magasins de Mulhouse à Beaucaire. C'est « là que se donnaient rendez-vous non seulement les acheteurs « du Midi de la France, mais encore ceux d'Italie, d'Espagne, de « Corse et d'Algérie. Les affaires qui s'y traitaient étaient sou- « vent considérables⁸. » La foire de Beaucaire assurait quelque-

1. Blech, *Jean-Georges Reber*, 1731-1816 (Mulhouse, 1903), p. 24.

2. Penot, *op. cit.*, p. 347.

3. Lettre de Junghaen Blech et C^{ie}, Mulhouse, du 16 avril 1807 (Archives de la Haute-Alsace, M 127¹).

4. Archives de la Haute Alsace (L 401).

5. Archives nationales (F¹² 4230).

6. Archives nationales (F¹² 1253A).

7. F***, *Description physique et morale de la République française par départements, cantons et communes*, n° 1^{er}, Bas-Rhin (Nancy, an VII), p. 72.

8. « Comme étude de mœurs et d'usage d'un autre âge, cette foire ne manquait « pas d'intérêt. Les jours d'ouverture et de clôture s'annonçaient avec un céré- « monial rappelant les temps passés. Les rues assez étroites où se concentraient « les magasins, étaient ombragées de grandes couvertures étendues d'une maison à « l'autre, et après une semaine de travail qui se prolongeait bien avant dans la

fois un écoulement facile des produits. « La foire de Beaucaire, « bien que les prix n'y aient point été fort élevés, a présenté « un grand avantage aux fabricants par un écoulement facile et « rapide des Marchandises dont la vente avait été entravée à Paris « par l'invasion du choléra¹. » Le perfectionnement des moyens de transport a tué les foires en général, et l'établissement des chemins de fer a porté un coup mortel à la foire de Beaucaire.

La Bourse. — Les foires avaient presque uniquement servi à la vente des produits finis : les Bourses ont servi presque uniquement à la vente du coton brut et des produits demi-ouvrés. Depuis quatre-vingt-quatre ans, les industriels alsaciens se rencontrent tous les mercredis à Mulhouse, et cette réunion publique constitue ce qu'on appelle la *Bourse de Mulhouse*. Elle doit son origine à une crise de surproduction qui sévit en 1827 ; quelques chefs d'entreprise avaient, en septembre 1827, lancé en Alsace la circulaire suivante : « Un des principaux obstacles qui « s'oppose au développement et à la consolidation de l'industrie « manufacturière de ce Département et de ceux qui l'avoisinent « est sans contredit l'absence d'un Marché central sur lequel les « acheteurs trouveraient réunis ses divers produits et qui servit « en même tems de point de réunion pour la transaction des af- « faires de commerce tant aux fabricans qu'aux négociants dissé- « minés dans cette contrée. Ces sortes de réunions sous la forme « de Halles et de Bourses existent dans presque tous les pays « manufacturiers et les facilités qu'elles procurent aux transac- « tions ont puissamment contribué à leur prospérité, Rouen et « Manchester nous en fournissent des exemples frappants. Le « besoin d'un semblable établissement dans le département du « haut Rhin devient d'autant plus impérieux, que les bas prix « auxquels se trouvent réduits les produits de ses manufactures « ne permettent plus aux fabricants de faire face aux frais consi- « dérables que leur occasionnent les dépôts qu'ils ont dans les « principales villes du Royaume, lesquels frais ajoutés à ceux « que la grande distance à laquelle nous nous trouvons des

« nuit, le dimanche était consacré à des fêtes publiques et à des combats de « taureaux. » *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1876, p. 303.

1. Lettre du 25 septembre 1832 du sous-préfet de Belfort au préfet du Haut-Rhin (Archives de la Haute-Alsace, M 128¹).

« ports de mer fait peser sur les matières premières, menacent
 « de rendre impossible notre concurrence avec les manufactures
 « plus favorablement situées de la Normandie et de la Picardie.
 « Aux avantages de l'économie et de la simplification des affaires
 « qui résulteraient de ce marché central, se joindraient ceux des
 « lumières sur les besoins de la consommation que le fabricant
 « puiserait dans ses rapports directs avec l'acheteur de ses pro-
 « duits, avantage inappréciable pour des articles dont le princi-
 « pal mérite consiste souvent de satisfaire les caprices si variables
 « de la mode... Les fabricants qui s'occupent depuis quelque
 « temps des moyens de réaliser le projet dont nous avons l'hon-
 « neur de vous entretenir ont pensé que c'était à Mulhouse qu'un
 « marché central serait le plus convenablement placé. L'import-
 « tance manufacturière de cette ville, sa situation sur un Canal
 « qui procurera de grands avantages pour les transports et enfin
 « l'espoir qu'elle a d'obtenir un entrepôt pour les denrées colo-
 « niales, ne laissent pas de doute sur ce choix, qui a été confir-
 « mé par l'opinion unanime d'un grand nombre de chefs d'éta-
 « blissement de ce Département, qui se sont trouvés réunis à
 « Mulhouse le 5 de ce mois ¹. » Le mercredi étant le jour où
 les fabricants des vallées environnantes se rendaient de préférence
 à Mulhouse, ce fut ce jour qu'on choisit pour être celui de la
 tenue de la Bourse. Une société privée, « Le Cercle social », offrit
 ses bâtiments pour abriter provisoirement la Bourse ², et le Tri-
 bunal de Commerce approuva le choix de ce local ³. En 1829, la
 Société industrielle de Mulhouse, qui, comme la Bourse, devait
 sa création à la crise de surproduction des années 1825 et sui-
 vantes, fournit l'édifice où se réunirent les échangistes. Elle n'a
 cessé depuis lors d'abriter dans ses immeubles la Bourse hebdo-
 madaire de Mulhouse.

1. Archives de la Haute-Alsace (M 114¹).

2. Le gouvernement, qui a la haute main sur les Bourses, fut prévenu. Le Ministre du Commerce et des Manufactures écrivait, le 24 janvier 1828, au préfet du Haut-Rhin : « Vous m'informez que les fabricans du haut Rhin, dans l'intention de
 « remédier à la stagnation des affaires commerciales dans ce département ont formé
 « une réunion qui a lieu à Mulhausen le mercredi de chaque semaine. » Un mois
 plus tard, le Ministre donnait à cette réunion son nom technique de *Bourse* : « Vous
 « m'exposez que les négociants de Mulhausen et avec eux les fabricants de Thann
 « et de Cernay sollicitent l'établissement d'une bourse dans la première de ces
 « villes. » (Archives de la Haute-Alsace, M 114¹.)

3. Archives de Mulhouse (XIX A 2).

Désormais, sans se fixer de rendez-vous, les industriels qui avaient du coton, des filés, des tissus écrus à vendre ou à acheter, ont su en quel lieu et à quelle heure ils pourraient se rencontrer. Depuis 1828, l'importance de Mulhouse au point de vue commercial n'a cessé de s'accroître. Mulhouse, siège de la Bourse et de la Chambre de Commerce pour tout le département, était et est ainsi le centre commercial de l'industrie cotonnière alsacienne. Colmar, malgré ses tentatives, ne put jamais lui ravir ce monopole. En 1844, fut créée à Colmar une Bourse qui s'y tint tous les vendredis ¹. Mais Colmar, ville essentiellement administrative, judiciaire et agricole, ne pouvait attirer les industriels de ses environs, qui préféraient, suivant la nature de leur fabrication, se réunir, les uns à Sainte-Marie, et les autres à Mulhouse. La Bourse de Colmar ne fut jamais fréquentée sérieusement. Les courtiers de marchandises institués près de cette Bourse en étaient réduits à venir s'informer des affaires et des cours à celle de Mulhouse ².

La Bourse de Mulhouse ne cessa, jusqu'en 1870, de garder son importance commerciale pour les établissements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin, de la Haute-Saône, du Doubs, de la Meurthe et de la Moselle, et depuis la guerre, elle est le centre commercial de l'Alsace et du grand-duché de Bade.

Les perfectionnements des moyens de transport des marchandises avaient tué la foire de Beaucaire. Les perfectionnements des moyens de transport de la pensée ont diminué l'importance commerciale de la Bourse de Mulhouse. Autrefois, lorsqu'on avait une opération à faire, on attendait le jour de la Bourse pour s'aboucher avec ses amis. Le téléphone, installé à Mulhouse depuis 1881, joue depuis une dizaine d'années, grâce à son perfectionnement technique, un rôle considérable : il permet de ne pas

1. Archives de la Haute-Alsace (M 114^b).

2. Avant la création de la Bourse de Colmar, des courtiers de Colmar seraient venus à Mulhouse, non seulement pour prendre des renseignements, mais même pour traiter des affaires. La Chambre de Commerce de Mulhouse écrivait, le 16 mars 1838, au maire de Mulhouse : « MM. les agens de change et courtiers de commerce signalent à la Chambre de Commerce un abus qui se pratique depuis quelque tems au préjudice de leurs droits. Depuis la création d'Agens de change et courtiers de commerce à Colmar les titulaires de ces charges viendraient à des intervalles plus ou moins rapprochés, mais particulièrement les mercredis, jours de bourse, exercer leur ministère sur notre place. » (Archives de Mulhouse, XIX A 2.)

attendre le mercredi pour entrer en pourparlers. Le nombre des industriels qui se réunissent à la Bourse de Mulhouse n'est pas moins grand qu'autrefois. Mais, comme les intéressés se sont déjà causé dans la matinée trois fois au téléphone, ils parlent plus des affaires qu'ils n'en traitent.

La Bourse a donc perdu une partie de son importance économique, mais ce n'est pas à dire qu'elle soit un organe inutile. Elle permet aux échangistes de se renseigner mutuellement sur l'état général du marché, de se sentir les coudes, de se créer une atmosphère de préoccupations communes, une « conscience collective ».

B) *L'acheteur vient trouver le vendeur (vente sur place)*

Le procédé de vente qui consiste en ce que l'acheteur vient trouver le vendeur au lieu de fabrication est ce qu'on appelle la vente sur place. Ce système, qui avait une grande importance au xviii^e siècle, a à peu près disparu aujourd'hui. A l'origine, les fabricants de toiles peintes n'avaient pas besoin de se créer d'organes de vente : « Presque toutes les ventes avaient lieu sur « place, principalement pour la consommation de la France et de « quelques maisons de Genève qui faisaient le commerce avec « l'Italie¹. » Le marchand avait tout intérêt à se déranger pour faire ses achats. D'abord on ne se rend bien compte de la qualité de la marchandise que sur le lieu de production, où l'on juge, non sur des échantillons, mais sur des pièces entières. Ensuite le fabricant, entouré de son état-major, peut prendre bien plus rapidement des décisions, calculer un prix, ou dire si l'état de la technique permet telle modification. Enfin l'acheteur appréciait certainement l'agrément d'un voyage dans les vallées de la Haute-Alsace, où ses yeux admiraient tour à tour la majesté de la montagne et la fertilité de la plaine.

Mais l'importance de la vente sur place est due surtout à une cause économique, à savoir que les plus belles manufactures de toiles peintes du continent étaient concentrées en Alsace. Nulle

1. Penot, *Statistique générale du département du Haut-Rhin* (Mulhouse, 1831), p. 341.

part on ne trouvait un tel assortiment d'indiennes. Nulle part la concurrence ne stimulait autant les fabricants. C'était comme une foire permanente. « Les négocians étaient assurés de trouver
 « dans tous nos ateliers les assortimens propres à leur conso-
 « mation, ils ne regrettoient point le tems de leurs absences, ni
 « les fatigues d'un long voyage, ou leurs fraix et depenses. Ils
 « étoient si habitués à ce genre de comerce, et à son produit
 « lucratif, que la majeure partie de nos acheteurs, quoiqu'éloi-
 « gnés de nos Etablissemens de 100 à 150 lieux et même plus,
 « réitéroient leurs visites jusqu'à deux et trois fois par année¹. »
 Étant données la difficulté et la lenteur des transports, il était plus pratique que les acheteurs vinssent se concentrer dans la région où étaient domiciliés tous les vendeurs. Si chacun des fabricants d'indiennes avait dû visiter tous les acheteurs l'un après l'autre, le total des distances parcourues eût été beaucoup plus considérable, et partant le transport eût été plus coûteux. L'acheteur comme le vendeur avaient donc avantage à ce procédé.

La vente sur place, où les acheteurs trouvent ainsi les vendeurs concentrés dans une région, est une transition entre la foire et le procédé où le vendeur va trouver l'acheteur. Dans la foire ou dans la Bourse, les échangistes vont les uns vers les autres ; dans la vente sur place, les vendeurs sont déjà concentrés dans une région, il n'y a que les acheteurs qui ont à se déranger.

Les acheteurs se dérangèrent encore jusque dans le premier quart du xix^e siècle. « Presque toutes les maisons s'occupant de
 « cet article [l'indienne] : les fabricans de l'intérieur, les maisons
 « intermédiaires entre le fabricant et les consommateurs, de la
 « Suisse, de l'Allemagne, de Montpellier, de Paris, etc., avaient des
 « succursales à Mulhausen ou dans les environs, pour faire leurs
 « achats². » En 1827, au moment où la vogue des guingamps battait son plein, trois grandes maisons de nouveautés de Paris, Brière Vallée, Lesage, et Grillet Delabouglise, avaient chacune leur représentant à Sainte-Marie-aux-Mines pour procéder à leurs

1. Écrivaient le 2 décembre 1790, trois fabricants de toiles peintes de Cernay, J.-J. Zürcher fils, Frères Witz et C^{ie}, Schwartz et Hofer, au Conseil général du Haut-Rhin, qui leur avait demandé leur avis sur le régime douanier à adopter pour la République de Mulhouse (Archives de la Haute-Alsace, L 101).

2. Penot, *op. cit.*, p. 367.

achats¹. Des commissionnaires y venaient de différents points de la France et de l'étranger. « La douceur des prix attirait dans « cette ville nombre d'acheteurs pour l'Amérique et les possessions espagnoles dans l'Inde². »

Mais peu à peu le fabricant fut forcé d'employer des procédés plus complexes. Un texte de 1833 dit déjà : « le fabricant d'Alsace vend fort peu dans ses propres magasins³ ». Aujourd'hui moins que jamais le marchand ne se dérange pour faire ses achats. La vente sur place a été tuée par le procédé de vente où le vendeur va trouver l'acheteur.

C) *Le vendeur va trouver l'acheteur (voyageur, succursale, etc.)*

Lorsque le vendeur va trouver l'acheteur, c'est-à-dire lorsque la vente se fait au lieu de résidence de l'acheteur, le vendeur peut employer deux espèces de procédés. Ou bien, il entre en *contact intermittent* avec l'acheteur par le moyen de visites périodiques faites par lui-même ou par des voyageurs. Ou bien, il établit au lieu de résidence de l'acheteur des *organes permanents* (représentants, dépôt, succursale), où l'acheteur peut se renseigner ou s'approvisionner en tout temps⁴.

A l'origine, le rôle des *voyageurs* était peu important et surtout local. Lorsque les transports étaient difficiles, il importait de réduire le nombre des transports des personnes et des choses nécessaires à la conclusion des échanges. Le système des foires atteignait précisément ce but. La concentration de tous les acheteurs et de tous les vendeurs sur un même point faisait que chacun d'eux effectuait un voyage plus court que l'ensemble des voyages qu'il eût dû faire pour visiter chacun d'eux individuellement. On comprend dès lors que le système des voyageurs ne pouvait fonctionner qu'en ce qui concerne le marché local. C'est ainsi que le carnet et la sacoche d'un voyageur de la maison Lamoureux et Frommel, conservés au musée de la Société industrielle de Sainte-Marie-aux-Mines, nous apprennent que des voya-

1. Risler, *Histoire de la vallée de Sainte-Marie-aux-Mines anciennement vallée de Lièpvre* (Sainte-Marie-aux-Mines, 1873), p. 161.

2. Archives de la Haute-Alsace (M 128¹).

3. Archives de la Haute-Alsace (M 128¹).

4. Le vendeur aussi s'y renseigne : il se tient par là au courant des goûts de chaque pays.

geurs, en 1816, faisaient des tournées à cheval, parcourant les villes et villages de la Suisse, de l'Est de la France, poussant jusque dans le Piémont, et prenant chez les clients des commissions de 2 à 30 pièces, le plus souvent 5 à 6 pièces seulement. Les voyageurs d'aujourd'hui sont loin d'employer des moyens de transport aussi primitifs et de se contenter d'un rayon d'action aussi étroit. Les grands express et les paquebots transportent nos voyageurs de Mulhouse à Constantinople, à Moscou ou à Stockholm. Il y en a même qui poussent en Asie et en Afrique, dans l'intérieur de la Palestine et de l'Égypte. Le nombre des voyageurs de commerce ne cesse de se multiplier, en même temps que leur cercle d'action s'étend.

Les organes permanents au moyen desquels le vendeur atteint l'acheteur sont le *représentant* d'une part, les *dépôts* et *succursales* d'autre part. Le représentant est un voyageur à poste fixe, établi à demeure dans une ville et qui ne visite que les clients de cette ville et des environs ; les dépôts et les succursales sont des maisons de commerce administrées, les premières par des étrangers, les secondes par les fabricants eux-mêmes, et qui, à la différence du représentant, ont en magasin des marchandises qu'ils livrent d'eux-mêmes à la clientèle.

Au *xviii^e* siècle, les fabricants d'indiennes se servaient de représentants pour acheter leurs toiles blanches aux ventes des grandes Compagnies de Commerce. « Les trois Compagnies du Commerce
« des Indes établies en France, en Angleterre et en Hollande,
« sont les seules qui nous fournissent ces toiles. Les usages
« de chaque Compagnie sont à peu près les mêmes ; lorsque
« l'une d'elles a reçue une assortiment de ces Toiles, elle fait
« imprimer une liste dans laquelle elle indique la quantité et
« qualité des Toiles quelle a reçue, et le tems et conditions
« auquel elle veut vendre. Les conditions ordinaires sont que
« ces Toiles se vendront au dernier enchérisseur et plus offrant et
« que celui qui veut acheter doit remettre à la Compagnie
« d'avance la somme pour laquelle il compte d'acheter... Le
« Marchand qui reçoit cette liste donne la dessus ses ordres à
« son Commissionnaire et commande le nombre de pièces qu'il
« désire de chaque sorte¹. »

1. Ryhiner, manuscrit cité (Bibliothèque de la Société industrielle de Mulhouse, Chimie, 1027), pp. 99-100.

Plusieurs des fabricants se servaient de dépôts pour écouler leur marchandise finie. C'est ainsi que, sous l'ancien régime, la manufacture Haussmann du Logelbach avait un « entrepôt général » à Versailles¹. En 1807, Hartmann fils de la manufacture de Munster avaient des magasins à Paris². Dollfus-Mieg et C^{ie} créèrent successivement des maisons à Bruxelles en 1811, à Naples en 1815, à Lyon en 1816, à Strasbourg en 1817, à Toulouse en 1818, à Bordeaux la même année, à Hambourg en 1819 (cette dernière maison fut transférée, en 1820, à Leipzig)³. De même, en 1825, Gros, Davillier, Roman et C^{ie} avaient une maison à Lyon, une maison à Bordeaux, et un entrepôt à Bruxelles⁴. En 1826, Ziegler Greuter et C^{ie} avaient des dépôts à Paris, Lyon, Bordeaux, Toulouse et Nancy⁵. Reber-Mieg avaient un dépôt à Paris. Robert Bovet et C^{ie}, Blech frères et C^{ie}, Mantz et Heilmann avaient des dépôts à Paris et à Lyon. Daniel Schlumberger, Schlumberger Grosjean et C^{ie} en avaient à Paris, Lyon et Bordeaux. Jean Hofer (toujours en 1826) avait des dépôts à Paris, Lyon, Toulouse et Bruxelles⁶. En 1828, Witz Greuter et C^{ie} lançaient une circulaire : « Nous formons sous la même raison « sociale deux autres maisons à Paris et à Lyon pour la vente « des produits de notre fabrique⁷. » D'une manière générale, les fabricants d'indiennes avaient « des comptoirs dans toutes « les contrées de l'Europe et même en Turquie et en Amé- « rique⁸. » Avant la crise de 1828, la maison Nicolas Kœchlin et frères avait des organes de vente dans toutes les parties du monde. Ferdinand Kœchlin, l'un des associés, avait déjà fait, en 1809, pour le compte d'une maison anglaise, un voyage aux Canaries, aux Açores, au Sénégal. Ce fut lui qui établit des organes permanents de vente dans les principaux centres de consommation. Nicolas Kœchlin et frères, en 1827, avaient maison sous leur nom à Paris, Lyon, Bordeaux, Toulouse, des dé-

1. Archives de Mulhouse (XIII P 2). — *Bull. de la Société d'histoire naturelle de Colmar* (Colmar, 1891), p. 291.

2. Archives de la Haute-Alsace (M 1271).

3. *Histoire documentaire de l'Industrie de Mulhouse et de ses environs au dix-neuvième siècle* (Mulhouse, 1902), p. 445.

4. *Op. cit.*, p. 413.

5. Archives de la Haute-Alsace (M 1272).

6. Archives de la Haute-Alsace (M 1273).

7. Archives de la Haute-Alsace (M 126A¹).

8. Archives nationales (F¹C III, Haut-Rhin 42).

pôts à Moscou, Bruxelles, Londres, aux Antilles, à la Guadeloupe, à New-York, Mexico, Rio-de-Janeiro, Lima, Batavia, Calcutta, Bombay, Alexandrie, Naples, Rome, Milan, Cadix, Gibraltar¹. Seules, de puissantes maisons pouvaient remédier à la disparition de la vente sur place en multipliant les organes de vente. On écrivait en 1819 : « Les petits fabricans qui n'ont
« pas de dépôts dans les grandes villes de France ou à l'étranger
« éprouvent seuls quelque embarras pour placer leurs produits
« qu'on n'est plus dans l'usage d'aller chercher à Mulhausen². » A la suite de la crise de 1828, les industriels alsaciens furent amenés à abandonner en partie ce mode d'organisation du marché, qui exigeait un fonds de roulement trop considérable. « On
« avait autrefois des dépôts à Lyon, à Marseille, à Bordeaux, à
« Bruxelles, etc., mais ce système onéreux a fait son temps; la
« plupart des dépôts ont été supprimés³. » Autrefois, la lenteur des transports obligeait les fabricants à mettre leurs produits à la portée des acheteurs en établissant des dépôts ou des succursales. Aujourd'hui, le télégraphe et la grande vitesse permettent de commander directement et d'expédier rapidement. Cependant, en 1894, certaines manufactures d'impression avaient des maisons de vente à Paris, Londres, Vienne, New-York⁴, et aujourd'hui encore, plusieurs fabriques alsaciennes ont des succursales dans les grandes capitales d'Europe.

On rapprochera du dépôt un mode de vente qui a joué un grand rôle dans notre industrie : la *consignation*. La consignation consiste en ce qu'un fabricant donne à un commerçant de la marchandise en dépôt avec ordre de la vendre lorsque se présentera une occasion favorable⁵. Quand le consignataire avance de l'ar-

1. Archives de la Haute-Alsace (M 119^{1A}). -- *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1852, p. 201. — Mossmann, *Les grands industriels de Mulhouse* (Paris, 1879), p. 23.

2. Archives nationales (F^{1C} III, Haut-Rhin 7).

3. Turgan, *Les grandes usines*, t. IV (Paris, 1865), note de la p. 62.

4. *Histoire documentaire de l'Industrie de Mulhouse et de ses environs au XIX^e siècle* (Mulhouse, 1902), p. 432.

5. « Ce dernier mode [la consignation chez les commissionnaires] a été adopté en « grande partie, depuis que le système d'économie introduit dans les fabriques ne « permet plus de faire les frais de loyer, de voyageurs, de commis, etc., pour un « seul article. D'ailleurs, les acheteurs préfèrent trouver dans une même maison un « assortiment de plusieurs genres. » (Penot, *Statistique générale du département du Haut-Rhin*, Mulhouse, 1831, pp. 369-370.) — « Mulhouse écoule ses produits... par « *consignations* sur les marchés étrangers; c'est de cette manière que sont généra- « lement exploités les grands marchés de Constantinople, d'Alexandrie, de New- « York, du Mexique, de l'Amérique du Sud. » (Turgan, *loc. cit.*)

gent à valoir sur le produit présumé de la vente, il est à la fois un commissionnaire et un banquier. Ce procédé était largement pratiqué pendant la première moitié du xix^e siècle, alors que Mulhouse n'avait pas de banques. Ce n'est qu'en 1844 que la Banque de France y établit un comptoir, et qu'en 1848 que fut créé le Comptoir national d'Escompte de Mulhouse¹. Un décret du 21 mars 1848² ayant prescrit la création de magasins généraux où les fabricants pourraient déposer leurs marchandises en chômage, et retirer en retour des bulletins négociables de dépôt, le Comptoir national d'Escompte de Mulhouse prêta de l'argent sur récépissés ou sur warrants délivrés par le magasin. La fonction de banquier n'était plus intégrée avec celle de commissionnaire. Dorénavant, les industriels purent emprunter des capitaux aux banquiers, et vendre eux-mêmes leurs marchandises. Ainsi ils n'étaient plus obligés de se servir du consignataire, qui, pouvant faire la contre-partie, avait souvent des intérêts opposés à ceux du commettant : en tant que commissionnaire, le consignataire est, sur le marché, un auxiliaire du fabricant ; en tant que contre-partiste, il est un adversaire. Aujourd'hui, la consignation est un procédé tombé en désuétude.

D) *Ni l'acheteur ni le vendeur ne se dérangent (Vente à distance)*

Il est un dernier procédé de vente directe : c'est celui de la vente à distance, où ni l'acheteur ni le vendeur ne se dérangent, la vente se faisant en deux endroits différents par le moyen des lettres missives, du télégraphe et du téléphone. Ces moyens de transport de la pensée, qui jouent aujourd'hui le rôle que l'on sait, n'ont pris que récemment une grande importance. C'est ainsi que, jusqu'en 1830, il n'y avait à Mulhouse qu'un seul facteur et qu'une distribution des lettres par jour. « Elle prenait
« beaucoup de temps ; car le facteur, chaque fois qu'il remettait
« une lettre, devait attendre qu'on lui en payât le port dont le

1. *Histoire documentaire* (pp. 943-945). — La même année fut également créé à Sainte-Marie-aux-Mines un Comptoir national d'Escompte. Voyez les statuts de la société anonyme formée pour l'administration de ce Comptoir dans le *Bulletin des lois de la République française*, X^e série (1848), partie supplémentaire, p. 130.

2. *Bulletin des lois de la République française*, X^e série (1848), p. 147.

« chiffre était inscrit sur l'enveloppe. A l'heure où arrivaient les « courriers, on voyait les commissionnaires de toutes les mai- « sons de commerce, attendant, dans la rue, qu'on leur remît « leurs paquets de lettres et de journaux. S'il devait y avoir une « nouvelle importante, les chefs eux-mêmes se trouvaient là « pour la recevoir plus tôt¹. » Soixante ans plus tard, la poste de Mulhouse distribuait chaque jour 14.000 lettres, cartes, journaux, imprimés ou échantillons².

Le télégraphe des gares de chemins de fer put être utilisé en France par le public en 1850. Dès 1854, Mulhouse avait un bureau de télégraphie électrique. Le nombre des dépêches expédiées et reçues de 1876 à 1910 a été le suivant :

	1876	1886	1896	1900 ⁽³⁾	1910 ⁽⁴⁾
Nombre de dépêches expédiées.	49.848	60.076	94.115	107.789	124.803
— — — reçues....	54.089	69.351	101.197	112.994	151.181

« Jadis les lettres mettaient trois jours de Mulhouse au Havre ; « maintenant des ordres d'achats sont expédiés par télégraphe « en Amérique et répondus le même jour⁵ ».

Le service public du téléphone fut inauguré à Mulhouse en 1881. Voici la progression du nombre des conversations et de celui des abonnés.

	1881	1888	1898	1900 ⁽⁶⁾	1910 ⁽⁷⁾
Nombre de conversations.	76.318	449.977	1.800.697	2.859.166	3.928.087
— d'abonnés.....	94	300	585	768	1.712

Ces modes de transport de la pensée ont permis à la vente à distance, où les échangistes restent chez eux, de devenir un procédé de vente très employé.

1. *Histoire documentaire*, p. 906.

2. *Histoire documentaire*, p. 913.

3. *Histoire documentaire*, p. 920.

4. Renseignements communiqués par l'administration des Postes et Télégraphes de Mulhouse.

5. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1876, p. 301.

6. *Histoire documentaire*, p. 924.

7. Communiqué par l'administration des Postes et Télégraphes.

§ 2. — Vente par l'intermédiaire d'un courtier

Dans tous les procédés qui viennent d'être examinés, l'on voit les échangistes se mettre d'eux-mêmes en rapport, se chercher et se trouver sans l'intervention d'un intermédiaire autre que leurs employés. Ici, au contraire, il y a des personnages qui ont pour fonction propre et spéciale de rapprocher les opérateurs, de trouver à chaque volonté d'échange sa contre-partie : ce sont les *courtiers*. Leur rôle essentiel est ainsi de faciliter sur le marché des produits l'équilibre de l'offre et de la demande. Ils remplissent les mêmes fonctions que remplissent les agents de change en ce qui concerne les valeurs, et que remplissent les bureaux de placement par rapport au marché du travail. Le courtier centralise les offres et les demandes, et évite ainsi aux échangistes beaucoup des efforts qu'ils devraient faire en se cherchant individuellement les uns les autres par leurs propres moyens. A côté, d'ailleurs, de cette fonction économique essentielle, le courtier a d'autres rôles non négligeables : il confectionne le bordereau du marché, il constate les prix courants, il concilie les parties en cas de conflit. C'est à la fois un bureau de placement des produits, un notaire et un médiateur.

Cela étant, on conçoit que dès qu'un produit devient l'objet d'échanges fréquents, dans tous les cas où les modes de transport de la pensée sont peu perfectionnés, il ait été nécessaire de recourir à l'institution des courtiers. Dans les villes du Moyen âge, comme à Strasbourg par exemple, les courtiers, qui étaient en nombre limité et auxquels on interdisait déjà de faire le commerce pour leur propre compte, jouaient un rôle considérable. Dès qu'une branche d'industrie prenait quelque importance, elle avait ses courtiers spéciaux. Il en fut ainsi des grandes industries textiles. Aux foires de Champagne, le courtage des draps était même seul obligatoire.

Il y avait à peine quelques fabriques de toiles peintes à Mulhouse, que déjà un courtier était institué : « Considérant « l'état de plus en plus florissant du commerce et des fabriques »,

dit un texte de 1755, « le Directoire du commerce a convoqué
 « tous les commerçants et tous les fabricants. Ceux-ci ont arrêté
 « à l'unanimité qu'il est indispensable d'instituer un courtier ». L'arrêt du Directoire du commerce de Mulhouse, du 25 juin 1755, réglementait comme suit les droits et devoirs du courtier, qui était à la fois courtier de marchandises et agent de change :
 « Art. premier. Le courtier versera comme cautionnement
 « une somme de 600 livres. Art. 2. Son courtage est fixé à un
 « pour mille pour la négociation des lettres de change, et à un
 « quart pour cent pour emprunts d'argent ou de capitaux. Art. 3.
 « Pour l'achat de marchandises, on payera un demi pour cent de
 « la valeur si elle ne dépasse pas 500 livres, et un quart pour
 « cent si elle dépasse 500 livres... Art. 5. S'il n'a pas été sti-
 « pulé de conditions, l'acheteur et le vendeur payeront chacun
 « la moitié du courtage ; si des conditions ont été stipulées, elles
 « seront remplies rigoureusement. Art. 6. Le courtier observera
 « la plus grande discrétion, et, conformément au serment qu'il
 « a prêté, il ne nommera la personne qui l'a chargé d'une né-
 « gociation qu'après que le contrat aura été conclu. Art. 7. De
 « plus le courtier sera tenu de faire au moins deux fois par
 « semaine ses visites chez les négociants et les fabri-
 « cants¹. »

A vrai dire, cette disposition législative ne semble pas avoir

1. « Erkantnuss E. L. Directorii vom 25. Julii 1755. Erwählung eines Courtier.
 « Weilen die Kauffmanschaft und fabriquen alhier, je mehr und mehr in flor
 « kommen, als hat E. L. Directorium die sambtliche Kauffleuth und fabricanten
 « zusammen beruffen, welche unanimiter geschlossen, dass es nöthig und nützlich
 « seye, einen Sensalen oder Courtier zu bestellen, und zwar unter folgenden
 « Bedingnussen. 1° Ein jeweiliger Courtier soll für sechshundert Livres tournois
 « Caution und Bürgschaft stellen. 2° Sein Courtage soll seyn Eins per mille in
 « einhandlung der Wexelbrieffe, und 1/4 p. 0/0 bey entlehnung des Geldes oder
 « Capitalien. 3° Von einhandlung der Waaren soll bezalt werden 1/2 p. 0/0 vom
 « Werth £ 500 oder darunter, und 1/4 p. 0/0, wenn der Werth £ 500 übers-
 « teiget... 5° Wan nichts anbedungen worden, soll das Courtage von beyden
 « Theillen nemlich dem Käuffer und Verkäuffer ums halbe bezalt werden, was aber
 « anbedungen worden, dem muss ohne dem nachgelebt werden. 6° Ein Courtier
 « soll sich der genauesten Verschwiegenheit befeissen, und bey seinem Eydt die
 « person, so ihme etwas zu kauffen oder zu handeln ordre gegeben, nicht benamsen,
 « bis der Marché geschlossen. 7° Auch soll er Courtier gehalten seyn, geflissentlich
 « und wenigstens die Wochen zwey mahl seine visiten bey den Kauffleuthen und
 « fabricanten zu machen. 8° Endtlichen soll er in gegenwarth des Käuffers oder
 « Verkäuffers den marché ordentlich in ein à parte Buch schreiben, und bey
 « entstehendem Streitt ihme bey Beschwörung und affirmation über dies sein
 « Buch Beglaubt werden. » (Archives de Mulhouse, VIII G 1, pp. 143-144. — *Bull.
 de la Société industrielle de Mulhouse*, 1877, p. 685.)

été observée scrupuleusement. En 1793, l'agent de change-courtier privilégié négligeait ses fonctions, tandis qu'un « courtier-marron » faisait du courtage illégal¹.

En 1792, il y avait dans le seul département du Bas-Rhin 82 courtiers de marchandises pour toutes espèces de marchandises. Mais pendant la plus grande partie du xix^e siècle, les courtiers de marchandises utilisés par l'industrie cotonnière alsacienne furent des courtiers privilégiés nommés par décret sur la proposition du ministre, de véritables officiers ministériels. Sitôt la Bourse de Mulhouse constituée, le roi, par ordonnance du 18 mai 1828, nomma quatre agents de change-courtiers. Le courtage, érigé en office ministériel, était dorénavant exercé par des titulaires en nombre limité, disposant d'un privilège. La loi du 6 février 1834 ayant créé à Mulhouse deux places d'agents de change, les courtiers de marchandises cessèrent d'en cumuler les fonctions. Jusqu'à la loi de 1866, qui établit la liberté du courtage en marchandises, quatre courtiers à Mulhouse, et deux agents de change-courtiers à Colmar furent seuls à pratiquer le courtage des cotons bruts et demi-ouvrés, et à en constater le cours. Le droit de courtage était de un demi pour cent, payé, moitié par l'acheteur, moitié par le vendeur. Les courtiers publièrent régulièrement, jusqu'en 1835, dans un bulletin particulier, le prix courant légal des marchandises. A partir du 1^{er} juillet 1835, ce fut le journal l'*Industriel alsacien* qui donna le cours officiel des marchandises². Le prix courant de la Bourse de Mulhouse était arrêté chaque semaine dans une réunion de tous les courtiers ; il était établi sur les opérations faites dans la semaine. La bonne foi des courtiers dans l'établissement de ce prix courant était établie à ce point que le prix de beaucoup de marchés à livrer était fixé par les parties par différence en plus ou en moins sur la cote des courtiers.

A partir du jour où Mulhouse cessa d'être un entrepôt pour le coton en laine, les courtiers durent se borner à ne s'occuper que des filés et des tissus écrus. « Par courtiers, il ne se traite « guère que les calicots et les filés ; les affaires faites par leur « entremise représentent à peine le dixième du total général³. »

1. Archives de Mulhouse (VIII G 2, pp. 300, 317).

2. *Industriel alsacien*, 4 juillet 1835.

3. Archives de la Haute-Alsace (M 115^B).

« Quant aux cotons en laine, qui, il y a quelques années, étaient
« un des principaux articles traités par notre entremise, ils ne
« donnent presque plus lieu à notre action ; les maisons de notre
« place qui faisaient ce genre de commerce l'ont à peu près
« abandonné. Les affaires se traitent aujourd'hui directement du
« Havre, de Liverpool, de Londres, de Marseille, d'Alexandrie,
« etc., etc., avec la consommation, en grande partie, par des
« mandataires spéciaux ¹ ». C'est ainsi que pour le coton brut
les représentants ont été substitués aux courtiers.

En 1864, chacun des courtiers faisait en moyenne 25.000 francs de courtage par an ; les charges valaient 125.000 francs, car si, à leur origine, les charges de courtiers avaient été concédées par le roi à titre gratuit, les titulaires les considérèrent dans la suite comme leur propriété, par conséquent comme une charge héréditaire et vénale. Et le gouvernement dut les indemniser lorsque, parla loi du 18 juillet 1866, le courtage en marchandises rede vint libre. Toute personne avait désormais le droit d'exercer cette profession au même titre que celle de fabricant ou de commissionnaire. Comme il fallait le prévoir, une nuée de courtiers libres vinrent remplacer les quatre courtiers privilégiés :
« Depuis la liberté du courtage, il a surgi sur la place de Mul-
« house un nombre considérable d'entremetteurs qui vendent ou
« achètent pour le compte de tiers les uns du coton, les autres
« des tissus ou des filés ². »

D'après nos enquêtes personnelles, il est encore en Alsace un grand nombre de courtiers, mais une dizaine seulement font un chiffre d'affaires important. La fonction du courtier a sensiblement diminué depuis quelques années. Le rôle du courtier, comme celui de la Bourse, a été graduellement réduit par l'usage du téléphone, qui permet à chaque échangiste de se mettre très vite en rapport direct avec un grand nombre d'acheteurs ou de vendeurs.

1. Réponse de Hennin, courtier à Mulhouse, dans *Enquête sur le régime du courtage* (Paris, 1864), p. 865.

2. Lettre du 16 janvier 1868 du sous-préfet de Mulhouse au préfet (Archives de la Haute-Alsace, M 113^B).

Après avoir analysé séparément les différentes formes de vente directe et de vente par courtier, il faut reconnaître que dans la pratique ces procédés se combinent entre eux, chaque établissement utilisant simultanément les différents modes de vente. C'est ainsi qu'en 1826 la maison Haussmann du Logelbach avait, pour la vente de ses toiles peintes, l'organisation commerciale suivante :
« Les ventes de la Manufacture du Logelbach s'opèrent à Paris,
« Lyon, Toulouse par l'entremise des entrepôts que MM. Hauss-
« mann frères ont établis dans ces villes sous leur raison
« sociale, qui est partout la même. Ces entrepôts sont gérés
« par des premiers commis ayant procuration. Des voyageurs
« attachés à ces entrepôts en placent les produits dans le rayon
« qui est assigné à chacun. Une partie des employés du dépôt de
« Lyon se rend à Beaucaire, à l'époque des foires, où un vaste
« magasin reçoit les assortimens de marchandises qu'ils vont y
« vendre. L'entrepôt de Toulouse tient de la même manière les
« foires de Bordeaux et d'Agen. Les entrepôts de Paris et de
« Lyon ont, en outre, des voyageurs en Hollande et en Italie,
« pour y chercher, de tems en tems, la vente des articles qui
« peuvent convenir à ces pays ¹. »

De même, aujourd'hui, telle manufacture d'impression achètera ses toiles blanches par l'intermédiaire d'un courtier ou directement par téléphone, et vendra ses produits manufacturés par le ministère de ses voyageurs, par consignation ou dans ses dépôts.

1. Archives de la Haute-Alsace (M 127³).

CHAPITRE III

ADAPTATION DE LA PRODUCTION A LA DEMANDE

§ 1. 1743-1786. — § 2. 1787-1837. — § 3. 1838-1880.

L'objet de ce chapitre est de rechercher quel a été le rapport quantitatif entre la production et la demande, en d'autres termes entre l'offre ou la quantité produite et la demande effective ¹ ou quantité demandée. Se plaçant à un point de vue *objectif*, on dira qu'il y a *équilibre* toutes les fois que le rapport entre l'offre et la demande dans une période donnée est égal à l'unité, et on dira qu'il y a *crise* toutes les fois que ce rapport de l'offre à la demande est plus grand que l'unité (*surproduction*) ou plus petit que l'unité (*sous-production*). Comme l'état d'équilibre n'est qu'un état tout à fait instable, et ne constitue, pour ainsi dire, qu'une notion idéale, c'est proprement de *l'histoire des périodes de sous-production* (qu'on appelle d'ordinaire et que nous appellerons périodes d' « essor ») *et des périodes de surproduction* (auxquelles on réserve d'ordinaire le nom de « crise ») qu'il s'agira ici.

Le phénomène est tout différent du point de vue *subjectif*, auquel on se place couramment quand on étudie cette question des crises. On se place d'ordinaire au point de vue des producteurs

1. Il s'agit seulement ici de la *demande effective*, c'est-à-dire de la quantité effectivement demandée à un prix donné. Par exemple une femme qui a *besoin* de quatre aunes d'indienne est acheteur de ce coupon à 25 ou 30 sous l'aune, et n'est pas acheteur si ce tissu coûte le double. La demande ne dépend pas que des besoins, mais aussi des moyens d'acquisition ; par conséquent l'étude des prix aura, dans tout ce qui suit, une grande importance. On aura à considérer les prix, non seulement en tant qu'ils dépendent de l'état de la production et de la demande, mais aussi en temps qu'ils influent sur la production et la demande et sur leur rapport.

(entrepreneurs et ouvriers), ou au point de vue des consommateurs, c'est-à-dire dans les deux cas au point de vue de la condition des personnes. On se préoccupe surtout de déterminer l'« état général de prospérité » d'une industrie, l'intensité de l'activité industrielle considérée dans toutes ses causes, dans toutes ses conséquences, et notamment dans les répercussions qu'elle a sur les bénéfices des entrepreneurs et des capitalistes, sur les salaires des ouvriers et sur le coût de la vie.

Le point de vue auquel on se placera dans le présent ouvrage est plus limité. On ne considérera qu'un des facteurs dont dépend cet état de l'activité industrielle, à savoir *l'état du rapport de la production à la demande* à un moment donné, qui a pour effet de ralentir ou de précipiter cette activité. On se s'occupera pas, en principe, des autres influences qui agissent, par exemple la concurrence des autres centres d'industrie cotonnière ou des autres industries, ou la législation industrielle et douanière et les conséquences qu'elle a quant à la prospérité de l'industrie.

Nous limitant ainsi à la question de l'adaptation de la production à la demande, suivant quelle méthode allons-nous l'étudier? Pour déterminer ce qu'est, à un moment donné, le rapport quantitatif de l'offre à la demande, on conçoit deux moyens possibles. On pourrait d'abord le déterminer par *l'observation directe*, c'est-à-dire par la simple comparaison de la « quantité produite » et de la « quantité demandée ». Mais le premier de ces deux termes est seul susceptible d'une détermination numérique. La quantité demandée est une notion abstraite, qui ne peut être atteinte par l'observation, puisqu'elle n'est pas constituée par une somme de produits existants. Dès lors, deuxième moyen, il faut recourir à *l'observation indirecte*. Le rapport entre la production et la demande produit certaines *conséquences* économiques, qui varient plus ou moins comme lui, et qui peuvent dès lors servir d'*indices* permettant de le déceler.

Ces conséquences sont surtout de deux sortes. Tout d'abord le *mouvement des prix* dépend des variations du rapport de l'offre à la demande, et peut, par suite, permettre d'induire ce que sont ces variations. Mais ce n'est là qu'un procédé très imparfait. En effet, les prix ne dépendent qu'en partie du rapport de l'offre et de la demande. Ils dépendent encore en partie du coût de production, lequel dépend lui-même de causes multiples et variables,

par exemple des droits de douane. Un élément d'appréciation plus sûr serait donc le *bénéfice d'entreprise*, c'est-à-dire la différence entre le coût de production et le prix de vente dans une entreprise-type de condition moyenne, ou dans l'ensemble des entreprises. Mais il est très rare que nous puissions déterminer ce bénéfice.

Une autre conséquence du rapport de l'offre à la demande, ce sont les *variations des forces productives* mises en œuvre par l'industrie, c'est-à-dire les variations dans la quantité des capitaux et des ouvriers employés. Quand la production ne satisfait pas complètement la demande, il y a d'ordinaire un appel de capitaux et d'ouvriers dans l'industrie. Quand la production est supérieure à la demande, le fonctionnement des usines se ralentit et s'arrête, et des ouvriers sont renvoyés. Mais cet élément d'appréciation, quoique moins insuffisant que celui tiré du mouvement des prix, est encore imparfait. Ces conséquences sont en effet d'ordinaire retardées le plus possible, et, comme on le verra, elles ne se produisent pas toujours, ni de la même façon, selon la grandeur des entreprises, la fortune des entrepreneurs et la forme de l'industrie. Néanmoins, comme ce sont naturellement ces conséquences qui ont intéressé le plus les pouvoirs publics¹, c'est sur elles que nous avons le plus de renseignements, et ce seront elles qui constitueront notre élément principal d'information.

L'histoire des crises qu'a traversées l'industrie alsacienne comprend trois périodes très distinctes dans leur caractère. La première, qui va des origines à 1786, se définit par une absence relative de solidarité économique entre les divers établissements. La seconde, qui va de 1787 à 1837, est caractérisée par une série de petites convulsions très fréquentes, très rapprochées les unes des autres²; chaque époque de crise ne dure d'ordinaire que

1. Notamment en raison des troubles qui résultaient du renvoi des ouvriers.

2. Le fait a été remarqué par Mieg : « Les fortunes furent aussi ébranlées par la stagnation des affaires presque périodiques tous les 4 ou 5 ans. » (*Relation historique des Progrès de l'Industrie commerciale de Mulhausen et ses environs*, Mulhouse, 1823, p. ix), et par le maire de Mulhouse, qui écrivait en 1837 : « Il est reconnu par l'expérience que les crises de trop plein sont périodiques. Avant les journées de juillet, elles avaient lieu assez régulièrement tous les 3 ans. » 1^{re} année. Lorsque les prix des produits de nos manufactures sont arrivés au plus bas, aucun nouvel établissement ne se forme plus pour remplacer ceux qui deviennent la proie de l'incendie ou qui cessent de vétusté. Quelques-uns des

deux ou trois années ¹. Dans la troisième période, qui va de 1838 à 1880, on assiste au contraire à de grandes oscillations de l'activité industrielle s'étendant sur des époques beaucoup plus longues. On voit alors des périodes d'essor ou de crise qui durent jusqu'à dix ou douze années. Faute de matériaux, nous devons arrêter cette étude aux environs de 1880.

§ 1. — 1743-1786

Les concepts de l'offre et de la demande, qui nous sont familiers à une époque où les moyens de communication ont rendu tous les marchés étroitement solidaires, ne trouvent dans notre industrie à ses débuts qu'une application tout à fait limitée. On ne peut pas dire qu'il y ait pour l'industrie alsacienne naissante *une* offre et *une* demande, mais il y a une multiplicité d'offres et de demandes isolées qui s'ignorent souvent les unes les autres, et qu'ont que peu d'influence les unes sur les autres. Les acheteurs comme les vendeurs forment, dans une certaine mesure, des « groupes non concurrents ». Dès lors on ne peut pas énoncer cette affirmation générale que « l'industrie traverse un état de crise ». On est en présence de faits isolés, qu'on ne peut généraliser. Chaque établissement a, pour ainsi dire, son marché.

Cette indépendance de la situation des établissements était accentuée par la différence qui existait entre l'état de la technique dans les diverses manufactures. Longtemps tous les pro-

« établissements subsistants, manquant de crédit et de capitaux cessent forcément
« de produire, et ceux mieux partagés de la fortune réduisent leur production
« pour diminuer leur perte, tout cela en même tems que la consommation
« augmente : à l'intérieur par le bas prix qui met les objets manufacturés à la
« portée de tout le monde, et à l'extérieur par les exportations, qui, par la même
« raison, peuvent se faire en concurrence avec les produits étrangers, de là :
« 2^e année. Une seconde et meilleure année se prépare, puisqu'il y a plus d'ache-
« teurs que de vendeurs ; le fabricant obtient de meilleurs prix et ses produits en
« provision écoulés, il augmente sa fabrication autant que le lui permet le crédit non
« encore entièrement rétabli. 3^e année. La confiance du boutiquier (détenteur inter-
« médiaire entre le fabricant et le consommateur) est entière. Il voit les produits
« manufacturés augmenter de prix chaque semaine. Il achète par balles ce
« qu'il n'achetait que par pièces. Le crédit du fabricant est à son ultimatum ; il
« fabrique à bride abattue, vend à mesure et fait une année magnifique, comme
« on l'appelle. Mais les rayons du boutiquier sont garnis, il n'achète plus au
« moment où les plus grandes masses sortent encore des ateliers de production,
« et l'année de la crise est de nouveau là. » (Archives de la Haute-Alsace, M 124¹).

1. Exception faite pour la crise de 1793-1801.

cédés de fabrication employés dans chaque maison étaient tenus secrets¹. Alors qu'aujourd'hui tous les chimistes sortent de la même école de chimie, au XVIII^e siècle les entrepreneurs qui n'avaient pas de connaissances dans la fabrication des indiennes « étoient obligés de s'en rapporter à ce que leur disoit un soi-disant coloriste, qui n'avoit été, dans son pays, qu'un pileur de drogues et un chauffeur de chaudière² ». Les inspecteurs des manufactures se rendaient compte qu'ils n'étaient pas initiés à tous les mystères de la fabrication. L'un d'eux écrivait en 1787 : « Pour dire juste en entrant dans de plus grands détails, il faut droit connoître beaucoup de procédés que les fabricans ignorants ou éclairés cachent tous également. De la part de ces premiers rien ne doit paroître étonnant, pour les autres qui guidés par la chimie, et instruits par un grand nombre d'expériences dispendieuses sont parvenus à faire les nuances connues plus belles, à en découvrir quelques-unes inconnues auparavant, à en fixer qu'on n'avoit pu produire qu'en petit teint, il leur est bien pardonnable de vouloir jouir exclusivement du prix de leurs travaux³. » Non seulement la qualité des hommes mais la qualité des choses constituait autrefois plus qu'aujourd'hui un monopole. Un élève des manufactures disait en 1786 : « Les fabriques de Colmar et Wesserling se distinguent surtout par la vivacité de leurs couleurs, l'éclat et la blancheur de leurs toiles ; les belles Eaux qu'elles possèdent leur accordent sans contredit la supériorité dans la concurrence⁴. » Autre-

1. Un livre publié en 1768 à Carlsruhe est intitulé : *Vollständige Entdeckung des bisher so sehr geheim gehaltenen Colton- oder Indienen-Drucks* (Bibliothèque municipale de Strasbourg, O 4.425^B).

2. Delormois, *L'art de faire les indiennes* (Paris, 1786), p. 2.

3. Mémoire de Deguingand (Archives nationales F¹² 1404^B).

4. « L'art d'imprimer sur Toile en Alsace, 1786. » (Archives nationales, F¹² 1404^B). — Cf. : « La garance porte en elle-même un principe qui tend à rendre ternes et peu solides les couleurs qu'on en tire. Cette première donnée conduisit M. Haussmann à modifier la nature de cette substance colorante, et à décomposer le sulfate de magnésie que la végétation y fait entrer, en ajoutant au bain de teinture un peu de craie pilée ou de chaux vive, en proportion convenable et surtout sans excès : Découverte importante, à laquelle on doit l'avantage inappréciable de pouvoir faire aujourd'hui de beaux rouges de garance dans tous les ateliers, tandis qu'autrefois le succès de ce genre de teinture était un privilège exclusif de quelques fabriques favorisées, sans en connaître la cause, par les eaux dont elles se servaient, et qui tenaient en dissolution plus ou moins de carbonate de chaux. » (*Annuaire physico-économique et statistique du département du Haut-Rhin pour l'année bissextile 1812*, Colmar, p. 150.)

fois on disait : « Ce sont des roses de Wesserling ¹, des violets « de telle ou telle maison. » L'aniline et la fuchsine, colorants artificiels qui donnent des couleurs incomparablement plus belles que les roses ou les violets garancés, ont contribué à uniformiser l'outillage industriel. Il n'y a plus qu'un seul procédé pour utiliser ces matières colorantes, et la qualité de l'eau est devenue sans importance à ce point de vue. Alors qu'aujourd'hui il y a entre les divers établissements une interdépendance qui leur crée une situation en grande partie commune, au xviii^e siècle le succès d'une campagne dépendait ainsi de contingences plus particulières. Enfin nous avons vu qu'à cette époque il y avait, à côté de très grandes usines ayant un marché extranational, de petites manufactures avec un marché local. Il y avait moins que par la suite une dimension courante et normale des établissements. Et cela contribuait encore à mettre chaque entreprise dans une situation spéciale. C'est ce qui explique que dans la même période certaines fabriques de toiles peintes prospéraient, alors que des maisons concurrentes ne savaient que faire de leur stock, tandis qu'aujourd'hui on peut dire qu'il y a une beaucoup plus grande uniformité dans le sort des différents établissements ; il y a vraiment une condition commune à toute l'industrie.

Cette indépendance dans la situation des manufactures au xviii^e siècle ressort bien des quelques renseignements que nous avons. Alors qu'à Mulhouse, à partir de 1755, la prospérité des établissements ² et l'accroissement continu de leur nombre semble dénoter que l'industrie mulhousienne ne suivait qu'avec peine une demande rapidement croissante, les établissements de l'Alsace étaient dans une situation toute différente ; leur nombre resta longtemps stationnaire, et les entrepreneurs comme les commanditaires subirent tous des revers plus ou moins graves. « Il s'est formé [en Alsace] des Compagnies qui, comptant sur la « protection du Gouvernement, ont élevé des manufactures pour « un objet de consommation immense, que la France tire de « l'étranger (ce sont les toiles peintes), mais la décadence de ces

1. « 1810 : Découverte du rose garance au rouleau, dit rose de Wesserling, couleur « d'une grande supériorité, que cette maison a conservée seule pendant 25 ans, par « Gros, Davilier, Roman et C^{ie} à Wesserling. » (*Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1848, p. 263.)

2. Voir ci-dessus, pp. 263-264, un texte qui parle de l'essor du commerce et de l'industrie cotonnière de la République.

« manufactures a suivi de près leur établissement¹. » « Des Seigneurs, des ecclésiastiques et des particuliers de la Province se sont empressés de placer des fonds dans ces fabriques ; mais ces premiers établissements sont presque tous tombés². »

Ce n'est qu'à partir de l'année 1787 que l'on voit des événements d'ordre général imprimer à toute l'industrie une évolution uniforme.

§ 2. — 1787-1837

Crise 1787-1788. — Le premier événement qui ait eu une répercussion sur l'ensemble de l'industrie alsacienne, et même sur l'ensemble de l'industrie française, c'est le traité de commerce de 1786 entre la France et l'Angleterre, traité qui à partir du mois de mai 1787 substituait au régime prohibitif un régime de droits modérés. Il y eut en France, à cette époque, une véritable crise générale à la suite de l'envahissement du territoire par les produits anglais. « A la question que leur posait le bureau du commerce : « Quelles sont les causes auxquelles il faut attribuer l'inaction des fabriques ? » les réponses des inspecteurs des manufactures furent unanimes et concordantes : « c'est au traité de commerce que l'on doit le chômage qui inquiète le gouvernement, ruine les fabricants et réduit à la misère les ouvriers³. »

Les Alsaciens, plus que tous autres, ressentirent vivement les conséquences de cette crise, parce qu'elle les frappa au moment où l'instabilité et l'incohérence du régime douanier entre l'Alsace et les provinces des cinq grosses fermes⁴ eurent suffi à elles seules à ruiner les producteurs à la suite des pertes causées par les achats de matières premières, les fausses spéculations, les changements de modes, les retards, les frais d'inspection, etc.

Dès la fin de l'année 1787, deux manufactures de toiles peintes, l'une à Cernay, l'autre à Ribeauvillé, étaient forcées de fermer.

1. Archives nationales (F¹² 650).

2. Archives de la Haute-Alsace (L 101).

3. Charles Schmidt, *La crise industrielle de 1788 en France*, dans *Revue historique*, t. XCVII (Paris, 1908), p. 91.

4. Ci-dessus, pp. 212 et s.

« Arnold, Cernay, a été forcé par les entraves qu'éprouvent les
 « manufactures de toiles peintes de cesser ses travaux depuis
 « environ six mois », dit une enquête de juillet 1788. Elle ajoute
 en parlant de Steffan et C^{ie}, Ribeauvillé : « Les entraves que
 « cette manufacture d'indiennes, ainsi que les entrepreneurs du
 « tissage des toiles ont éprouvés depuis quelque lems ont
 « dérangé les affaires des S^r Steffan et Comp. qui ont suspendu
 « leurs travaux pendant 8 mois et viennent seulement de les
 « reprendre ¹. »

Essor 1788. — L'accalmie fut très courte.

Crise 1789. — A peine les manufactures commençaient-elles à se remettre de ce coup, qu'une nouvelle cause générale, les perturbations de la vie économique causées par les événements de juillet 1789 et par les émeutes dont l'Alsace fut le théâtre, vint restreindre, sinon suspendre à nouveau l'activité de l'industrie. « Les troubles du royaume et de la province ont aussi contribué « au ralentissement du tissage². »

Essor 1790-1793. — La Révolution, qui avait eu pour effet de troubler les relations commerciales, eut presque en même temps sur notre industrie un effet contraire, qui arrêta la crise. Le besoin d'égalitarisme se traduisait par le boycottage des tissus de luxe et par une très grande demande des tissus de coton. Ce fut une période d'essor pour l'industrie cotonnière.

Crise 1793-1801. — En 1793, la Terreur déclencha une nouvelle crise. « La première terreur arrêta toute vente de marchandises, et « quantité d'ouvriers furent congédiés³. » Bientôt le blocus économique de Mulhouse provoqua dans la petite république un véritable étouffement de la production⁴. La loi du maximum causa des pertes considérables aux fabricants⁵, car lorsqu'en 1793 les directoires

1. Archives de la Haute-Alsace (C 1118).

2. *Ibidem*.

3. Mieg, *Relation historique des Progrès de l'Industrie commerciale de Mulhausen et ses environs* (Mulhouse, 1823), p. xi.

4. Ci-dessus, pp. 223 et s.

5. « Avant la révolution, le sieur Ehret produisait des étoffes pour la valeur de « plus de 100.000 francs; le maximum lui a causé des pertes considérables. » (Archives nationales, F¹² 1564.)

des districts d'Altkirch et de Colmar eurent à établir le tableau du maximum des marchandises de première nécessité, ils fixèrent le plus haut prix de ces objets au prix de 1790 majoré d'un tiers¹. Cet accroissement nominal correspondait en réalité à une dépression réelle des prix, puisque les prix nouveaux étaient payés en assignats.

Plusieurs maisons furent obligées d'interrompre leurs travaux. Au milieu de l'an IV, la manufacture de Pierre Dollfus et C^{ie}, Guebwiller, et celle de Kastner à Pfastatt cessèrent leur fabrication de toiles peintes². Un rapport de l'an VI dit que « la fabrication est considérablement ralentie parce que les débouchés pour les ventes n'existent plus en si grand nombre, à cause de la stagnation totale des affaires³. » Les fabricants de toiles peintes de Cernay écrivaient, le 4 pluviôse an VI : « La fiscalité étoit très ruineuse aux établissements des fabriques avant la Révolution; celle-ci les ayant détruite, a causé par conséquent quelques améliorations qui se seroient soutenues si la cherté énorme de toutes les matières premières, le haut prix des toilles étrangères, celui de la main-d'œuvre surtout ne rendoit dans ce moment la consommation des Indiennes fabriquées à un état de stagnation... Les Moyens de Ressources pour les fabriques sont très bornés dans les circonstances actuelles. La mévente des marchandises cause dans les magasins un engorgement de celles fabriqués. La pénurie des Espèces, le défaut de confiance de l'Étranger rendent les nouveaux achats en toilles très difficiles il est d'autant plus dangereux de s'en approvisionner qu'on seroit assuré d'y perdre un quart de la valeur, à l'Époque où la Paix avec l'Angleterre seroit conclue; cette Conviction intime et Générale retient tout consommateur de se livrer aux achats; chaque individu les bornant aux besoins les plus urgents et les plus abso-

1. V. « Tableau du Maximum des denrées et marchandises qui se consomment ordinairement dans le District d'Altkirch » et « Tableau du Maximum ou du plus haut prix des Denrées et Marchandises de première nécessité du District de Colmar, dressé en exécution des Décrets du 29 septembre dernier et du 11 du second mois » aux Archives de la Haute-Alsace (L 101). — Par exemple : Indiennes communes, l'aune, prix de 1790, 1 liv. 8 s., taux adopté avec le tiers en sus, 1 liv. 17 s. 4 d.

2. Archives de la Haute-Alsace (L 102).

3. Archives nationales (F¹⁰ III Haut-Rhin 6).

« lus¹. » A la même époque, Steffan et C^{ie}, fabricants d'indiennes à Ribeauvillé, disaient : « Nous occupions successivement jusqu'à 1789 autour de 4.000 âmes tant à la filature, « au Tissage qu'à l'impression des Indiennes... Aujourd'hui nous « n'en occupons pas 200. La Révolution nous a enlevé nos « ouvriers artistes soit par le partie des armes qu'ils ont pris ou « la Terreur panique que d'autres ont eu en état de réquisition « qui les a fait errer jusqu'ici². » Seul, le citoyen André Hartmann, fabricant de toiles peintes à Munster, n'avait pas été atteint par la mévente des marchandises; il écrivait le 5 brumaire an VI : « Avant la Révolution ma Manufacture consistoit en « 60 Tables d'Impressions et occupant 250 Ouvriers dont parmi « 60 enfants et 60 femmes de tout âge. Aujourd'hui j'ai 130 tables « en activité qui occupent 500 ouvriers dont parmi 120 Enfants « et 120 femmes et j'espère sous peu par l'Augmentation des nouveaux Bâtiments que je construis porter mon établissement à « 250 Tables³. » En l'an VIII, cette manufacture continuait à n'être pas trop éprouvée; d'un rapport de vendémiaire an VIII nous extrayons les renseignements suivants : « Fabriques de « Munster, Colmar, Cernay, Ribeauvillé et S^t Amarin. Il « existe des fabriques d'Indiennes dans toutes ces Communes. « Celle de Munster très considérable se soutient avec assez d'avantage, et autant d'activité que le comportent les circonstances. « Celle de Colmar a eu il y a 16 ans un début brillant, elle n'a « fait que languir depuis cette époque. Toutes les autres ont « subi le même sort; celle de Wesserling sise dans le canton de « S^t Amarin qui autrefois étoit une des plus florissantes est « tellement tombée qu'elle est à la veille d'être fermée.... Tous « les établissements ont beaucoup souffert par la stagnation du « commerce... La paix seule peut relever ces établissements... « La Paix! la Paix! voilà le cri qui retentit partout⁴. » La fabrique de Colmar dont il est question dans ce rapport (Haussmann, Logelbach) fut presque anéantie « par les effets désastreux « du papier-monnaie, des emprunts forcés et des réquisitions de

1. Archives de la Haute-Alsace (L 102).

2. Archives de la Haute-Alsace (L 1026).

3. Archives de la Haute-Alsace (L 1005).

4. Compte rendu au ministre de l'Intérieur par le Commissaire du Gouvernement près l'Administration Centrale du Haut-Rhin (Archives nationales, F¹C III Haut-Rhin 7).

« toute espèce ». Malgré les pertes énormes que leur causait la circulation forcée des assignats¹, les sieurs Haussmann avaient continué leur fabrication pendant tout le temps de la Révolution; mais le chiffre d'affaires avait été considérablement réduit. En 1792, ils occupaient encore 1.000 à 1.200 ouvriers; en 1797, ce nombre n'était plus que de 300 ou 400². Jean Haussmann, l'un des associés, fut appelé à Paris par la Commission du Commerce et par le Comité de Salut public. On le força d'être membre de la Commission, et après six mois de travaux, il fut envoyé en qualité de chef à l'agence commerciale de Bourg-Libre. Lorsque Jean Haussmann rejoignit son frère, il trouva l'établissement ruiné par toute sorte d'emprunts, de dons, de réquisitions et d'autres charges publiques. Ils parvinrent, moyennant l'hypothèque de leurs immeubles, à trouver en Suisse 250.000 livres. Mais la guerre s'étant renouvelée, « les manufactures s'écroulèrent; le commerce avec l'étranger fut défendu; les faillites s'accumulèrent en France; et la maison Haussmann essuya, dans les années 8 et 9, une perte de plus de 400.000 livres à Paris³ ».

Les résultats généraux de la Révolution sont résumés comme suit par le préfet du Bas-Rhin Laumond : « La guerre a diminué le nombre des bras; la révolution a détruit une partie des fortunes, a ouvert à l'ouvrier des idées d'indépendance individuelle... Toutes ces causes réunies ont dû concourir à la stagnation des fabriques, à la diminution des ateliers, et conséquemment à la perte momentanée du commerce⁴. »

Essor 1801-1805. — De 1801 à 1805, l'industrie cotonnière alsacienne connut une période d'essor. Le préfet du Haut-Rhin écrivait au ministre de l'Intérieur : « En l'an XII, les fabriques de toiles peintes étaient parvenues au plus haut degré d'activité et de prospérité⁵. »

1. Les frères Haussmann, qui avaient avancé des sommes immenses en numéraire, furent payés en papier-monnaie. « 3 millions de créances que M. Haussmann avaient en France leur furent acquittées en assignats. » (Archives nationales, F¹² 1564).

2. Archives de la Haute-Alsace (L 102).

3. Archives de la Haute-Alsace (M 119¹).

4. Laumond, *Statistique sur le département du Bas-Rhin* (Paris, an X), p. 90.

5. Archives de la Haute-Alsace (M 119¹).

Crise 1805-1808. — L'industrie entra peu après dans une crise. « 2.060 ouvriers ont été récemment congédiés dans les principales fabriques. Les entrepreneurs annoncent même que l'impossibilité de se procurer des toiles blanches en assez grande quantité et à aussi bon prix qu'autrefois les obligera de renvoyer encore beaucoup d'ouvriers ou de tourner leur industrie et leurs spéculations sur d'autres objets; car, une fois qu'ils auront perdu les nombreux élémens qui composent une fabrication aussi compliquée, ils n'espèrent point parvenir à les rassembler de nouveau¹. » « Au commencement de 1806, nous fumes forcés de diminuer nos ouvrages par la stagnation des affaires et de réduire nos tables d'impression au nombre de 20; en ce moment nous en avons 45 en activité, et nos moyens nous permettroient de les faire monter à 200². »

Quelles étaient les causes de cette crise? L'opinion à cet égard se partageait entre deux théories. Les uns attribuaient la crise à l'état de stagnation du commerce extérieur qui résultait de la guerre avec l'Angleterre. « Le dépérissement progressif des fabriques de toiles peintes de Mulhausen, qui date de l'an 12, est du principalement à la stagnation du commerce maritime, à l'affluence des marchandises anglaises dans les principaux marchés du continent, à la cherté des toiles blanches, à la difficulté de s'en procurer, à leur rareté dans le commerce, surtout depuis les dernières loix prohibitives. Ces entraves entraîneront nécessairement la ruine d'un grand nombre de fabriques de toiles peintes, avant que les ateliers de filature et de tissage qui s'établissent en France puissent suffire à la consommation des indiennes³. » Dans une deuxième théorie, on voulait que seul l'état du rapport de la production à la demande avait occasionné la crise. « Les toiles peintes ont eu bien moins de demandes que l'année précédente, et quoique cette branche se perfectionne de jour en jour, deux fortes raisons peuvent être attribué au calme qui a régné sur cette partie. Le principal Debouché des toiles peintes à Mulhouse

1. Lettre du préfet du Haut-Rhin, du 1^{er} mai 1806 (Archives de la Haute-Alsace, M 419¹).

2. Ecrivent Paul Blech et C^{ie}, le 24 mai 1807 (Archives de la Haute-Alsace, M 127¹).

3. Archives nationales (F¹² 4564).

« est le midy de la France — qui par défaut d'écoulement de ses
 « productions, en a moins demandé, et encore une plus forte
 « c'est celle d'en avoir trop fabriqué l'année précédente¹. » « Les
 « seules causes de la stagnation actuelle de notre Vente....
 « se réduisent aux 2 suivantes : 1° A l'empire irrésistible de la
 « mode qui remplace aujourd'hui nos chals et Mouchoirs peints
 « dans les mêmes articles tissés en Laine, ou Soye, ou Coton, ou
 « Mélangés de l'un et de l'autre, et diminue par la notre vente.
 « 2° Aux économies et privations de tous genres que les besoins
 « de la guerre imposent à chaque famille². »

Essor 1808-1810. — En 1808, la crise faisait place à une période d'essor. « Toutes les fabriques de toiles peintes ont été plus
 « occupées que les années précédentes. Tous les ouvriers ont eu
 « du travail pendant tout l'hiver et cette année se présente déjà
 « sous les auspices les plus heureuses pour l'industrie. Les sages
 « décrets de notre auguste Empereur par les lois prohibitives
 « des productions d'industrie étrangère pour l'Italie viennent de
 « donner un nouvel essor à l'industrie française et déjà notre
 « Département a des commandes conséquentes pour le royaume
 « d'Italie, de sorte que les fabriques d'indiennes sont dans une
 « activité inconnue jusqu'aujourd'hui dans notre Département³. »
 Le président et les membres de la Chambre consultative des
 Manufactures, fabriques, Arts et Métiers de Mulhouse envoyaient,
 le 12 mai 1808, la lettre suivante au préfet du Haut-Rhin : « Pas-
 « sant aux observations que vous demandés sur la situation ac-
 « tuelle du Commerce et de l'Industrie ; la chambre se félicite de
 « pouvoir vous en faire un tableau plus satisfaisant, que n'était
 « celui de 1806 et 1807. Nous ne connaissons aucune branche
 « qui n'ait fait des Progrès marquants et aucune qui ne fleurisse.
 « Tous les ateliers, naguère à demi déserts, refluent à présent
 « d'ouvriers, notre Ville regorge d'habitans, toutes les avenues
 « présentent des maisons nouvellement bâties, les propriétaires
 « obtiennent de leurs logements des Loyers très élevés, des

1. Lettre du 17 mars 1807 du président du Tribunal de commerce de l'arrondissement d'Altkirch au préfet (Archives de la Haute-Alsace, M 128¹).

2. Lettre du 20 avril 1807 de Schwartz Risler et C^{ie} au préfet (Archives de la Haute-Alsace, M 127¹).

3. Lettre du 29 février 1808 du président du Tribunal de commerce de Mulhouse au préfet (Archives de la Haute-Alsace, M 128¹).

« Etablissements et des ateliers nouveaux sont établis dans les
 « Communes qui nous environnent, des ouvriers étrangers
 « viennent peupler nos villages, et y chercher une subsistance
 « qu'ils ne trouvoient plus dans leur patrie... Les *Manufactures*
 « *de Toiles peintes* sont en pleine activité. Depuis une année
 « le nombre des ateliers s'est considérablement augmenté et
 « toutes leurs productions, non seulement les nouvelles, mais
 « même celles qui étoient resté invendues trouvent à présent un
 « débouché facile... Les nombreuses *Manufactures de Toiles de*
 « *Cotton* qui depuis une année se sont établies dans notre Ville
 « et communes voisines fournissent un nombre considérable de
 « Tissus... Ces ateliers peuplés en partie par des Ouvriers
 « suisses émigrés depuis que les loix prohibitives des Douanes
 « françoises ont paralysé cette fabrication dans leur patrie ap-
 « portent leur Industrie dans ce Département et la commu-
 « niquent à ses habitants... Dans la branche de la *filature de*
 « *Cotton* notre arrondissement ne présente qu'un seul établisse-
 « ment mais il y en a plusieurs dans le Voisinage et nous savons
 « que d'autres de ce genre seront formés sous peu ¹. » Avant le
 mois de septembre 1810 « l'industrie s'étendait rapidement dans
 « cette commune [Mulhouse] et en vivifiait tous les points;
 « les ouvriers affluaient dans les ateliers qui chaque jour pre-
 « naient de l'accroissement ; le Commerce avait fait un pas de
 « prospérité prodigieux ². »

Crise 1810-1814. — Mais, dès la fin de 1810, près d'un tiers des ouvriers de Mulhouse étaient réduits au chômage, et les fabricants de Sainte-Marie-aux-Mines avaient congédié plus du quart de leurs ouvriers. La cause de cette crise n'était pas que les « mesures sages et vigoureuses » de Napoléon eussent cessé de protéger l'industrie nationale, puisque le décret du 18 octobre 1810³ ordonnait la destruction des marchandises anglaises. On estimait à 300.000 francs la valeur des produits de coton brûlés dans le Haut-Rhin (plus de 5.000 mouchoirs de coton

1. Archives de la Haute-Alsace (M 128¹).

2. Archives nationales (F¹² 4583).

3. « Décret impérial portant création de Tribunaux chargés de la Répression de
 « la Fraude et Contrebande en matière de Douanes, et contenant diverses disposi-
 « tions relatives aux Seisies et à l'Emploi des Marchandises de contrebande. » *Bull.*
des lois de l'Empire français, n° 321.

peints et plus de 20.000 mètres de toiles de cotons écrués et blanches¹). Le commerce, loin de se régénérer, entraînait dans une crise de surproduction, dont l'adjoint au maire de Mulhouse parlait dans les termes suivants le 2 juin 1811 : « Au mois de « novembre 1810 a commencé l'Époque d'une Crise qui n'a pas « eu sa pareille dans le Commerce, les banquiers de Paris chez « lesquels chaque maison d'ici avait un crédit ouvert d'une « somme plus ou moins forte étaient les premiers à le dénoncer. « Les Capitalistes de Basle ont retiré leurs capitaux et la plupart « de nos fabricans se voyaient du moment d'être obligés de suspendre². » La Chambre de commerce de Sainte-Marie, le 5 juin 1811, décrivait la crise comme suit : « Les Décrets des 18 août « et 12 septembre qui ont tarifé les espèces ont donné la première impulsion rétrograde aux affaires ; l'argent s'est resserré ; « il est devenu de plus en plus rare. Des bruits de paix ; des « variations dans les prix ; de l'incertitude sur l'admission « des Américains dans nos ports ; des inquiétudes résultantes « de toutes les circonstances survenues ont beaucoup restreint « les opérations. Des faillites énormes et nombreuses ont « anéanti le crédit et la confiance, ont augmenté la rareté de « l'argent, ont rendu les affaires plus pénibles. Cette pénurie « d'argent paraît être devenue générale. Le consommateur s'en « plaint ; il ne peut ni acheter ni payer. Le débitant allègue les « mêmes raisons. Le fabricant arrêté par le défaut de ventes et « de rentrées, voulant néanmoins soutenir ses établissemens, « s'expose à des chances très défavorables. Les cotons et les denrées qui sont matières premières de la fabrication baissent « progressivement ; cette baisse fait beaucoup de tort aux fabriques — il peut à tout instant survenir une forte hausse qui « leur sera tout aussi nuisible³. » Comment expliquait-on cette crise ? « Les fabricans en coton attribuent cet état de ruine au « sequestre qui a frappé les provisions de coton qu'ils avaient « faites à l'étranger, aux avaries qu'elles ont éprouvées, aux « sacrifices qu'ils ont été obligés de faire pour les retirer de ces

1. Voyez aux Archives de la Haute-Alsace (M 116A¹) l'adresse envoyée à l'Empereur par les fabricants pour chanter « l'incendie vraiment national », qui a brillé de toutes parts sur les frontières de France.

2. Archives nationales (F¹² 1583).

3. *Ibidem*.

« dépôts, à l'instabilité du tarif des droits sur les matières pre-
 « mières, à l'obligation de n'introduire du coton en France qu'à
 « charge d'exporter la même valeur en soieries¹. On ne compte
 « encore que trois banqueroutes dans le Haut-Rhin, mais il est
 « certain que les fabricans de ce département ont éprouvé des
 « pertes considérables par la ruine des maisons avec lesquelles
 « ils se trouvaient en relation². » Au nom des industriels,
 Vetter, adjoint du maire de Mulhouse, implora le secours pé-
 cuniaire du gouvernement : « Le Gouvernement cherche à sou-
 « tenir le Commerce interne, l'Empereur est le père du fabri-
 « cant comme du cultivateur et du soldat... Il a soutenu une des
 « premières fabriques de notre département³. » Vetter estimait
 que, moyennant une avance de 8 à 10 millions à intérêt mo-
 déré, le gouvernement pouvait « faire refluer le commerce de
 « la ville de Mulhouse ». Il accompagnait sa demande des com-
 mentaires suivans : « Par la stagnation dans les affaires les
 « fabricants sont tous plus ou moins gênés. Ils ont leurs magasins
 « remplis de Marchandises finies et prêtes à finir. Tous leurs
 « fonds sont arrêtés, beaucoup de leurs débiteurs payent mal ou
 « pas du tout et ayant journellement à dépenser des écus pour
 « leurs ouvriers, ils ont emprunté des Capitaux majeurs à
 « Basle, mais à des Intérêts onéreux, ce qui les mine peu à peu.
 « Si par contre le gouvernement voulait avancer à chaque fabri-
 « cant une somme proportionnée à l'extension de sa fabrique, il
 « mettrait celui-ci dans le cas de pouvoir rembourser les Capitaux
 « qu'il tient à un intérêt trop fort et lui donnerait la facilité de
 « pouvoir continuer à travailler, ce secours pourrait être tablé

1. Voyez aux Archives de la Haute-Alsace (M 126-M) une pétition de Dollfus-Mieg, fabricant de toiles peintes à Mulhouse, par laquelle il demande qu'il lui soit permis d'introduire en France 157 balles de coton qu'il possède à Bâle, sans l'astreindre à exporter pour la valeur de cette marchandise des soieries provenant des manufactures de Lyon, de Nîmes ou d'Avignon. — Le préfet du Haut-Rhin écrivait au ministre de l'Intérieur, le 2 mai 1811 : « J'ai l'honneur d'adresser à Votre Excellence la réclamation que forment les sieurs Kœchlin, Schlumberger et Dollfus-Mieg, tous trois de Mulhausen, relativement à l'introduction en France des cotons en laine à eux appartenant et qui se trouvent sous séquestre à « l'étranger. La condition qui leur est imposée d'exporter pour la valeur des dits « cotons des soieries provenant des fabriques de Lyon, de Nîmes ou d'Avignon, « leur paroît extrêmement onéreuse ; plutôt que d'entreprendre un commerce qui « est étranger à leur état, et qui leur fait présager une perte certainé de 30 pour cent, « ils préféreroient d'abandonner les cotons qu'ils ont en Suisse et en Allemagne. »

2. Archives nationales (F¹C III Haut-Rhin 7).

3. Allusion au prêt de 1 million que Napoléon venait de consentir à la manufacture de Wesserling.

« sur le nombre de tables marchans ou de métiers battans et
 « d'après le tableau annexé ci-joint Votre Excellence verra aisé-
 « ment la somme totale qu'il faudrait et qui se monte de 8 à 10
 « millions¹ ». Le 12 juin 1811, le préfet du Haut-Rhin préconi-
 « sait les moyens suivans pour porter remède à la crise : 1° facili-
 « ter l'arrivage des cotons en laine; 2° modérer les droits d'entrée
 « sur ces mêmes cotons et sur les matières colorantes exotiques;
 « 3° continuer à encourager la culture des matières colorantes et
 « des cotons dans toutes les parties de l'Empire français où elle
 « peut réussir; 4° compléter le bienfait de la prohibition et de la
 « destruction des marchandises anglaises en accordant aux mar-
 « chandises françaises une prime d'exportation proportionnée aux
 « droits d'entrée dont les matières premières sont chargées². Ce
 « fut ce dernier moyen, augmenter le drawback, que le Gouverne-
 « ment adopta pour tâcher de conjurer la crise. Le ministre de
 « l'Intérieur écrivait au préfet du Haut-Rhin, le 3 septembre 1811 :
 « La plupart des moyens propres à faire reprendre aux Manufac-
 « tures une partie de leur prospérité ont déjà fixé l'attention du
 « Gouvernement, et la demande d'une prime d'exportation pour
 « nos cotons filés et nos tissus de coton pur, a donné lieu, entre
 « autres, à un Décret Impérial, rendu à Saint-Cloud le 3 août der-
 « nier, d'après lequel, à compter du 1^{er} septembre, les Toiles,
 « les Bonneteries et autres ouvrages en coton sans aucun mé-
 « lange d'autre matière, et les cotons filés, jouiront à l'exporta-
 « tion d'une prime de 220 francs par quintal métrique³. »

En 1812, la situation était toujours la même. Et le 15 dé-
 cembre 1813, la Chambre consultative des arts, des métiers et du
 commerce de Mulhouse dépeignait la crise comme suit : « L'État
 « actuel de tous les genres de manufactures de notre arrondisse-
 « ment est celui d'un Engourdissement total, tous les Ateliers
 « se ferment successivement : Le fabricant chargé de matières
 « premières et de marchandises fabriquées lutte depuis quelques
 « mois contre une mévente générale, il est courbé sous le poids
 « d'un discrédit effrayant, atteint de faillites nombreuses, sans
 « rentrée de ses Débiteurs, ayant des marchandises à Naples,
 « en Italie et en Allemagne, forcé de sauver par une prompte

1. Archives nationales (F¹² 1583).

2. *Ibidem*.

3. Archives de la Haute-Alsace (M 1241).

« Expédition toutes celles qui lui restent en magasin du danger
 « du Pillage qui les menacent par la proximité des armées en-
 « nemies, tremblant pour les Batimens de ses beaux Établisse-
 « mens et les précieuses machines et métiers qu'ils renferment.
 « Tout son Espoir est dans une paix prochaine. Le nombre des
 « Ouvriers sans ouvrage s'accroît de jour en jour; l'on peut
 « déjà l'estimer à près de 10.000 pour les manufactures de toiles
 « peintes, de filature de coton et de Tissage à Mulhausen, Dor-
 « nach et Lutterbach. Celui des autres Communes manufactu-
 « rières du même Genre comme Thann, Massevaux, Cernay,
 « Guebwiller, la Vallée de Saint-Amarin, Wesserling, Colmar et
 « Munster est plus considérable encore. Viennent ensuite les
 « Tissages éparpillés dans differens villages, et cette grande
 « quantité de femmes et d'Enfans qui ont l'habitude de filer la
 « Laine dans leurs foyers pendant les mois d'hyver pour la fabri-
 « cation des Draps, sans compter la fermeture de tous les ate-
 « liers d'Artisans que l'allure de ces fabriques vivifioient ¹. » A la
 même époque, la filature de coton de Sainte-Marie-aux-Mines
 était fermée, les produits ne trouvant pas de débouchés; les en-
 trepreneurs faisaient des pertes considérables sur leurs provisions
 de cotons en laine et leur stock de filés à la suite d'une baisse
 énorme. La manufacture de toiles peintes de cette ville avait peu à
 peu renvoyé tous ses ouvriers. Les fabriques d'articles de Sainte-
 Marie étaient sur le point d'en faire autant : « *Fabriques de sia-*
 « *moises ou Toiles de coton teintes*. C'est la branche principale à
 « Sainte-Marie; celle qui occupait le plus d'ouvriers et de capi-
 « taux : elle est maintenant à peu près anéantie. Depuis plus
 « d'un an, elle déclinait progressivement. Les trois derniers
 « mois qui viennent de s'écouler ont arrêté totalement les
 « ventes ². »

Le 21 décembre 1813, le préfet du Haut-Rhin affirmait qu'il
 n'existait plus dans son département une seule manufacture où

1. Archives nationales (F¹² 4626). — Archives de la Haute-Alsace (M 124¹).

2. « Toutes les anciennes Commissions ont été généralement contremandées.
 « Les envois faits ont été renvoyés. Les payemens des marchandises précédemment
 « expédiées ont été refusées; les Débiteurs ont déclaré ne pouvoir payer faute de
 « vente; ils ont offert de rendre les marchandises; les Traités sur eux, mises en
 « circulation, sont revenues protestées. Le fabricant se voit sans vente, sans ren-
 « trées, chargé de marchandises fabriquées qui n'ont plus d'écoulement. » (Archives
 de la Haute-Alsace, M 124¹.)

l'on emploie des ouvriers. « Il y a trois mois qu'on en occupoit « environ vingt mille. Ils sont réduits à la mendicité ; et je ne « puis dire comment ils passeront l'hiver¹. » Quelques jours plus tard, les troupes alliées envahissaient l'Alsace. Les bâtiments de la manufacture Dollfus-Mieg furent transformés en hôpitaux.

Essor de 1814 à mars 1815. — Les droits exorbitants qui frappaient le coton en laine ayant été remplacés, le 23 avril 1814, par un simple droit de balance, les industriels subirent de grosses pertes par suite de ce changement du tarif des douanes, mais la demande et la production subirent de ce chef une forte impulsion. On écrivait, le 3 octobre 1814 : « Les Manufactures de « toiles peintes semblent sorties depuis peu de l'état de langueur « dans lequel les événements politiques de cette année les avaient « plongées. Plusieurs causes contribuent à cette inattendue « Restauration², parmi lesquelles l'on peut assigner entr'autres « la volonté du Roi de protéger l'industrie des habitants de son « Royaume, en prohibant les marchandises manufacturées étrangères, et la suppression des droits énormes que les douanes « percevaient jadis sur les matières premières. L'abolition des « droits d'entrée met les marchandises françaises en égalité de « prix avec celles de nos voisins³. » A la même époque, l'industrie des siamoises et mouchoirs de Sainte-Marie, qui par suite des événements politiques, avait été paralysée pendant près d'un an, ne pouvait pas suffire aux demandes ; et les filatures avaient pris une activité inconnue⁴.

Crise mars 1815-novembre 1815. — Sous le gouvernement des Cent-Jours, l'industrie connut de nouveau une période de ralentissement : « Les manufactures de Colmar, de Mulhouse, de Munster et de Wesserling avaient éprouvé des pertes considérables « par les droits monstrueux qui avaient été imposés sur les « cotons et dont l'intérêt même de l'industrie Française avoit « commandé l'abolition au commencement de 1814. Elles avoient « partagé avec toutes les autres classes les maux de la première

1. Archives nationales (F¹² 4626).

2. Sans jeu de mots.

3. Archives de la Haute-Alsace (M 127¹).

4. Archives de la Haute-Alsace (M 124¹).

« invasion : elles commençoient cependant à réparer leurs pertes
 « lorsque les désastreux événements de Mars 1815 les replon-
 « gèrent dans de nouvelles alarmes et de nouveaux dangers ¹. »

Essor novembre 1815-1822. — Mais cette période de trouble ne devait pas frapper longtemps les manufactures. « Au commen-
 « cement de l'automne dernier elles ont pu reprendre le cours
 « de leurs travaux ² et dans ce moment [18 avril 1816] elles ont
 « un degré d'activité, si ce n'est complet, du moins assez satis-
 « faisant ³. » Au lendemain de la restauration de la maison des
 Bourbons sur le trône de ses pères, l'industrie connut une ère
 de prospérité. L'esprit d'entreprise faisait bénéficier l'outillage
 industriel d'un développement considérable, que Bernoulli décri-
 vait ainsi : « L'industrie alsacienne progressa avec une incroyable
 « rapidité. La population ne cessait d'augmenter. Chaque année
 « on construisait des centaines de nouveaux bâtiments ; chaque
 « année on élevait de nouvelles fabriques, on procédait à des
 « agrandissements extraordinaires. Bientôt on ne put avoir de
 « chutes d'eau à aucun prix ; d'où l'emploi de plus en plus fré-
 « quent des machines à vapeur ; dans le pays même fut cons-
 « truit une fabrique de machines à vapeur. En 1813 on devait
 « compter à peine 60.000 broches ; en 1826 on devait en comp-
 « ter 4 à 500.000 ! Quelques maisons mettaient en œuvre 20.000,
 « voire même 30.000 broches. Le prix élevé des logements et
 « des loyers à Mulhouse amena à faire le plan d'un nouveau
 « quartier, et deux ans plus tard on avait déjà presque complè-
 « tement achevé plusieurs rues entières ⁴. » A Sainte-Marie-aux-
 Mines, l'industrie connaissait une période de prospérité analogue.
 « De 1816 à 1820 le bénéfice des manufacturiers était tel, qu'ils
 « ne se donnaient pas la peine de compter. Ils achetaient, fabri-
 « quaient, et vendaient suivant leur routine ; et leurs capitaux
 « doubleraient dans la même année ⁵. »

1. Archives de la Haute-Alsace (M 126^{A1}).

2. Au 10 novembre 1815, la plupart des principaux ateliers avaient repris toute leur activité (Archives de la Haute-Alsace, M 124¹).

3. Lettre de Roman, Wesserling, au chevalier de Briche, secrétaire de préfecture à Colmar (Archives de la Haute-Alsace, M 126^{A1}).

4. Bernoulli, *Untersuchungen über die angeblichen Nachtheile des zunehmenden Fabrik- und Maschinenwesens, nebst Betrachtungen über die Zerrütung der oberrheinischen Industrie Anfangs 1828* (Bâle 1828).

5. Lesslin, *Matériaux pour servir à l'histoire de la Ville et du canton de Sainte-*

Crise 1822-1823. — C'est en 1822 qu'à la période d'essor succéda une période de dépression. La baisse des prix fut si rapide « qu'on vit diminuer un calicot 75 3/4 dans l'espace de quinze « mois de 25 0/0, c'est-à-dire que de 34 sols qu'il se payait « d'abord, on le vit descendre jusqu'à 23 sols. Une baisse aussi « subite qu'inattendue fit perdre à bien des fabricans le fruit de « leur travail de plusieurs années¹. »

Essor 1823-1825. — « Mais cette défaite ne les découragea pour- « tant pas². » L'esprit d'entreprise, stimulé par la hausse des prix de façon, avait comme conséquence l'agrandissement ou la construction de beaucoup de fabriques. « Les cotons en laine, « les filés et les tissus subirent une hausse extraordinaire, évé- « nement qui fut probablement provoqué par la spéculation. Le « taux élevé auquel se vendirent surtout les filés (on obtint jus- « qu'à fr. 4,50 cent. par demi-kil^o. de chaine, n° 32) laissait de « beaux bénéfices aux filatures. Cette prospérité peu durable fit « assez d'effet cependant pour tenter un grand nombre de per- « sonnes et pour les déterminer à établir de nouvelles filatures « et à aggrandir celles déjà existantes³. » Mais à cette période d'essor de courte durée succéda une longue crise.

Crise 1825-1829. — « L'année 1825, époque de la grande spé- « culation sur les cotons en laine, amena pour les tissages une « nouvelle crise qui, à la vérité, eut des suites différentes et « moins générales que celle de 1823; elle a été très lucrative « pour ceux qui ont eu le bon esprit de réaliser leurs produits « à mesure de la fabrication, et désastreuse pour ceux qui se « sont laissé gagner par l'appât de la hausse, en gardant leur « marchandise dans l'espoir de la vendre au plus haut du cours. « La hausse gigantesque que les calculs de la spéculation étaient « parvenus à imprimer aux cotons en laine, aux filés et aux « tissus de coton, ne pouvait être d'une longue durée. Cet

Marie-aux-Mines (1852-1855 ?) Manuscrit de la Bibliothèque Degermann, propriété de la commune de Sainte-Marie-aux-Mines, t. I, p. 101.

1. Penot, *Statistique générale du département du Haut-Rhin* (Mulhouse, 1831), p. 327.

2. *Ibidem*.

3. Penot, *op. cit.*, p. 321.

« échaffaudage sans fondement s'écroula avec fracas après une existence de six mois au plus ¹. » A la période d'essor succédait rapidement une période de dépression. « On avait payé jusqu'à 31 sols des calicots 75 3/4 écus qu'on obtenait avant la hausse à 24 sols, et qu'on pouvait se procurer immédiatement après la débâcle, à 22 et 23 sols. Dès cette époque et jusqu'en 1827 la baisse n'a pour ainsi dire pas discontinué sur les filés et les tissus ². » En 1828 on payait 2 francs la livre la chaîne n° 32 qu'en 1825 on avait vendu jusqu'à 4 fr. 50.

Dès 1825, une grande partie des métiers à bras avait chômé. Au 21 mai 1826, la situation de l'industrie mulhousienne du tissage, de la filature et de l'impression était la suivante : « Jusqu'à présent les tissages seuls sont en souffrance, mais il y en a fort peu à Mulhausen, de sorte que cela y produit peu d'effet. Ils sont disséminés dans tout le haut Rhin, une partie des Vosges et de la Haute-Saône. Cette grande dispersion des métiers et des ouvriers empêchera que la stagnation n'influe sur la tranquillité publique. La suspension des tissages commence à réagir sur les filatures et déjà les filets sont à la baisse, parce qu'ils ne sont plus aussi recherchés. Mais les fileurs seront obligés de se récupérer sur les quantités ; donc, loin de suspendre leurs travaux, ils devront les pousser avec plus d'activité. Lorsque le niveau entre le prix des toiles et celui des filets sera rétabli, les tissages reprendront de plus belle pour regagner l'argent et le temps perdus. La vente des toiles imprimées qui s'est ouverte d'une manière satisfaisante au commencement du printemps, s'est tout d'un coup arrêtée à cause de la fraîcheur de la température et peut-être aussi parce que les détaillans n'ont plus trouvé de crédit, par suite des embarras des finances ³. » Deux mois plus tard les fabricants de Mulhouse commençaient à renvoyer leurs ouvriers. « La foire de Beaucaire a été très mauvaise, le débit sur tous les marchés diminue de jour en jour, sans doute parce que la fabrication montée sur un pied trop colossal dépasse les besoins des consommateurs ⁴ forcés à se restreindre par suite

1. Penot, *op. cit.*, p. 327.

2. *Ibidem*.

3. Archives de la Haute-Alsace (M 1241).

4. « Les consommateurs ne se multiplient pas aussi vite que l'on fait marcher

« des banqueroutes qui ont éclaté dans tous les royaumes de l'Europe. »

La période de dépression n'avait duré qu'un an, et elle étonnait les contemporains par sa longueur inconnue : « On cherche à s'expliquer une crise dont la durée surtout déconcerte les plus habiles observateurs¹. » On voit qu'à cette époque les industriels eux-mêmes considéraient comme normale la grande rapidité des oscillations de l'activité industrielle, qui caractérise toute cette période. La crise de 1825-1829 devait faire quelque peu exception à la règle : ce ne fut pas une courte convulsion, ce fut une assez longue maladie. Dès la fin de 1827, trois des plus grandes fabriques de Mulhouse déposèrent leur bilan. Au commencement de 1828, une dizaine de maisons avaient suspendu leurs paiements. La crise ne frappait pas seulement une ou deux maisons dont les spéculations avaient été malheureuses : presque toute l'industrie alsacienne était dans le marasme. Dans l'espace de six semaines ou de deux mois, la crise avait pris une acuité extraordinaire, et en dix-huit mois la population de la ville de Mulhouse se trouvait réduite d'un cinquième. On vit des fabricants vendre à tout prix leur stock pour se procurer quelque argent ; d'autres résolurent, d'accord avec leurs créanciers, de liquider leur établissement. Et cette crise était d'autant plus curieuse qu'au début elle atteignait très spécialement l'industrie cotonnière alsacienne, à l'exclusion des autres centres de l'industrie cotonnière. La Banque de France refusait d'escompter les billets ne portant que des signatures d'Alsace².

L'industrie fut secourue par les capitaux de Paris et de Bâle. Le 28 janvier 1828, on signalait le passage à Belfort du député Lafitte, se rendant à Mulhouse, « où il veut par lui-même prendre connaissance du caractère des faillites énormes qui ont frappé les plus riches maisons de cette ville et voir si l'on peut y porter remède. La banqueroute est de 15 à 16 millions³ ». Les

« les rouleaux », écrit, le 15 février 1828, le maire de Mulhouse (Archives de la Haute-Alsace, M 124¹).

1. Archives de la Haute-Alsace (M 124¹).

2. « Il faut », écrivait à ce propos le maire de Mulhouse au préfet du Haut-Rhin, trouver le moyen de « prévenir un désastre qui ferait de Mulhausen une autre Lisbonne. Car on ne peut pas calculer tous les effets possibles ; mais il est probable que si on ne prend pas de mesures, il sera plutôt fait de compter les maisons qui auront résisté au tremblement de terre que celles qui auront été renversées. » (Archives de la Haute-Alsace, M 124¹).

3. Archives de la Haute-Alsace (M 124¹).

principaux banquiers français ouvrirent aux fabricants alsaciens un crédit de 5 millions pour leur permettre de faire face à leurs engagements et de continuer leurs travaux. Ce furent Nicolas Kœchlin et Jean Dollfus qui contractèrent cet emprunt, pour lequel ils étaient solidaires et fournissaient des hypothèques et des consignations. De ces 5 millions, 4 étaient pour les deux maisons contractantes, et 1 million était destiné aux maisons qui offriraient des garanties suffisantes. « La distribution de ce « million est un terrible fardeau. Ce n'est pas qu'il manque de « preneurs; mais les garanties¹! » Quant aux capitaux de Bâle, ils furent empruntés par les maisons Schlumberger-Grosjean, Ziegler Greuter, Huguenin l'ainé, Haussmann, etc.

Mais ces capitaux, qui permettaient à l'industrie de continuer ses travaux, ne suffisaient pas à la sauver. Les ventes forcées avaient fait baisser les prix à tel point que les produits devaient être vendus avec 40 0/0 de perte. Aussi dans les filatures, avait-on réduit les heures de travail, et l'on ne donnait plus de chaînes aux tisserands à bras. « J'admets que sur 15 à « 16.000 ouvriers qu'employaient les fabricans de Mulhausen « il y aura successivement une réduction de moitié². » Thierry Mieg, G. Dollfus Huguenin et C^e, Mantz et Heilmann, Schlumberger Grosjean et C^e auraient pu imprimer le double de ce qu'ils avaient produit³.

La Société industrielle de Mulhouse attribuait la cause de la crise « à une production qui excède la consommation intérieure » et à la perte de beaucoup de débouchés extranationaux.

Essor 1829-1830. — Vers la fin de l'année 1829, cette crise de surproduction était conjurée; « l'équilibre s'était insensiblement « rétabli entre les productions et les débouchés⁴ ». Mais cet état d'équilibre fut rapidement ébranlé.

Crise 1830-1831. — Quelques mois plus tard, l'industrie était

1. Ce crédit de 5 millions était fourni 1/10 par le Syndicat des Receveurs généraux, et le surplus par Lafitte, Rotschild, Fuld, Davilliers, Gros Davilliers, etc. (Archives de la Haute-Alsace, M 124¹).

2. Archives de la Haute-Alsace (M 124¹).

3. *Rapport de la commission libre nommée par les manufacturiers et négocians de Paris, sur l'enquête relative à l'état actuel de l'industrie du coton en France* (Paris, 1829), pp. 118, 123, 125, 133.

4. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1834, p. 434.

« dans la détresse », et le commerce « en stagnation¹ ». On attribuait cette crise à des causes multiples : « commotions politiques, craintes « de guerre, trop grande concurrence, rareté des capitaux, défaut « des débouchés, système vicieux de douanes² ». On était d'accord pour ne pas imputer exclusivement à la révolution de juillet les causes du « trop plein » qui existait déjà auparavant³. Le 10 avril 1831, la Chambre de commerce de Mulhouse écrivait : « Ce trop plein s'est nécessairement accru par notre révolution, « qui ne pouvoit que réduire la consommation intérieure ; mais « surtout par les mouvements populaires en Belgique, en Italie, « et l'état précaire en Espagne, puisque tous ces pays consom- « moient en masses des produits des manufactures cotonnières « du Haut-Rhin. Par la diminution progressive de la production « depuis le mois d'août, l'équilibre auroit dû être rétabli, en ce « que la fabrication, dans son état actuel, est au-dessous de la « consommation moyenne de la France ; mais il est une vérité « évidente, que sans confiance il n'y a point de transactions, et « cette confiance n'existe malheureusement pas encore, et ne « sauroit surgir en France, tant que l'ordre public sera troublé par « un parti exagéré, et qu'il y aura incertitude sur la question de la « paix ou de la guerre. » La Chambre de commerce pensait que les remèdes préventifs et curatifs consisteraient : « 1° dans l'éta- « blissement de l'ordre intérieur, qu'un gouvernement fort et « ferme obtiendra aisément ; 2° dans la conservation d'une paix « honorable avec les Etats européens, afin de rétablir les tran- « sactions de peuple à peuple ». Elle ajoutait que « si une industrie « naissante a besoin de la protection d'un système prohibitif, « souvent impolitique, toujours une nécessité immorale, il n'en « est plus de même aujourd'hui que l'industrie cotonnière est « majeure en France. La Chambre pense donc que le moment est « venu, où notre système douanier doit subir d'importantes « modifications, en remplaçant, à l'égard des principales puis- « sances continentales, par des droits protecteurs de l'industrie « nationale (et toujours avec une juste réciprocité entre les états « contractans) cette prohibition exclusive, qui trop longtemps a « été une triste nécessité, et qui, tendant à isoler les peuples les

1. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1831, p. 509.

2. *Ibidem*.

3. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1831, p. 513.

« uns des autres, peut dégénérer en une source de calamités¹. » La Chambre de commerce ne réclamait pas les moyens de se procurer du numéraire à bon compte, car le Gouvernement venait, par la loi du 17 octobre 1830² de consentir un crédit de 30 millions à l'industrie. C'est ainsi que plusieurs fabricants obtinrent des fonds à titre de prêt, par exemple Hartmann-Weiss, filateur et tisseur à Soultzmatt (50.000 francs à 4 0/0³).

A la fin de l'année 1831, la crise était conjurée. La maison H. Jourdain et C^{ie} écrivait, le 2 février 1832 : « Nos tissages pendant dix mois n'ont point donné de l'Ouvrage à un seul ouvrier ; « depuis le mois de Décembre 1831 ils sont de nouveau en exploitation et donnent de l'ouvrage à 280 ouvriers⁴. »

Essor fin 1831-commencement 1832. — A la fin de 1831, l'industrie s'achemina vers un état d'équilibre qui fut vite atteint. « Les filatures de cotons, le tissage de calicots, l'impression des « toiles peintes jouissent d'une assez grande activité depuis deux « ou trois mois⁵. » Les fabricants se préparaient avec activité à la vente du printemps. L'absence de consommation depuis 1830 avait fait naître de grands besoins. Les ventes du mois de mars étaient très satisfaisantes, lorsque le choléra fit son apparition en Europe.

Crise de 1832. — Le choléra paralysa subitement l'activité économique de Paris. La capitale fut abandonnée par les acheteurs et les étrangers, les magasins furent soudain déserts. « Il « y a sans contredit très peu de Départements où l'invasion de ce « fléau à Paris ait eu des effets plus immédiats et plus fâcheux « que dans le Haut-Rhin, il a été pour son industrie un véritable désastre, en raison surtout de l'époque où elle a été frappée. Quelques semaines plus tard le mal eut été infiniment « moindre, les fabriques d'indiennes, dans leur état de prospé-

1. Archives de la Haute-Alsace (M 116^{A1}).

2. Article unique. « Il est ouvert au ministre des finances un crédit extraordinaire de trente millions, qui pourront être employés en prêts ou avances au commerce et à l'industrie, en prenant les sûretés convenables pour la garantie des intérêts du trésor. » *Bull. des lois du Royaume de France*, IX^e série, t. I, p. 87.

3. Ordonnance du Roi du 26 février 1831.

4. Archives de la Haute-Alsace (M 128¹).

5. Lettre de Roman, Wesserling, du 31 janvier 1832 (Archives de la Haute-Alsace, M 128¹).

« rité, vivifient tissages et filatures, le sort de ceux-ci est intimement lié aux autres. La vente du printemps est la plus importante et la plus lucrative pour les indiennes, les assortiments les plus nombreux et les plus beaux se préparent plusieurs mois à l'avance pour cette époque, elle décide du sort de la campagne, il suffit de quelques semaines pour que les résultats de l'année soient obtenus. Le choléra a perdu la vente d'avril ¹. » Les débouchés extranationaux ne pouvaient compenser la perte du débouché national. A Rio-Janeiro, à Mexico, les ventes étaient nulles. A New-York des ventes forcées avaient eu lieu le 8 mars : les indiennes françaises n'avaient trouvé acquéreur qu'à des prix présentant de 25 à 50 0/0 de perte ².

Essor 1832-1836. — La dépression due à l'épidémie fut courte. « La vente des articles de coton avait été arrêtée subitement par l'invasion du choléra, cependant la première crise passée les affaires ont graduellement repris leur train, et se trouvent en ce moment dans un état assez satisfaisant³. » « Depuis le mois de juin les affaires se sont tellement améliorées qu'on peut considérer leur situation présente, comme une des plus prospères que l'on ait eu depuis plusieurs années⁴. » Les prix étaient montés si rapidement que le calicot qui se vendait 0 fr. 65 l'aune en août 1832 coûtait 0 fr. 85 au mois de janvier 1833⁵.

Dans le courant du quatrième trimestre de l'année 1832, disait la Chambre de commerce de Mulhouse, la demande sur tous les articles de coton a été vive et soutenue. « *Filature de coton.* Avec la cessation de la sécheresse qui avait régné jusques fin septembre, nos filatures de coton ont pu reprendre complètement leurs travaux ; le prompt débit de leurs produits, avec une hausse proportionnée à celle éprouvée par les cotons en laine, a permis de rétablir les prix de main d'œuvre au taux des bonnes années précédentes. *Tissages.* Les toiles

1. Archives de la Haute-Alsace (M 128¹).

2. *Ibidem.*

3. Chambre de commerce de Mulhouse, « Notice sur l'état actuel du Commerce et de l'Industrie de Mulhausen » 20 septembre 1832 (Archives de la Haute-Alsace, M 128¹).

4. Lettre du sous-préfet de Belfort, du 25 septembre 1832 (Archives de la Haute-Alsace, M 128¹).

5. Lettre du sous-préfet de Belfort, du 25 mars 1833 (Archives de la Haute-Alsace, M 128¹).

« de coton de toutes sortes ont continué d'éprouver une de-
 « mande très vive, par suite de laquelle elles ont subi une hausse
 « dans leurs prix, de 15 à 20 p. 100, dont guères au delà de la
 « moitié se trouve absorbée par le renchérissement de la matière
 « première. Le fabricant ainsi que l'ouvrier ont en conséquence
 « recueilli bonne partie du fruit de cette amélioration ; la main-
 « d'œuvre a par suite, été portée au taux le plus élevé auquel
 « il soit permis d'atteindre avec la concurrence du tissage méca-
 « nique ; mais le manque d'ouvriers ne se fait pas moins sentir...
 « *Impressions.* Nos fabriques d'impressions se ressentent égale-
 « ment de la reprise des affaires, leurs produits s'écoulent promp-
 « tement, on remarque même une demande inaccoutumée dans
 « cette époque de l'année, qui donne lieu de conclure que
 « des approvisionnemens pour la vente du printemps se font
 « par anticipation, puisque d'ordinaire cette consommation ne
 « s'ouvrait guères qu'en mi-janvier : Cet empressement est d'un
 « bon augure pour la campagne prochaine et inspire de la con-
 « fiance aux fabricans. Les prix de main-d'œuvre sont rétablis
 « au taux des années les plus florissantes, et tous les ouvriers
 « valides trouvent à s'occuper avantageusement¹. » Le 24 mars 1833,
 la Chambre de commerce de Mulhouse mandait que toutes les
 branches de l'industrie cotonnière du Haut-Rhin étaient dans un
 état satisfaisant, que les ouvriers manquaient, et que les salaires
 avaient été augmentés². Les fabricants d'indiennes, disait le sous-
 préfet de Belfort, au lieu d'être obligés d'envoyer leurs produits
 à la vente, à Paris, Londres, Bordeaux et Bruxelles, se les voient
 enlevés chez eux au fur et à mesure des rentrées, et sans frais ;
 ils ne peuvent suffire aux commandes³. « L'activité des fabriques
 « a dépassé toutes les prévisions... Les produits ont été, pour la
 « plupart, vendus à l'avance et en hausse, motivée sur l'aug-
 « mentation des matières premières⁴ ». « A S^{te}-Marie-aux-
 « Mines, où l'on fabrique beaucoup de toiles de coton : *madras*,
 « *guingams*, etc., il y a une activité extraordinaire. Les produits
 « s'expédient, en partie pour l'intérieur, et en partie pour
 « l'étranger. Les ouvriers, quoique augmentés d'un tiers au

1. Archives de la Haute-Alsace (M 128¹).

2. *Ibidem*.

3. *Ibidem*.

4. Lorient, *La France* (Guadet, *Bas-Rhin*, Paris, 1834), p. 148.

« moins depuis six mois, ne suffisent pas, sur-tout pour la fabrication de la bonneterie qui est fort recherchée à l'intérieur. Beaucoup de métiers sont inoccupés faute de bras. La plupart des faiseurs de bas se sont faits tisserands à cause de l'élévation des salaires. Depuis long-temps la vente des produits des fabriques d'indiennes, impressions sur coton, teintures, etc. n'a été aussi facile et aussi considérable. Les prix se sont élevés encore comparativement au taux de l'année dernière, et cependant de fortes quantités se vendent, sur-tout à l'intérieur, pour Paris, Lyon, Bordeaux, etc. Des expéditions se font aussi à l'étranger : elles ont même un prix plus fort qu'en 1832¹. » En même temps que la production ne pouvait suffire à la demande, les prix s'élevaient rapidement : « Les callicos 75 portées, en écrû, qui le 30 juin 1832 étoient offerts de 72 à 75 centimes l'aune, et qui le 4 mai dernier se vendoient encore 85 à 90 centimes sont aujourd'hui [30 juin 1833] de f. 1.05 à 1 f. 10 c. sans qu'il reste rien à vendre. » Les fabricants contractaient des engagements à longue échéance : « Par suite de la spéculation qui a opérée sur les callicos, les produits de la plupart des tissages qui fabriquent pour revendre leurs toiles en écrû ou blanc, sont retenus d'avance par des marchés à livrer pour 3 à 8 mois. » Les filateurs réalisaient des bénéfices considérables : « Depuis que la Spéculation s'est emparée des calicos, les filés ont été poussés à des prix excessifs ; la chaîne n° 30 à 32 première qualité qui au 30 juin 1832 valoit f. 3.70 à 3.90 le kilog^{me}, et laissoit au fileur, une avance de f. 1.60^c par kilog^{me} sur le prix du coton en laine, pour façon et déchet, se vend actuellement f. 5.20 à 5.60 et laisse au fileur une avance de f. 2.70 à 2.90 pour façon et déchet². » Les fabriques d'impression avaient, comme les filatures et les tissages, réalisé de gros profits, mais la hausse des prix de la toile blanche les empêchait de fabriquer certains articles. « Les imprimeurs ont généralement bien placé leurs produits ce printems, et il leur reste peu de marchandise fabriquée ; ils travaillent peu en ce moment, comme cela a lieu chaque année à cette époque, mais aussi par suite de la hausse excessive des calicos ; la plu-

1. Rapport du préfet du Haut-Rhin au ministre du Commerce et des Travaux publics, cité dans Lorient, *La France* (Dufau, *Haut-Rhin*, Paris, 1834), p. 92.

2. Archives de la Haute-Alsace (M 128¹).

« part ayant eu des provisions de toiles, n'ont pour la vente de
 « ce printems haussé leurs prix que de 10 à 20 centimes l'aune
 « sur ceux du printems de 1832 : aujourd'hui qu'il faudroit
 « payer les calicos à 35 et 40 centimes de hausse sur les prix
 « de 1832, ils sont obligés de renoncer à beaucoup d'articles,
 « surtout à ceux destinés pour l'exportation, et de restreindre
 « d'autant leur fabrication. »

La période d'essor durait depuis un an à peine, et déjà elle étonnait les contemporains par sa longueur inconnue. Ils craignaient qu'un krach ne vienne interrompre cette activité fiévreuse. On citera à ce propos un écrit de la Chambre de commerce de Mulhouse du 3 juillet 1833. « Des spéculateurs se sont jettés depuis deux mois sur l'article Calicos, en achetant tout ce qui existait sur place, et passant des marchés à livrer pour ce qui pouvait être fabriqué dans quelques mois ; il existe dans le haut-Rhin de ces marchés faits par la spéculation pour plus de 150 mille pièces à livrer de juin à février prochain, et depuis 2 mois les Callicos ont haussé de 30 p^r cent. Si cette hausse avait une cause réelle, de manière à pouvoir se consolider, ce seroit un bien ; car en ce moment les fileurs et tisseurs, qui ont des provisions, gagnent beaucoup, et tous ces établissemens travaillent à force ; le salaire des ouvriers augmente, et les établissemens industriels acquièrent plus de valeurs ; mais les trois-quarts de cette hausse ne provenant que d'une spéculation outrée, l'exportation restant fermée par suite des hauts prix, les fabriques d'impression travaillant peu, la production aura promptement atteint, et surpassé les besoins de la consommation intérieure, et une réaction deviendra inévitable au moment où les efforts de la spéculation viendront à se ralentir, ou à cesser¹. » La crise de surproduction n'était pas si imminente. La période d'essor devait durer encore trois ans. On constatait à la fin de 1833 des inventaires extraordinaires : la production n'avait pu suffire à la demande².

1. Archives de la Haute-Alsace (M 128¹).

2. « Une époque de grande prospérité vient d'être traversée par notre industrie. Le mouvement imprimé aux affaires commerciales pendant les derniers tems a rendu au plus haut degré la vie et l'activité à nos manufactures. La production, poussée par de nombreuses demandes, a été portée même au-delà de ce qu'elle avait été dans les tems les plus prospères. » *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1834, p. 1.

« L'année 1833 a été, comme chacun le sait, des plus brillantes
« pour tous nos établissemens cotonniers, notamment pour les
« filatures. Il est constant que nos ateliers n'eurent en aucun
« temps une activité aussi soutenue, de jour comme de nuit.
« Une espèce de fièvre s'était emparé des spéculateurs et cette
« fièvre ne les quitta, en quelque sorte, qu'après que leurs coffres
« se furent vidés momentanément pour aller remplir ceux de
« nos fabricans. Aussi les avantages de cette campagne ont-ils
« été considérables, et nous pourrions citer telles de nos mai-
« sons d'Alsace dont les bénéfices se sont élevés au-delà d'un
« demi-million¹. » L'esprit d'entreprise, aiguillonné par l'ap-
pât des bénéfices, multipliait les moyens de production. « Quant
« au nombre d'établissements nouveaux qui ont été créés depuis
« cinq ans, on peut établir qu'il y a eu une augmentation d'un
« quart sur chacune des trois branches². » « Depuis trois années
« la fabrication des tissus de coton a atteint un degré de déve-
« loppement et une extension qui prouve les énormes bénéfices
« qu'elle produit. Aussi de toutes parts voit-on surgir de nou-
« veaux établissemens ou augmenter ceux qui existent, sans
« que la crainte de trop produire et arriver à un terme où il
« ne pourra y avoir que décroissement, vienne encore arrêter
« nos manufacturiers. » On évaluait les seules filatures qui se
construisaient ou s'augmentaient dans l'arrondissement de Bel-
fort à un accroissement de 120.000 broches³. De 1829 à 1836,
la production de la filature et du tissage alsaciens avait doublé.
« 200.000 nouvelles broches à filer le coton furent établies; de
« nouvelles fabriques d'indiennes s'élevèrent⁴. » La débâcle était
prévue depuis longtemps. Dès le 13 février 1835, Schlumberger-
Bourcart de Guebwiller avait écrit au préfet du Haut-Rhin :
« Vers le fin de 1835 l'augmentation des Machines à filer le coton
« peut être évalué à 100.000 broches, lesquelles augmenteront
« la masse de cotons filés d'environ 5.000^{kg} par jour. Cette
« masse énorme de produits jettés sur le Marché, alors que
« ceux que fournissent les filatures anciennes suffisoient à tous

1. *L'Industriel alsacien*, 25 juillet 1835.

2. Extrait du registre des délibérations de la Chambre consultative des arts et manufactures de la ville de Sainte-Marie-aux-Mines, Séance du 18 novembre 1835 (Archives de la Haute-Alsace, M 116A¹).

3. Archives de la Haute-Alsace (M 116A¹).

4. *Revue d'Alsace*, 1837, p. 169.

« les besoins, ne peut que faire naître une crise dangereuse ;
« l'on prévoit sa prochaine arrivée¹. »

Crise fin 1836-1837. — En 1836, la production et la demande étaient en équilibre instable. Ce fut la crise américaine qui fut le signal de l'effondrement des prix. « La crise actuelle du « commerce a pour cause première les embarras financiers des « États-Unis d'Amérique, et les contrecoups qui s'en sont fait « ressentir sur les principales places de l'ancien Continent, et « particulièrement de l'Angleterre et de la France. Il en est résulté une certaine difficulté dans les transactions du Haut « commerce, le resserrement du crédit est devenu général, mais « il s'est porté plus directement sur les industries qui avaient « le plus à souffrir de ces événements, soit par les affaires antérieures non liquidées, soit par le débouché précieux qui « leur était fermé, du moins momentanément : On peut, sous « ce rapport, mettre en première ligne Lyon, en deuxième « ligne Mulhouse et son rayon industriel². » Une énorme baisse frappait les produits manufacturés, plus encore que le coton brut. Plus de la moitié des tissages étaient arrêtés. Dans toutes les fabriques d'indiennes, on avait renvoyé bon nombre d'ouvriers ; ceux qui restaient ne travaillaient plus que quelques jours par semaine. Plusieurs filatures avaient diminué les heures de travail³.

On est ici en présence d'une crise de commerce et de crédit, plus que d'une crise de production. « Cette crise est d'autant « plus terrible que la lutte entre la banque américaine et son « gouvernement, et que le déclassement des fonds espagnols cotés ont diminué considérablement les moyens d'échange, embarrassé la haute banque et forcé celle-ci, comme la banque « du commerce, à retirer le crédit au moment même où le fabricant en avait le plus besoin, pour exécuter ses immenses et « trop légères entreprises⁴. » A Sainte-Marie, comme à Mulhouse, les transactions étaient paralysées. On cessait d'acheter des produits manufacturés, dans la crainte d'éprouver des pertes par la baisse successive⁵.

1. Archives de la Haute-Alsace (M 116A1).

2. Archives de la Haute-Alsace (M 124¹).

3. *France industrielle, manufacturière, agricole et commerciale*, 6 avril 1837.

4. Archives de la Haute-Alsace (M 124¹).

5. *Ibidem*.

§ 3. — 1838-1880

1838-1848 : A partir de 1838, équilibre instable entre la production et la demande, aboutissant à la crise de 1847-1848. — En 1838, l'industrie cotonnière alsacienne commençait à se remettre des effets de la crise, mais dès 1839 l'équilibre entre la production et la demande était de nouveau rompu. La filature, le tissage et l'impression n'avaient pas été affectés au même degré, comme le montre un rapport du 17 avril 1839. « *Impressions*. La
« campagne de 1839 s'annonçait assez bien pour la vente des im-
« pressions, plusieurs fabriques fermées pendant la crise de
« 1837, restaient inactives, de manière que la production
« était diminuée; le moral des acheteurs était un peu re-
« monté. Quoique les prix de vente étaient réduits au point de
« laisser peu de marge et peu d'espoir de bénéfice, la marchan-
« dise s'écoulait et sans les discussions politiques la campagne
« eut été bonne et surtout solide pour les impressions; mais en
« dernier lieu, les discussions politiques dont beaucoup de per-
« sonnes se plaisent à exagérer l'importance et les conséquences
« possibles, ont jeté la méfiance dans les transactions, tant en
« France qu'avec l'étranger, de telle sorte que cette industrie,
« qui en janvier et février promettait des résultats au moins
« passables, commence à souffrir également... *Tissage*. Comme,
« d'un côté, l'augmentation des métiers mécaniques, mûs, la
« plupart, par des moteurs hydrauliques et la réduction du sa-
« laire des ouvriers, ont mis à même de produire à moins de
« frais; que d'un autre côté, les cotons filés n'ont pas suivi le
« cours des cotons en laine; cette branche d'industrie s'est assez
« bien soutenue jusqu'ici, quoique les calicots se vendent à bas
« prix; l'on pouvait, en mettant toute l'économie possible dans
« la production, les établir aux prix de vente. Néanmoins, il
« existe, depuis longtemps, un trop plein de calicots, qui a beau-
« coup augmenté ces derniers temps, d'autant plus, que dans
« cette saison, les imprimeurs diminuent leurs achats; les travaux
« des champs réclameront bien une partie des ouvriers tisseurs
« à la main; mais la production n'en dépassera pas moins, pen-

« dant quelques mois, les besoins de la consommation... *Fila-*
 « *tures*. C'est la branche de l'industrie cotonnière qui souffre le
 « plus et qui est menacée de plus grands désastres ; elle est lit-
 « téralement exploitée et ruinée par les spéculateurs des ports
 « de mer, au moyen de nos lois de douanes : comme il n'y avait
 « aucun motif pour une hausse réelle dans la matière première ;
 « que les tisseurs, imprimeurs et consommateurs n'ont pu être
 « amenés à payer la hausse factice produite par les accapareurs
 « des ports de mer, les fileurs n'avaient d'autre alternative que
 « de fermer leurs ateliers, ou de supporter, seuls, la hausse des
 « cotons en laine : plusieurs auraient cessé de travailler ; mais
 « la perte de la clientèle, des contre-maîtres et bons ouvriers,
 « la détérioration des machines par un long chômage, l'espoir
 « d'un changement en mieux ; ont jusqu'ici fait balancer sur
 « une mesure aussi sérieuse, qui occasionnerait également une
 « grande perte. Des réunions ont eu lieu ; d'un côté, on a réduit
 « les heures de travail, afin de produire moins ; d'un autre côté,
 « l'on a envoyé des députés à Paris pour chercher à obtenir un
 « changement dans les lois de douanes¹. »

En 1839 la production de l'impression et du tissage équivalait à la demande, mais la filature ne pouvait fabriquer qu'à perte². Une tentative de réduction collective des heures de travail n'aboutit pas à une entente³.

L'état de surproduction subsistait pendant des périodes notablement plus longues qu'auparavant, parce que l'industrie alsacienne prenait à cette époque de plus en plus les caractères de la

1. Archives de la Haute-Alsace (M 124¹).

2. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1839, pp. 577, 590.

3. « Une demande vous a été adressée, au commencement de cette année, par
 « des filateurs réclamant l'intervention officieuse de la Société, pour provoquer une
 « mesure générale pour la réduction des heures de travail, seul moyen d'amener
 « une diminution sur la matière première, dont la spéculation fait trop souvent
 « l'objet de ses accaparements, au grand préjudice de l'industrie et du travail. Cette
 « mesure, si elle avait été adoptée par les filateurs, aurait en même tems eu pour
 « effet de diminuer la production exubérante, et de s'opposer à l'avisement
 « ruineux qui pèse, depuis trop longtemps, sur les cotons filés et les calicos. Vous
 « avez pensé que la Société ne pouvait délibérer sur cet objet, et vous avez donné
 « mission à quelques-uns de vos membres de provoquer la réunion des industriels
 « intéressés, qui auraient eu à s'entendre sur la prise en considération de la mesure
 « proposée, sans l'intervention directe de la Société. Malheureusement ces
 « démarches n'ont pas eu de résultat, et les fabricans ne se sont point rendus aux
 « raisons plausibles qui militaient alors en faveur de ces mesures. » (Rapport
 annuel fait à l'assemblée générale de la Société industrielle de Mulhouse) *Bull. de la*
Société industrielle de Mulhouse, 1840, pp. 75-76.

grande industrie, lesquels avaient pour effet de rendre le retour vers un état d'équilibre plus difficile et plus rare. Les progrès du machinisme avaient comme conséquences une proportion croissante du capital à la main-d'œuvre, et le passage de l'industrie à domicile à la fabrique concentrée. Et ces deux conséquences tendaient l'une et l'autre à rendre plus difficile l'arrêt de la production, seul remède aux crises de surproduction. On pouvait laisser facilement le capital et le travail improductifs, du temps de l'industrie à domicile, car le capital appartenait à l'ouvrier, et son salaire n'était qu'un salaire d'appoint. Au contraire, dans l'industrie concentrée, le capital, très considérable, ne peut rester improductif; il faut qu'il soit « amorti », et les travailleurs ne peuvent être condamnés au chômage, car le salaire de la fabrique est leur seule ressource. L'entrepreneur a donc intérêt à produire même à perte, en attendant de meilleurs jours. Mais cette nécessité de fabriquer à tout prix est de nature à prolonger la crise. Les contemporains avaient aperçu ces conséquences de la grande industrie : « Depuis que les moyens de « production se sont perfectionnés, que les machines ont suppléé à l'intelligence des ouvriers, et ont réduit l'emploi de « leurs bras ; que la vapeur a pu créer des forces indéfinies, partout où elles étaient nécessaires ; que les méthodes ont été vulgarisées ; qu'il n'y a plus de secrets de fabrication ; que l'industrie enfin est devenue abordable à tous et partout ; alors « les quantités produites ne se sont plus trouvées toujours en « rapport avec les besoins et souvent elles les ont dépassés ; le « trop plein a amené l'avisement des prix, et on est arrivé à « s'estimer heureux de ne pas travailler à perte¹. »

Ce déséquilibre, aggravé par une crise financière à la fin de 1847, puis par la révolution de février, condamna les entrepreneurs au *short time* ou au chômage. « La crise a obligé dans bon « nombre de filatures de réduire encore plus la durée du travail « que le décret du gouvernement provisoire n'avait cru devoir le « faire dans l'intérêt des ouvriers. Dans plusieurs établissements, « la journée a été réduite à neuf heures ; dans d'autres on n'a « travaillé que quatre jours par semaine. Presque partout, il a « fallu réduire de moitié le nombre des ouvriers, mesures non

1. Bull. de la Société industrielle de Mulhouse, 1844, p. 219.

« moins nuisibles aux patrons qu'aux ouvriers eux-mêmes, mais
 « que le manque absolu de débouchés pour les produits les a
 « obligés d'appliquer, et qu'ils n'ont même pu soutenir qu'à l'aide
 « des plus grands sacrifices¹. » Dans la vallée de Munster, des
 milliers d'ouvriers étaient sans travail². Dollfus-Mieg et C^{ie},
 qui avaient, en février 1848, 1.200 métiers en activité, étaient for-
 cés, cinq mois plus tard, de les réduire à 200³. Des filatures de
 Thann étaient en faillite ou fermées⁴. Dans une pétition que les
 chefs de l'industrie cotonnière des départements de l'Est adres-
 sèrent à l'Assemblée nationale constituante, demandant aide et
 protection pour la grande industrie alsacienne, ils montraient
 leurs magasins encombrés, les marchandises warrantées, les
 caisses vides de billets de banque et les portefeuilles pleins d'ef-
 fets impayés⁵.

Essor 1849-1861. — L'arrêt prolongé des échanges avait eu pour
 effet de laisser beaucoup de besoins non satisfaits. « Par suite de
 « la disette de 1847 et de la révolution de février 1848, les affaires
 « étaient restées stationnaires, et la production s'était restreinte
 « dans les limites d'une prudence excessive. A la fin de cette
 « crise et lorsque la confiance fut rétablie, les affaires reprirent
 « une impulsion d'autant plus grande que la consommation avait
 « été plus faible pendant les années précédentes⁶. » A un état
 de surproduction, succédait ainsi sans transition un état de sous-
 production : « Les demandes abondent et les besoins de la con-
 « sommation sont loin d'être satisfaits⁷. » « Les *filatures* sont
 « toutes en grande activité et dans de bonnes conditions. Le plus
 « grand nombre ont des commandes pour plusieurs mois. Les

1. *Réponses aux questions de l'enquête industrielle ordonnée par l'Assemblée nationale* (Mulhouse, 1848), p. 41.

2. Rathgeber, *Münster im Gregorienthal* (Strasbourg, 1874), pp. 132, 153.

3. *Réponse aux questions de l'enquête industrielle ordonnée par l'Assemblée nationale* (Mulhouse, 1848). Appendice, p. 8.

4. Archives de la Haute-Alsace (M 1241).

5. « Ce n'est point un secours, Citoyens, que l'industrie alsacienne vous demande
 « aujourd'hui, c'est son salut. Si vous tardez, le problème de l'organisation du
 « travail sera désormais résolu par la cessation entière du travail, et bientôt nos
 « vastes établissements, semblables aux ruines qui couronnent nos montagnes,
 « n'auront plus la force de renaitre et n'apparaîtront plus sur le sol que pour
 « témoigner d'une prospérité passée. » *Les chefs de l'industrie cotonnière des*
départements de l'Est à l'Assemblée nationale (s. n., n. 1., n. d.), p. 2.

6. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1862, p. 433.

7. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1849, p. 187.

« *tissages* sont aussi en pleine activité, mais d'une manière moins
 « avantageuse à cause du prix élevé du coton. Les *impressions*
 « ont reçu des commandes considérables de l'étranger, et parti-
 « culièrement de diverses contrées d'Amérique : en outre elles
 « se préparent assez activement pour la consommation inté-
 « rieure¹. » En 1853, la situation de l'industrie était des plus
 prospères. La production n'était pas suffisante pour s'adapter à
 la demande : « Les fabriques travaillent et produisent comme
 « jamais à aucune époque elles n'ont travaillé, les produits
 « s'écoulent comme par enchantement et paraissent ne pas pou-
 « voir suffire ni aux innombrables besoins du commerce ni à
 « l'impatience fébrile des chefs d'établissements². » Les moyens
 de production se multipliaient : « Mulhouse étend de jour en
 « jour sa vaste enceinte de fabriques et de machines à vapeur ;
 « les constructions suivent les constructions et chaque jour de
 « nouveaux ateliers s'ouvrent à l'activité dévorante de cette
 « ruche d'hommes aiguillonnés par le succès et rassurés par la
 « confiance³. ».

Cet essor ne fut pas sans doute régulier, mais connut des
 temps de ralentissement, dus, par exemple, en 1854, à la cherté
 des vivres, qui amena une diminution de la demande. « En
 « nous arrêtant à la situation actuelle [4 août 1854], nous trou-
 « vons nos industries, après quelques années de grande prospé-
 « rité qui ont suivi la crise funeste de 1848, marquer, sinon un
 « temps d'arrêt, mais du moins ayant à lutter contre les graves
 « difficultés qu'animent toujours et inévitablement, les époques
 « de cherté de subsistances comme celle que nous venons de
 « traverser. Cette cause plus encore que les complications de
 « l'état de guerre dans lequel le pays se trouve engagé, a essen-
 « tiellement contribué au ralentissement de la consommation,
 « pour la plupart des articles que produit le Haut-Rhin... Cepen-
 « dant dans l'ensemble la situation peut encore être considérée
 « comme satisfaisante⁴. »

Autre conséquence significative de l'état du rapport de l'offre

1. Lettre de Roman, Wesserling, du 27 novembre 1850 (Archives de la Haute-Alsace, M 124¹).

2. Archives nationales (F¹C III Haut-Rhin 7).

3. *Ibidem*.

4. Emile Dollfus, *Rapport à M. le Préfet sur l'industrie du Haut-Rhin* (Mulhouse, 1854), p. 4.

à la demande : on manquait d'ouvriers. Les grandes levées de jeunes soldats, les grands travaux de chemin de fer absorbaient, il est vrai, beaucoup de bras. Jamais, dans l'évolution de notre industrie, on n'avait assisté et on ne devait assister à une telle période d'essor pour les producteurs. « Les dix années qui viennent de s'écouler ont été signalées par une prospérité très marquée pour la filature de coton. On a vu la plupart des anciens établissements se libérer de leurs engagements, renouveler leur matériel pour le mettre au niveau des progrès du jour et augmenter notablement le nombre de leurs métiers. La production s'accroissait en même temps par la création d'une foule de nouveaux établissements, sans jamais cependant pouvoir se mettre à la hauteur des besoins ¹. »

Crise 1861-1865. — De même que le traité de commerce de 1786 entre la France et l'Angleterre avait été la cause d'une crise, qu'un événement politique, la Révolution, avait aggravée ; de même le traité de commerce de 1860 entre la France et l'Angleterre ² fut le signal d'une période de dépression, qu'un événement politique, la guerre civile aux États-Unis, transforma en une crise profonde.

La perspective de perdre les débouchés américains n'avait rien de très alarmant. Au contraire, à l'idée de manquer de matière première (les États-Unis fournissant plus de 3 millions de balles sur 4 millions de balles de coton que l'Europe consommait annuellement), on envisageait avec anxiété le sort réservé à l'industrie cotonnière. Ainsi se vérifiaient les craintes d'un homme du XVIII^e siècle : « C'est une sorte de manufacture bien précaire que celle dont il faut aller chercher la matière première hors du pays ³. » Les industriels étaient condamnés à tirer leurs cotons de nations dont la récolte ne servait jusque-là que d'appoint à la récolte américaine ⁴. Les marchés mondiaux étaient, il est vrai, largement approvisionnés à la suite de plusieurs campagnes

1. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1862, p. 432.

2. Qui, comme le traité d'Eden, substituait au régime prohibitif un régime très peu protecteur, et qui a été considéré avec raison comme réalisant pratiquement dans une très large mesure le libre-échange.

3. Archives du Ministère des Affaires étrangères (Allemagne, Mémoires et documents, 117, p. 156).

4. Voyez ci-dessus, p. 59.

cotonnières particulièrement importantes ¹. La récolte américaine de 1860-1861 n'avait pas été moindre que 4.861.292 balles de coton ², et les magasins de cotons des filateurs alsaciens étaient comme toujours largement pourvus de cette précieuse matière première, parce qu'étant éloignés de la mer, ils ont besoin de beaucoup de stock. Pendant la « famine du coton », les Alsaciens purent ainsi maintenir leurs établissements en pleine activité, un an plus longtemps que le Lancashire, et six mois plus longtemps que la Normandie ³. L'éloignement de l'Alsace des ports de mer, qui avait de tout temps constitué un obstacle à son développement, devint dans ces circonstances anormales une cause de prospérité relative.

La hausse du prix des cotons dépassa toutes les prévisions. En quelques mois, le coton doubla et tripla de valeur, mais le prix des produits manufacturés était loin de progresser proportionnellement, comme le montre le tableau suivant.

	PRIX MOYEN DU KILOGRAMME			DONC, PRIX DE FAÇON	
	COTON	FILÉS	CALICOT	FILATURE	TISSAGE
1860	1,78	3,27	4,59	1,49	1,32
1861	2,39	3,33	4,44	0,94	1,11
1862	4,64	4,91	5,38	0,27	0,47
1863	6,07	6,40	7,07	0,33	0,67
1864	6,46	7,13	7,77	0,67	0,64
1865	4,66	5,34	6,41	0,68	1,07

Dans un établissement-type de cette époque, le prix de revient de la façon de la filature était de 0^f,76, et le prix de revient de la façon du tissage de 0^f,85 par kilogramme ⁴. Le rapport de l'offre à la demande avait comme conséquence de réduire ce prix de façon, ce qu'on appelle la « marge », à des prix désastreux pour les producteurs. Et voici pourquoi. La sous-production de la matière première avait eu pour conséquence une hausse considérable de sa valeur ; par suite, le coût de production du produit

1. Engel-Dollfus, *Production du coton* (Paris, 1867), p. 5.

2. Lecomte, *Le coton* (Paris, 1902), p. 60.

3. Archives de la Haute-Alsace (M 125¹).

4. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1872, pp. 132-133.

manufacturé s'étant élevé, la demande avait sensiblement diminué ; le producteur était réduit à chômer ou à vendre à perte.

Alors que les précédentes crises étaient le résultat d'un ensemble complexe de phénomènes de surproduction, dus soit à un développement rapide de la production, soit à une restriction subite de la demande, cette crise était occasionnée par une sous-production de la matière première, qui née d'une guerre, pouvait cesser d'un moment à l'autre. Les nouvelles de la guerre de Sécession étaient pour l'industriel le baromètre qui pendant la tempête annonce au pilote l'apaisement ou la recrudescence des éléments. « Du jour où un journal rend compte de la moindre « démarche faite par le Gouvernement pour amener une entente « entre les parties belligérantes de l'Amérique toute affaire cesse « jusqu'à ce que l'on connaisse l'effet produit par cette démarche « sur les gouvernements américains¹. » Le 19 juillet 1862, des dépêches du Havre et de Liverpool annoncent à Mulhouse un échec éprouvé par le Nord. Les cotons baissent de 12 francs les 50 kilogrammes. Le lendemain, de nouvelles dépêches démentent celles de la veille : le coton hausse². Dans l'espace de cinq semaines, le coton avait monté de 165 francs les 50 kilogrammes à 240 francs³. « Ce renchérissement sans précédent transformait presque en « tissu de luxe le calicot et l'indienne à l'usage de la classe ouvrière, intervertissait les rôles en faisant de Liverpool un marché d'approvisionnement pour les filatures américaines, quadruplant les fonds de roulement, bouleversant les prix de revient, absorbant chez les plus privilégiés toutes les ressources disponibles pour aboutir au chômage partiel ou complet de milliers d'établissements industriels⁴. »

Entrevoyant le moment où l'encombrement des magasins ne permettrait pas de marcher plus longtemps (par la raison que des fonds considérables, employés à l'acquisition des matières premières, s'immobilisaient dans les produits manufacturés non vendus), les principaux chefs d'industrie se réunirent en février 1863, à Mulhouse, pour aviser aux mesures à prendre. On s'occupa d'organiser un comité qui aurait recherché les moyens

1. Archives de la Haute-Alsace (M 125¹).

2. *Ibidem*.

3. Archives de la Basse-Alsace (M Industrie et Commerce).

4. Engel-Dollfus, *Production du coton* (Paris, 1867), p. 7.

d'exporter 300.000 pièces formant le stock anormal de Mulhouse. « Cette entreprise n'est pas aussi simple qu'on pourrait le croire, car les tissus préparés pour l'exportation doivent avoir des conditions de largeur et de mesurage qui varient selon les pays auxquels ils sont destinées; ces exportations ne pourront donc pas avoir lieu sans des pertes ¹. »

Des industriels, devenus impuissants à continuer leurs affaires, étaient obligés de céder leurs usines à des prix qui leur infligeaient des pertes considérables. Mais il n'y avait pas, comme en Normandie, des manufactures fermées, faute d'acquéreurs même à vil prix. Grâce à la nature de sa production, l'Alsace était dans une situation privilégiée. La valeur du coton brut jouant dans le prix de revient des filés fins un rôle moins considérable que dans celui des filés ordinaires, les filatures alsaciennes, qui produisaient dans l'ensemble un fil relativement fin, se resentaient moins que d'autres de ce que la valeur du coton brut avait quadruplé. De même, beaucoup de tissages ou de manufactures d'impression, fabriquant des articles spéciaux, où la quantité et la qualité de la main-d'œuvre étaient un élément très important, avaient des commandes, contrairement aux fabriques des autres régions, qui étaient obligées de chômer entièrement.

Essor 1865-1867. — A partir de 1865, la baisse du prix du coton en laine eut pour conséquence un nouvel essor de la production et de la demande ². Le mouvement des prix montre qu'aux prix de façon désastreux pour le producteur succédait une marge rémunératrice.

	PRIX MOYEN DU KILOGRAMME			DONC, PRIX DE FAÇON	
	COTON	FILÉS	CALICOT	FILATURE	TISSAGE
1865	4,66	5,34	6,41	0,68	1,07
1866	3,93	5,13	6,54	1,20	1,41
1867	2,82	3,83	4,59	1,01	0,76

Quant à l'industrie de l'impression, elle s'était réveillée de sa

1. Archives nationales (F¹C III Haut-Rhin 14).

2. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1872, pp. 132-133.

torpeur, quoique les prix du tissu écri fussent encore singulièrement élevés. Elle eut pendant plusieurs années un renouveau de prospérité, grâce aux admissions temporaires qu'autorisait la législation de 1861, et qui lui permirent de donner à ses exportations un grand développement. En 1866, on mandait qu'à Mulhouse « la situation est tout ce qu'on peut désirer ¹ ». Dès l'année suivante, la production commençait à ne plus s'adapter à la demande. On écrivait, au commencement de 1867 : « Le « mouvement de la fabrication n'a subi aucun ralentissement « depuis le trimestre précédent, malgré les appréhensions généralement répandues dans les esprits par l'éventualité d'un « conflit avec l'Allemagne ». Mais une grande partie des produits s'accumulait dans les magasins ².

Crise 1867-1871. — En 1869, on n'avait arrêté que 4 0/0 des métiers mécaniques à tisser et 0,5 0/0 des broches de filatures ³. Le mouvement des prix, mieux que la variation des forces productives, montre que la production était de plus en plus supérieure à la demande :

	PRIX MOYEN DU KILOGRAMME			DONC, PRIX DE FAÇON	
	COTON	FILES	CALICOT	FILATURE	TISSAGE
1867	2,82	3,83	4,59	1,01	0,76
1868	2,76	3,48	4,23	0,72	0,73
1869	3,10	3,70	4,45	0,60	0,73

Les causes de la crise étaient, comme toujours, fort complexes. La cherté du coton n'avait pas seulement fermé des débouchés en facilitant la concurrence d'étoffes fabriquées avec d'autres textiles. L'emploi de nouvelles qualités de coton avait fait surgir des difficultés d'ordre technique. « La transformation de l'outil-
« lage et la substitution partielle des cotons des Indes et de
« l'Algérie aux cotons américains, dont l'usage avait été
« presque exclusif jusqu'alors, étaient de nouvelles sources

1. Archives de la Haute-Alsace (M 124³).

2. Archives de la Haute-Alsace (M 124⁴).

3. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1872, p. 128.

« de complications pour les filateurs. En même temps, les tissus
 « de laine baissaient progressivement de prix et tendaient à se
 « substituer aux tissus de coton dans une classe de consomma-
 « teurs de plus en plus étendue, et les manufactures de laines
 « se développaient concurremment avec celles de coton. Il en
 « est résulté de là un engorgement de tous les marchés et une
 « dépression des cours des filés et des tissus, contre laquelle il
 « était impossible de réagir ¹. » Mais il y avait aussi des causes
 accessoires: « Des circonstances particulières, telles que la hausse
 « constante de la main-d'œuvre, les changements de la mode à
 « l'égard de certains tissus, par exemple des jaconas fins, la
 « nécessité de créer de nouveaux courants commerciaux, enfin
 « le régime douanier, ont apporté leur contingent dans le malaise
 « de l'industrie, et contribué à en masquer la cause essentielle.
 « De là les plaintes si nombreuses qui ont retenti dans le pays,
 « et qui ont conduit le gouvernement à ouvrir une enquête par-
 « lementaire ² sur le régime économique ³. »

L'industrie était en pleine crise lorsque, le 17 juillet, la France déclara la guerre à l'Allemagne. Le 4 août, l'armée du prince royal de Prusse entra en Alsace.

Quelques mois d'essor en 1871-1872. — La guerre, où l'on détruit sans produire, avait eu pour conséquence de créer des besoins. Le régime douanier transitoire favorable à l'industrie alsacienne lui permit, de la fin de 1871 au commencement de 1872, de donner de l'activité aux manufactures.

Crise 1872-1880. — Mais « dès le milieu de 1872, la forte
 « reprise dans les transactions signalée par le retour de la tran-
 « quillité, et favorisée par des mesures douanières transitoires,
 « fit place à un ralentissement de plus en plus marqué, et se
 « transforma en une période de crise telle qu'aux époques les
 « plus mauvaises les industriels n'en avaient supporté de pa-
 « reilles ni comme intensité ni comme longueur ⁴ ».

Cette période de dépression était prévue par les praticiens.

1. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1872, p. 128.

2. *Enquête parlementaire sur le régime économique*, t. I^{er}. *Coton* (Paris, 1870).

3. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1872, p. 128.

4. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1873, p. 6.

L'un d'eux disait à ses collègues, le 18 décembre 1872 : « Jugez
« de la position de l'industriel : il a devant lui, menaçante, la
« date du 31 décembre, qui va lui fermer presque complètement
« le marché français¹; les relations qu'il a mis de longues années
« à établir vont lui manquer brusquement; il lui faut à tout prix
« chercher de nouveaux débouchés, apprendre à connaître les
« besoins d'une consommation qui jusqu'ici trouvait pleinement
« à se satisfaire, se conquérir une position sur un terrain où la
« place lui est disputée avec acharnement. En temps ordinaire,
« une transition aussi radicale ne se serait pas effectuée sans
« crise; diverses circonstances concourent aujourd'hui à rendre
« la position plus critique encore. La main-d'œuvre, rare et
« recherchée depuis plusieurs années, est devenue plus rare
« encore par suite de l'émigration en grand nombre de la popu-
« lation à l'approche du 1^{er} octobre. Le combustible a presque
« doublé de prix depuis quelques mois, et vous savez tous com-
« bien l'emploi de plus en plus général des machines donne un
« rôle considérable à cet élément dans l'exploitation d'une indus-
« trie. Pour fabriquer les produits exigés par une consommation
« nouvelle, il fallait augmenter ou modifier le matériel; et ici
« encore on s'est trouvé en face d'un obstacle imprévu : une
« hausse énorme dans toutes les branches de la construction et
« de la métallurgie, et par suite un notable surcroît de dépenses
« dans l'installation de nouveaux appareils. Ajoutez enfin une
« récolte peu abondante dans la plupart des pays d'Europe, un
« renchérissement continu des moyens de subsistance, et vous
« vous rendrez facilement compte des préoccupations de l'indus-
« trie en face d'une situation aussi pleine d'inconnu². »

A la suite de l'annexion de l'Alsace, le nombre des broches du Zollverein s'augmentait de 56 0/0, celui des métiers mécaniques de 88 0/0, celui des machines à imprimer de 100 0/0³. Cet accroissement considérable de l'outillage fut surtout sensible lorsque, à l'expiration des conventions douanières provisoires, le marché français fut presque fermé aux produits alsaciens. « La concurrence acharnée développée par suite de l'annexion de l'Alsace

1. Ci-dessus, p. 241.

2. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1873, p. 6.

3. Herkner, *Die oberelsässische Baumwollindustrie und ihre Arbeiter* (Strasbourg, 1887), p. 274.

« qui brusquement a doublé à peu près la production sans com-
 « pensation pour le débouché, place l'industrie cotonnière dans
 « une situation critique, et détermine une crise dont des ruines
 « nombreuses semblent pouvoir seules amener le dénouement¹. »

Au commencement de l'année 1875, la crise avait diminué d'in-
 tensité. « Aujourd'hui encore [janvier 1875] les causes perma-
 « nentes auxquelles sont dues les souffrances de l'industrie
 « subsistent dans toute leur force, et si elles paraissent agir
 « momentanément avec moins de violence, cela tient surtout à
 « l'amélioration dans la situation commerciale d'une partie de
 « l'Europe par suite du bon rendement général des récoltes². »
 Mais l'accalmie fut courte. La campagne de 1875-1876 fut très
 malheureuse pour l'impression. « Les tissus, relativement très
 « chers au moment de faire les achats pour l'ouverture de la
 « campagne, ont été constamment en baissant jusqu'à la fin de
 « la saison, par suite de la grande production des articles pour
 « l'impression et du peu d'écoulement. Il en est résulté que les
 « imprimés 68 portées 20 fils, cotés au début 68 à 70 cent. le
 « mètre, sont rapidement tombés à 65, 63 et soldés à 50 cent.³. »

Pendant l'année 1877 la production s'adaptait moins que jamais
 à la demande : « L'année 1877 marquera parmi les époques les
 « plus critiques que toutes nos industries aient eu à traverser
 « jusqu'ici, car la situation des affaires, déjà très fâcheuse en
 « 1876, n'a fait depuis qu'empirer⁴. »

En 1878, une grande partie de l'outillage était réduite au chô-
 mage ; il y avait même des entrepreneurs qui fermaient leurs
 portes sans espoir de reprendre la lutte : « L'Alsace est très
 « éprouvée : pour la première fois depuis longtemps, nous avons
 « vu plusieurs établissements, dont quelques-uns très importants,
 « non seulement fermer leurs ateliers, congédier leur personnel,
 « mais encore liquider les marchandises, les approvisionnements,
 « et vendre enfin un outillage⁵. » En 1879, la situation devenait
 de jour en jour plus grave. C'était surtout l'industrie des toiles
 peintes qui était atteinte. « Les tissus de coton imprimé ne
 « jouissent plus aujourd'hui de la même faveur que par le passé

1. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1874, p. 556.

2. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1875, p. 6.

3. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1878, p. 867.

4. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1878, p. 429.

5. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1879, p. 116.

« il faut bien le reconnaître. Les tissus de laine se sont substitués
 « en grande partie aux indiennes, pour le vêtement surtout¹ ».
 « La belle industrie des toiles peintes, point de départ de la puis-
 « sance et de la grandeur de Mulhouse, est aujourd'hui cruelle-
 « ment atteinte. D'une part les caprices de la mode qui se détourne
 « d'elle, de l'autre l'infériorité du marché auquel elle est réduite
 « à l'intérieur, et l'élévation des droits de douane qui grèvent
 « outre mesure ses exportations, rendent plus dure pour elle la
 « crise dont souffrent toutes les affaires². » Quelques mois plus
 tard, la crise était conjurée³.

Faute de matériaux concernant l'adaptation de la production à la demande pendant les trente dernières années, nous sommes obligés de clore ici l'histoire des périodes d'essor et de crise.

1. *Bulletin de la Société industrielle de Mulhouse*, 1879, p. 116.

2. Mossmann, *Les grands industriels de Mulhouse* (Paris, 1879), p. 97.

3. *Bull. de la Société industrielle de Mulhouse*, 1880, p. 49.

Vu :

Le Président de la thèse,

FERNAND FAURE.

Vu :

Le Doyen,

P. CAUWÈS.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

TOURS

IMPRIMERIE DESLIS FRÈRES ET C^{ie}

6, RUE GAMBETTA, 6

